

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°470

MAI 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285 (imprimé)
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **TURQUIE : LE LEADER KURDE DEMIRTAS CONDAMNÉ À 42 ANS DE PRISON**
- **IRAK : LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN EN VISITE OFFICIELLE EN IRAN**
- **IRAN : FIN TRAGIQUE D'UN PRÉSIDENT CONNU COMME « BOUCHER DE TÉHÉRAN »**
- **ROJAVA : ANNONCE D'ÉLECTIONS MUNICIPALES**
- **CULTURE : DES FILMS KURDES RÉCOMPENSÉS À DEUTSCHE FILMPREIS**
- **ARCHÉOLOGIE : DÉCOUVERTE D'UNE NÉANDERTALIENNE DE 75.000 ANS DANS UNE GROTTÉ DU KURDISTAN**

TURQUIE : LE LEADER KURDE DEMIRTAS CONDAMNÉ À 42 ANS DE PRISON

Le procès fleuve, dit de Kobané, qui dure depuis des années a abouti le 15 mai à un dénouement sidérant. La plupart des 108 accusés ont été condamnés à de très lourdes peines de prison. Parmi eux le charismatique leader kurde Selahattin Demirtas, ancien co-président du Parti démocratique des peuples (HDP), ancien candidat à la présidence de la république, condamné par la 42^{ème} cour pénale d'Ankara à 42 ans de prison.

Emprisonné depuis novembre 2016 dans une prison d'Edirne, en Thrace, à la frontière bulgare,

à plus de 1500 km de sa ville de Diyarbakir, il était poursuivi pour 47 chefs d'accusation dont « atteinte à l'unité de l'Etat et à l'intégrité territoriale et incitation à commettre un crime ». L'autre co-présidente du HDP, Figen Yuksekdog, a été condamnée à 30 ans et 3 mois de prison. L'ancienne maire de Diyarbakir, Gulden Kisanak, a été condamnée à 12 ans de prison et Ahmet Turk, réélu récemment maire de Mardin, à 10 ans de prison.

Selon l'ONG Human Rights Watch (voir p.51) l'acte d'accusation contre les 108 prévenus est basé sur 4 messages postés le 6 octobre

2014 sur le compte Twitter du HDP et des discours politiques. Le procureur, plusieurs années après les événements, a ajouté au dossiers quelques déclarations, y compris de témoins anonymes faisant des allégations non fondées contre les parlementaires (kurdes). L'ajout de ces déclarations douteuses au dossier de l'accusation a suivi « une procédure arbitraire qui n'a pas respecté les garanties de base pour un procès juste des prévenus » estime l'ONG dans un communiqué du 17 mai. Pour Human Rights Watch il s'agit d'un procès politique.

Les députés du DEM (nouveau

nom du HDP), qui dès l'annonce du verdict ont protesté vivement dans l'enceinte du Parlement en brandissant les portraits des deux co-présidents du HDP condamnés, parlent eux d'un « massacre judiciaire », d'une « nouvelle tâche sombre dans l'histoire judiciaire de la Turquie ». Cette indignation a été partagée par des centaines de milliers de Kurdes qui, malgré les interdictions de manifester, sont descendus dans les rues des principales villes kurdes et des métropoles turques pour dénoncer cette parodie de justice. De nombreuses voix de l'opposition turque dont celle du chef du Parti républicain du peuple (CHP), Ozgur Ozel, et du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, ont exprimé leur condamnation. Face à ce tollé général, le Président turc et ses porte-paroles ont, avec leur aplomb habituel, évoqué « l'indépendance de la justice turque » et rappelé qu'il s'agissait du verdict des premières instances dont les prévenus peuvent faire appel. C'est ce que vont faire les avocats de la défense, sans grandes illusions car le système judiciaire turc, truffé de magistrats ultra-nationalistes, est totalement aux ordres du pouvoir. Et quand les voies de recours internes sont épuisées et que les avocats saisissent, en ultime recours, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) de Strasbourg, Ankara refuse d'appliquer les décisions de celle-ci.

En effet, examinant une précédente condamnation en 2018 du leader kurde Demirtas à 4 ans et 8 mois pour « propagande terroriste » la CEDH avait considéré qu'il s'agissait d'un délit d'opinion et sommé Ankara de le libérer « dans les plus brefs délais » estimant que son emprisonnement visait à étouffer le pluralisme politique. La Turquie a refusé de suivre cette injonction pourtant obligatoire et sans appel, comme elle a refusé d'appliquer un verdict similaire exigeant la libération du philanthrope turc Osman Kavala, 66 ans, arrêté en octobre 2017 et accusé

de financement des grandes manifestations pour la préservation du Parc Gezi d'Istanbul, menacé par des projets immobiliers des proches du régime turc.

La condamnation de Demirtas et de ses camarades à un total de 407 ans de prison est justifiées par la justice turque par leurs appels sur les réseaux sociaux à manifester contre l'inaction, voire la complicité, de la Turquie face au siège par Daech de la ville frontière kurde syrienne de Kobané en octobre 2014. Les djihadistes avaient tout le loisir de passer par le territoire turc pour renforcer leur siège de Kobané au vu et au su de nombreux journalistes locaux et étrangers présents à la frontière. L'armée turque refusait d'intervenir et Erdogan se réjouissait publiquement de « la chute prochaine de Kobané ». Les blessés djihadistes étaient soignés dans les hôpitaux turcs. Ce parti pris anti-kurde a outragé la population kurde de part et d'autre de la frontière. Les manifestations antigouvernementales ont été massives dans les villes kurdes et notamment à Diyarbakir, la capitale kurde. La police et les forces anti-émeutes turques sont intervenues avec une extrême brutalité faisant un usage systématique de tirs à balles réelles. Le bilan a été lourd : 37 morts dont une trentaine de manifestants et 3 ou 4 personnes tuées dans la bousculade. Les victimes sont des Kurdes. Au lieu de diligenter une enquête sur l'usage disproportionné de la force par les forces de sécurité, le pouvoir a choisi d'incriminer ceux qui avaient appelé à manifester pacifiquement leur faisant porter la responsabilité de ce carnage.

Enfin, grâce à la résistance héroïque de sa population et à l'arrivée des Peshmergas kurdes irakiens dotés d'armes lourdes et grâce au soutien aérien américain Kobané n'est pas tombée aux mains des djihadistes. Encouragées par cette première victoire hautement symbolique les forces kurdes

aidées progressivement par les États-Unis, la France et d'autres pays alliés ont pu combattre et vaincre Daech et mettre fin au prétendu califat islamique.

La condamnation à de lourdes peines de prison de Demirtas et de ses camarades a trouvé de larges échos dans la presse internationale (voir pp. 45-51) qui n'a pas manqué que « l'Obama kurde » avait lors des élections de juin 2015 fait élire 80 députés,, obtenu plus de 6 millions de voix, mettait pour la première fois en minorité l'AKP d'Erdogan qui depuis lui voue une rancune tenace. Les pays occidentaux qui ont tant protesté contre la persécution de Navalny par le régime de Poutine, pris des sanctions, sont restés relativement discrets sur le sort de Demirtas.

La répression ordinaire des opposants s'est poursuivie tout au long du mois de mai. Les manifestations du 1^{er} mai, réprimées, ont donné lieu à 210 interpellations (p.2). Plus de 500 partisans supposés du prédicateur Gulen ont été arrêtés (p. 44). Les mères des « disparus » kurdes ont le 8 mai tenu leur millième rassemblement contre l'oubli à Istanbul (Le Monde 8 mai). Elles ne cessent de réclamer la vérité sur leurs enfants enlevés et tués par les brigades de la mort de la gendarmerie turque (TEM) notamment dans les années 1990, une période particulièrement sombre et meurtrière de la « sale guerre » opposant les forces turques aux combattants du PKK, une guerre qui a officiellement fait plus de 50.000 morts, sans compter les milliers (les estimations vont de 12.000 à 17.000) de disparus.

Cette tragédie a inspiré, entre autres, un nouveau documentaire « The Blind Spot » qui vient d'être récompensé par plusieurs prix aux Deutsche Filmfestivals, équivalent allemand des Césars (voir plus loin).

Enfin, sur le plan économique, les élections passées, le gouvernement fait face aux dures réalités de l'inflation, des déficits, du budget et de la balance des paiements. Il annonce « un plan de rigueur sur trois ans » (Le Figaro 13 mai). Par ailleurs Ankara a le 2 mai décidé de suspendre toutes relations commerciales avec Israël (pp. 6, 8) et de resserrer ses liens avec le Hamas.

Pour la première fois depuis les élections locales, les dirigeants du parti pro-kurde DEM ont rencontré le Parti républicain du peuple (CHP), principal parti d'opposition turc, à Ankara. La délégation du Parti Démocrate comprenait les coprésidents Tülay Hatimoğulları et Tuncer Bakırhan, ainsi que le vice-coprésident Özlem Gündüz. Les deux partis ont déclaré que la réunion visait à discuter des résultats des élections et du paysage

politique actuel en Turquie et dans la région au sens large. Le leader du CHP, Özgür Özel, a exprimé sa gratitude au DEM en déclarant : « Nous avons eu l'occasion d'échanger des idées et d'évaluer les résultats des élections locales et leurs implications pour les prochaines élections générales et les défis auxquels est confrontée la démocratie en Turquie. » Dans un autre ordre d'idées, les autorités turques ont reporté au 2 juillet le verdict dans l'affaire de la figure politique kurde Leyla Zana. Zana, lauréate du prix Sakharov en 1995, est accusée de « propagande en faveur d'une organisation terroriste ». Parallèlement, la police turque a arrêté deux autres journalistes associés à un média pro-kurde et arrêté quatorze membres du parti DEM à Urfa. À Mardin, treize hommes politiques kurdes ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour leur participation

au soutien de l'autonomie kurde en 2015.

Après les élections, les dirigeants du Parti pour la démocratie et l'égalité des peuples (DEM) pro-kurde ont également engagé des discussions avec le parti Félicité (Saadet), en se concentrant sur des sujets tels que les « points de vue sur la nouvelle constitution », entre autres questions nationales. Alors que le président Recep Tayyip Erdogan envisage de lancer le projet d'élaboration d'une nouvelle constitution, le parti DEM donne la priorité à la résolution des problèmes économiques et à la création de conditions pour d'éventuels amendements constitutionnels, notamment concernant les droits des Kurdes et d'autres minorités. Parallèlement, les dirigeants du parti DEM entretiennent des dialogues avec d'autres partis turcs.

IRAK :

LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN EN VISITE OFFICIELLE EN IRAN

L'événement est assez rare et mérite d'être remarqué. Le président du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, a effectué du 6 au 8 mai une visite officielle à Téhéran à l'invitation des autorités iraniennes. Les médias iraniens et kurdes ont accordé une large place à cette visite qualifiée « d'histoire ».

Au cours de cette visite, le président Barzani a été reçu tour à tour par le président iranien Ebrahim Raïssi, par le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, par le Président du Parlement, le ministre des Affaires étrangères, le secrétaire général du Conseil national de sécurité. Le président Barzani, qui a grandi et a été scolarisé en Iran et parle de ce fait couramment le persan, a voulu rassurer ses interlocuteurs iraniens que le Kurdistan n'est pas et ne sera pas une base de déstabilisation du régime iranien, que contrairement à la propagande de certains médias

arabes et iraniens il n'abrite aucune base ou installation militaire ou de renseignement d'Israël. La seule présence étrangère sur son sol est la Coalition internationale de lutte contre Daech, dirigée par les États-Unis qui dispose à cet effet de deux bases à Erbil et Harir. Cette présence est encore indispensable, notamment pour le soutien aérien et la formation dans les opérations contre Daech. Cette dernière est l'ennemi commun du Kurdistan, de l'Irak mais aussi de l'Iran où il a récemment commis un véritable massacre. Bien qu'affaibli, Daech reste encore très actif et pourrait prospérer si les efforts communs des uns et des autres se relâchaient.

L'autre message important de N. Barzani concernait la stabilité de l'Irak et du Kurdistan. Si le Kurdistan est déstabilisé par des attaques des milices et des drones et par des restrictions financières et budgétaires cela aussi aura des conséquences graves sur la stabilité de l'Irak mais

aussi, par ricochet, sur celle de l'Iran. Téhéran a été invité à user de son influence, considérable, sur les dirigeants de Bagdad pour les inciter à régler par le dialogue les litiges politiques, budgétaires et juridiques qui les opposent au Gouvernement régional du Kurdistan.

La délégation kurde qui comprenait aussi le vice-Premier Ministre, Qobad Talabani, les deux vice-présidents, l'un de l'UPK l'autre du mouvement Goran et le ministre de l'Intérieur, représentative de l'unité politique du Kurdistan, a reçu un accueil qualifié de « cordial » et de « chaleureux » par les participants et les médias. Les dirigeants iraniens ont promis de contribuer à la stabilisation du Kurdistan. De part et d'autre, on parle de « revitalisation des relations bilatérales » et d'un « nouveau chapitre dans les relations entre l'Iran et le Kurdistan ».

Intervenant quelques jours après la visite, très médiatisée, du président turc Erdogan à Erbil, cette visite

aura sans doute permis d'équilibrer les délicates relations du Kurdistan entre ses deux voisins rivaux et agressifs et d'atténuer pour quelque temps les tensions. Interrogé sur cette visite, le porte-parole du Département d'État américain, Matthew Miller, a déclaré : « Nous avons toujours encouragé tous les pourparlers qui pourraient conduire à une désescalade et à davantage de stabilité dans la région, y compris vis-à-vis de l'Irak qui a bien sûr été l'un de plus grands contributeurs à l'instabilité en Irak et ailleurs au Moyen-Orient ».

Une semaine après sa visite à Téhéran, le président Barzani s'est rendu le 15 mai à Bagdad où il a notamment rencontré le Premier ministre irakien Mohammed Shia al-Soudani, le chef de la Cour suprême fédérale et le Président du Conseil judiciaire suprême. Au menu des discussions, la reprise des exportations du pétrole du Kurdistan suspendues depuis mars 2023, le versement de la dotation budgétaire du Kurdistan, le paiement des salaires en retard des fonctionnaires et employés du Kurdistan et la question des élections parlementaires du Kurdistan conformément aux dispositions de la Constitution. Jugés « constructifs » et « positifs » ces pourparlers n'ont pas produit de résultats concrets. Les deux leaders ont convenu de « poursuivre les discussions entre les deux parties sur tous les sujets concernés afin de trouver des solutions durables en conformité avec la Constitution et la loi » affirme sans plus de détails le communiqué final de cette troisième visite à Bagdad de Nechirvan Barzani depuis début avril.

Cependant, le 7 mai la Cour suprême fédérale irakienne a temporairement suspendu les procédures engagées pour organiser le 10 juin des élections parlementaires du Kurdistan le temps de trancher le recours présenté par le Premier ministre du Kurdistan arguant de « l'inconstitutionnalité » du découpage des circonscriptions électorales prévues

pour le scrutin (AFP, 7 mai, voir p.104). La décision prise par cette cour en février de réduire de 111 à 100 le nombre de sièges du Parlement du Kurdistan, supprimant de fait un quota de 11 sièges réservés aux minorités chrétiennes et turkmènes avait provoqué un tollé général et aggravé la crise politique. Suite à cette décision de suspension la Haute commission électorale irakienne a proposé aux autorités kurdes la date du 5 septembre pour la tenue des élections parlementaires. Les consultations entre les partis politiques du Kurdistan se poursuivent sur cette question et aucune date définitive n'a encore été fixée par la présidence du Kurdistan.

Par ailleurs, le 11 mai le gouvernement irakien a officiellement demandé à l'ONU de mettre un terme au mandat de sa mission d'assistance d'ici fin 2025. La mission des Nations Unies pour l'Irak (MANUI) avait été créée en 2003 à la demande du gouvernement irakien et son mandat, renforcé en 2007, et renouvelé chaque année depuis, inclut aussi le soutien du gouvernement pour un dialogue politique inclusif et la réconciliation nationale, l'organisation des élections ou la réforme du secteur de la sécurité. Cette mission a joué un rôle important dans le dialogue et la médiation entre Erbil et Bagdad et dans la supervision de l'organisation des élections. Ses observations et recommandations sur le respect de l'État de droit, des normes démocratiques et du pluralisme, sur les droits des minorités ne sont pas du goût du gouvernement à dominante chiite de Bagdad. Ses critiques contre une récente loi irakienne, criminalisant lourdement les relations homosexuelles, ont agacé le gouvernement irakien qui, dans sa dérive autoritaire et conservatrice, ne veut plus entendre de voix critiques locales ou étrangères et veut se débarrasser au plus vite de cette mission dont « l'assistance n'est plus nécessaire » (Le Monde, 11 mai). Réagissant à cette demande, le porte-parole du Département d'État américain, Vedan Patel, a déclaré le 13 mai : « Les États-Unis

ont fortement soutenu le travail de la Mission (de l'ONU) en fournissant non seulement une assistance électorale mais en facilitant également le dialogue régional ». Il a ajouté que les États-Unis travaillaient avec l'Irak et le Conseil de Sécurité de l'ONU pour assurer une « liquidation ordonnée et responsable ».

Pour sa part le secrétaire d'État adjoint américain aux ressources énergétiques, Geoffrey Pyatt, a rencontré des responsables à Bagdad et à Erbil pour discuter de « la reprise des exportations de pétrole irakien via le pipeline Irak-Turquie (ITP) ». L'Association de l'industrie pétrolière du Kurdistan (APIKUR) a salué la visite de Pyatt et s'est déclarée prête à reprendre les exportations de pétrole du Kurdistan irakien si un accord était conclu entre Bagdad et Erbil qui « prévoit une garantie de paiement pour les exportations passées et futures et la préservation des droits commerciaux et économiques ». L'APIKUR a également déclaré que l'Irak avait perdu près de 14 milliards de dollars depuis l'arrêt des exportations de pétrole via la Turquie en mars 2023.

Le 17 mai, le Conseil de sécurité du Kurdistan (KSC) a annoncé l'arrestation d'un haut dirigeant de l'État islamique (Daech) nommé Socrates Khalil (alias Abdullah al Tafkheikh) à Erbil. La déclaration du KSC affirme que Khalil travaillait en étroite collaboration avec le calife de Daech et vivait en Turquie depuis cinq ans avant que les forces kurdes ne l'arrêtent avec un faux passeport. Après sa capture, Khalil a évoqué de nombreux détails concernant la chute de Mossoul et a admis avoir transféré cinq millions de dollars à l'organisation terroriste.

Le 20 mai, l'Autorité judiciaire pour les élections en Irak a accordé cinq sièges sur cent en guise de quota pour les minorités de la région du Kurdistan. Les provinces d'Erbil et de Suleimanieh recevront chacune deux sièges, tandis que Duhok en recevra un. La décision du tribunal est intervenue après que la Cour

suprême a annulé l'attribution précédente de onze sièges pour le quota, réduisant ainsi la représentation du Kurdistan à 100 sièges. Plusieurs personnalités politiques chrétiennes et turkmènes sont mécontentes du décompte final des sièges de quota, exigeant une plus grande représentation et une répartition équitable entre les provinces du Kurdistan.

Par ailleurs, le ministère des Finances et de l'Économie du Kurdistan a annoncé qu'il avait restitué au gouvernement fédéral 50 % des revenus intérieurs non pétroliers de février. Cette action intervient dans le contexte d'un accord fragile entre Bagdad et Erbil visant à garantir le paiement dans les délais des salaires des fonctionnaires du Kurdistan. Le 27 Mai, le Premier ministre irakien a appelé à une nationalisation @ "accélérée" du système salarial des employés kurdes. Cependant, le gouvernement fédéral cherche à débloquer les salaires par l'intermédiaire des banques associées à Bagdad, tandis qu'Erbil exploite son propre système de paiement électronique appelé « mon compte ». Les employés kurdes continuent d'avoir du mal à recevoir leurs salaires d'avril, un combat permanent depuis 2014.

Le secrétaire général des Affaires

étrangères du Qatar, Ahmad Hassen Al-Hammadi, s'est rendu dans la région du Kurdistan et a participé à la cérémonie d'inauguration du nouveau bâtiment du consulat général à Erbil. La cérémonie s'est déroulée en présence de hauts responsables kurdes, qui ont souligné que l'ouverture du consulat marquait une étape importante dans le renforcement des relations avec le Qatar. Actuellement, la région du Kurdistan accueille 39 consulats, représentations et envoyés étrangers.

Enfin, le gazoduc de Khor Mor étant désormais connecté à la Kirkuk Gas Company, le gouvernement irakien ambitionne de signer un contrat avec Dana Gas, l'opérateur du champ. Cependant, le ministère des Ressources naturelles de la région du Kurdistan a souligné que Dana Gas dispose déjà d'un contrat de fourniture de gaz pour l'électricité au Kurdistan. Un désaccord persiste entre Bagdad et Erbil sur la production du champ gazier, situé sur le territoire du Kurdistan. La région a également subi plusieurs attaques de milices irakiennes soutenues par l'Iran dans le passé.

Les tensions entre les Kurdes autochtones et les colons arabes ont conduit à des troubles dans cinq villages du gouvernorat de Kirkouk

après que l'armée irakienne a soutenu les colons en empêchant les agriculteurs kurdes de récolter leurs récoltes. Les habitants ont déclaré à Rudaw que le problème survenait chaque année juste avant la récolte. Les colons arabes ont également tenté de s'emparer de plus de 12 000 acres aux Kurdes dans le district de Daquq, dans le gouvernorat de Kirkouk. Parallèlement, le ministère irakien de la Défense a poursuivi le gouvernorat de Kirkouk pour avoir tenté de transférer les titres de terres appartenant aux Kurdes aux municipalités. Le régime baathiste avait en son temps confisqué près de 300 000 acres de terres agricoles kurdes et les avait distribuées aux colons arabes et aux ministères gouvernementaux dans les « territoires contestés ». La Constitution irakienne, ratifiée en 2005, exige la restitution des terres confisquées et l'annulation des lois d'arabisation du régime précédent. Le gouvernement irakien n'a cependant pas encore mis en œuvre ces dispositions.

Enfin, selon l'ONG américaine CPT (Civilian Peace Team), cité par Rûdaw du 8 mai, les bombardements turcs et iraniens ont, depuis 1990, fait au moins 850 morts civils au Kurdistan irakien.

IRAN :

FIN TRAGIQUE D'UN PRÉSIDENT CONNU COMME « BOUCHER DE TÉHÉRAN »

Le président iranien Ebrahim Raïssi, qui était pressenti pour succéder à l'ayatollah Khamenei, est mort dans un accident d'hélicoptère survenu le 19 mai. Il avait dans la matinée de ce dimanche fatidique inauguré avec son collègue azéri, Ilham Aliev, un barrage sur la rivière Araxe dans la province iranienne de Khoda Afarin, jouxtant la République d'Azerbaïdjan. Sur le chemin de retour vers Tabriz, son appareil a dû traverser une zone montagneuse agitée par une météo turbulente. Les deux autres héli-

coptères formant son cortège ont pu traverser cette mauvaise passe sains et saufs, le sien s'est écrasé au fond d'une vallée brumeuse. Avec le président Raïssi ont également péri son ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, le gouverneur de la région de l'Azerbaïdjan oriental, Malek Rahmati, et le gouverneur de Tabriz. Les équipes de recherche ont mis 19 heures à localiser le lieu du sinistre et à découvrir les corps carbonisés des victimes.

Les circonstances de l'accident survenant après une rencontre

avec le président azéri Aliev ont donné lieu à des théories de complot ainsi qu'à de nombreuses plaisanteries dont les Iraniens sont friands. L'une des plus populaires affirme que Raïssi est mort parce que le temps était « maussade » allusion au service d'espionnage israélien Mossad qui serait très actif en Azerbaïdjan. Au-delà de l'anecdote, une bonne partie des Iraniens se sont réjouis de la fin tragique de ce président souvent qualifié de « boucher de Téhéran ». La presse internationale a rappelé à cette occasion le passé sanginaire de ce personnage. Ainsi

l'hebdomadaire français *Nouvel Obs* a publié le 20 mai un article de son éditorialiste Sara Daniel, spécialiste de l'Iran et du Proche-Orient, intitulé « Requiem pour un tortionnaire » où on peut lire : « Voici dans quelles circonstances le 15 août 1988 trois semaines après le début d'une opération menée par la jeune République islamique qui conduira à la mort de plus de 30.000 prisonniers politiques, l'ayatollah Montazeri demande à voir les quatre membres de la « Commission de la mort » qui décident du sort des opposants à la révolution. Raïssi, alors âgé de 27 ans en est le vice-procureur. Le religieux pacifique est horrifié par ce qu'on lui rapporte. Il leur dit « C'est le crime le plus terrible perpétré en République islamique depuis la révolution islamique et pour lequel l'histoire nous condamnera, il a été perpétré par vous. Et vous serez considérés au nombre des criminels de guerre de l'histoire ».

L'ayatollah Ali Montazeri était un temps désigné comme le dauphin de l'imam Khomeini. A la mort de ce dernier, les manœuvres de sérail des mollahs ont abouti à la désignation de l'ultra-conservateur Khamenei qui, selon les experts, était pourtant loin d'avoir les qualifications théologiques requises.

De son côté, un rapport d'Amnesty International détaille les massacres commis sous la férule de Raïssi : les enfants assassinés parce qu'ils accompagnaient les parents à des manifestations, les fausses sépultures, les parents raflés parce qu'il se recueillent sur la tombe d'un proche.

Si une partie de l'Iran a vu dans la fin tragique de Raïssi une manifestation de « justice divine » et s'en est publiquement réjoui, y compris à Téhéran et dans d'autres villes iraniennes, une autre partie proche du régime et mobilisé par celui-ci a porté son deuil. Des dizaines de milliers d'entre eux se sont rassemblés le 22 mai dans le

centre de Téhéran pour lui rendre hommage avant son enterrement le lendemain dans le mausolée chiite de sa ville natale de Machhad. Des gouvernements proches de l'Iran comme le Liban, la Syrie et l'Irak, mais aussi la Turquie d'Erdogan ont décrété des journées de deuil. La Russie de Poutine a salué la mémoire d'un « véritable ami ». Aucun pays occidental n'a envoyé de représentant aux « funérailles nationales » organisées à Téhéran, Raïssi étant jusqu'à son élection sur la liste américaine des criminels de guerre interdit d'accès aux Etats-Unis.

La mort subite de Raïssi qui a 63 ans était pressenti pour succéder au vieil ayatollah Khamenei, âgé de 85 ans et malade, ouvre une période d'incertitude au sommet du régime iranien qui a fixé au 28 juin l'élection présidentielle. Élu en 2021, à l'issue d'un scrutin très largement boycotté, Raïssi semblait être l'un des derniers atouts du camp ultra-conservateur. Les anciens présidents « réformateurs » ou « modérés » comme Hatami ou Rohani sont en disgrâce. Le vice-président Mohammad Mokhber, devenu président par intérim, est largement inconnu et n'a aucun charisme ni pedigree théologique. La république des mollahs semble à bout de souffle et peine à préparer la succession de son guide suprême. En attendant, les ultra-conservateurs ont remporté une victoire à la Pyrrhus au deuxième tour des élections parlementaires très largement boycottées. Lors du scrutin du 1^{er} mars, marqué par un très faible taux de participation, les candidats ayant recueilli moins de 20% des bulletins avaient été recalés pour un deuxième tour qui s'est tenu le 10 mai. Selon le ministre de l'Intérieur, Ahmad Vahidi, l'élection a été marquée par une « bonne participation » sans donner aucun détail chiffré et les candidats élus auraient obtenu « un nombre de voix relativement bon et acceptable » toujours sans aucune

donnée chiffrée. La plupart des 45 députés ainsi « élus » appartient au camp des plus fondamentalistes qui veut imposer à la société davantage de restriction culturelles et sociales fondées sur la chari'a islamique. Ils exigent notamment l'application plus stricte de l'obligation du port du voile pour les femmes. Le *Figaro* du 15 mai publie un reportage sur « la chasse aux femmes mal voilées » qui « redouble de brutalité » (voir p. 40). Une patrouille de policiers veille à faire respecter l'obligation du port de voile dans les rues de Téhéran indique le journal. En province, loin des media, la répression est plus sévère encore.

Le 18 mai, sept personnes dont deux femmes ont été pendues en Iran rapporte l'AFP (voir p. 108) alors que la République islamique accentue l'usage de la peine de mort à des fins politiques. L'ONG Iran Human Rights, basée en Norvège, a dénombré 223 exécutions depuis le début de l'année dont au moins 50 dans la première quinzaine de mai. Le régime des mollahs est le triste champion du monde d'exécutions de femmes.

Outre les femmes, les artistes contestataires sont aussi parmi les cibles prioritaires de la répression. L'un des symboles de la contestation le rappeur Toomaj Salehi a été condamné à mort. Cette condamnation continue de susciter une vague d'indignation en Iran et dans la plupart des pays occidentaux où l'idée de mourir pour délit d'opinion, pour des chansons, rappelle les heures les plus sombres de l'Allemagne nazie ou du Chili de Pinochet. Un autre artiste de renom, le cinéaste Mohammad Rassoulof, condamné à 8 ans de prison et craignant pour sa sécurité, s'est enfui de l'Iran pour venir se réfugier en Europe. Il a pu présenter au Festival de Cannes son dernier film « Les Graines du figuier sauvage » qui raconte le pacte faustien d'un juge en Iran, et sonde le fossé générationnel traversant une famille dont le père

est devenu un chien de garde du régime (Le Monde 24 mai). Applaudi par le public, le film a été récompensé par le Prix Spécial du Jury.

Voici enfin les faits les plus marquants de la répression au Kurdistan documentés par l'ONG kurde des droits humains Hengaw.

Les gardes-frontières iraniens ont tué par balle deux porteurs frontaliers kurdes (kolbar) dans le village de Hangajal près de Baneh et dix autres ont été blessés lors de divers incidents près de la même zone. Au cours du mois d'avril, au moins quatre kolbars ont été tués et trente ont été blessés par les gardes iraniens

Un rapport de l'ONG Hengaw affirme que la négligence médicale a causé la mort d'un prisonnier kurde de Kermanschah à Téhéran. Les autorités iraniennes ont arrêté cinq Kurdes à Bokan, sept à Saien Qala, deux à Sardasht et deux à Piranshahr pour avoir participé aux célébrations du Newroz le 21 mars. Le régime a également arrêté trois hommes et une femme kurdes dans la province de l'Azerbaïdjan

occidental. Simultanément, un tribunal iranien a prononcé des peines allant d'un à dix ans de prison contre quatre Kurdes de Piranshahr pour appartenance au Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI). Enfin, les gardes-frontières iraniens ont tué deux porteurs frontaliers kurdes (kolbar) près de Baneh et Sardasht et en ont blessé cinq autres dans les mêmes zones lors d'incidents distincts.

Le régime iranien a exécuté plusieurs personnes pour des délits non politiques. L'ONG Hengaw a rapporté que le régime avait exécuté 25 Kurdes en mai et 72 depuis janvier 2024. Le régime a également arrêté plusieurs Kurdes pour activités politiques, notamment une professeure de langue et un philanthrope à Bokan, ainsi que deux participants aux célébrations du Newroz à Miandoab, un ancien manifestant de Kermanschah, et deux jeunes Kurdes à Pawa. Dans le même temps, les forces de sécurité iraniennes ont convoqué 20 anciens manifestants à Awdanan et les ont contraints à signer un engagement de ne plus participer à d'autres manifesta-

tions. Pendant ce temps, le tribunal révolutionnaire d'Ourmia a condamné à mort un Kurde de Turquie pour « rébellion ». Enfin, les gardes-frontières iraniens ont tué un porteur-frontière kurde (kolbar) près de Piranshahr et un autre près de Baneh. Les gardes-frontières iraniens ont blessé deux autres kolbars lors d'un autre incident près de Baneh le 26 mai. Le régime iranien a arrêté plusieurs personnes, dont des membres de familles de manifestants décédés, pour avoir exprimé leur joie face à la mort du président iranien sur les réseaux sociaux. Parmi les détenus se trouvaient deux Kurdes à Bokan et Quchan. Lors d'un autre incident, le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) a tué un jeune civil kurde à Marivan Ajwan Kiani suspecté de transporter des marchandises de contrebande. Fin mai, les tribunaux iraniens ont prononcé plusieurs peines de prison dans la région kurde, dont 21 ans de prison contre l'éminente journaliste kurde Jîna Gorji à Sena, six ans pour le père d'un manifestant décédé à Karaj, cinq ans pour un Kurde à Bokan et deux ans pour un journaliste kurde à Kermanschah.

ROJAVA : ANNONCE D'ÉLECTIONS MUNICIPALES

L'administration autonome du nord-est de la Syrie (AANES), dirigée par les Kurdes envisage d'organiser des élections municipales dans tous les territoires sous son contrôle le 11 juin prochain. La Haute Commission électorale a été chargée de l'organisation de ce scrutin. Cette Commission a entrepris les préparatifs comme la mise à jour de registres électoraux pour ces élections. Elle a aussi commencé à inviter les organisations gouvernementales et non gouvernementales à venir surveiller ces élections. L'AANES a parrainé un forum auquel ont participé des dizaines de chefs de tribus arabes à

Hassaké. La déclaration finale de ce forum a appelé à une « large participation » aux élections. Les chefs tribaux ont également cherché une solution à la crise syrienne et sont parvenus à plusieurs accords, notamment l'ouverture de dialogues entre Syriens et la condamnation de la violence, du terrorisme et de l'occupation. Ce forum est le deuxième du genre. Fin mai, la Haute Commission électorale a indiqué que 5 336 candidats se sont inscrits pour les élections municipales.

La Turquie a réagi avec virulence à l'annonce d'élections et déclaré qu'elle va s'y opposer par tous les moyens y compris s'il le faut

en intervenant militairement. Ankara craint que l'élection ne confère une légitimité populaire et démocratique à l'AANES et que celle-ci ne finisse par devenir une entité politique autonome ou fédérale ce qui constituerait "une menace existentielle pour la Turquie". Rien moins que cela! En fait, celle-ci s'accommode fort bien et accorde un soutien multiforme à la province syrienne dissidente d'Idlib dirigée par l'ex-Front al-Nasra, branche syrienne d'Al-Qaïda. Elle a mis en place des conseils municipaux fantoches dans les territoires kurdes syriens (Afrîn, Serê Kaniyê, Girê Spî) qu'elle occupe mais des élections libres et démocratiques dans les

territoires administrées par les forces kurdes seraient pour elle un casus belli. Et Ankara l'a fait savoir à Washington en affirmant que ce serait légitimer "une entité terroriste PYD-PKK".

Dans un contexte régional déjà très tendu avec l'interminable conflit Israël-Hamas avec ses risques d'extension à l'Iran et au Liban, Washington, en cette année électorale américaine, s'emploie à éviter tout nouveau conflit ou des tensions avec Ankara. D'autant qu'après des années de brouille et, suite au feu vert turc à l'adhésion de la Suède à l'OTAN, les États-Unis ont consenti à vendre des avions F16 à la Turquie pour un montant de 20 milliards de dollars. Les Américains vont sans doute demander à leurs alliés kurdes syriens de remettre à plus tard leur projet d'élections municipales.

Par ailleurs, le 7 mai, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a annoncé le rapatriement de onze Américains de la région du Nord-Est de la Syrie. Selon la déclaration de Blinken, 30 000 personnes originaires de soixante pays se trouvent toujours dans les camps d'al-Hol et de Roj, qui abritent des familles affiliées à l'État islamique (Daech). Blinken a exhorté les pays concernés à « rapatrier, réhabiliter et réintégrer » leurs citoyens, promettant le soutien des États-Unis à ces efforts. Le gouvernement irakien a autorisé le retour de 700 individus associés à Daech, dans le but de les réhabiliter avec l'aide des organisations internationales. Les inquiétudes se sont accrues au sein de la communauté internationale face à la résurgence de l'idéologie de Daech parmi la jeune génération de ces camps, en particulier dans un contexte d'augmentation notable des attaques terroristes en Syrie et en Irak. Le 7 Mai, un membre des Forces démocratiques syriennes (FDS) a été tué dans une embuscade de Daech

dans la province de Deir ez Zor. Les FDS ont également signalé la mort d'un militant de Daech et lors d'une « tentative d'assassinat ratée » visant un commandant des FDS dans la ville de Busira, Deir Ez Zor. Pendant ce temps, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a signalé des affrontements entre les FDS et les forces de « défense nationale » du régime d'Assad près de la ville de Shahil. À Afrin, sous occupation turque, l'OSDH a documenté 22 arrestations arbitraires de civils par des milices syriennes soutenues par la Turquie en avril.

Début mai, l'AANES a libéré 69 familles syriennes (254 personnes) du camp d'al Hol. Les personnes libérées retourneront chez elles dans le gouvernorat de Deir Ez Zor en vertu d'un accord de 2020 entre l'AANES et les tribus arabes qui parrainent les détenus et sont censées garantir qu'ils ne rejoindront pas l'État islamique (Daech). La libération fait suite au rapatriement de détenus vers plusieurs pays, dont les États-Unis, pour alléger la pression que les détenus font peser sur les ressources de l'AANES et atténuer le risque d'une réémergence de Daech. Cela dit, le 10 mai, une voiture piégée de Daech dans la ville d'al Shahil, dans le gouvernorat de Deir Ez Zor, a tué trois membres des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Par ailleurs, les forces turques et leurs mercenaires syriens ont intensément bombardé la campagne d'Afrin pendant plusieurs jours, près de la région de Shahba. Selon les médias kurdes, un enfant a été tué après avoir été grièvement blessé. L'AANES a déclaré que la zone qui a subi de lourds bombardements de la Turquie abrite des personnes déplacées de force par la Turquie et ses mercenaires syriens. « Cette escalade est le résultat de l'insistance d'Erdogan à pratiquer le génocide et de ses objectifs d'élar-

gir sa sphère d'influence, d'occupation et de soutien aux mercenaires et aux terroristes », peut-on lire dans un communiqué de l'AANES. Cette évolution récente coïncide avec l'escalade des attaques de Daech dans le désert syrien (Badia), qui a tué trois autres soldats. Des dizaines de soldats syriens ont été tués par Daech en 2024.

Les factions syriennes soutenues par la Turquie ont intensifié leurs attaques contre les Forces démocratiques syriennes (FDS) près de Manbij, entraînant la mort d'une femme et les blessures de quatre civils, dont deux enfants. La récente escalade et les bombardements font suite à plusieurs attaques menées par des groupes soutenus par la Turquie dans la campagne d'Alep, en particulier al-Shahbaa. Cela survient alors que les FDS ont annoncé la capture de trois commandants de l'État islamique (Daech) à Raqqa et Qamishli, lors de raids soutenus par la Coalition alliée dirigée par les États-Unis.

De son côté, Daech multiplie également ses accrochages contre l'armée syrienne. Le 3 mai une attaque contre des sites militaires du régime de Damas dans le désert a causé la mort de 15 soldats syriens selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (AFP, 3 mai).

Enfin, sur le plan diplomatique, la normalisation des relations des pays arabes avec Damas semble au point mort à l'en croire l'enquête du journal Le Monde du 19 mai (voir p. 63). Ces pays reprochent au dictateur syrien de ne pas s'être saisi des dossiers cruciaux comme le retour des réfugiés, la lutte contre le trafic de drogue et la fin de l'expansionnisme iranien en Syrie. Damas rejette également l'offre de dialogue de la Turquie tant que celle-ci n'aura pas retiré ses troupes des territoires syriens qu'elles occupent.

CULTURE : DES FILMS KURDES RÉCOMPENSÉS À DEUTSCHE FILMPREIS

Les prix du cinéma allemand « Deutsche Filmpreis » ont été décernés pour la 74e fois à Berlin le 2 mai. De nombreux Lolos, équivalents des Césars français, ont été attribués à des réalisatrices, y compris kurdes. La réalisatrice Ayşe Polat a remporté le Lola de bronze du meilleur film pour son thriller politique « Im Toten Winkel » (Dans l'angle mort) que le public parisien a pu voir et apprécier lors du Festival des Films kurdes de Paris, en avril dernier. Polat, qui est née à Malatya au Kurdistan de Turquie a également remporté le prix du meilleur réalisateur et du meilleur scénario. Elle a dédié son prix à « toutes les femmes qui luttent courageusement pour la justice et la liberté ».

« Im Toten Winkel » relate les difficultés d'une équipe allemande qui veut tourner un documentaire dans

la province kurde de Kars et qui est surveillée de près par la police turque. Des incidents étranges se produisent alors que le film traite du rôle du service de renseignement militaire JITEM, dont l'existence a été niée par l'État turc pendant des années, dans l'enlèvement et la disparition des milliers d'opposants kurdes dans les années 1990.

Dans la catégorie du meilleur film pour enfants, le film « Sieger Sein » de la scénariste et réalisateur Soleen Yusef de Duhok a été récompensé. Le prix a été décerné aux producteurs Sonja Schmitt, Christoph Daniel et Marc Schmidheiny. « Sieger Sein » est un film familial impertinent sur Mona, onze ans, qui a fui le Rojava avec sa famille et fréquente une école à Berlin Wedding. Mona ne parle pas un mot d'allemand, mais elle sait jouer au football. L'enseignant dévoué, M.

Chepovich, ou M. Che en abrégé, reconnaît son talent extraordinaire et l'intègre dans l'équipe des filles. Mona est une battante, mais elle se rend vite compte que ce n'est qu'en jouant ensemble qu'elle et les autres filles pourront gagner.

Le film « Elaha » de Milena Aboyan a été nommé dans la catégorie « Meilleur long métrage », mais n'a pas été primé. Le film de fin d'études de cette réalisatrice yézidie-kurde d'Arménie, diplômée de la Filmakademie Baden-Württemberg, évoque un sujet à la fois privé et universel : l'auto-détermination sexuelle. S'appuyant sur un scénario nuancé, Milena Aboyan en éclaire toutes les facettes et reste très proche de sa protagoniste complexe et authentique, Elaha, interprétée par la Syrienne Bayan Layla, a été nommée pour le meilleur premier rôle féminin.

ARCHÉOLOGIE : DÉCOUVERTE D'UNE NÉANDERTALIENNE DE 75.000 ANS DANS UNE GROTTTE DU KURDISTAN

Le Kurdistan est l'un des berceaux les plus anciens des espèces humaines. Les archéologues américains y avaient déjà découvert dans les années 1950 outre le village de Jarmo, vieux de plus de 7000 ans, la grotte de Shanedar où une dizaine de squelettes néandertaliens vieux de 40.000 à 70.000 ans avaient été découverts. Cette grotte a été

pendant plus de 50 ans fermée et inaccessible aux archéologues pour des raisons politiques, notamment des guerres irako-kurdes.

Après l'émergence du Kurdistan autonome et son ouverture au monde extérieur des scientifiques occidentaux sont venus en nombre pour explorer avec leurs collègues kurdes le sous-sol et les grottes

de la région. Voici le récit de cette découverte majeure rapporté le 2 mai par l'AFP p. 102 (voir aussi p. 5 et 9).

Le Gouvernement régional du Kurdistan va solliciter l'UNESCO pour l'inscription de la grotte de Shanedar sur la liste des sites du Patrimoine de l'humanité afin de mieux assurer sa protection.

Mobilisation pour le rappeur Toomaj Salehi, qui risque la peine de mort en Iran

La condamnation à mort du rappeur iranien Toomaj Salehi, qui a été la voix du mouvement de contestation Femme, vie, liberté, a suscité une vague d'indignation en Occident. En France, le Quai d'Orsay a, dans un communiqué, condamné « avec vigueur cette décision qui s'ajoute aux nombreuses autres condamnations à mort et exécutions injustifiables liées aux manifestations de l'automne 2022 en Iran ».

Un vaste collectif d'artistes, d'écrivains et de militants des droits humains, dont la comédienne Golshifteh Farahani, la dessinatrice Marjane Satrapi et le chanteur Gaël Faye, demande, dans une tribune au *Monde*, au président de la République, Emmanuel Macron, d'agir au plus vite pour sauver l'artiste. La scène rap française, elle, ne s'est pour le moment pas manifestée.

Aux Etats-Unis, Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, a également dénoncé la condamnation à mort du rappeur. « Sa voix amplifie les aspirations du peuple iranien et de tous ceux que le régime réduit au silence. Nous demandons sa libération immédiate », a-t-il posté sur X.

Le chanteur de 33 ans a été condamné, en premier lieu, à la peine capitale, le

24 avril, pour « corruption sur terre », charge utilisée fréquemment par le régime iranien contre ses opposants. L'artiste est également condamné à deux ans d'interdiction de quitter l'Iran et d'exercer toute activité artistique. L'un de ses avocats, Amir Raisian, a fait part de leur intention de faire appel de ce jugement.

Tortures dénoncées

Toomaj Salehi a été arrêté, le 30 octobre 2022, après deux mois de vie clandestine. L'Iran était alors traversé par le mouvement de contestation le plus puissant de l'histoire de la République islamique à la suite de la mort, en septembre 2022, de la jeune Mahsa Amini à l'issue de sa garde à vue pour une apparence jugée « pas assez islamique ». Comme beaucoup de jeunes de son pays, Toomaj Salehi était descendu dans la rue, réclamant le renversement du régime iranien. Le rappeur postait des images et des vidéos de lui-même en soutien au soulèvement en cours.

Quelques semaines après son arrestation, les médias iraniens ont publié une vidéo du rappeur, assis à terre, les yeux bandés, alors qu'il semblait tenter de se protéger d'un coup. Il disait regretter ses actes contre le régime iranien. Pour ses soutiens, il n'y a pas de

doute : il avait été torturé et forcé de faire ces déclarations.

En novembre 2023, Toomaj Salehi a été libéré sous caution après plus d'un an d'emprisonnement et plusieurs mois passés dans une cellule d'isolement. Le jeune Iranien n'a pas choisi le silence. Profitant de ce petit moment de liberté, il a rapporté, dans une vidéo, les tortures subies lors de sa détention et déposé une plainte à ce sujet.

Il a été arrêté moins de deux semaines après sa libération et accusé cette fois-ci de « mensonges » contre le pouvoir. Comme dans de nombreux cas similaires, aucune suite n'a été donnée à sa plainte contre ses interrogateurs pour tortures.

Un symbole de non-compromis avec le régime

Bien que chanteur underground, Toomaj Salehi est, depuis des années, une figure célèbre en Iran, où le rap est un genre de musique très populaire. Celui qui a travaillé, jusqu'à son arrestation, à forger des pièces métalliques dans l'atelier de son père dans la ville d'Isfahan, au centre du pays, est pour beaucoup un symbole de non-compromission avec le régime des mollahs.

Les tubes du rappeur, bien que publiés sur les plates-

formes de musique bloquées en Iran, comme Spotify, SoundCloud et YouTube, sont largement écoutés et appréciés dans son pays. Toomaj Salehi y dénonce les injustices infligées notamment à la classe défavorisée – qu'il connaît très bien – et fait écho au ras-le-bol des jeunes qui, comme lui, rejettent tout ce que représentent le régime iranien et ceux qui le soutiennent.

Depuis sa condamnation à mort, ses avocats ont, dans une lettre ouverte adressée au système judiciaire iranien, protesté contre le traitement de son cas, dénonçant « la procédure la plus étrange et la plus inhabituelle » réservée au rappeur.

Depuis septembre 2022, au moins neuf personnes en lien avec le mouvement de contestation ont été exécutées. Quelque 500 civils ont été tués pendant ces manifestations. Comme Toomaj Salehi, une dizaine d'Iraniens, arrêtés pendant le soulèvement, sont menacés de la peine capitale. Depuis le 27 avril, ses geôliers le privent de toute conversation téléphonique, à laquelle les prisonniers politiques ont pourtant droit, une fois par semaine. La raison avancée par les autorités : la médiatisation de sa condamnation à mort.

En Turquie, deux cent dix interpellations à Istanbul au cours de rassemblements du 1^{er} Mai

Des manifestants ont tenté de forcer les barrages de police pour accéder à la place Taksim, interdite aux rassemblements depuis qu'elle est devenue l'épicentre de la contestation du pouvoir de Recep Tayyip Erdogan en 2013.

Deux cent dix personnes rassemblés à Istanbul pour les mobilisations du 1^{er} mai ont été interpellés par les forces de l'ordre, a annoncé le ministre de l'intérieur turc, Ali Yerlikaya, sur X. Les premières altercations avaient éclaté alors que les manifestants tentaient de forcer les barrages de police pour gagner l'emblématique place Taksim.

Istanbul a été placée en état de siège par les forces de l'ordre, qui ont bloqué le cœur de la principale de ville de Turquie. Plus de 42 000 policiers ont été déployés dans la mégapole, avait prévenu mardi le ministre de l'intérieur, dénonçant par avance les « organisations terroristes [qui veulent] faire du 1^{er}-Mai un champ d'action et de propagande ».

Des rives du Bosphore jusqu'à la péninsule historique de Sultanhamet et le palais de Topkapi, des barrières métalliques empêchent tout passage. Les transports en commun, ferrys compris, sont à l'arrêt, prenant au piège des touristes désarmés qui traînent leurs valises. Dès le début de la matinée, alors que les manifestants se rassemblaient dans le quar-



Des manifestants tentent de passer outre le barrage de police pour accéder à la place Taksim, le 1^{er} mai 2024, à Istanbul. DILARA SENKAYA / REUTERS

tier de Besiktas pour célébrer le 1^{er}-Mai, des incidents ont éclaté avec les policiers, et plusieurs dizaines de personnes ont été emmenées sans ménagement dans les fourgons de la police.

Un autre rassemblement, convoqué devant la municipalité d'Istanbul par le maire d'opposition Ekrem Imamoglu et son parti, le Parti républicain du peuple (CHP), était également empêché d'avancer. S'expri-

mant au côté du maire, largement réélu le 31 mars, le président du CHP, Özgür Özel, a promis de « ne pas abandonner » : « Nous poursuivrons nos efforts jusqu'à ce que Taksim soit libre. » « Taksim appartient aux travailleurs », a-t-il déclaré, puis s'adressant aux policiers : « Ces travailleurs ne sont pas vos ennemis. Notre seul souhait est que ce jour soit célébré comme une fête. Nous ne voulons pas de conflit. »

Les rassemblements ne sont plus autorisés place Taksim depuis la vague de contestation qui a secoué le pays en 2013 ; elle était devenue l'épicentre de la contestation du pouvoir de Recep Tayyip Erdogan. Mais les organisations syndicales et politiques appellent régulièrement leurs membres à y converger. Mardi soir, le chef de l'Etat a mis en garde les syndicats et partis politiques contre « toute action qui nuirait à l'atmosphère du 1^{er}-Mai ».



Alexandre Devecchio
1 mai 2024

« Rappelons aux étudiants que la révolution en Iran est née de la jonction entre communistes et islamistes »

Dans son dernier essai, *Laïcité*, j'écris ton nom, l'écrivain d'origine iranienne fait l'éloge de l'humanisme et de l'universalisme. Autant de valeurs aujourd'hui menacées face à la montée de l'islamisme, alerte-t-elle.

LE FIGARO. - Vous dédiez votre livre aux 1 160 victimes des pogroms du 7 octobre 2023. Pourquoi ? Cet événement a-t-il été trop vite oublié ?

ABNOUSSE SHALMANI. - Les pogroms et les otages ont été très rapidement occultés par un discours militant islamiste nourri par une haine ahurissante. Les jours qui ont suivi les pogroms, nous avons vu des militants, jeunes et moins jeunes, arracher les affiches représentant les visages des otages. Ce geste négationniste doublé de la joie mortifère de trop de populations arabo-musulmanes, mais pas seulement, en Indonésie, au Yémen, en Tunisie, jusqu'en Allemagne, où une distribution de bonbons a été organisée pour « célébrer » les massacres du 7 octobre, ou dans les universités américaines, où l'attaque terroriste était transformée en « acte de résistance », m'a d'autant plus motivée dans ma volonté de demeurer, envers et contre tout, une humaniste. On ne danse pas sur des cadavres, on ne s'enthousiasme pas de la mort de civils, on n'amalgame pas résistance et massacre.

Que vous inspirent les blocages de Sciences Po ? Manifestation légitime de soutien au peuple palestinien ou illustra-

tion de la dérive islamo-gauchiste d'une partie de l'enseignement supérieur ?

S'il est naturel pour un étudiant et même initiatique de manifester, de s'opposer, de résister, s'il est même formateur de se rebeller, ce n'est pas ce qui se passe dans les universités occidentales face au conflit Israël-Hamas. Ce que je vois et entends n'est pas une défense des Palestiniens mais une haine d'Israël qui flirte dangereusement avec l'antisémitisme. Clamer « From the river to the sea Palestine will be free » ne veut rien dire d'autre qu'« Israël doit disparaître de la carte ». Quand les étudiants se peignent les mains en rouge, reproduisant le geste de deux tueurs palestiniens, à Ramallah en 2000, après avoir démembré et tué deux Israéliens, on ne peut pas dire « on ne savait pas », on participe à un discours islamiste moribond qui ne veut pas la paix, mais la disparition d'Israël et des Juifs.

J'aurais aimé voir tous ces étudiants manifester leur dégoût après la destruction du camp palestinien historique de Yarmouk en Syrie par Bachar el-Assad en 2018 et qui est considéré par les 100 000 Palestiniens qui ont dû fuir les bombardements et la faim comme une deuxième Nakba ; j'aurais aimé les voir marcher pour les 377 000 morts de la guerre au Yémen, ou pour défendre les Ouïgours de Chine ou les Rohingyas de Birmanie, victimes de massacres et de génocide culturel. J'aurais tant

aimé les entendre crier pour la liberté des Iraniens qui se battent si courageusement contre la mollaharchie, ou en soutien aux démocrates du Sud-Est asiatique. J'aurais aimé qu'ils manifestent en 2007 quand le Hamas arrive au pouvoir à Gaza et tue les membres de l'opposition, défenestre les homosexuels, ferme l'université des Beaux-Arts, détourne l'aide humanitaire et embriquette la jeunesse dans la haine antisémite. J'aurais aimé qu'ils prennent soudain conscience de leur inculture après avoir reçu le soutien de l'ayatollah Khamenei. J'aurais aimé voir des étudiants qui sont l'élite de demain être à hauteur d'humanisme mais ils se vautrent dans l'antisémitisme en s'appropriant la doxa islamiste.

Vous rappelez la tribune cosignée par Elisabeth Badinter, Régis Debray, Elisabeth de Fontenay, Alain Finkielkraut et Catherine Kintzler publiée en 1989 dans *Le Nouvel Observateur* après la première affaire du voile de Creil. Si le gouvernement et l'ensemble de la société avaient réagi à l'époque, aurions-nous pu éviter les assassinats de Samuel Paty et de Dominique Bernard ?

Je n'aime pas réécrire l'histoire - sauf dans mes romans - mais nous avons été lents, trop lents à réagir. Je ne cesse de relire cette tribune de 1989 : « Et s'ils demandent demain que l'étude des Rushdie (Spinoza, Voltaire, Baudelaire, Rimbaud...) qui encombrant notre enseignement soit épargnée à leurs enfants, comment le leur refuser ? » et nous y sommes,

quand des professeurs alertent sur le refus de leurs élèves de visiter le Musée d'Orsay - car trop de nus heurtent les regards - ou celui d'étudier Flaubert - car trop de péchés encombrant Madame Bovary. Ce que nous aurions pu éviter, c'est d'abandonner les citoyens français musulmans à la pression communautaire des islamistes. Ce que nous aurions dû éviter, c'est de laisser les islamistes amalgamer musulmans et islamistes. Ce que nous payons, c'est notre lâcheté et notre peur devant le discours culpabilisateur et mensonger des islamistes, qui ont non seulement transformé nos valeurs universalistes et républicaines en « islamophobie », mais musèlent les citoyens français musulmans dans une illusion communautaire qui dessert tout le monde.

Ce que nous sommes en train de vivre actuellement en France avec l'alliance entre les islamistes et les gauchistes est-il un scénario comparable à celui de la Révolution islamique ?

La révolution islamique de 1979 a été possible grâce à la jonction entre les communistes et les islamistes au nom de l'anti-impérialisme. Après la révolution, Khomeyni n'a pas hésité : il a emprisonné et exécuté ses alliés communistes sans l'ombre d'un doute. Plus tard, en 1999 précisément, un marxiste britannique, Chris Harman, publie *Le Prophète et le Proletariat*, où il théorise l'islamo-gauchisme : « Sur certaines questions, nous serons du même côté que les

islamistes contre l'impérialisme et contre l'État, notamment en France et en Grande-Bretagne. Là où les islamistes sont dans l'opposition, nous devons être avec les islamistes parfois, avec l'État jamais. » L'islamo-gauchisme est un opportunisme vicieux qui finit toujours par dévorer la gauche. Est-ce que le combat pour la laïcité est suffisant dans le contexte actuel ?

La laïcité, c'est « la fin du réprouvé », disait Jaurès. La laï-

cité, c'est la promesse républicaine incarnée : quelles que soient nos différences de naissance, de sexe, d'ethnie, de religion, nous sommes frères et sœurs en humanité. C'est révolutionnaire et puissant. La laïcité est une arme suffisante car elle dit l'universalisme et l'humanisme dans le même mouvement, elle nous offre la possibilité du choix, donc de la liberté individuelle, elle réunit sous le même drapeau et sans discrimination tous les citoyens qui signent le pacte républi-

cain. C'est le pacte républicain qui est en crise, c'est notre désamour qui est le moteur de cette crise. Nous ne savons plus être fiers de la France, nous ne connaissons plus son histoire. En 1989, cette année clé, qui est aussi celle du bicentenaire de la Révolution française, un rapport de la commission de la nationalité est remis à Matignon par un conseiller d'État, Marceau Long. On y lit : « L'affaiblissement des institutions et des valeurs universalistes autour

desquelles s'est élaborée la tradition nationale, et qui a permis l'intégration des populations étrangères des deux derniers siècles, constitue le véritable danger pour l'avenir national. » Retrouver les gammes universalistes, être les enfants de Lamartine et d'Aimé Césaire, voilà ce qui peut sauver notre République, la renouveler et la faire rayonner de nouveau.



May 2, 2024

Iran border guard killed near Kurdistan Region

ERBIL, Kurdistan Region - An Iranian border guard was killed on Thursday by shots fired from "unidentified people" near Baneh along the western border with the Kurdistan Region, Iranian media reported, claiming the shots were fired from within the Region.

"Following the shooting by unknown people at the guard tower in Baneh border regiment, the conscript Farzin Delian from Kermanshah was martyred," Iran's semi-official Tasnim news agency, affiliated with the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), said on Telegram.

Tasnim said the shots came from "unspecified positions" on the Kurdistan Region's side of the border, and that investiga-



A group of Iranian border guards march at the eastern border of Iran shared with Pakistan and Afghanistan near Zabol, Sistan and Baluchestan province on July 19, 2011. Photo: Vahid Salemi/AFP

tions have been launched into the shooting.

While no party has claimed responsibility for the shooting, a number of Iranian-Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region – namely the

Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), Komala, Free Life Party of Kurdistan (PJAK), and the Kurdistan Freedom Party (PAK) – have fought an on-and-off war with the Islamic republic in the struggle for

greater Kurdish rights.

A security pact signed between Iran and Iraq in March 2023 saw Baghdad agree to disarm Kurdish opposition groups and secure the border regions. Iran had threatened to use military action if Baghdad failed to fulfill the agreement. In September, Baghdad announced that it had disarmed the exiled Kurdish groups on the border and that offices previously used by the groups had been evacuated.

Since the 1980s, the Iran-Iraq-Turkey triangle border has been plagued by conflict and instability. Tehran and Ankara have both fought Kurdish groups in the mountainous areas. Some 500 villages have been emptied, farmlands and orchards destroyed, and civilians caught in the crossfire.



May 02, 2024

By Jonathan Amos, Rebecca Morelle
and Alison Francis, BBC Science News

Face of 75,000-year-old Neanderthal woman revealed

What would it be like to meet one of our closest human relatives from 75,000 years ago in the flesh?

Scientists have produced a remarkable reconstruction of what a Neanderthal woman would have looked like when she was alive.

It is based on the flattened, shattered remains of a skull whose bones were so soft when excavated they had the consistency of «a well-dunked biscuit».

Researchers first had to strengthen the fragments before reassembling them.

Expert palaeoartists then created the 3D model.

The representation appears in a new BBC Studios documentary for Netflix called *Secrets of the Neanderthals*, which examines what we know about our long-lost evolutionary cousins, who became extinct about 40,000 years ago.

The sculpture puts a face to these people.

«I think she can help us connect with who they were,» said Dr Emma Pomeroy, a palaeoanthropologist on the project from the University of Cambridge.

«It's extremely exciting and a massive privilege actually to be able to work with the remains of any individual but especially one as special as her,» she told BBC News.

The skull on which the model is based was found in Shanidar Cave in Iraqi Kurdistan. It is an iconic place where the remains of at least 10 Neanderthal men, women and children were unearthed in the 1950s.



The new 3D model: Neanderthals were a separate species to us, but similar in so many ways BBC Studios/Jamie Simonds

When a British group was invited back by the Kurdish authorities in 2015, they soon chanced upon a new skeleton - dubbed Shanidar Z - that comprised much of the individual's upper-body, including the spine, shoulders, arms and hands.

The skull was largely all present, too, but squashed into a 2cm (0.7in)-thick layer, probably by a rock that had fallen from the roof of the cave at some point in the distant past.

«The skull was as flat as a pizza, basically,» said Cambridge's Prof Graeme Barker, who leads the new excavations at Shanidar.

«It's a remarkable journey to go from that to what you see now. As an archaeologist, you can sometimes get blasé about what you're doing. But every now and then you are brought up short by the fact you are touching the past. We forget just what an extraordinary thing it is.»

With permission of the local department of antiquities, the skull fragments were brought to the UK in blocks of sediment to begin the painstaking process of freeing them, stabilising them and then putting them back together.

The complicated jigsaw puzzle took an archaeological conservator more than a year to complete.

The rebuilt skull was then surface-scanned and a 3D print given to Dutch artists Adrie and Alfons Kennis, who are renowned for their skill in creating anatomically faithful representations of ancient people from their bone and fossil remains.

But as intriguing as the sculpture is, with her rather contemplative expression, it is the original skeleton that holds the real value.

The team is pretty sure «she is a she».

Pelvic bones would help the determination but those were not

recovered with the upper-part of the body.

Instead the researchers have relied on certain dominant proteins found in the tooth enamel that are associated with female genetics. The slight stature of the skeleton also supports the interpretation.

How old? She probably died in her mid-40s, indicated again by her teeth which are worn down almost to the roots.

«By the time the teeth are getting this worn, chewing is not as effective as it would have been - so she's not able to eat in quite the same way,» explained Dr Pomeroy.

«We've got some other indications of poor dental health - some infections, some gum disease as well. By this time, I think she was getting to the natural end of life.» For a long time, scientists considered Neanderthals brutish and unsophisticated by comparison

with our species.

But that view has been transformed since the discoveries at Shanidar.

The cave is famous for displaying what appears to be some kind of burial practice. Bodies were carefully placed in a gully next to a tall rock pillar. All the dead shared a similar orientation in how they were laid out.

Pollen throughout one skeleton led some to argue these Neanderthals might have been interred with flowers, suggestive perhaps of a spiritual awakening, even religion.

But the British team thinks it more likely the pollen was left by later burrowing bees, or perhaps from flowering branches that were placed on top of the bodies.

«Not because of the flowers on the branches but because the



Dr Emma Pomeroy has been entrusted with the precious skull, which is on loan from the Kurdish authorities

branches themselves could have prevented the likes of hyenas getting at the bodies,» said Prof Chris Hunt of Liverpool John Moores University.

«I would hesitate to use the word «burial»; I think I would use the word «placement» to get away from the idea of a vicar and the church. But there's absolutely no doubt that they maintained a tradi-

tion of this is where you put grandma.»

Secrets of the Neanderthals arrives on the Netflix streaming platform globally on Thursday.

LE FIGARO

2 Mai 2024

La Turquie suspend toute relation commerciale avec Israël

La Turquie a suspendu jeudi ses relations commerciales avec Israël, après avoir déjà restreint en avril ses exportations vers ce pays en réponse à la guerre à Gaza, a annoncé le ministère turc du Commerce.

«Les exportations et importations en relation avec Israël ont été suspendues», a indiqué le ministère, marquant une nouvelle étape dans la dégradation des relations entre les deux pays.

Situation humanitaire à Gaza
«La Turquie appliquera ces nouvelles mesures de manière stricte jusqu'à ce que le gouvernement israélien autorise un flux ininterrompu d'aide humanitaire vers Gaza», ajoute le ministère dans un communiqué.

Le ministre israélien des Affaires étrangères Israël Katz avait affirmé plus tôt jeudi que le président turc Recep Tayyip Erdogan avait «rompu les accords [entre Israël et la Turquie] en

bloquant les importations et exportations israéliennes dans les ports». Le chef de la diplomatie israélienne a dit vouloir «créer des alternatives au commerce avec la Turquie, en se concentrant sur la production locale et les importations en provenance d'autres pays».

Le ministre turc du Commerce n'a pas précisé si les exportations de pétrole azerbaïdjanais vers Israël via le port turc de Ceyhan (sud) étaient concernées par la décision d'Ankara.

Selon des analystes, plus du tiers des besoins en pétrole d'Israël transitait encore récemment par ce port turc de la Méditerranée.

En réponse à la guerre à Gaza et à une colère croissante dans la population turque contre le maintien des relations commerciales avec Israël, la Turquie avait restreint début avril les exportations vers Israël de nombreuses marchandises, dont des produits composés d'acier, de fer et d'aluminium.

L'Iran dit avoir imposé des sanctions aux Etats-Unis et au Royaume-Uni pour leur soutien à Israël

Les sanctions visent notamment sept Américains, dont le général Bryan Fenton, chef du commandement des opérations spéciales, et le ministre de la défense britannique. L'impact de ces mesures reste incertain.

L'Iran a annoncé, jeudi 2 mai, dans un communiqué de son ministère des affaires étrangères des sanctions visant plusieurs personnes et entités américaines et britanniques pour leur soutien à Israël dans sa guerre contre le Hamas palestinien dans la bande de Gaza.

La République islamique, ennemie d'Israël, a déclaré que les sanctions visaient sept Américains, dont le général Bryan Fenton, chef du commandement des opérations spéciales, et le vice-amiral Brad Cooper, ancien chef des forces navales américaines au Moyen-Orient.

Le ministère des affaires étrangères iranien a expliqué que les sanctions comprenaient « le blocage des comptes et des transactions dans les systèmes financiers et bancaires iraniens, le blocage des actifs relevant de la juridiction de la République islamique d'Iran, ainsi que l'interdiction de délivrer des visas et d'entrer sur le territoire iranien ». L'impact de ces mesures sur les individus ou les entités, ainsi que sur d'éventuels avoirs ou trans-



Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, lors d'une réunion avec des enseignants à Téhéran, le 1^{er} mai 2024. WANA / VIA REUTERS

actions avec l'Iran, reste toutefois incertain.

Parmi les fonctionnaires et entités britanniques visés figurent notamment le ministre de la défense, Grant Shapps, et la marine royale britannique en mer Rouge. Des sanctions ont également été annoncées

contre des entreprises américaines (telles que Lockheed Martin et Chevron) et britanniques (comme Elbit Systems, Parker Meggitt et Rafael UK).

Depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza, déclenchée le 7 octobre en raison de l'attaque inédite du mouve-

ment islamiste palestinien Hamas sur le sol israélien, les tensions sont montées en flèche entre Israël d'une part et l'Iran et ses alliés, notamment le Hezbollah libanais, de l'autre.

Turkey Halts Trade With Israel Amid Deteriorating Relations

The Turkish government said all trade with Israel would pause until a permanent cease-fire is reached in Gaza and “uninterrupted humanitarian aid” is allowed in.

Turkey said late Thursday that it had halted all trade with Israel until “uninterrupted and adequate humanitarian aid is allowed into Gaza,” signaling further deterioration in relations between the two countries.

Turkey’s Trade Ministry said in a [statement](#) that exports and imports “for all products” would pause. On Friday, the trade minister, Omer Bolat, said that the suspension would remain in place until Israel’s bombardment of Gaza stops.

“Until a permanent cease-fire is established and uninterrupted humanitarian aid is allowed into Gaza, suspension of trade with Israel will be implemented for all imports and exports,” Mr. Bolat said at a news conference to announce monthly trade figures.

The move, which was initially [reported by Bloomberg](#), prompted the Israeli foreign minister, Israel Katz, to lash out at Turkey’s president, Recep Tayyip Erdogan.

“This is how a dictator behaves, disregarding the interests of the Turkish people and businessmen, and ignoring international trade agreements,” Mr. Katz said in a [post on social media](#). Mr. Katz added that he had instructed the Foreign Ministry to create alternatives to trading with Turkey, focusing on local production and imports from other countries.



President Recep Tayyip Erdogan of Turkey recently met with Hamas officials in Istanbul. Adem Altan/Agence France-Presse — Getty Images

Turkey reported \$5.4 billion in exports to Israel in 2023 and \$1.64 billion in imports, according to United Nations figures.

Mr. Erdogan did not comment publicly on any changes in Turkey’s trade ties with Israel. But the Turkish leader has strongly criticized Israel’s bombardment of Gaza, which began after Hamas led an Oct. 7 attack into Israel that killed about 1,200 people and led to the abduction of about 240 others. More than 34,000 Palestinians have been killed amid Israel’s bombardment of the territory, according to health officials in the territory.

The Turkish leader has also forcefully defended Hamas and recently met with Ismail Haniyeh, the group’s political leader, and other Hamas officials in Istanbul on April 20. Mr. Erdogan told reporters then, “Israel will certainly pay the price of the atrocities it has been inflicting on Palestinians one day.”

The decision by Turkey to halt trade came after its Trade Ministry imposed export restrictions on Israel on April 9 in 54 product groups, including cement and jet fuel, and said they would remain in force until “Israel declares an immediate cease-fire in Gaza.”

The Trade Ministry defined Thursday’s suspension as “the second step in intergovernmental measures” and cited “worsening humanitarian tragedy in Palestine.”

The Turkish foreign minister, Hakan Fidan, also announced on Wednesday that Turkey would join South Africa’s genocide case against Israel at the International Court of Justice. In a [preliminary decision](#) in January, the court ordered Israel to ensure that its forces were not committing genocide in Gaza.

LA PRESSE

Helen ROWE
3 Mai 2024

La tête d'une Néandertalienne reconstituée par des chercheurs britanniques

Reconstitution d'un crâne et du visage d'une femme néandertalienne de 75 000 ans, nommée Shanidar Z d'après le nom de la grotte du Kurdistan irakien où son crâne a été trouvé en 2018, à l'Université de Cambridge, le 25 avril 2024 en Angleterre

Des chercheurs britanniques sont parvenus à reconstituer la tête et le visage d'une Néandertalienne vieille d'environ 75.000 ans, après une découverte qui bouscule ce que nous savons de ces lointains cousins souvent jugés très archaïques.

Leur parcours - de la découverte d'un crâne dans le Kurdistan irakien à cette reconstitution - est raconté dans un documentaire diffusé à partir de jeudi sur Netflix et produit par la BBC.

Tout commence en 2018, lorsque des archéologues de l'université de Cambridge découvrent le crâne d'un spécimen de Neandertal qu'ils appellent Shanidar Z, du nom de la grotte où ils l'ont trouvé, et qui était fermée aux scientifiques depuis 50 ans pour des raisons politiques.

Les observations permettent de conclure qu'il s'agit d'une femme, âgée d'une quarantaine d'années lors de son décès.

La partie inférieure du squelette avait déjà été excavée en 1960 avec les restes d'au moins dix Néandertaliens, par l'archéologue américain Ralph Solecki, connu pour ses travaux visant à réhabiliter l'image de cette espèce. La découverte du crâne de Shanidar Z, qui avait été aplati sans doute par la chute d'une pierre peu de temps après sa mort, a été une véritable surprise pour les chercheurs.

L'équipe «ne s'attendait pas à trouver plus de Néandertaliens» dans



PHOTO JUSTIN TALLIS, AGENCE FRANCE-PRESSE

la grotte, témoigne auprès de l'AFP le professeur Graeme Barker, de l'Institut McDonald pour la recherche archéologique de Cambridge.

«Nous voulions essayer de dater les sépultures... afin d'utiliser le site (du Shanidar) pour contribuer au grand débat sur les raisons de la disparition des Néandertaliens», qui ont cohabité quelques milliers d'années avec l'homo sapiens avant de s'éteindre il y a environ 40.000 ans. Shanidar Z faisait partie d'un groupe de cinq spécimens retrouvés juste derrière un énorme rocher vertical situé au centre de la grotte.

Les chercheurs pensent que le rocher a pu servir de repère pour permettre aux Néandertaliens d'enterrer leurs morts au même endroit.

- Impression 3D - Le positionnement des restes de corps retrouvés, dans la même position et tournés dans la même direction, pourrait signifier que les Néandertaliens

avaient une «tradition» entourant la mort et qu'il y a eu «une transmission des connaissances entre les générations», explique Chris Hunt, professeur de l'université John Moores de Liverpool, qui a participé aux recherches. Ce «comportement intentionnel (...) ne ressemble pas à ce qui est raconté dans les manuels sur les Néandertaliens, qui décrivent une vie brutale et courte», ajoute-t-il. Emma Pomeroy, paléo-anthropologue de l'université de Cambridge, explique que l'enlèvement des restes de Shanidar Z a été une opération très délicate.

Les ossements et les sédiments alentour ont dû être renforcés sur place avec une sorte de colle avant de pouvoir être enlevés en de nombreux petits morceaux enveloppés dans du papier aluminium.

Les plus de 200 fragments du crâne ont ensuite été assemblés dans un laboratoire de Cambridge, dans ce qui a ressemblé à un «puzzle en 3D très précieux», d'autant plus que les fragments avaient

une consistance «similaire à celle d'un biscuit trempé dans du thé», explique Emma Pomeroy.

Une fois reconstitué, le crâne a ensuite été imprimé en 3D, permettant à deux paléo-anthropologistes réputés - les jumeaux hollandais Adrie et Alfons Kennis - de reconstituer son visage en lui appliquant des couches de peau et de muscles recomposés, un travail montré dans le documentaire diffusé jeudi et intitulé «Secrets de Néandertal». Si les crânes des Néandertaliens étaient très différents de ceux des humains, «avec d'énormes arcades sourcilières et quasiment pas de menton», le visage ainsi reconstitué «suggère que ces différences n'étaient pas si marquées», explique Emma Pomeroy.

Ce qui permet, selon elle, de voir «comment les croisements se sont produits entre les espèces, dans la mesure où presque toutes les personnes vivant aujourd'hui ont encore de l'ADN néandertalien».



Azhi Rasul
May 3, 2024

Turkey arrests 29 in connection with Labor Day clashes

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish security forces on Friday arrested 29 people in connection with clashes with police during Labor Day rallies and more arrests are expected, according to the interior minister.

Turkish Interior Minister Ali Yerlikaya said on X that 29 more people were arrested on Friday morning for “attacking police officers with sticks and stones” during Labor Day rallies in Istanbul on May 1. Police had arrested 217 people on Wednesday.

“Our operations are ongoing to apprehend other individuals identified as involved in the attack through camera footage and facial recognition technology,” Yerlikaya said.

Protesters in Istanbul on Wednesday attempted to gather in symbolic Taksim Square, where rallies are banned, to commemorate Labor Day, also known as International Workers’ Day. The protesters clashed with police forces at Sarachane Square, a few kilometers away.



Turkish police detain a protester as she and others attempt to march to Taksim Square, at Mecidiyekoy district near Taksim, during a Labour Day rally in Istanbul on May 1, 2024. Photo: Kemal ASLAN / AFP

Labor Day events in Istanbul frequently end with clashes with police. This year, some 42,000 police officers were deployed in Istanbul.

Rallies have been banned in Taksim Square since 2013 after anti-government protests targeting the government of President Recep Tayyip Erdogan, who was prime minister at the time.

Before May 1, Erdogan had

said that Taksim was not a “place for rallies” and demonstrations should be held at authorized locations. “In 55 of our provinces, permission has been granted for 103 events. It is clear that the insistence on holding a rally in an area other than those permitted is not made in good faith,” Erdogan said.

In 2023, the Constitutional Court ruled that banning protests at Taksim Square

was a violation of the law.

The popular square was a rallying ground for Labor Day celebrations until May 1977, when at least 34 people were killed during what became known as the “Taksim Square massacre.” Erdogan’s government reopened the square for protests in 2010, but it was shut once more after the Gezi Park anti-government protests in 2013.

Fariba Adelkhah, chercheuse à Sciences Po et ancienne prisonnière en Iran : « Votre combat est le mien, le nôtre »

Détenue quatre ans par la République islamique d'Iran, la chercheuse s'adresse aux étudiants ayant commencé une grève de la faim pour soutenir la cause palestinienne.

« La reconnaissance politique des droits du peuple palestinien a besoin de vos forces, pas de votre sacrifice », leur dit-elle dans une tribune au « Monde ».

Cher(e) s étudiant(e) s en grève de la faim,

Vous connaissez mon attachement à la liberté scientifique. J'ai essayé de la défendre à la mesure de mes moyens [pendant ma captivité en Iran](#). Et je suis fière d'appartenir à un laboratoire, le CERI [*Centre d'études et de recherches internationales*], à Sciences Po, qui nous a soutenus, [Roland Marchal](#) et moi-même, tout au long de cette épreuve, et qui aujourd'hui affiche sa solidarité avec vous.

Pendant ces quatre années de privation de liberté, étudiants et chercheurs n'ont cessé de répéter, dans une vingtaine de langues différentes, « *Fariba, ton combat est le nôtre* ». Aujourd'hui je vous dis : « *Votre combat est le mien. Votre combat est le nôtre, chercheurs.* » Parce que vous revendiquez la liberté de pensée, d'expression et d'engagement politique en faveur de la paix et du droit international.

Votre combat est le mien, le nôtre, parce que vous condamnez les violations du droit international et les crimes de

guerre ou contre l'humanité de l'ensemble des protagonistes du conflit israélo-palestinien qui s'en rendent coupables, et parce que vous entendez sauvegarder le droit à la compréhension politique et juridique de cette tragédie – une compréhension qui est la condition *sine qua non* de la paix, laquelle ne pourra être que politique et non militaire.

Au-delà des appartenances

Votre combat est le mien, le nôtre, car il ne mobilise pas des identités, mais des convictions politiques, philosophiques ou religieuses qui transcendent les appartenances ou les origines culturelles des uns et des autres, comme l'ont dit avec force et clarté plusieurs de vos camarades, dont certains juifs.

Depuis la prison d'Evin [*à Téhéran*], j'avais demandé au Guide de la révolution de « *sauver la recherche, sauver l'histoire pour sauver la liberté* ». Je réitère cette demande à l'égard des autorités politiques ou administratives chargées de Sciences Po. Néanmoins, c'est parce que je

suis solidaire de votre cause, cher(e) s étudiant(e) s, que je vous demande d'interrompre votre grève de la faim pour lui substituer d'autres formes de lutte, comme j'avais interrompu la mienne, en 2020, à la demande de mes collègues, du directeur de Sciences Po et d'un grand diplomate attaché à la paix, François Nicoullaud, dont je salue au passage la mémoire.

Besoin de vos forces, pas de votre sacrifice

Votre engagement admirable – je reprends le terme de mon collègue Laurent Gayer – ne doit pas s'effectuer au détriment de votre santé, de vos études, de celles et de ceux qui vous aiment. La paix, la justice, la reconnaissance politique des droits du peuple palestinien ont besoin de vos forces, pas de votre sacrifice.

A l'administrateur provisoire de Sciences Po et à ses tutelles, je demande la renonciation à toute action policière que ne justifierait pas la mise en danger des personnes ou des biens. La force ne peut être une réponse à la demande de paix. Le refus d'entendre la

protestation étudiante, et bien au-delà citoyenne, contre la mise à mort de quelque 34 000 personnes gazaouies – dont une immense majorité de civils –, au risque d'un génocide, selon la Cour pénale internationale, est une injure faite aux victimes, juives et non juives, du 7 octobre 2023, au peuple palestinien abusivement assimilé au Hamas au gré d'amalgames douteux, et aux démocrates israéliens eux-mêmes.

A l'université, le dialogue doit l'emporter, quelle que soit la pression politique ou médiatique, car telle est sa raison d'être. Cela vaut pour Sciences Po, et naturellement pour tous les autres établissements universitaires de France et d'ailleurs.

Fariba Adelkhah est chercheuse au CERI-Sciences Po (Paris). Elle a été prisonnière scientifique de la République islamique d'Iran de 2019 à 2023.



May 06, 2024

President Barzani meets with Iran's Raisi in Tehran

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani was received by Iranian President Ebrahim Raisi on Monday, as he kicked off his high-level meetings in the capital Tehran.

"Both sides stressed developing Iran's relations with Iraq and the Kurdistan Region based on the principle of good neighborliness and common interests, as well as raising the level of commercial trade and economic relations," read a statement from the Kurdistan Region presidency following the meeting.

The importance of cooperation and support between Tehran, Erbil, and Baghdad to preserve regional security was also highlighted during the meeting, the statement added.

The two leaders discussed Tehran and Erbil's historic ties, venues for increased cooperation, regional security, and the need to fully implement the security pact between Iraq and Iran and complete the disarmament of Kurdish exiled groups in the border areas.

The Iranian president stated that Barzani's trip will be "a turning point in improving the level of political, security, economic and cultural relations," according to a statement from Raisi's office.

The Kurdistan Region and Iran enjoy good ties. During a forum in Sulaimani in April, Barzani said that Iran contributed to the economic "success" of the Kurdistan Region.

"We are confident in the goodwill and friendship of our Iraqi and Kurdish brothers, but considering the hatred of the enemies, including the Zionist re-



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (left) shakes hands with Iranian President Ebrahim Raisi in Tehran on May 6, 2024. Photo: Raisi's office

gime, against the Iranian nation, we expect the government of Iraq and the Kurdistan region to absolutely prevent any abuse of the soil of this region against Iran by the elements of the Zionist enemy and anti-revolutionary elements," the statement cited Raisi as saying.

Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) has repeatedly struck Erbil with ballistic missiles in recent years, under the pretext of targeting Israeli Mossad bases and headquarters of anti-Iran groups. The Kurdistan Regional Government (KRG) has vehemently denied the existence of Israeli bases in the Kurdish capital. The Kurdish president arrived in Tehran on Sunday in his fifth trip to Iran in ten years. He last visited the Islamic republic in August 2021 to attend Raisi's inauguration.

He is accompanied by the Kurdistan Region's Interior Minister Rebar Ahmed, Chief of Staff at the Presidency Fawzi Hariri, and several other senior officials.

But that relationship has been strained recently by Tehran's cross-border attacks on exiled Kurdish groups and deadly missile strikes on locations that it alleged were Mossad bases in the Kurdistan Region.

Dilshad Shahab, the spokesperson for the Kurdistan Region presidency, said that, through this trip, President Barzani wants to reaffirm to Erbil's allies that the Kurdistan Region will never become a source of threat to the interests of its neighbors, especially Iran.

"It is no secret that there has been a kind of coldness in these [Erbil-Tehran] relations in recent times; we want to be assured that the common interests of

both sides outweigh the obstacles that may arise," Shahab told Rudaw's Sangar Abdulrahman.

A security pact signed between Iran and Iraq in March 2023 saw Baghdad agree to disarm Kurdish opposition groups and secure the border regions. Iran had threatened to use military action if Baghdad failed to fulfill the agreement. In September, Baghdad announced that it had disarmed the exiled groups and that offices previously used by the groups had been evacuated.

Iran has long accused the KRG of harboring opposition groups it considers threats to its national security and allowing them to use the border areas as a launchpad for attacks. Erbil has categorically rejected Tehran's accusations.



May 06, 2024

President Barzani, Iranian supreme leader meet in Tehran

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani met with Iranian Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei on Monday, continuing his series of high-level meetings in the capital Tehran after being received by Iran's president.

Barzani arrived in Tehran on Sunday alongside a high-level delegation from the Kurdistan Region including Interior Minister Rebar Ahmed and several other senior officials. He met with Iranian President Ebrahim Raisi the following day, and is also set to meet Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian, parliament speaker Mohammad Bagher Ghalibaf, and several other senior officials.

It marks Barzani's fifth trip to Iran in ten years. He last visited the Islamic republic in August 2021 to attend Raisi's inauguration.

In the meeting with Raisi, both leaders "stressed developing Iran's relations with Iraq and the Kurdistan Region based on the principles of good neighborliness and common interests."



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (right) in a meeting with Iranian Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei (left) in Tehran on May 6, 2024. Photo: Khamenei's office

They also highlighted the importance of cooperation and support between Tehran, Erbil, and Baghdad to preserve regional security.

The Kurdistan Region and Iran enjoy good ties. During a forum in Sulaimani in April, Barzani said that Iran contributed to the economic "success" of the Kurdistan Region. But that relationship has been

strained by Tehran's attacks on exiled Kurdish groups and deadly missile strikes on locations that it alleged were Mossad bases in the Region.

Dilshad Shahab, the spokesperson for the Kurdistan Region presidency, said that, through this trip, President Barzani wants to reaffirm to Erbil's allies that the Kurdistan Region will never become a source of threat to the interests of its

neighbors, especially Iran. "It is no secret that there has been a kind of coldness in these [Erbil-Tehran] relations in recent times; we want to be assured that the common interests of both sides outweigh the obstacles that may arise," Shahab told Rudaw's Sangar Abdulrahman.

Un documentaire de la BBC sur l'arrestation d'une Iranienne retrouvée morte provoque l'ire des autorités

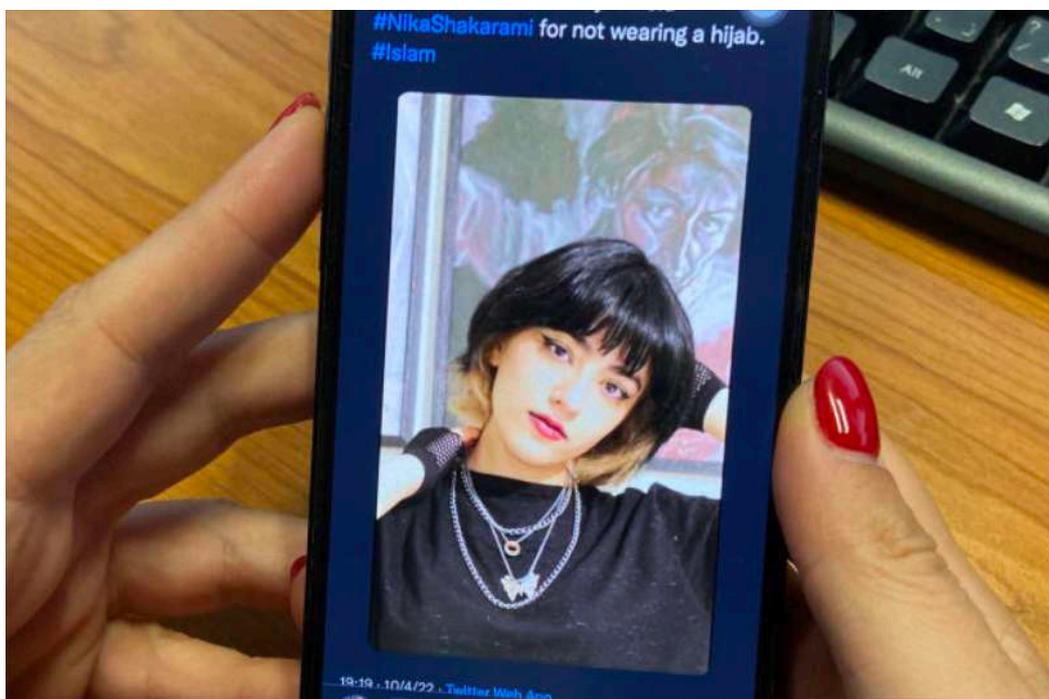
Les documents dévoilés par la chaîne britannique contredisent la thèse du suicide avancée par l'appareil sécuritaire iranien à propos de la mort de Nika Shakarami, 16 ans. Elle avait disparu le 20 septembre 2022, alors qu'elle manifestait à la suite de la mort de Mahsa Amini.

Elle était devenue l'un des visages phares du soulèvement Femme, vie, liberté qui a traversé l'Iran pendant des mois, en 2022. Les vidéos montrant l'adolescente iranienne Nika Shakarami, âgée de 16 ans, en train de danser et de chanter ont fait le tour du monde.

Elle a disparu, le 20 septembre 2022, pendant une manifestation suivant la mort de Mahsa (Jina) Amini lors d'une garde à vue pour un voile mal ajusté, quatre jours plus tôt. Sa famille a retrouvé le corps sans vie de Nika neuf jours plus tard dans une morgue, le visage et la tête déformés. Les autorités iraniennes, elles, n'ont cessé, dès le premier jour, de parler de suicide comme cause de son décès. Ce que les proches de Nika Shakarami ont toujours contesté.

Désormais, un documentaire glaçant, diffusé le 30 avril sur BBC World Service, intitulé *Nika's Last Breath* (« le dernier souffle de Nika »), démontre, preuves à l'appui, que l'adolescente a été agressée sexuellement et battue pendant son arrestation, avant d'être tuée par trois agents appartenant aux gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays.

Jamais auparavant de tels détails n'avaient été révélés sur les traitements infligés par l'appareil sécuritaire de la Répu-



L'adolescente iranienne Nika Shakarami, tuée après son arrestation lors de manifestations en Iran, vue ici sur un portable, le 6 octobre 2022. AFP

blique islamique à une personne arrêtée. La diffusion de ce documentaire a provoqué un tollé au sein du régime, qui tente, par la voix de certains de ses officiels, de le discréditer, en publiant d'autres documents censés appuyer la thèse du suicide de la jeune fille.

Les documents obtenus par la BBC, portant la mention « *hautement confidentiels* », comprennent des comptes rendus des auditions de tous les agents qui seraient impliqués dans le décès de Nika Shakarami et des cadres supérieurs qui auraient tenté de dissimuler

les faits, ainsi que leurs noms.

Matraques et Taser

Selon les documents obtenus par la BBC, Nika Shakarami est identifiée au cours d'une manifestation comme une potentielle « *leader* » et donc suivie par les agents des services secrets, infiltrés parmi les manifestants. Arrêtée, la jeune fille est placée à l'arrière d'une camionnette réfrigérée. Bien que menottée, elle continue à se défendre en donnant des coups de pied et en insultant les trois agents qui sont avec elle dans le véhicule. Le chef de l'unité

est devant, avec le conducteur. L'équipe tente de trouver un centre de détention dans lequel placer l'adolescente.

Les trois agents la font s'allonger sur le sol de la camionnette. L'un d'eux s'assoit sur elle, prétendument pour l'empêcher de bouger. Le même homme, selon l'un de ses camarades, glisse sa main dans le pantalon de la jeune fille, qui se débat. Ensuite, « *le contrôle de la situation nous a échappé* », déclare, lors de son audition par les gardiens de la révolution, un autre des trois agents, selon les documents obtenus par la

BBC. Tous commencent à donner des coups de matraque et de poing à la jeune fille. Le rapport précise : « *Trois matraques et trois Taser ont été utilisés. On ne sait pas exactement quel coup a causé la mort.* »

Lorsque le chef de l'unité appelle son supérieur, ce dernier lui demande d'abandonner le corps sans vie de l'adolescente dans une rue déserte de Téhéran. Ce qu'il fait. L'officier supérieur en question justifie ainsi son ordre : « *On a eu d'autres morts ce jour-là dans notre quartier général. Je ne voulais pas que leur nombre atteigne vingt corps. Que son corps [celui de Nika] soit trans-*

férent à notre QG n'aurait rien réglé. »

Ce rapport contredit la version du gouvernement. Un mois après l'enterrement de Nika, la télévision d'Etat iranienne a diffusé les résultats de son enquête officielle, selon laquelle la jeune fille se serait suicidée en sautant d'un immeuble.

« Propagande mensongère »

La chaîne britannique explique avoir consacré plusieurs mois à l'examen détaillé des documents obtenus et à leur recoupement. Un ancien officier des renseignements iraniens ayant accès aux archives des gardiens de la révolution aurait

obtenu confirmation de l'existence du rapport reçu par la BBC, qui fait partie d'un dossier de 322 pages sur les manifestations antigouvernementales de 2022.

Le documentaire de la BBC a même fait réagir le ministre de l'intérieur iranien, Ahmad Vahidi, qui l'a qualifié d'« *opération psychologique* » destinée à détourner l'opinion publique de la guerre à Gaza. « *Désormais, les étudiants des universités américaines et européennes soutiennent le peuple palestinien. Ils [l'Occident, à travers la BBC] veulent détourner l'attention de ces manifestations* », a-t-il déclaré.

A Téhéran, au moins trois quo-

tidiens ultraconservateurs ont consacré leur une à la dénonciation de ce documentaire, deux jours après sa diffusion, le 1^{er} mai. Le journal *Kayhan*, affilié au Guide suprême, Ali Khamenei, a qualifié les allégations de la BBC sur le viol et le meurtre de Nika Shakarami de « *ridicules* » et a affirmé que les documents présentés par le média britannique étaient bourrés de « *gaffes stupides* ».

En Iran, les journalistes ayant relayé les résultats de l'enquête de la BBC ont d'ores et déjà été convoqués par la justice et accusés d'avoir publié de la « *propagande mensongère et insultante* » contre la République islamique d'Iran.



May 7, 2024

KRG President Barzani optimistic about Iran visit, foresees enhanced relations

KRG President Barzani affirmed the importance of his visit, stating, «We believe that this visit will herald a fresh start to all aspects of relations between the Kurdistan Region and the Islamic Republic of Iran.»

ERBIL (Kurdistan24) - Kurdistan Region's President Nechirvan Barzani addressed a news conference in Tehran, expressing his satisfaction with the significance and outcomes of his visit to Iran.

He emphasized the potential for revitalized relations between the Kurdistan Region and the Islamic Republic of Iran.

KRG President Barzani affirmed the importance of his visit, stating, «We believe that

this visit will herald a fresh start to all aspects of relations between the Kurdistan Region and the Islamic Republic of Iran.»

During his visit, KRG President Barzani recounted warm receptions from senior Iranian officials, including the Supreme Leader, the President, the Speaker of the Iranian Parliament, and the Secretary-General of the National Security Council.

He described the meetings as productive and conducive to

mutual understanding.

Highlighting the historical and strategic importance of relations between the Kurdistan Region and Iran, KRG President Barzani expressed gratitude for Iran's support during challenging times.

He underscored the need to address existing challenges and expressed optimism about Iran's commitment to resolving mutual concerns.

KRG President Barzani emphasized the Kurdistan Re-

gion's enduring commitment to regional stability, reaffirming its unwavering dedication to fostering peace and cooperation.

He reiterated the Kurdistan Region's stance as a steadfast advocate for stability in the broader Middle East.

The KRG President's remarks underscored a shared commitment between Iran and the Kurdistan Region to address challenges and enhance cooperation, reflecting a positive outlook for future relations between the two entities.



Kurdistan's Weekly Brief | May 7, 2024

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

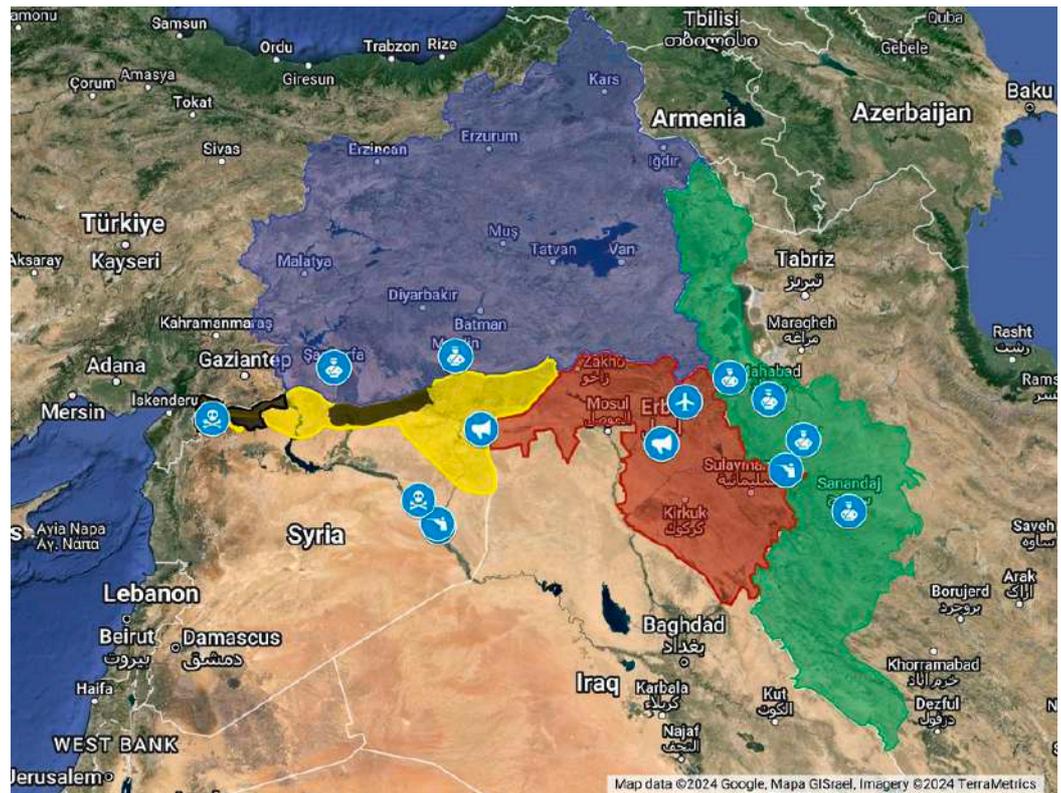
Iran

Iranian security forces have detained fourteen Kurds in Shinno, including two local singers, for their participation in the Newroz celebration nearly seven weeks after the event. Additionally, authorities have apprehended two Kurds from Piranshahr, including a woman, a teenager in Mehabad, a journalist in Saqqez, and an Imam in Senna. Furthermore, ten Kurdish teachers in Senna have been summoned for their activism. According to the latest report from the Hengaw Organization for Human Rights, the regime arrested a total of 134 individuals in April, with 63 of them being Kurds. Concurrently, fifteen women have been detained, and three individuals on death row have been executed by Iranian authorities.

Iranian border guards have fatally shot two Kurdish border porters (kolbar) in the Hangazhal village near Baneh, with ten others sustaining injuries in various incidents near the same area. Throughout April, at least four kolbars have been killed, and thirty have been injured by Iranian guards. The Hengaw Organization reports that armed clashes took place near the Hangazhal village on Thursday, resulting in casualties among Iranian security forces. However, no group has claimed responsibility for the clashes.

Iraq

Iraqi Kurdistan President Nechirvan Barzani paid a visit to Tehran, engaging in discussions with top Iranian officials, includ-



ing Supreme Leader Ali Khamenei and President Ebrahim Raisi, with the objective of “enhancing relations with the Islamic Republic of Iran across various domains.” Given Iran’s military actions against the Kurdistan Region and its support for Baghdad’s anti-Kurdish policies, Barzani’s visit was seen as a move to address these concerns through dialogue with Iranian leaders. In response to Rudaw’s inquiry about Barzani’s visit, Department of State Spokesperson Matthew Miller stated, “we have always encouraged any conversations that would lead to de-escalation and would lead to further stability in the region, including vis-a-vis Iran, which of course has been one of the greatest contributors to instability in Iraq and elsewhere in the Middle East.”

Following a complaint lodged at the Supreme Court against the Independent High Electoral Commission (IHEC) regarding the allocation of parliamentary seats in Kurdistan, the Iraqi Supreme Court has temporarily halted IHEC’s activities pending a forthcoming ruling. The complaint was initiated by Kurdistan Regional Government (KRG) Prime Minister Masrour Barzani concerning IHEC’s distribution of parliamentary seats in the region. Should the court rule in favor of the complaint, it is likely that Kurdistan’s elections, originally scheduled for June 10, will be postponed to a later date. Community Peace Teams (CPT) reported that Turkish airstrikes near the Bradost region resulted in the deaths of two Iranian Kurds on May 1. Throughout 2024, Turkish forces have

reportedly killed at least eight civilians in airstrikes targeting positions of the Kurdistan Workers’ Party (PKK).

Syria

On Tuesday, May 7, U.S. Secretary of State Antony Blinken announced the repatriation of eleven Americans from Syria’s Northern East region. According to Blinken’s statement, 30,000 individuals from sixty countries remain in al-Hol and Roj camps, which house families affiliated with ISIS (Da’esh). Blinken urged countries to “repatriate, rehabilitate, reintegrate” their citizens, pledging U.S. support for these efforts. Last week, the Iraqi government permitted the return of 700 individuals associated with Da’esh, aiming to rehabilitate them with the assistance of international or-

ganizations. Concerns have heightened within the international community over the resurgence of Da'esh's ideology among the younger generation in these camps, especially amid a notable increase in terrorist attacks in Syria and Iraq. On Tuesday, a member of the Syrian Democratic Forces (SDF) was killed in a Da'esh ambush in the Deir Ez Zor province. The SDF also reported the death of a Da'esh militant and the injury of another in a "failed assassination" attempt targeting an SDF commander in Busira town, Deir Ez Zor. Meanwhile, the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR)

reported clashes between the SDF and the Assad regime's "national defense" forces near Shahil town. In Turkish-occupied Afrin, the SOHR documented 22 arbitrary arrests of civilians by factions supported by Turkey in April. Notably, the Turkish government has deployed Syrian proxies to engage in conflicts beyond Syria, including recent deployments to Niger.

Turkey

For the first time since the local elections, leaders of the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy (DEM) met with the Turkish opposition Republican

People's Party (CHP) in Ankara. The Dem Party's delegation included co-chairs Tülay Hatimoğulları and Tuncer Bakırhan, along with vice co-chair Özlem Gündüz. Both parties stated that the meeting aimed to discuss the election outcomes and the current political landscape in Turkey and the broader region. CHP leader Özgür Özel expressed gratitude to the HDP, stating, "We had the opportunity to exchange ideas and evaluate the local election results and their implications for the upcoming general election and the challenges facing democracy in Turkey." On a separate matter, Turkish

authorities postponed a verdict in the case of veteran Kurdish politician Leyla Zana until July 2. Zana, a recipient of the Sakharov Prize in 1995, faces charges of "propaganda for a terrorist organization." Concurrently, Turkish police detained two additional journalists associated with a pro-Kurdish media outlet and arrested fourteen members of the Dem Party in Urfa. In Mardin, thirteen Kurdish politicians received lengthy prison sentences for their involvement in supporting Kurdish self-rule in 2015.



May 07, 2024

Iraqi Federal Court rules in favor of Kurdistan PM, temporarily halts seat distribution

This provision outlines the distribution of seats in the Kurdistan Regional Parliament, with Erbil allocated 34 seats, Sulaimani 38 seats, Duhok 25 seats, and Halabja 3 seats.

ERBIL (Kurdistan 24) - The Iraqi Federal Supreme Court has issued a ruling in favor of Kurdistan Region's Prime Minister Masrour Barzani, directing a temporary suspension of the provision governing seat distribution within the KRG.

Responding to a complaint filed by Prime Minister Barzani, the Iraqi Federal Supreme Court issued a decree on Tuesday, ordering the temporary suspension of the second paragraph of Article 2 of the registration and approval of the candidate

list for the 2024 Kurdistan Regional Parliamentary Elections, No. 7.

This provision outlines the distribution of seats in the Kurdistan Regional Parliament, with Erbil allocated 34 seats, Sulaimani 38 seats, Duhok 25 seats, and Halabja 3 seats.

The Federal Court justified the suspension, stating that it would remain in effect until the resolution of the complaint to prevent potential complications arising from its implementation that may be challenging to rec-

tify in the future.

In response to the current situation in Iraq, Erbil-Baghdad relations, the Kurdistan parliamentary elections, and the Federal Court's decisions, the Political Bureau of the Kurdistan Democratic Party (KDP) released a statement.

The statement emphasized the KDP's stance against participating in elections deemed illegal and unconstitutional under an imposed system, asserting that such actions are beyond the purview of the Kur-

distan Regional Government and its constitutional institutions.

The KDP's position follows the Federal Court of Iraq's decision on February 21, 2024, wherein the sessions on the Kurdistan parliamentary elections law were postponed 11 times.

For the upcoming sixth round of parliamentary elections, the Kurdistan Region is slated to be divided into four constituencies, with the final number of seats reduced from 111 to 100.

The New York Times

Gulsin Harman, Aaron Boxerman,
Ben Hubbard and Thomas Fuller
May 3, 2024

As Turkey Cuts Trade Ties, Israel's Isolation Grows

Turkey said it would not resume trade with Israel until a “permanent cease-fire” in Gaza. The move came after a number of countries cut diplomatic ties with Israel.

Turkey said on Friday that it would suspend all trade with Israel until there was a “permanent cease-fire” in the Gaza Strip, the latest international sanction against Israel and one that underscores the mounting global pressure to end the war in the territory.

Turkey's announcement built on statements the previous day that it had halted all trade with Israel until “uninterrupted and adequate humanitarian aid is allowed into Gaza.” But even as Turkey announced the measures, Israel continued its repeated warnings that it was preparing for an offensive in the southern Gaza city of Rafah that the United Nations said on Friday could result in a “slaughter” in Gaza.

In announcing the trade suspension, the Turkish trade minister, Omer Bolat, spoke of Israel's “uncompromising attitude.” Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, told a business association on Friday that he anticipated backlash from Western countries but that Turkey had decided to “stand side by side with the persecuted.”

Israel's foreign minister, Israel Katz, reacted to the move by lashing out at Mr. Erdogan. “This is how a dictator behaves, disregarding the interests of the Turkish people and businessmen, and ignoring international trade agreements,” Mr. Katz said in a social media post.



A protest in solidarity with Palestinians on Friday at Beyazit Square in Istanbul. Turkey said it would suspend trade with Israel until a “permanent cease-fire” in the Gaza Strip. Dilara Senkaya / Reuters

Turkey has a large trade surplus with Israel, according to the latest United Nations figures, with \$5.4 billion in exports to Israel last year and \$1.64 billion in imports.

Mr. Erdogan has criticized Israel's bombardment of Gaza and has also defended Hamas. In April, he met with Ismail Haniyeh, Hamas's political leader. “Israel will certainly pay the price of the atrocities it has been inflicting on Palestinians one day,” he said at the time. Israel's international isolation has mounted as its devastating military offensive in Gaza has unfolded. Some countries have downgraded ties while others

have cut them entirely. Close partners such as the United States, Britain and Germany, while still remaining strongly supportive of Israel, have become more openly critical of its conduct and of the recently increased but still inadequate pace of humanitarian aid to Gaza.

On Wednesday, Colombia became the latest country in Central or South America to break ties with Israel, following Bolivia and Belize early in the war. Colombia had already recalled its ambassador to Israel, as did Chile and Honduras. Arab states like Jordan and Bahrain, with whom Israel cooperates closely on security, also sent

their ambassadors home early in the war amid public outcry over the rising death toll.

The shifting tone toward the war reflects the tremendous cost for Palestinians. Over the past seven months, more than 34,000 people have been killed in Gaza, most of them women and children, according to local health officials. Israel's offensive followed the Hamas-led attack on Oct. 7 that left 1,200 dead and another 250 taken hostage, according to Israeli officials.

The Biden administration, Israel's most important ally, has shown no sign of pulling back military support, even as it



The Haydarpaşa port in the Bosphorus in Istanbul. Turkey has a large trade surplus with Israel. Tolga Bozoglu/EPA, via Shutterstock

warns against an Israeli invasion of Rafah, where more than a million displaced Palestinians are sheltering in tents.

Jens Laerke, a spokesman for the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, said at a news briefing in Geneva on Friday that an incursion into Rafah “could be a slaughter of civilians” and warned that a Rafah ground offensive also might result in an “incredible blow to the humanitarian operations in the entire strip.”

U.N. officials describe Rafah, which is on the border with Egypt, as the heart of humanitarian relief operations in Gaza. Dozens of organizations have warehouses there, and the border crossing with Egypt is where nearly all medical supplies come into Gaza, they said.

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel has vowed repeatedly to continue offensive operations in Gaza until Hamas is eliminated as a military threat, and he says Rafah

remains a target because the militant group’s last four battalions are hiding out in tunnels there.

Amid the growing pressure, Israel won a reprieve this week when a United Nations court



A building in Rafah in the Gaza Strip on Friday that was damaged in an Israeli strike. A U.N. official warned that a ground offensive there might result in an “incredible blow to the humanitarian operations in the entire strip.” Hatem Khaled/ Reuters

declined to order Germany to suspend arms sales to Israel. The country is Israel’s second-biggest supplier of weapons, after the United States.

Still, the moves by Turkey and others highlight the toll that the

war in Gaza, now nearly seven months old, is exacting on Israel’s global standing.

Israel and Turkey had enjoyed a rapprochement in recent years — in 2022, the two countries announced that they

would restore full diplomatic ties — but hopes for warmer relations appear to have been dashed by the war.

Many of Israel’s allies are now calling for a cease-fire. In

March, the U.N. Security Council passed a resolution seeking an immediate cease-fire in the Gaza Strip during the Muslim holy month of Ramadan.

The war has also prompted renewed calls by the United States and many European and Arab countries to take credible steps toward establishing a Palestinian state, a move that Mr. Netanyahu strongly opposes.

Spain and Ireland, among other European nations, are advocating the largely symbolic step of recognizing a state of Palestine, which Israel also opposes. Washington has long said that while it backs the eventual establishment of a Palestinian state, any recognition should come after negotiations between Israeli and Palestinian leaders.

The director of the Central Intelligence Agency, William Burns, arrived in Cairo on Friday, according to a person briefed on negotiations between Israel and Hamas for a cease-fire in Gaza. Egypt, Qatar and the United States have been leading efforts to broker a deal for a cease-fire and hostage release.

Hamas announced on Friday night that it would send a delegation to Cairo on Saturday to continue talks. It did not say whether it had issued a formal response to the current proposal but said it was committed to “an agreement that would realize what our people demand: a total end to the aggression, the withdrawal of occupation forces, the return of the displaced, humanitarian aid and the beginning of reconstruction, and a serious exchange agreement.”

Gulsin Harman and Ben Hubbard reported from Istanbul, and Aaron Boxerman from Jerusalem.

The New York Times

May 7, 2024
By Charlie Savage

U.S. Repatriates 11 American Citizens From ISIS War Camps in Syria

The group — the largest set of Americans retrieved from the war zone — was joined by a 9-year-old noncitizen whose brother is an American.

The Biden administration has repatriated a family of 10 American citizens who had been stranded for years in desert camps and detention centers in Syria run by a Kurdish-led militia that battled the Islamic State, according to officials.

The government also brought to the United States a pair of half brothers — only one of whom, said to be 7, is an American citizen. The resettlement of the other boy, who is said to be 9, is the first time the United States has taken in someone from the war zone who is not an American national.

The government announced the early Tuesday transfer in a statement from Secretary of State Antony J. Blinken, who said there had been a “complex repatriation and resettlement” involving 11 American citizens, five of whom were minors, and the “9-year-old non-U.S.-citizen sibling of one of the U.S. citizen minors.”

He added, “This is the largest single repatriation of U.S. citizens from northeast Syria to date.”

The statement announcing the transfer did not identify the 12 people. But two officials, who spoke on the condition of anonymity to discuss sensitive details, said 10 were a family The New York Times had reported on in September, consisting of a woman named Brandy Salman and her nine American-born children, ranging from about 6 to about 25.



Al Hol, the main camp holding families of Islamic State fighters, in January. The United States has been encouraging other countries to take back their nationals, and in some cases providing military logistical help. Delil Souleiman / Agence France-Presse — Getty Images

The other two, the officials said, are the sons — one biological and one adopted — of a man named Abdelhamid Al-Madioum, who was repatriated in 2020 and has pleaded guilty to charges of supporting terrorism. The Star Tribune of Minneapolis reported this month that his two young sons had been found and would soon arrive in Minnesota to be raised by his parents.

Later on Tuesday, charges against one of Ms. Salman’s daughters, Halima Salman, who is now about 24, were unsealed. She is accused of receiving weapons training from a foreign terrorist organization. The aftermath of the collapse of the ISIS caliphate — which

has continued to carry out terrorist attacks after losing control of its former territory — has led to a festering problem in northeastern Syria, where tens of thousands of people remain effectively imprisoned in the custody of the Kurdish-led militia, the Syrian Democratic Forces.

A member of the Syrian Kurdish Asayish security forces stood guard during an inspection of tents at Al Hol in 2022. Delil Souleiman/Agence France-Presse — Getty Images
About 45,000 people are living in the displaced persons camps — mostly women and children. They include roughly 17,000 Syrians, about 18,750

Iraqis and about 9,000 “third-country nationals” from over 60 countries, officials said. The militia is also holding about 8,800 adult men in wartime prisons.

Most of the adult men are suspected of joining the Islamic State, including some who traveled to Syria or Iraq from Europe. Some brought their families with them.

The United States has been encouraging other countries to take back their nationals — prosecuting them where appropriate — and in some cases providing military logistical help. The same transfer operation that brought the dozen people to the United States

also extracted six Canadian citizens, four Dutch citizens and one Finnish citizen who are going home to their respective countries, Mr. Blinken said. Among them are eight children.

Since 2016, when the ISIS caliphate began to crumble, the United States has repatriated 51 American citizens — 30 children and 21 adults, according to the State Department. That number counts the 11 citizens brought in early Tuesday.

Many nations — particularly in Europe — have been reluctant to allow their citizens to return, especially men, fearing that they pose a security threat. Some fear that under their legal systems, any incarceration for joining the Islamic State would last only a few years.

Even small children who were the offspring of ISIS families are often stigmatized. As a result, large numbers of children have been left to grow up under brutal circumstances and are considered vulnerable to radicalization in the camps.

The Times reported last fall that Ms. Salman's husband, who was from Turkey, apparently took the family into ISIS territory in 2016 and was later killed. Most of the family will now live with her mother in New Hampshire, and the Department of Health and Human Services, working with local social service authorities, has developed a plan to help them integrate into society, the officials said.

However, one of Ms. Salman's daughters, Halima, was arrested when the military plane carrying the group landed at John F. Kennedy International Airport in New York early on Tuesday. Later that day, a fed-

eral magistrate judge in the Eastern District of New York ordered her detained, the Justice Department said.

In the criminal complaint charging her with receiving weapons training from ISIS, an F.B.I. agent cited as evidence various photos of her and other electronic files on a cellphone that the government recovered in Syria in 2019, and that the complaint said had belonged to a man it said she had married there.

In 2022 and 2023, investigators from Human Rights Watch and the United Nations had separately interviewed one of Ms. Salman's sons, who is now about 18.

He was then living apart from the rest of his family at what the Kurdish militia describes as a rehabilitation or deradicalization center for youths. Guards had taken him there in early 2020, he told the investigators, as part of a disputed policy of removing boys from the main displaced persons camps, Al Hol and Roj, when they hit puberty.

The teenager told the investigators that his father had tricked the family into going into Syria — telling them they were going camping while in Turkey and only later revealing that they had crossed the border — and that his mother had largely kept the children inside because she was afraid. The Times was unable to verify the details of that account.

The U.N. investigator also said the teenager had expressed "great distress and worry" about his inability to meaningfully communicate with his mother, and showed the investigator paintings and drawings that depicted them together. He

also talked about hamburgers and missing rap music, she said.

Human Rights Watch also featured the teenager — obscuring his face and using a pseudonym — in a video about children stranded in Syria after their parents took them there to join ISIS. In it, he said: "It's not only me. We a lot of kids, you know. No one wants to stay, just like growing up here doing nothing. That's what we all feeling."

In the case of the two half brothers, a court filing from the prosecution of their father, Mr. Al-Madioum, said that in 2015, when he was a college student and visiting Morocco with his family, he ran away to join ISIS.

He eventually married the widow of a slain ISIS fighter and himself fought in battle and was grievously wounded, including losing part of an arm. He surrendered in March 2019 to the Kurdish-led militia and was brought back to the United States for prosecution in 2020.

One court filing also mentioned that he was with "his two small children" at the time of his surrender to the militia. But, the officials clarified, only one of the boys is Mr. Al-Madioum's biological son. Mr. Al-Madioum apparently adopted the other boy when marrying their mother, the widow, who was herself apparently later killed.

There are many challenges to transferring people out. The Kurdish militia does not have comprehensive and accurate records about all the people it is holding, and the mixed percentage of many children has further complicated efforts to get countries to take them.

Ian Moss, a deputy coordinator for counterterrorism at the

State Department, said in an interview that by taking in the 9-year-old boy who is not an American citizen but has a link to the country through his brother, the United States was seeking to lead by example.

"It's important for the purpose of reintegration that we don't split up families," he said. "And as we continue to work to solve this problem, we need to be thinking creatively about how to preserve family units. Inevitably, that means that — just as the United States has done — countries will need to offer resettlement to individuals who are not their nationals."

There has been some movement in recent years. In 2022, nearly 3,000 of the displaced people were repatriated — or, in the case of Syrians, returned to their home communities inside the country — more than had left the militia's custody from 2019 to 2021 combined. In 2023, more than 5,400 people were repatriated or returned to their communities of origin.

"As governments undertake repatriation of their nationals, we urge thoughtfulness and flexibility to ensure to the maximum extent possible that family units remain intact," Mr. Blinken said.

He added: "The only durable solution to the humanitarian and security crisis in the displaced persons camps and detention facilities in northeast Syria is for countries to repatriate, rehabilitate, reintegrate and, where appropriate, ensure accountability for wrongdoing."

Charlie Savage, who reported from Washington, has been covering counterterrorism detention issues for two decades.

The New York Times

By Karim Sadjadpour
May 8, 2024

Mr. Sadjadpour is a senior fellow at the Carnegie Endowment for International Peace.

How Iran and Israel Are Unnatural Adversaries

“History is littered,” the British writer and politician Enoch Powell said, “with the wars which everybody knew would never happen.”

A full-blown conflict between the Islamic Republic of Iran and Israel once seemed implausible. But last month, the long-running shadow war between the two nations burst into the open in a series of unprecedented drone and missile strikes, raising the specter of a fight that would contain enough advanced technology, paramilitary forces and mutual acrimony to incinerate large parts of the Middle East, collapse the global economy and entangle the United States and other major powers.

Now the two sides appear to have hit pause, but for how long? As long as Iran is ruled by an Islamist government that puts its revolutionary ideology before the national interest, the two countries will never know peace, and the Middle East will never know meaningful stability.

Iran and Israel are not natural adversaries. In contrast to other modern conflicts — between Israel and Palestine, Russia and Ukraine, China and Taiwan — Iran and Israel have no bilateral land or resource disputes. Their national strengths — Iran is an energy titan and Israel is a tech innovator — are more complementary than competitive. The nations also have a historical affinity dating back over 2,500 years, when the Persian King Cyrus the Great freed the Jews from the Babylonian Captivity. Iran was the second Muslim nation, after Turkey, to recognize Israel after its founding in 1948.

Their modern animosity is best understood through the lens of ideology, not geopolitics. It began with the rise of Ayatollah Ruhollah Khomeini, the dogmatic Shiite cleric who led the 1979 revolution that transformed Iran from a U.S.-allied monarchy into an anti-American theocracy. Khomeini’s 1970 treatise “Islamic Government,” which be-

came the basis of the constitution that governs the Islamic Republic, is laced with tirades and threats against “wretched” and “satanic” Jews. Then, as now, antisemitism often lurked below the surface of anti-imperialism.

“We must protest and make the people aware that the Jews and their foreign backers are opposed to the very foundations of Islam and wish to establish Jewish domination throughout the world,” Khomeini wrote. “Since they are a cunning and resourceful group of people, I fear that — God forbid — they may one day achieve their goal and that the apathy shown by some of us may allow a Jew to rule over us one day.”

In the same manifesto, Khomeini casually advocates what in modern parlance is best understood as ethnic cleansing. “Islam,” he wrote, “has rooted out numerous groups that were a source of corruption and harm to human society.” He went on to cite the case of a “troublesome” Jewish tribe in Medina that he said was “eliminated” by the Prophet Muhammad.

Very few of the Iranian [revolutionaries](#) and Western [progressives](#) who backed Khomeini in 1979 — some of whom [compared](#) him with Mohandas K. Gandhi — had bothered to scrutinize his vision for Iran. Once in power, he built his newfound theocracy on three ideological pillars: death to America, death to Israel and the subjugation of women.

Over four decades later, the worldview of Iran’s current rulers has evolved little. Ayatollah Ali Khomeini, Khomeini’s 85-year-old successor and now one of the world’s longest-serving dictators, denounces Zionism in virtually every speech and was one of the few world leaders to publicly praise Hamas’s “epic” Oct. 7 attack on Israel. “We will support and assist

any nation or any group anywhere,” Ayatollah Khomeini [said](#) in 2020, “who opposes and fights the Zionist regime.”

As Ayatollah Khomeini’s words make plain, the Islamic Republic of Iran is one of the few governments in the world more dedicated to abolishing another nation than advancing its own. “Death to Israel” is the regime’s rallying cry — not “Long live Iran.”

Ayatollah Khomeini’s regime has backed this language with action. Iran has spent tens of billions of dollars arming, training and financing proxy militias in five failing nations: Lebanon, Syria, Gaza, Iraq and Yemen. Together these groups constitute its so-called Axis of Resistance against America and Israel. These groups are elbow-deep in corruption and repression in their own societies, including [illicit drug dealing](#) and [piracy](#), while pledging that they seek justice for Palestinians.

Hostility toward Israel is a useful tool for predominantly Shiite, Persian Iran to vie for leadership in the predominantly Sunni, Arab Middle East. But it should not be confused with concern for the wellbeing of Palestinians. In contrast to American, European and Arab governments that fund Palestinian human welfare initiatives, Iran has poured hundreds of millions of dollars into arming and financing Hamas and Palestinian Islamic Jihad. Iran’s goal is not to build a Palestine but to demolish Israel.

And yet as much as the Islamic Republic is committed to its ideology, it is even more committed to staying in power. As the German American philosopher Hannah Arendt [once](#) put it, “The most radical revolutionary will become a conservative on the day after the revolution.” As its careful response to Israel’s recent military strikes on Iran showed, when faced with the

possibility of full-blown war or existential economic pressure, Tehran tactically retreats.

After decades of living under an economically failing, socially repressive police state, Iran’s people long ago recognized that the greatest obstacle between themselves and a normal life is their own leadership, not America or Israel. In a 2021 public opinion [poll](#) conducted from Europe, only around one-fifth of Iranians approved of their government’s support of Hamas and “Death to Israel” slogan. Few nations have Iran’s combination of natural resource wealth, human capital, geographic size and ancient history. This enormous gap between Iran’s potential and its citizens’ reality is one reason the country has experienced numerous mass uprisings over the past two decades.

Iran’s Axis of Resistance has empowered right-wing Israeli politicians far more than Palestinians over the past two decades. The threat of a [Holocaust-denying](#) Iranian regime with regional and nuclear ambitions has stoked Israeli anxieties, diverted attention from Palestinian suffering and facilitated normalization agreements between Israel and Arab governments equally fearful of Iran. Indeed, Iran and its proxies were such a useful adversary that Prime Minister Benjamin Netanyahu helped [prop up Hamas’s rule](#) in Gaza until the deadly attacks of Oct. 7.

“The dream of Israeli leaders,” a retired Israeli general, Amos Yadlin, told me recently, “is to one day restore normal relations with an Iranian government.”

The dream of Iran’s Islamist leaders, on the other hand, is to end Israel’s existence. Israel’s conflict with Iran has been a war of necessity, but Iran’s conflict with Israel has been a war of choice. It won’t be over until Iran has leaders who put Iranians’ interests over Israel’s destruction.

Contre l'oubli des disparus en Turquie, les mille rassemblements des « mères du samedi ».

Chaque semaine, à Istanbul, depuis de nombreuses années, familles et proches de personnes victimes de l'appareil d'Etat manifestent pour connaître enfin la vérité sur les circonstances de leur mort.

Le rituel est immuable et d'une solennité impressionnante. Debout devant les barrières de police qui font face au lycée de Galatasaray, en plein milieu de la frénétique avenue piétonne Istiklal, les mères et les familles des personnes disparues en Turquie exposent, des œillets rouges à la main et dans un long silence accusateur, les photos de leurs proches dont elles sont sans nouvelles. Comme chaque samedi, qu'il vente, qu'il pleuve ou que la canicule s'abatte sur Istanbul, elles sont là, à midi pile, pour une demi-heure durant laquelle le souvenir d'un ou deux disparus est évoqué à haute voix.

Ainsi d'Hüsamettin Yaman, samedi 4 mai, un étudiant de 22 ans dont la famille est sans nouvelles depuis une garde à vue, le 5 mai 1992. De Nurettin Yedigöç, le 27 avril, vu pour la dernière fois par un témoin en 1981 au centre de torture de Gayrettepe. De Kadir Kereçoglu, le 20 avril, un homme d'affaires de 75 ans enlevé dans la ville de Van dans une voiture Taurus blanche immatriculée 01 EA 600. Quinze jours plus tôt, ce fut un rappel à la mémoire du grand écrivain et critique obstiné du régime Sabahattin Ali, de la disparition duquel, en 1948, les circonstances soulèvent encore aujourd'hui de nombreuses interrogations.

La liste est longue. La pile des portraits presque écrasante. D'ici à deux semaines, le 25 mai, les mères et les familles manifesteront pour la millièmes fois. Mille rendez-vous hebdo-



Un rassemblement de « Mères du samedi » devant un tribunal d'Istanbul, le 25 mars 2021. OZAN KOSE / AFP

madaires de lutte contre l'oubli et contre l'effacement des souffrances vécues, imposés par l'appareil d'Etat.

Lancés en 1995, les rassemblements des « mères du samedi », appelées ainsi en référence au mouvement des Mères de la place de Mai, à Buenos Aires, ont connu des interruptions, la répression et les arrestations. Après avoir fait face à des violences policières quasi systématiques, elles ont été contraintes d'arrêter une première fois leurs actions en 1999. Familles et proches de disparus ont repris leurs sit-in dix ans plus tard, avant qu'ils soient de nouveau interdits en 2018, le jour du 700^e rassemblement, un procureur requérant

même trois ans d'emprisonnement contre plusieurs participants pour « réunion illégale ».

Au terme d'interminables recours et appels, un tribunal a finalement autorisé, le 11 novembre 2023, les « mères du samedi » à se regrouper une fois par semaine, dans la limite de dix personnes par rassemblement. « Une véritable victoire pour nous », souffle d'une voix digne et entêtée Sebla Arcan, compagne de route de près de trente ans.

Années noires

Tout a commencé avec la famille Ocak. Hasan Ocak, le fils d'Emine et de Baba Ocak, a été vu pour la dernière fois le 21 mars 1995,

le jour de l'anniversaire de sa sœur. Sa disparition a eu lieu à Istanbul, un peu plus d'une semaine après les émeutes de Gazi. Au cours de ces quatre jours de troubles, vingt-trois personnes furent tuées et plus de 1 400 blessées. Hasan Ocak aussi avait manifesté, et dénoncé aux autorités un agent provocateur infiltré dans les rangs des protestataires venus défilé contre les violences policières.

L'époque est celle des années noires et des affrontements sanglants entre les forces de sécurité et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Celle aussi d'une vision exclusivement sécuritaire de l'action de l'Etat, avec les abus de policiers et des groupes para-

militaires contre les personnes réputées de gauche ou prokurdes. Alors que le pays n'a connu que cinq cas de disparition de 1936 à 1980, puis quinze jusqu'en 1990, leur nombre explose les années suivantes, au point que certains observateurs n'hésitent pas alors à parler d'une « politique d'Etat ». Rien qu'en 1994, l'Association des droits de l'homme (IHD) recense 500 personnes disparues dans tout le pays.

Après deux semaines sans nouvelles, la famille Ocak décide, elle, de tenir une conférence de presse. Une jeune femme incarcérée, et libérée depuis, dit avoir vu Hasan en détention. Et puis rien. Au palais de justice, Emine Ocak et d'autres membres de sa famille écotent d'un mois de prison pour avoir demandé au président du tribunal, « où sont nos disparus ? ».

Une fois libérés, ils organisent avec quatre autres familles un sit-in devant le lycée de Galatasaray. L'endroit est proche du siège de l'IHD. L'avenue est, déjà, une des plus passantes au monde, avec près de deux millions de personnes par jour. « Nous voulions résolument faire parler de nous. Taksim avait déjà une forte charge symbolique avec les rassemblements syndicaux. Il nous fallait un lieu à nous. Et puis, c'est ici que le poète Tevfik Fikret s'est enchaîné à l'entrée de Galatasaray, au début du siècle, pour défendre la liberté d'expression », explique Maside Ocak, la sœur d'Hasan.

« Notre deuil n'a jamais été fait »

Elle avait 19 ans lors de sa disparition. « Notre deuil n'a jamais été fait, comme pour toutes les familles de disparus. La souf-

france, elle, se transmet de génération en génération, et cela continuera tant que la justice n'aura pas fait son œuvre. »

La voix de Maside est douce et déterminée. Elle ne crie pas, n'a pas de mots méchants. A peine si son timbre incroyablement ferme trahit l'épouvante qu'elle et sa famille vivent depuis trente ans. « Au début, on voulait tous retrouver nos proches vivants. Mais nous avons vite compris que la plupart avaient été torturés et massacrés. Nous aurions aussi voulu avoir un lieu de sépulture, mais même cela n'est pas suffisant. Ce que nous exigeons est de connaître les circonstances du décès de nos proches. »

C'est sa mère, Emine, 88 ans, aujourd'hui en incapacité de venir manifester, qui avait coutume de répéter que, tant que les personnes sous terre ne sont pas

en paix, celles du dessus ne le sont pas non plus. « Tous ces crimes ne s'arrêteront que quand la culture de l'impunité et de l'opacité tirera à sa fin, ajoute Sebla Arcan. Tant que les dossiers ne sont pas résolus, tous les pouvoirs et partis sont à ce jour complices. Les dirigeants actuels n'étaient pas ceux des années 1990, mais en refusant d'accepter l'Etat de droit et de diligenter les enquêtes, ils se montrent, comme leurs prédécesseurs, tout aussi responsables. »

Selon les sources, le nombre de disparus est estimé aux alentours de 1 500 personnes. Un chiffre qui a drastiquement arrêté de croître à partir de 1996. « Nous avons brisé le silence, souligne Maside Ocak. Aux autorités de faire la lumière. Il serait temps. »



Kirkuk Minute | May 9, 2024

A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

Kirkuk

The Integrity Commission Court has halted all legal proceedings by Kirkuk's Department of Real Estate regarding the transfer of ownership of disputed lands in Topzawa between the Defense Ministry and Kurdish and Turkmen farmers. This decision follows a lawsuit filed by the Ministry of Defense against Kirkuk's Real Estate Department, which sought to alter the titles of thousands of acres of farmland originally owned by Kurds and Turkmen. These lands were confiscated by the former Iraqi regime and subsequently allocated to the Ministry of Defense for the construction of of-

ficer apartment complexes. The court's ruling effectively thwarted the farmers' attempts to reclaim their lands, signaling ongoing disputes. Despite the Iraqi government's efforts to annul the former regime's decisions, hundreds of thousands of acres of farmland belonging to Kurds remain confiscated. Although dated June 8, 2023, the court memorandum was only recently disclosed. Additionally, the Ministry of Defense intends to construct new complexes in the Chimani district, a predominantly Kurdish area. On May 8, several Kurdish farms and homes in the district were demolished, purportedly because the lands were owned by the ministry.

On April 28, the Iraqi military deployed a large force in two Kurdish villages near the Perdi and Sargaran districts, preventing Kurdish farmers from harvesting their crops. The following day, two Kurdish farmers were arrested by Iraqi forces on grounds of the farmland's ownership being claimed by Arab settlers. Tensions escalated until May 8, when several settlers, under the protection of Iraqi forces, staged protests against native Kurds in five villages. This led to a counter Kurdish demonstration denouncing the government's persistent Arabization policies. Similar incidents occurred in the Daquq district, where settlers seized 8,000 acres of Kurdish

farmland, obstructing Kurdish farmers from harvesting their crops.

An explosion in an oil pipeline forced locals to evacuate their homes for the second time in four months due to the foul odor. The pipeline, located in Qizliar, experienced the issue attributed to its aging. However, it's noteworthy that oil pipe smuggling by drilling into pipelines for illegal trade is a common occurrence in the province.

On May 2, the National Security Agency announced the arrest of several ISIS (Da'esh) terrorists associated with the organization's "Office of

Prisoners and Martyrs Affairs for the State of Iraq.” The arrests were made based on intelligence information, underscoring the continued presence of Da’esh terrorists in disputed territories since October 16, 2017.

Despite six months passing since the provincial elections, Kirkuk’s political parties have yet to reach an agreement on the formation of the local administration. The Turkmen and Arabs advocate for a rotational governorship, with Kurds and Arabs serving two-year terms each and a Turkmen leading the provincial council, but Kurdish factions remain divided on this arrangement. The provincial elections, held in December 2023 after 18 years of disputes. At the same time, the Independent High Electoral Commission (IHEC) initiated a voter registration review process following a Supreme Court ruling favoring the Turkmen Front’s lawsuit



against the Kurdish population. Notably, a significant portion of Kurdish voters comprises dis-

placed families who returned to Kirkuk after 2003, having been expelled from their province as

part of the former regime’s Arabization policy.



May 10, 2024

US continues to help Kurdistan promote human rights: Official

ERBIL, Kurdistan Region - Washington is committed to helping the Kurdistan Region boost its protection of human rights and promotion of press freedom, US Under Secretary of State for Civilian Security, Democracy, and Human Rights Uzra Zeya said on Thursday.

“We are committed to working with the IKR [Iraqi Kurdistan Region] on jointly promoting human rights and freedom of

expression here and in the region. We will continue to work with the IKR on advancing freedom of press, strengthening democratic institutions and processes, the empowerment of women and girls, supporting justice and accountability and support for survivors’ atrocities, and assistance to refugees and vulnerable displaced persons,” Zeya said in response to a question from Rudaw during a press briefing in Erbil.

The under secretary met with Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and other Kurdish officials on Thursday after meetings with Iraqi authorities in Baghdad earlier in the day. “Both parties engaged in a constructive dialogue regarding various observations and deficiencies in the domains of human rights and freedoms. They agreed on the importance of ongoing collaboration between their respective stakeholders to enhance these as-

pects. Furthermore, they reaffirmed their dedication to fostering shared values and safeguarding the rights of ethnic and religious communities,” read a statement from the Kurdistan Region Presidency. Human rights conditions in Iraq and the Kurdistan Region had worsened over the past year, the US State Department stated last month in its annual global report on human rights practices. It pointed to increased restrictions on fundamental free-

doms and civic space by both Erbil and Baghdad.

Ahead of Zeya's trip to Erbil, the State Department said she would raise these issues in her meetings.

Zeya also said on Thursday that they help Kurdish auth-

orities in their efforts to counter human trafficking.

"One aspect of our human rights cooperation I'd like to specifically highlight, is the strong work we are working together to counter trafficking persons. As a result of this partnership, just in the past year, we saw

Iraq investigate and prosecute significantly more trafficking crimes, convict more traffickers and increase and diversify the personnel working to address these crimes," she said.

"Both in federal Iraq and the KRG [Kurdistan Regional Government], authorities notably

increased efforts to identify and care for trafficking victims. United States remains a committed partner and supporter of all Iraqis in this effort," Zeya added.

Horvan Razaat contributed to this article.

Le Monde

**Morgane Le Cam, Elise Vincent,
Jacques Follorou
10 Mai 2024**

L'uranium du Niger au cœur de négociations clandestines avec l'Iran

La junte au pouvoir à Niamey nie avoir conclu un accord avec Téhéran, qui souhaiterait lui acheter 300 tonnes de concentré d'uranium, du yellow cake issu des mines exploitées par le groupe français Orano à Arlit.

L'affaire est surveillée comme le lait sur le feu à Washington et à Paris. Comme l'a révélé le média en ligne *Africa Intelligence*, la junte au pouvoir au Niger depuis le coup d'Etat de juillet 2023 s'est engagée dans des « négociations confidentielles » avec l'Iran « pour la livraison de 300 tonnes de yellow cake » (concentré d'uranium). Une information confirmée au Monde par plusieurs sources officielles occidentales et nigériennes.

Cet uranium, principal produit d'exportation du Niger, proviendrait des mines exploitées depuis 1971 par le groupe français Orano à Arlit (nord). Coactionnaire à hauteur de 36,6 %, l'Etat nigérien « commercialise en autonomie sa part de production », explique Orano, avant de préciser n'avoir « été approché » ni par Niamey ni par Téhéran dans le cadre de ces négociations

clandestines. L'entreprise française assure, par ailleurs, « respecter strictement les sanctions internationales qui prohibent toute vente d'uranium par le groupe à l'Iran ». Contactée, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) affirme n'avoir pas non plus été notifiée de l'existence d'un accord de vente, une procédure pourtant obligatoire.

Les pourparlers autour de la livraison de 300 tonnes de minerai, dont la valeur est estimée à 56 millions de dollars (52,02 millions d'euros), ont été découverts par les services de renseignement américains au premier trimestre 2024. Le sujet a été porté à la connaissance de l'opinion par la junte nigérienne elle-même, le 16 avril. A la télévision nationale, les militaires ont en effet dénoncé les « allégations mensongères » formulées par Washington, « consistant à

soutenir qu'il pourrait signer un accord secret sur l'uranium avec l'Iran ».

Un mois plus tôt, la secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines, Molly Phee, avait été dépêchée en urgence à Niamey pour discuter avec la junte de la reprise de la coopération militaire, suspendue après le coup d'Etat. Un rapprochement conditionné à « l'obtention d'assurances de la part des Nigériens qu'ils ne vendraient pas d'uranium aux Iraniens et qu'ils ne déploieraient pas de mercenaires russes sur le même terrain que les militaires américains », selon une source diplomatique occidentale travaillant sur le Niger.

Mais la démarche n'a pas abouti : le 16 mars, deux jours après la visite de la diplomate américaine, les autorités nigériennes ont réclamé le départ du millier de soldats américains, estimant que les requêtes de

Washington relevaient de l'ingérence. Et, dès le 10 avril, une centaine de paramilitaires russes de l'Africa Corps débarquaient à Niamey.

Ultimatum

La junte, elle, continue de nier avoir conclu un accord avec Téhéran autour de la vente de yellow cake. « On assiste à une réplique du mensonge que les Américains avaient monté en 2002, lorsqu'ils avaient accusé le Niger d'avoir vendu de l'uranium à Saddam Hussein [alors président de l'Irak] pour fabriquer des bombes atomiques, avec pour seul objectif de justifier leur intervention militaire », s'agace un conseiller du gouvernement nigérien.

Mais ce dernier reconnaît toutefois que Téhéran a « voulu signer un contrat pour acheter 300 tonnes d'uranium » lors de la visite

à Niamey, fin février, du vice-ministre iranien des affaires étrangères, Mahdi Safari. « *L'uranium, ce n'est pas des cacahuètes ! Comme nous sommes engagés par d'autres contrats, nous avons refusé. On n'avait tout simplement pas de stock disponible à leur vendre* », précise-t-il, avant de souligner que la situation pourrait évoluer rapidement.

Car la production d'uranium du groupe Orano, un temps suspendue en raison de contraintes logistiques liées à l'embargo territorial décrété par les chefs d'Etat ouest-africains au lendemain du coup d'Etat, a redémarré en février. Selon nos informations, les autorités nigériennes menacent, par ailleurs, depuis le printemps de retirer les permis d'exploitation d'uranium attribués au groupe français pour la mine d'Imouraren et au canadien GoviEx pour celle de Madaouela. Un ultimatum leur a été adressé – respectivement en juin et en juillet – pour démarrer leurs activités sur ces sites dont la capacité de production moyenne est estimée à plus de 6 000 tonnes par an. Faute de quoi leurs contrats pourraient être remis en jeu.

Afin d'engranger des liquidités pour juguler les effets de la crise économique engendrée par les sanctions imposées au pays à la suite du putsch, les autorités nigériennes entendent tirer profit de leur métal gris, dont le pays est le septième producteur mondial, et de la hausse de son cours (+ 40 % depuis juillet 2023) en le cédant au plus offrant. « *L'Iran et la Russie sont intéressés, même si rien n'est encore*



Mine d'uranium à ciel ouvert de la Somair, à Arlit (Niger), le 11 août 2023. FERRANDO/ANDIA.FR

signé », affirme le même conseiller gouvernemental. En octobre 2023, Bakary Yaou Sangaré, le ministre nigérien des affaires étrangères, avait rencontré son homologue iranien à Téhéran, sonnante une première alerte, chez les Occidentaux, quant à d'éventuelles tractations sur l'uranium. En janvier, c'est le premier ministre, Lamine Zeine, qui avait été reçu par les autorités russes puis par le président iranien, Ebrahim Raïssi, lors de déplacements successifs dans les deux pays, ouvrant la voie à un renforcement de la coopération militaire avec Moscou et dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et des mines avec Téhéran.

« Enchères »

Selon plusieurs sources officielles occidentales, les dernières tractations sur l'uranium auraient été facilitées par la Russie. Si le volume négocié n'aurait pas

d'incidence sur le développement du programme nucléaire iranien, « *géopolitiquement, l'existence de cette négociation est un événement très important*, explique une source officielle française. Il montre qu'à peine installés au Niger, les Russes ont déjà ouvert la porte à l'un de leurs clients, l'Iran. » Une décision qu'il faut, selon cette source, « *sans doute relier aux accords passés entre Moscou et Téhéran pour soutenir l'effort de guerre en Ukraine* ».

La République islamique ayant fourni à son allié du matériel militaire sur ce théâtre, l'accès à l'uranium du Niger « *peut constituer une contrepartie tangible donnée par la Russie à son allié iranien* », analyse Hamid Talebian, chercheur associé à l'Institut GIGA d'études sur le Moyen-Orient, à Hambourg, en Allemagne.

Les négociations avec Téhé-

ran pourraient aussi être un moyen pour Niamey d'essayer d'obtenir des conditions plus avantageuses des Occidentaux qui exploitent l'uranium extrait de son sol. « *Lors de la flambée des cours du minerai, au début des années 2000, le président Mamadou Tandja avait fait monter les enchères avec la France en sous-entendant qu'il pourrait attribuer des gisements à l'Iran, dans l'objectif de renégocier les prix avec Paris. Ça avait fonctionné* », rappelle Emmanuel Grégoire, chercheur émérite à l'Institut de recherche pour le développement.

Il y a cinquante ans, au lendemain du coup d'Etat de 1974, le général Seyni Kountché s'était déjà servi de l'uranium pour exercer la même pression sur la France. Le putschiste avait alors affirmé que le Niger vendrait son minerai à qui bon lui semblerait, « *y compris au diable* ».



11 mai 2024

Iran : les conservateurs restent à la tête du parlement après le second tour des élections

Iran : les conservateurs restent à la tête du parlement après le second tour des élections Les conservateurs cherchent à imposer davantage de restrictions culturelles et sociales fondées sur la charia islamique

Les conservateurs et ultraconservateurs ont renforcé leur emprise sur le Parlement en Iran à l'issue du second tour des législatives qui s'est déroulé vendredi pour compléter le scrutin tenu en mars.

Les candidats considérés comme affiliés aux camps conservateurs et ultraconservateurs, qui soutiennent le gouvernement du président Ebrahim Raïssi, ont remporté la majorité des 45 sièges qui restaient à pourvoir, selon des résultats donnés samedi par le ministère de l'Intérieur. Ce second tour avait été rendu nécessaire dans les circonscriptions où les candidats avaient recueilli moins de 20% des suffrages aux

législatives du 1er mars. Ce scrutin avait été marqué par une abstention record depuis le début de la République islamique en 1979, seuls 25 millions des 61 millions d'électeurs inscrits ayant voté dans un pays de 85 millions d'habitants.

Un Iranien vote pour le second tour des élections législatives dans un bureau de vote à Téhéran, Iran, le 10 mai 2024 AP/Vahid Salemi

Les conservateurs cherchent à imposer davantage de restrictions culturelles et sociales fondées sur la charia islamique, notamment en exigeant que les femmes portent le voile islamique en public. Ils expriment

également leur hostilité à l'égard de l'Occident, en particulier des États-Unis. Les hommes politiques appelant à un changement du gouvernement du pays, connus sous le nom de réformistes, n'ont généralement pas été autorisés à se présenter aux élections. Ceux qui appellent à des réformes radicales ou à l'abandon du système théocratique iranien ont également été interdits ou n'ont pas pris la peine de s'inscrire comme candidats.

Le ministre iranien de l'intérieur, Ahmad Vahidi, a déclaré que l'élection avait été marquée par une «bonne participation», sans donner plus de détails. «Toutes les

personnes élues ont obtenu un nombre de voix relativement bon et acceptable», a-t-il affirmé. Le résultat doit être approuvé par un organe de contrôle constitutionnel. Cette approbation est attendue pour la semaine prochaine. Le nouveau parlement entrera en fonction le 27 mai. En Iran, le parlement joue un rôle secondaire dans la gouvernance du pays, même s'il peut intensifier la pression sur l'administration lorsqu'il se prononce sur le budget annuel et d'autres projets de loi importants. Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a le dernier mot sur toutes les questions importantes concernant l'État.

L'Irak demande à l'ONU de lever sa mission politique dans le pays

Le premier ministre, Mohammed Chia Al-Soudani, estime que l'assistance mise en place en 2003 n'est plus nécessaire et demande à y mettre un terme d'ici fin 2025.

Le gouvernement irakien a demandé à l'Organisation des Nations unies (ONU) de mettre un terme d'ici fin 2025 à la mission politique présente dans le pays depuis plus de vingt ans.

Dans une lettre vue vendredi 10 mai par l'Agence France-Presse, adressée au Conseil de sécurité, le premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, décrit « *les développements positifs et les succès* » des gouvernements successifs et l'accomplissement du mandat de la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Irak (Manui), présente depuis 2003. Dans ces circonstances, « *après vingt ans de transition démocratique et de défis variés surmontés, les raisons de la présence d'une mission politique en Irak n'existent plus* », poursuit-il.

Ainsi, « *nous appelons à la fin du mandat de la mission (...) de façon permanente le 31 décembre 2025* », à condition que la Manui se concentre d'ici là sur les dossiers liés à la réforme économique, à la lutte contre le changement climatique et aux questions de développement.

Le mandat de la mission, créée par le Conseil de sécurité en 2003 à la demande du gouvernement irakien, mandat renforcé en 2007 et renouvelé



Le premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, le 27 janvier 2024, à Bagdad. POOL / VIA REUTERS

chaque année depuis, inclut aussi le soutien du gouvernement pour un dialogue politique inclusif et la réconciliation nationale, l'organisation des élections ou la réforme du secteur de la sécurité.

La question sera débattue à l'ONU la semaine prochaine

Lors du dernier renouvellement du mandat, en mai 2023, le Conseil, qui doit débattre de cette question la semaine prochaine, avait demandé au secrétaire général de l'ONU de lancer un examen stratégique

de la mission, confié au diplomate allemand Volker Perthes.

Dans ses conclusions, remises en mars, il notait que, « *compte tenu des menaces et défis actuels pour la paix et la sécurité de l'Irak* », les « *fonctions politiques de base de la Manui (...) restent pertinentes* ». Toutefois, la mission, qui comptait fin 2023 plus de 700 personnes, « *dans sa forme actuelle, semble trop importante* », estimait-il, appelant à commencer à transférer ses tâches aux autorités nationales compétentes

et à d'autres entités de l'ONU sur place « *de manière responsable, ordonnée, graduelle* ».

Il concluait que « *la période de deux ans identifiée par le gouvernement pour le retrait de la mission pourrait être un laps de temps suffisant pour faire plus de progrès et rassurer les plus sceptiques dans le paysage politique et social irakien* » sur le fait que cette transition « *ne provoquera pas un recul des avancées démocratiques ou ne menacera pas la paix et la sécurité* ».

Le premier ministre grec mise sur la diplomatie pour détendre les relations avec la Turquie

A la veille de sa rencontre à Ankara avec le président Recep Tayyip Erdogan, Kyriakos Mitsotakis joue l'apaisement.

Quelques heures avant sa première visite officielle à Ankara et sa rencontre avec le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à l'Ak Saray (palais présidentiel turc), Kyriakos Mitsotakis a choisi, vendredi, un cadre idyllique, mais surtout stratégique, pour lancer quelques messages : l'île de Chios, face aux côtes turques. Le premier ministre grec, qui se dit officiellement « confiant », n'est pourtant pas rassuré par le comportement du président turc.

En cause, la décision de Recep Tayyip Erdogan de convertir en mosquée l'ancienne église orthodoxe Saint-Sauveur-in-Chora, à Istanbul, classée au patrimoine de l'Unesco. « Cette décision a été prise par le Conseil d'État turc en 2019, peu avant la conversion de Sainte-Sophie en mosquée, mais le retour à la prière ne s'est fait qu'il y a quelques jours, avant l'arrivée du premier ministre grec, après quatre années de rénovation, explique Constantin Filis, directeur de l'Institut des relations internationales. Le président turc veut ainsi montrer qu'il mène le jeu, qu'il préfère appliquer les décisions

internes plutôt que s'ouvrir à l'Occident ».

Le ministère grec des affaires étrangères a dénoncé la « provocation d'Ankara » et a pointé du doigt ses craintes quant au sort de ce patrimoine, de ses mosaïques et fresques datant du XIVe siècle, dont une monumentale composition du Jugement dernier, l'islam interdisant les représentations figuratives. Kyriakos Mitsotakis veut croire que sa visite lui « permettra (...) d'aborder cette question et d'inverser cette décision » a-t-il annoncé aux médias grecs.

Mais Athènes ne se fait pas d'illusion. Craignant de revivre les menaces et les salves bellicieuses du gouvernement turc qu'elle a connues entre 2020 et 2023, la Grèce ne veut pas participer à une escalade verbale contre-productive, et chercherait plutôt un terrain d'entente diplomatique. Pour cette quatrième rencontre entre les deux dirigeants ces dix derniers mois, l'objectif est surtout de miser sur le maintien d'un dialogue régulier et la mise en œuvre de mesures positives « qui pourraient être bénéfiques aux deux parties, le gagnant-gagnant en turc, c'est "kazan-kazan" », assure l'expert. Les diplomates espèrent ainsi que des accords de collaboration de second degré seront signés, comme à Vilnius, en juillet dernier, de manière à

reconstruire une relation endommagée.

Parmi ces mesures positives, le premier ministre grec compte mettre en avant l'augmentation foudroyante du nombre de visiteurs turcs en Grèce, depuis le 1er avril dernier et l'octroi de visas express de sept jours pour les Turcs voulant se rendre dans dix îles de la mer Egée (Lesbos, Chios, Samos, Kos, Rhodes, Symi, Kastelorizo, Lemnos, Kalymnos et Leros). « Le nombre de bateaux arrivant des côtes d'en face, chargés de dizaines de visiteurs, a triplé », assure Giannis Malafis, maire de Chios.

Un constat qu'a pu faire le premier ministre grec en se rendant sur le port de l'île, et constater que ces touristes arrivaient en masse, malgré la violence du vent, le meltem. « Ce genre de mesures est bénéfique pour nos deux pays », assène Kyriakos Mitsotakis, qui a annoncé, avec un air mutin, face aux locaux que « le réarmement du pays est en marche », afin de montrer à son hôte que la bonne diplomatie ne se fera « qu'à armes égales ».

Le dirigeant grec veut ainsi faire passer le message que, contrairement à la Turquie, la Grèce a reçu l'aval du Congrès américain pour acheter deux

escadrons de vingt chasseurs de type F35 (alors que la Turquie l'attend toujours pour se fournir en F16), et que, dans quelques mois, elle recevra la première de ses trois frégates françaises de type Belharra. Une équation qui pourrait, selon la partie grecque, assurer un été aussi calme que le précédent en mer Égée, loin des violations des espaces maritime et aérien grecs par des navires ou avions turcs de 2020 et 2021.

Les pierres d'achoppement, comme la délimitation de la zone économique exclusive, contestée par Ankara, ou la création d'un parc naturel marin en mer Égée, seront sans doute esquivées. D'abord parce que, sur le plan national, les deux dirigeants sont sous pression d'une droite nationaliste (islamiste pour la Turquie) qui est en hausse, mais aussi parce que, face à la tectonique des équilibres géopolitiques internationaux (Gaza, élections américaines...), la Grèce sait que sa marge de manœuvre est très limitée.

La principale inconnue reste le délicat dossier migratoire et ces centaines de vies englouties dans la Méditerranée. Les deux dirigeants préféreront sans doute faire l'impasse.



May 12, 2024

Archeologists hope Shanidar Cave named world heritage site

ERBIL, Kurdistan Region - Archeologists working at Shanidar Cave where the remains of the Neanderthal woman named Shanidar Z were uncovered, hope their findings will make the case for the cave to be made a world heritage site.

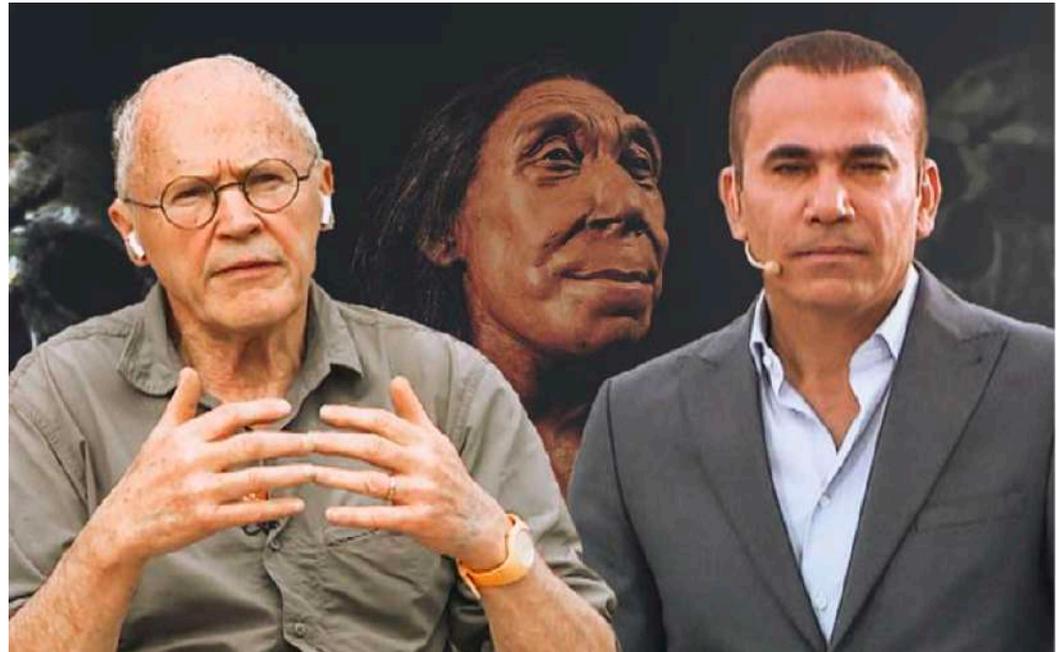
“Shanidar Z has two main reasons for being important. One, as the film has shown and as a reaction to the film, is that Shanidar Z made Kurdish people realise the importance of their deep heritage,” Graeme Barker, professor of archaeology at the University of Cambridge, told Rudaw’s Ranj Sangawi.

“It means that the Kurdish people will realize how important the Shanidar Cave is, not just Shanidar Z,” he added.

Scientists from the University of Cambridge pieced together the skull of Shanidar Z, found in the Kurdistan Region six years ago and featured in Secrets of the Neanderthals, a BBC documentary recently featured on Netflix. The documentary follows the work of a British team who found Shanidar Z’s skull and created a 3D model of it.

Shanidar Z was a Neanderthal, a species of humanoid thought to have gone extinct 40,000 years ago. Their remains were first discovered in Shanidar Cave in the Zagros Mountains by American anthropologist Ralph Solecki in the 1950s.

“We hope to make the case to UNESCO for Shanidar Cave to be a world heritage site. Kurdistan has only one world heritage site, the citadel in Erbil,” said Barker. UNESCO is the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. The purpose of its world heritage list is to protect im-



Professor Graeme Barker (left) speaking to Ranj Sangawi (right) and Shanidar Z, the neanderthal found in Shanidar cave in the Kurdistan Region. Photo: Rudaw, Graphic: Rudaw

portant historical sites around the world.

According to Barker, body parts of Shanidar Z were previously found by Professor Solecki when he was working at the cave. Solecki found the remains of 10 Neanderthals of different ages, men, women, and children.

The latest excavation has found more remains.

“We have been able to find the remains of two or three Neanderthals, and the best preserved we found is Shanidar Z. We only have found the upper part of her, from her head, her arms down to her waist, we think her legs are part of a group that professor Solecki has found,” Barker said.

The remains of Shanidar Z were found about eight meters below the surface.

In 2014, the archeological depart-

ment of the Soran administration signed a contract with the University of Cambridge allowing the British team to do research in Erbil province’s Shanidar Cave. The contract was renewed this year.

“As per the contract, the pieces that have been found should be subject to testing abroad but should later be returned to Kurdistan and the skull will be returned and added to Kurdistan Region’s museum in a formal ceremony,” Abdulwahab Sulaiman, head of Soran administration’s archeological department, told Rudaw’s Zhyar Hakim earlier this month.

The return of Shanidar Z to the Kurdistan Region will generate greater interest in the history of the Kurdistan Region, according to Barker.

“Shanidar Z, the skull, will come back and it will be more famous, much much more famous because of the film. The film has started great public interest, but there is

huge scientific interest all over the world,” Barker said.

He is unsure of when the skull will be returned. “I think you have heard about five years and it is about right. But I think it will be harmful for Kurdistan if we try to set a date and say, half studied, this must come back,” he said.

Barker reiterated that the skull belongs to the Kurdistan Region, and it will not remain in Cambridge following the study.

«Everything we study goes to England for study, and comes back here, it doesn’t belong to me, it doesn’t belong to Cambridge, it belongs to Kurdistan,» he said.

Shanidar Cave, today one of the Kurdistan Region’s most popular and picturesque tourist attractions, is a priceless vault of Paleolithic treasures.

The area is also rich with wild fauna, including wolves, deer, rodents, scorpions, and camel spiders.



May 12, 2024

Iraq's climate migration affects Europe: PM Barzani

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani has predicted a new wave of migration spurred on by climate change that will see people from the Middle East seeking out life in Europe.

"If urgent steps are not taken, migration may start from one region to another. This is no longer a future concern, we live in those days. This migration has started and demographic change in these areas has also started," Barzani said on Sunday at a conference in Erbil titled Drought and the Impact of Climate Change on the Political, Economic, and Demographic Situation of Iraq.

This migration will not be contained within Iraq, he added.

"If we cannot provide for all their needs, where will they go? They will head towards another place, and in this case, I believe a huge migration wave will begin from the Middle East to Europe," Barzani said.

"We cannot look at this issue as a local Iraqi issue. It is true that Iraq is most vulnerable to the effects of climate change, more than any other place, but if this migration starts in Iraq, it will not stop at the Kurdistan Region," he added.

Throughout Iraq and the Kurdistan Region, villages and rural communities are seeing their ways of life evaporate because of rising temperatures and water shortages caused by climate change and resource misman-



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani speaking during a panel at a conference in Erbil titled Drought and the Impact of Climate Change on the Political, Economic, and Demographic Situation of Iraq.

Photo: Screenshot/Rudaw

agement. The International Organization for Migration (IOM) has been tracking climate-induced displacement in central and southern Iraq since 2018 and has documented more than 140,000 people displaced.

Barzani said that European nations should help Iraq and the Kurdistan Region stop the potential wave of climate migrants. "I think everyone must come together. The Europeans should come and help us find a solution, how we can resolve this issue at the root," he said, adding that climate migration is accompanied by security, economic, cultural and political issues for Europe.

Iraq is the fifth most vulnerable nation to the impact of climate change, including water and

food insecurity, according to the United Nations. It is facing a severe water shortage because of reduced precipitation and mismanagement. Scorching temperatures exceeding 50 degrees Celsius were recorded in Iraq in 2023. It is losing land to desertification.

Barzani said that in order to combat climate change, the Kurdistan Region needs "to protect nature, prevent desertification and wasting of water."

He also noted that such measures will sustain the Kurdistan Region's population and will attract people from areas damaged by climate change. Kurdistan Region President Nechirvan Barzani, who also spoke at the conference, warned of

the severity of the climate crisis in Iraq, saying that the issue has "adverse implications" across the country.

"The ongoing effects of climate change have led to numerous threats, notably the escalation of desertification and the destruction of agricultural land. Data indicates that approximately hundreds of square kilometers of agricultural land in Iraq transform into desert annually," he said.

He said that Baghdad and Erbil need to act quickly "to develop immediate and long-term strategies to address the risks posed by climate change, adapt to its consequences, and prevent disasters."

La Turquie annonce un plan de rigueur sur trois ans anti-inflation

La Turquie a annoncé lundi un plan d'économies sur trois ans visant à réduire les dépenses publiques pour sortir de l'inflation qui atteignait 70% sur un an en avril. «*Notre priorité est de combattre la cherté de la vie. Une faible inflation à un chiffre est indispensable pour une croissance durable*», a affirmé le ministre de l'Économie Mehmet Simsek lors de la présentation du plan d'économies à Ankara. Le plan prévoit de nombreuses restrictions de budget «*pour l'ensemble du service public*», dont certaines nécessitant des changements législatifs qui seront soumis au Parlement, a précisé le ministre.

L'achat ou la location de tout nouveau véhicule de service public sera ainsi interdit pendant trois ans, à l'exception des «*be-*

soins obligatoires» concernant le secteur de la santé, de la sécurité et de la défense. L'usage de véhicules importés prendra aussi fin au sein du service public, a promis le ministre et le recours aux transports publics imposés aux fonctionnaires. À l'exception de ceux effectués contre les risques sismiques, ou à la suite de catastrophes naturelles, la construction ou l'achat de bâtiments publics sont aussi suspendus pour trois ans.

D'autres coupures budgétaires sont aussi prévues pour «*discipliner les dépenses*» comme la réduction de 10% des budgets publics pour l'achat des biens et des services et de 15% pour les investissements, à l'exception des dépenses concernant les régions affectées par le séisme de février 2023

(plus de 55.000 morts). Le ministre n'a pas précisé la politique du gouvernement sur les salaires, mais le nombre des recrutements dans la fonction publique sera limité au nombre des départs à la retraite, a-t-il assuré.

Une pointe du taux d'inflation à 69,8%

Mi-avril, le ministre turc du Travail, Vedat Isikhan, avait annoncé mi-avril le gel du salaire minimum d'ordinaire relevé en juillet, contrairement aux deux années précédentes. Le salaire minimum net a été relevé de près de 50% au 1er janvier, pour atteindre 17.002 livres turques (489 euros). L'inflation a atteint 69,8% sur un an en avril en Turquie, contre 68,5% en mars, selon les données officielles publiées début mai. La

semaine dernière, le gouverneur de la Banque centrale de Turquie Fatih Karahan avait estimé que l'inflation commencerait à baisser en juin, et revu légèrement en hausse sa prévision pour la fin de l'année, à 38% contre 36%.

Mehmet Simsek a confirmé le retour à une inflation à un chiffre à la fin 2025. La hausse vertigineuse des prix à la consommation et l'affaiblissement de la livre turque face à dollar et à l'euro sont jugés responsables du sévère revers électoral infligé au président Recep Tayyip Erdogan et à son parti, l'AKP, lors des municipales du 31 mars. Un groupe d'économistes turcs indépendants (Enag) estime l'inflation à plus de 124% sur un an en avril, en hausse de 5 points sur un mois.



May 13, 2024

Leading Sunni bloc backs Mashhadani for speaker position

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq's largest Sunni bloc in the parliament, Taqadum Alliance, on Monday, announced its support for veteran politician Mahmoud al-Mashhadani to take up the parliamentary speaker position that has been vacant since November.

"We announce our endorsement of the nomination of Mahmoud Al-Mashhadani for the position of speaker of parliament," read a statement from Taqadum.

In March, several lawmakers from the Sunni Azm alliance, headed by Mashhadani, announced their withdrawal from

the bloc to form the Sadara bloc. On Sunday, Sadara announced joining the Taqadum alliance.

Taqadum said in the statement that the decision to support Mashhadani came following "a series of discussions and an agreement with the Sadara bloc."

"We call upon the honorable political blocs to support this nomination to finalize this entitlement, to end the obstruction and activate the role of parliament," read the statement from Taqadum.

Under Iraq's sectarian power-sharing system, the post of the parliament speaker is always

reserved for the Sunnis, the prime minister position for the Shiites, and the presidency for the Kurds.

The parliament currently has no leader. The Federal Supreme Court on November 14 ruled to revoke Mohammed al-Halbousi's parliamentary membership and end his tenure as speaker. The Sunni strongman was accused of forging the resignation of another Sunni lawmaker in 2022 by changing the

date on the document.

The legislature previously attempted to vote on the new speaker on January 13, but after repeated delays no candidate was able to obtain an absolute majority, pushing the vote into a second round which was never held. Taqadum's Shaalan al-Karim and Sunni Sovereignty bloc's Salem al-Issawi received the highest number of votes in the first round.

Mashhadani, who was the parliamentary speaker from 2006 to 2008, was also a candidate for the vacant position in January.

In April, Karim withdrew from the race for the position due to opposition from Shiite blocs in parliament.

The Coordination Framework, the largest bloc in the Iraqi parliament, on Monday, called on the Sunni blocs in the parliament to fill the speaker position

within a week.

«The Coordination Framework called on the esteemed Sunni blocs to take responsibility regarding the vacancy of this key position in the political system within a week,» read a statement from the pro-Iran Coordination Framework.

The Iraqi parliament's media directorate announced on Monday that the legislature will convene on May 18 to elect a new speaker.



May 13, 2024

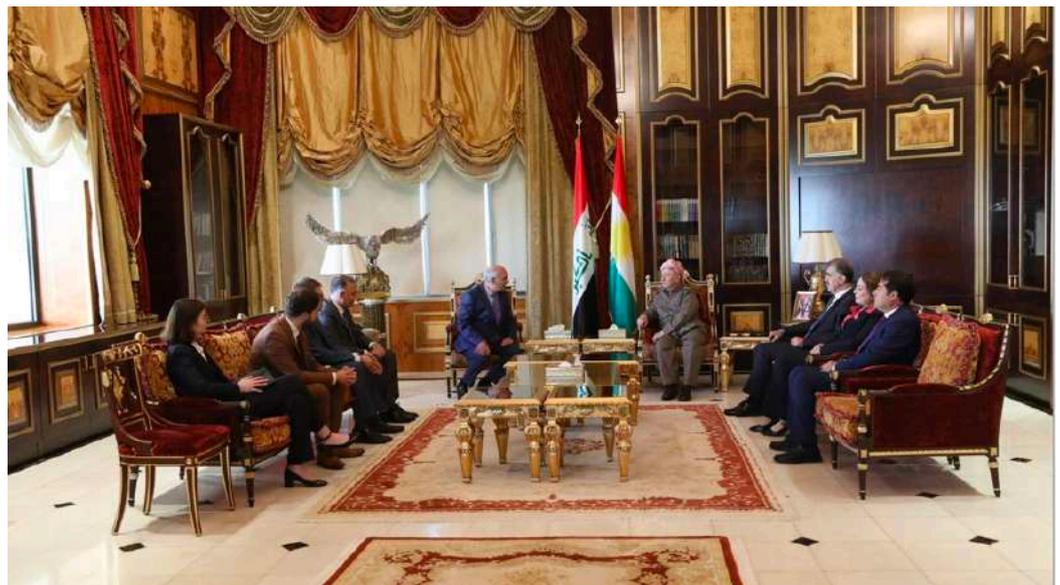
KDP President meets with CFRI delegation, insisting peaceful coexistence, collaborative approaches

Deliberations delved into various topics, including the political landscape in Iraq and the broader region, alongside considerations of regional and international dynamics.

ERBIL (Kurdistan24) – Kurdistan Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani engaged in discussions with a delegation from the French Center for Studies on Iraq (CFRI), led by Professor Michel Wiewiorka, Professor Fabrice Balanche, and Dr. Adel Bakhawan among others, at his headquarters.

The meeting, as stated by Barzani's office, encompassed expressions of gratitude from the visiting delegation for the steadfastness and resilience of the Kurdish people in their quest for freedom, acknowledging President Barzani's pivotal role in the Kurdistan liberation movement.

Deliberations delved into various topics, including the political landscape in Iraq and the broader region, alongside considerations of regional and international dynamics. The legit-



The meeting between KDP President Masoud Barzani and CFRI delegation. (Photo: Barzani HQ)

imacy and future trajectory of the Kurdish cause, as well as regional stability, were central to the dialogue.

President Barzani provided in-

sights into the historical, political, and legal foundations underpinning the legitimacy of the Kurdish people's aspirations within Iraq and the wider region.

Emphasizing the Kurdish people's commitment to peaceful resolutions, he advocated for dialogue and democratic processes as the most effective

means to address their concerns, including issues of self-determination.

Highlighting the Kurdish people's historical pursuit of

peace and unity, Barzani reiterated their preference for peaceful coexistence and collaborative approaches, emphasizing a commitment to dialogue and democratic mechanisms

as the primary avenues for resolving regional issues.

The meeting between Barzani and the French delegation signifies ongoing efforts to engage in constructive dialogue and

foster understanding on matters pertaining to Kurdish rights and regional stability, underscoring the importance of diplomatic exchanges in addressing complex geopolitical challenges.



May 14, 2024

KDP President meets Vatican Ambassador, affirms coexistence

President Barzani reciprocated the sentiments, emphasizing the significance of fostering a culture of coexistence and diversity within the Kurdistan Region.

ERBIL (Kurdistan 24) - Kurdistan Democratic Party (KDP) President Massoud Barzani welcomed Vatican Ambassador Mr. Mitja Leskovar on Tuesday, May 14, 2024, in a meeting marked by mutual appreciation and dialogue.

Ambassador Leskovar, bidding farewell to President Barzani, expressed gratitude for his pivotal role in promoting stability, fostering cultural coexistence, and safeguarding the rights of diverse religious and ethnic communities in the Kurdistan Region and Iraq.

During their exchange, Ambassador Leskovar commended the progress achieved under President Barzani's leadership, citing the Kurdistan Region, particularly the city of Erbil, as a beacon of stability and development amid broader regional challenges.

Despite the complexities facing Iraq, the ambassador noted encouraging advancements across various sectors, underscoring the region's resilience and potential for growth. President Barzani reciprocated the sentiments, emphasizing the significance of fostering a



KDP President Masoud Barzani (R) and Vatican Ambassador Mr. Mitja Leskovar (L). (Photo: Barzani HQ)

culture of coexistence and diversity within the Kurdistan Region.

He expressed pride in the region's rich heritage of inclusivity, emphasizing the importance of further enriching this cultural tapestry.

President Barzani, while pointing to the importance of the Pope's visit to the Kurdistan Region and Iraq, said that «our nation is proud of the culture of coexistence and this culture should be enriched.»

President Barzani reaffirmed his commitment to ensuring that all communities have the opportunity to actively participate in political and parliamentary life, highlighting the inherent strength derived from embracing diversity.

The meeting also delved into discussions concerning the political landscape in Iraq and the burgeoning relations between the Kurdistan Region and the Vatican.

President Barzani underscored

the importance of continued dialogue and cooperation between the two entities, reaffirming his commitment to nurturing diplomatic ties and advancing shared values of peace, tolerance, and mutual respect.

The meeting serves as a testament to the enduring partnership between the Kurdistan Region and the Vatican, rooted in shared principles and a commitment to promoting harmony and prosperity for all communities.

Le réalisateur Mohammad Rasoulof demande le soutien du cinéma mondial après avoir fui l'Iran

Le cinéaste, condamné à une peine de prison dans son pays, dit « craindre pour la sécurité et le bien-être » des équipes restées en Iran de son dernier film, « Les Graines du figuier sauvage ».

Le cinéaste Mohammad Rasoulof, qui a fui clandestinement l'Iran pour un lieu tenu secret en Europe, a imploré mardi 14 mai le cinéma mondial d'apporter un « soutien fort » aux réalisateurs menacés, dans un communiqué transmis à l'Agence France-Presse (AFP).

Le réalisateur, **condamné à huit ans de prison dont cinq applicables** dans son pays selon son avocat, dit « craindre pour la sécurité et le bien-être » des équipes restées en Iran de son dernier film, *Les Graines du figuier sauvage*.

Son film est en lice pour la Palme d'or, mais il ne sait pas encore s'il sera lui-même en mesure de se rendre au Festival de Cannes. « Je suis arrivé en Europe il y a quelques jours après un voyage long et compliqué », témoigne dans le communiqué cette grande voix du cinéma iranien, lauréat d'un Ours d'or à Berlin en 2020 pour *Le diable n'existe pas*.

Le cinéaste de 51 ans, qui veut représenter un Iran « loin du récit dominé par la censure [et] plus proche de la réalité », explique avoir décidé de partir lorsqu'il a appris que sa peine « injuste » de prison, confirmée en appel, serait mise à exécution « dans les plus brefs délais ».

Il craignait une condamnation



Le réalisateur iranien Mohammad Rasoulof, le 19 mai 2017 lors de la 70^e édition du Festival de Cannes. ALBERTO PIZZOLI / AFP

supplémentaire après la présentation de son prochain film. « Je devais choisir entre la prison et quitter l'Iran. Le cœur lourd, j'ai choisi l'exil », relate-t-il. Son passeport étant confisqué depuis 2017, il a dû « quitter l'Iran secrètement ».

« Violation des droits humains »

Le réalisateur s'alarme de la situation de ses équipes restées en Iran, dans un pays où « l'ampleur et l'intensité de la répression ont atteint un degré de brutalité tel que les gens

s'attendent à apprendre chaque jour un nouveau crime odieux commis par le gouvernement ». « La machine criminelle de la République islamique viole continuellement et systématiquement les droits humains », dénonce-t-il.

Pour se protéger ainsi que ses proches de représailles du régime, le réalisateur a gardé secret « l'identité des acteurs et de l'équipe, ainsi que les détails de l'intrigue et du scénario ». Des acteurs « ont réussi à quitter l'Iran » à temps, se réjouit Mohammad Rasoulof,

mais de nombreux autres membres de l'équipe y sont toujours « et les services de renseignement font pression sur eux », notamment par « de longs interrogatoires ».

« La communauté cinématographique mondiale doit assurer un soutien fort aux réalisateurs, implore-t-il. La liberté d'expression doit être défendue haut et fort (...). Comme je le sais par expérience personnelle, ce soutien peut leur être d'une aide inestimable pour poursuivre leur travail vital. »

The New York Times

Leily Nikounazar
May 14, 2024

Acclaimed Iranian Film Director Flees Country After Jail Sentence

Mohammad Rasoulof, known for the award-winning “There Is No Evil,” had been barred from leaving Iran after his work criticized Iran’s authoritarian rule.

The celebrated Iranian film director Mohammad Rasoulof said he had fled the country to Europe, after a court sentenced him to eight years in prison for his movies.

Mr. Rasoulof — known for his award-winning film “There Is No Evil” — had been barred from leaving Iran in 2017 after his work criticized the authoritarian rule in the country. His lawyer, Babak Paknia, wrote last week [on social media](#) that an Iranian court had sentenced Mr. Rasoulof to imprisonment, whipping and a fine for movies that [it called](#) “examples of collusion with the intention of committing a crime against the country’s security.”

On Monday, Mr. Rasoulof announced his escape from Iran [in an Instagram post](#) that featured a video of snow-capped mountains and said he had reached a “safe place.” He said in a separate statement that he had arrived in Europe “after a long and complicated journey.”

“I had to choose between prison and leaving Iran,” he said in the statement, which was shared by his spokeswoman, Claudia Tomassini. “With a heavy heart, I chose exile.”

Mr. Rasoulof said that he strongly objected to the “unjust recent ruling” that had driven him to flee, but that Iran’s judiciary had issued “so many cruel and strange decisions” that he did not feel like it was his place to complain about his sentence.

“The scope and intensity of repression has reached a point



A scene from Mr. Rasoulof’s “There Is No Evil,” which won the top prize at the Berlin International Film Festival in 2020. Credit...Kino Lorber

of brutality where people expect news of another heinous government crime every day,” he added.

He did not provide further details on his location or respond to a message from The New York Times.

“There Is No Evil” — which focused on executioners in Iran — won the top prize in the Berlin International Film Festival in 2020. Mr. Rasoulof, who had directed the film in secret, was not allowed to leave the country to attend that award ceremony. A scene from Mr. Rasoulof’s “There Is No Evil,” which won the top prize at the Berlin International Film Festival in 2020. Kino Lorber

Iran’s film industry is acclaimed internationally and heavily po-

liced at home, where the authorities can ban screening and filming.

Mr. Rasoulof’s new movie, “The Seed of the Sacred Fig,” is set to premiere at the Cannes Film Festival in France this month. Ms. Tomassini, his spokeswoman, said on Tuesday that it was unclear whether he would attend the festival. Some of the film’s producers were interrogated by the authorities and some of its actors were barred from leaving the country, Mr. Paknia [said in social media posts](#) last month.

Mr. Rasoulof [told The New York Times in 2020](#) that early on in his career he had used allegorical stories to avoid confronting power directly, but eventually felt that was “a form

of accepting the tyrannical regime.”

He went on to offer sharp critiques of Iran’s clerical rulers with his films, including “[Manuscripts Don’t Burn](#)” and “[A Man of Integrity](#)” — which won an award at Cannes in 2017.

Over the years, the Iranian authorities had charged him with propaganda against the state, confiscated his passport, arrested and prosecuted him. Mr. Rasoulof addressed Iran’s rulers in the Instagram post that announced his escape, saying that he had been forced to leave because of “your oppression and barbarity,” but had now joined the ranks of exiled Iranians “impatiently waiting to bury you and your machine of oppression in the depths of history.”



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

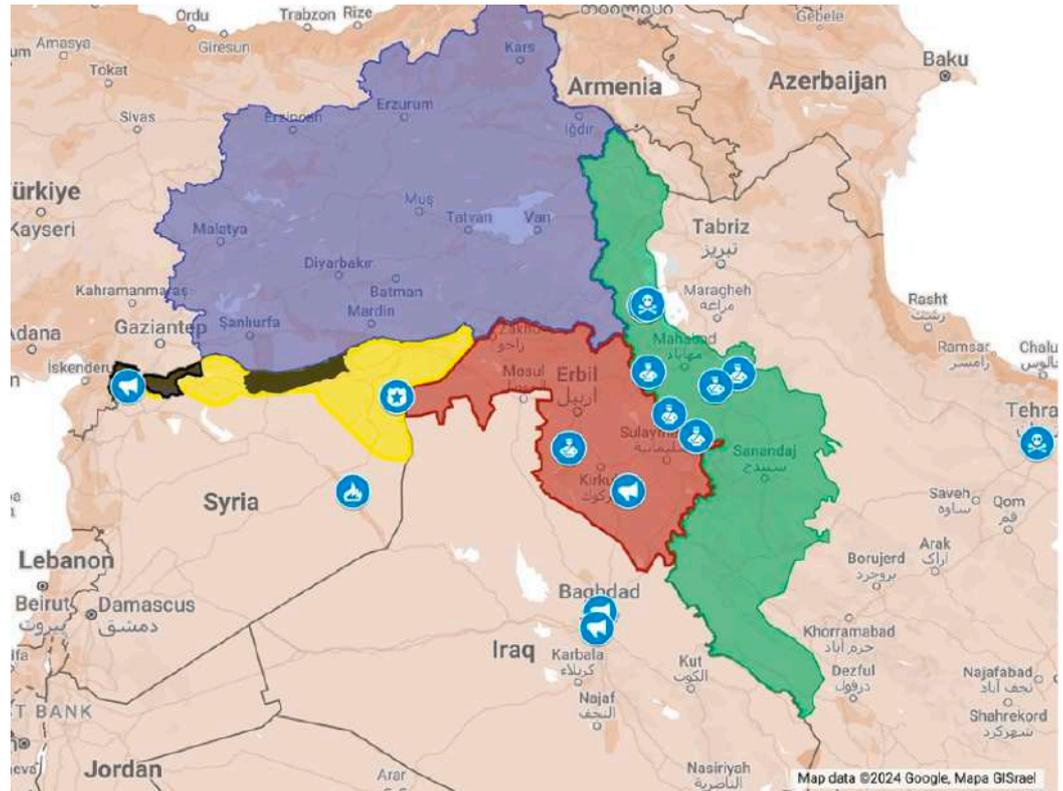
Kurdistan's Weekly Brief | May 14, 2024

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

Iranian ambassador to Iraq Mohammad Kazem al Sadegh told an [Iranian outlet](#) that the three elements of Iran's 2023 security agreement with Iraq are "border control by Iraq's central government, disarmament of opposition groups and exchanges of criminals, and the transfer of opposition groups away from Iraq's border with Iran." Al Sadegh also said previous security agreements with the Kurdistan Regional Government (KRG) did not solve the issue of Iranian opposition groups operating on Iraqi soil. The Iranian regime has targeted Kurdish opposition groups based in Iraqi Kurdistan on [multiple occasions](#). Separately, al Sadegh called the anti-U.S. Iraqi "resistance" independent but said, "We (Iran) have helped the resistance at times, and we have officially announced it, and we do not hesitate to express it."

A Hengaw Organization for Human Rights report claimed medical neglect caused the death of a [Kurdish prisoner](#) from Kermanshah in Tehran. Additionally, the Iranian regime [executed](#) 16 people, including [four Kurds](#), on charges unrelated to political activism last week. Moreover, Iranian authorities detained [five Kurds in Bokan](#), [seven in Saien Qala](#), [two in Sardasht](#), and [two in Piranshahr](#) for participating in Newroz celebrations on March 21. The regime also [arrested](#) three Kurdish men and a Kurdish woman in West Azerbaijan Province. Simultaneously, an Iranian court handed out sentences ranging from one to ten years in prison to four Kurds in Piranshahr for membership in the Democratic Party of Ira-



nian Kurdistan (PDKI). Lastly, Iranian border guards killed two Kurdish border porters (kolbar) near [Baneh](#) and [Sardasht](#) and wounded five others in the same areas [during separate incidents](#).

Iraq

Tensions between native Kurds and Arab settlers led to unrest in five villages in Kirkuk Governorate after the Iraqi military supported the settlers by preventing Kurdish farmers from harvesting their crops. Locals [told Rudaw](#) that the issue has been arising annually right before harvest. Arab settlers also tried to seize more than 12,000 acres from Kurds in [Kirkuk Governorate's Daquq District](#). Concurrently, Iraq's Ministry of Defense [sued](#) Kirkuk's Department of Real Estate for attempting to transfer the titles

of Kurdish-owned lands back to the municipalities. The Ba'athist regime confiscated nearly [300,000 acres of farmland](#) and distributed them to Arab settlers and government ministries in the "Disputed Territories." The Constitution of Iraq, which was ratified in 2005, demands the return of the confiscated land and the annulment of the prior regime's Arabization laws. The Iraqi government has yet to implement these provisions, however.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani formally [requested the end](#) of the United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI) by the end of 2025. Al Sudani's [request was submitted](#) to U.N. Secretary-General António Guterres on May 8. Iranian-backed parties are believed to have orches-

trated the move in response to the UNAMI's involvement with human rights issues and advocacy for democratic norms, though Iran and its allies may have also viewed UNAMI's mission as threatening their favored position in Iraq. On Monday, U.S. Department of State Deputy Spokesperson Vedant Patel said, "The U.S. has strongly supported the mission's work in providing not just electoral assistance but through facilitating regional dialogue." Patel went on to stress that the U.S. is working with Iraq and the U.N. Security Council to ensure an "orderly and responsible wind-down."

Security officials in Iraqi Kurdistan denied reports of new attacks on Harrir Air Base in Erbil Governorate and the Khor Mor gas field in Chamchamal.

On Sunday, however, a security official said several drones were observed hovering over Khor Mor before security forces opened fire and forced them to leave the area.

Syria

The Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) released 69 Syrian families (254 individuals) from al Hol camp last week. The released will return to their homes in Deir Ez Zor Governorate under a 2020 agreement between the AANES and Arab tribes who sponsor the detainees and are supposed to guarantee they do not rejoin ISIS (Da'esh). Last week's release follows the repatriation of detainees to several countries, including the U.S., to relieve the strain the detainees are

placing on the AANES's resources and mitigate the risk of a Da'esh reemergence. That said, on May 10, a Da'esh car bomb in Deir Ez Zor Governorate's al Shahil town killed three members of the Syrian Democratic Forces (SDF) and wounded seven. Da'esh has also killed dozens of Syrian Arab Army personnel and pro-Assad militiamen in the Badia al Sham in 2024, including at least five last week.

Turkish intelligence, along with their Syrian proxies, recently detained five Kurdish men over alleged ties to the former Kurdish administration in the Turkish-occupied Afrin region. This comes amidst ongoing reports of human rights abuses perpetrated by Turkey and its Syrian factions. The Syrian Observatory for Human Rights

(SOHR) reported a protest led by families of armed personnel who had fought alongside Russia in Niger. The demonstrators expressed their grievances against the Turkish-backed Syrian National Army, highlighting the paradox of some of its members aligning with Russia despite the latter's actions against Syrians.

Turkey

Following the elections, leaders of the pro-Kurdish Peoples' Democracy and Equality Party (DEM) engaged in discussions with the Felicity Party (Sa'adat), focusing on topics such as the "views on the new constitution," among other national issues. While President Recep Tayyip Erdogan plans to initiate a new constitution, the DEM party prioritizes

addressing economic concerns and establishing conditions for any potential constitutional amendments, particularly concerning the rights of Kurds and other minorities. Concurrently, DEM party leaders are maintaining dialogues with other Turkish counterparts. In a separate development, the fate of 108 politicians, former members of the Peoples' Democratic Party (HDP), remains uncertain pending the announcement of the verdict in the "Kobani case" on Thursday. Responding to this, 159 academics and public figures in Turkey have signed a petition advocating for an "end to injustice and the restoration of judicial independence." The case has been criticized as politically motivated by President Erdogan against Kurdish politicians.

LE FIGARO

avec AFP
14 Mai 2024

Prisonniers français en Iran: Téhéran dénigre la position de Paris

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a qualifié mardi d'«interventionniste et inappropriée» une récente dénonciation française de la «politique d'otages d'État» de Téhéran, alors que quatre Français demeurent emprisonnés dans le pays.

L'Iran a qualifié mardi d'«interventionniste et inappropriée» une récente prise de position de la France qui a dénoncé la «politique d'otages d'État» de Téhéran et réclamé la libération des quatre Français emprisonnés dans ce pays. «Nous condamnons fermement ces positions non professionnelles, interventionnistes et inappro-

priées», a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Nasser Kanani, à l'agence officielle Irna.

Il réagissait à un communiqué de la diplomatie française publié le 7 mai, deux ans après l'arrestation de Cécile Kohler, une enseignante de 39 ans, et de son conjoint, Jacques Paris, 69 ans, alors qu'ils étaient en voyage en Iran. «Mme Kohler et M. Paris ont été arrêtés arbitrairement par la République islamique d'Iran il y a aujourd'hui deux ans, et nos deux autres compatriotes, dont Louis Arnaud, il y a plus d'un an et demi. La France condamne cette politique d'otages d'État et ce chantage permanent des

autorités iraniennes», indiquait le ministère français.

Conscient de leurs crimes

Pour Nasser Kanani, «les personnes mentionnées dans la déclaration du ministère français ont été arrêtées sur la base de preuves et de témoins solides et le gouvernement français est bien conscient de leurs crimes». «Nous conseillons au ministère français d'éviter de recourir à de telles déclarations et d'utiliser des propos contraires à la décence diplomatique, qui ont des conséquences négatives sur les relations entre les deux pays et sur l'opinion publique iranienne», a ajouté le porte-parole.

Il a en outre accusé la France d'avoir «une double approche en matière de droits de l'homme, dont un exemple clair est son inaction dans la question du génocide à Gaza», territoire palestinien où Israël est en guerre contre le mouvement islamiste Hamas. Outre Cécile Kohler et Jacques Paris, le consultant Louis Arnaud est détenu en Iran depuis un an et demi et a été condamné en novembre à cinq ans de prison pour propagande et atteinte à la sécurité de l'État iranien. Un autre Français, prénommé Olivier, dont l'identité n'a pas été révélée, est également détenu, comme des dizaines de prisonniers étrangers, ayant souvent la double nationalité.

En Iran, la chasse aux femmes mal voilées redouble de brutalité

Une patrouille de policiers veille à faire respecter l'obligation du port du hidjab dans les rues de Téhéran.

Le régime théocratique cherche par tous les moyens à resserrer son étreinte sur la société.

La violence l'a cueillie d'une traite à l'entrée de la station de métro Sadeghieh, à Téhéran. « La police des mœurs s'est immédiatement ruée vers moi, car je ne portais pas de foulard. J'ai eu beau résister, j'ai été emmenée de force dans une pièce, puis menottée et attachée à une chaise avant de recevoir des coups de Taser (décharges électriques, NDLR). Un agent m'a harcelée en me caressant le visage ! », raconte Dina Ghalibaf, 24 ans. De ce samedi 13 avril, dont elle garde un hématome à la main droite, la jeune étudiante et militante iranienne se souvient dans le moindre détail. Elle l'a d'ailleurs évoqué le soir même sur son compte X, ce qui lui a ensuite valu quinze jours de détention dans la sinistre prison d'Evin. Libérée contre une caution exorbitante, dans l'attente de sa convocation au tribunal, elle nous confie, via l'application Telegram, son désarroi face à la répression qui sévit en Iran : « Je ne suis pas une voleuse. Je ne suis pas une criminelle. Je suis juste une femme qui veut disposer librement de son corps lorsqu'elle marche dans la rue ! »

Voilà plus d'un mois, déjà, que les patrouilles visant les « mal voilées » ont repris du service à travers le pays. Objectif affiché : faire respecter le hidjab - obligatoire depuis quarante-cinq ans - qu'elles sont nombreuses à avoir abandonné après la mort, il y a un an et demi, de Mahsa Amini, pour non-respect du code vestimentaire, à l'origine du mouvement Femme, Vie, Liberté. Ces

derniers jours, les réseaux sociaux débordent de vidéos glaçantes où l'on voit des policiers en uniforme secondés par des fliquettes en tchador noir admonester et frapper des femmes, souvent très jeunes, avant de les embarquer dans leurs fourgonnettes. Sur l'une d'elles, une Iranienne non voilée est battue en pleine rue, déshabillée, puis enroulée de force dans une couverture avant d'être jetée à l'arrière d'un van blanc. « La République islamique a transformé les rues en champ de bataille contre les femmes et les jeunes », s'insurge depuis la prison d'Evin la militante Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix 2023, dans un de ses messages échappés de derrière les barreaux. Contactée à Téhéran, la journaliste Sepideh (nom d'emprunt) décrit « la peur et l'inquiétude sur les visages » des femmes qui va également de pair avec le choc suscité par la récente condamnation à mort du célèbre rappeur Toomaj Salehi, dont il est devenu l'un des porte-voix. Aujourd'hui, poursuit la reporter, « tous les moyens sont bons pour étouffer la société » : arrestations, peines de prison, de mort, amendes infligées aux contrevenantes surprises tête nue au volant de leur voiture, tandis que la police se déchaîne avec une violence assumée. « L'autre jour, une amie a été embarquée au commissariat. À la question : "Quelle loi vous autorise à vous comporter ainsi ?", le policier lui répond : "La loi, c'est moi !" Si une femme ose s'insurger, on la traite de "séditieuse" ou de "prostituée" et on la tabasse sans merci », ajoute-t-elle.

« Ingérences étrangères »

Le tour de vis remonte au 13

avril. Ce matin-là, des centaines de camionnettes blanches de « Gacht-é Ershad » (les fameuses patrouilles d'orientation) réapparaissent en grand nombre dans les rues. En une seule journée, 500 femmes - dont Dina Ghalibaf - sont agressées et arrêtées dans la seule ville de Téhéran. Mais le soir-même, une autre attaque iranienne concentre toute l'attention internationale : l'envoi de 300 drones et missiles sur Israël, ennemi juré de la République islamique. « Les tensions régionales, alimentées par l'Iran, sont un parfait alibi pour Téhéran. Pendant que tous les yeux sont rivés sur le conflit à Gaza, le pouvoir en tire profit pour combattre son propre peuple », regrette Sepideh. Dix jours plus tôt, l'ayatollah Ali Khamenei a donné le la : dans un discours au vitriol, le guide suprême et numéro un du régime affirmait « l'obligation religieuse et légale » de porter le voile, en décrivant le non-respect de cette obligation comme le fruit d'« ingérences étrangères » à combattre.

Physique, la répression est également économique. « Des femmes ont été licenciées, des actrices en vue ont perdu des rôles au théâtre à cause de leurs tenues jugées inappropriées. Il est désormais fréquent que les directeurs de cafés ou les chauffeurs de taxi supplient, bien qu'embarrassés, leurs clientes de porter un foulard. On ne peut pas leur en vouloir. Ils ont des bouches à nourrir dans un contexte de chômage et d'inflation galopante », remarque Sepideh. La journaliste avoue avoir changé ses habitudes : « Je limite au maximum mes sorties. Et quand je marche dans la rue, j'ai toujours un foulard au fond du sac ou au

tour du cou, au cas où... »
« La peur a changé de camp »

Mais les plus jeunes donnent du fil à retordre, comme en témoigne cette vidéo, virale sur Instagram, où des skateuses en salopette et mini-bandana slaloment à travers les badauds sur la grande place d'Ispahan. « Dès qu'on voit un flic, on remet notre foulard, puis on l'arrache de nouveau », frime Melika, 17 ans, via WhatsApp. Cette jeune lycéenne de Chiraz décrit avec délectation ses dernières altercations avec la police : « C'était à l'entrée du métro. Un policier me bloque l'accès en me traitant d'"impure". Je lui réponds : "Tu veux me tuer, ou quoi ?", puis je file d'une traite. Le lendemain, il me force à me couvrir, et je jette mon hidjab sur la tête comme une serpillière, histoire de le faire taire. Le surlendemain, il courbe l'échine et se tait pour de bon... On finira bien par les avoir à l'usure ! » Le régime a beau sévir, le mouvement est profond, irréversible, selon la militante en exil des droits humains Shaghayegh Norouzi. « Les Iraniennes affichent un courage à toute épreuve. Elles ne sont pas prêtes à revenir sur leurs acquis », prévient-elle. Pour preuve : le succès de l'application Gershad, créée par son ONG, United4Iran, et téléchargeable sur un smartphone. « Les Iraniens et les Iraniennes l'utilisent pour signaler, et mieux contourner, les patrouilles de police. Voilà la force de ce mouvement : une maîtrise des nouveaux outils technologiques et une grande solidarité entre toutes les couches de la société. La peur a changé de camp. C'est pour cela, aussi, que le pouvoir sévit », avance-t-elle.



Azhi Rasul
May 15, 2024

Kirkuk Kurdish farmers blocked despite lifted harvest ban

ERBIL, Kurdistan Region - Tensions over ownership of land in several villages in Kirkuk province continue to rise as Kurdish farmers are blocked from harvesting their farmland despite the lifting of a harvest ban by the Iraqi government, as Arab settlers have set up tents to pressure the federal government into backing their claim to the land.

Tensions are rising in the village of Palkana in Kirkuk with the Iraqi army preventing Kurdish farmers from harvesting their wheat, after Arab settlers claimed to have a share in the produce and set up tents on the land in a bid to pressure the federal government into backing their claims.

Dler Ahmed, a Kurdish farmer in Palkana, has 15 dunams (1.5 hectares) of wheat ready for harvest, but Arab settlers and the Iraqi army are attempting to prevent him from collecting his crop.

Alongside worries of being unable to harvest his land, Ahmed now fears that settlers may set a year of his labor on fire.

"My biggest fear is someone burning my crop. It is a crime to burn this crop. They [Arab

settlers] demand our land, and want to harvest it as if it is their property," Ahmed said, noting that he has spent about \$10,000 on his farmland.

The dispute between Arab settlers and Kurdish farmers dates back to the Baathist era. Land belonging to several disputed villages was taken away from Kurdish farmers by the Iraqi government in 1975 on the grounds that they were located in prohibited oil zones. Two years later, in 1977, under Decree No. 949 issued by the Baath Supreme Revolutionary Council, they were given to Arabs who were resettled in the area.

The Arabization of the province has been a historical flashpoint between Baghdad and the Kurds.

After 2003 and the fall of the Baath regime, Iraq began a policy of de-Arabization within the framework of Article 140 of the Constitution, which aims to reverse the demographic changes carried out by Saddam Hussein.

Recently, however, Kurds have complained that the policy of Arabization has been revived.

Jawhar Rahman, another Kur-

dish farmer from Palkana, showed official documents that his ancestors have lived in the village and owned the land for generations, complaining that the Arab settlers have no claim to the land.

"They have nothing here. They do not have a single dead relative buried here," Rahman said.

"They say 'you are weak and we are here seeking out a fight,' nothing else," he added, affirming that he would not give up his land for the settlers under any circumstance.

Shakhawan Abdullah, deputy speaker of the Iraqi parliament, said on Saturday that Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani ordered the removal of the ban on Kurdish farmers. However, the farmers are still blocked from harvesting by Arab settlers setting up camp on their farmlands.

Some 60 Arabs from the al-Shammar tribe have set up tents in Palkana, claiming to be residents of the village and having a share in the farms.

The Kurdish farmers fear that accepting the Arab settlers' demands might spread the Arabization of more Kurdish land. "Palkana is a very strong front.

If they [Arab settlers] take over it, God forbid, they will take over all the land between the Great Zab and the Little Zab rivers, and will Arabize all of it" said Mohammed Amin, a representative of Kurdish farmers in Palkana.

"They demand all the lands and want to take it all. We are not willing to give up a single grain of wheat or a piece of land with our concern," he added.

On Wednesday, a delegation from the Iraqi parliament headed by deputy speaker Abdullah arrived in Kirkuk to meet with the Arab tribes in order to resolve the issue.

Abdullah told reporters last week that he raised the issue of Kurdish farmers in Palkana with Sudani, saying that the only solution to the issue is the amendment of the current property law and the dissolution of decrees issued by the Baath Supreme Revolutionary Council decades ago.

A Kurdish official said last month that over 92,000 Arabs had been relocated to Kirkuk since 2017, urging Kurdish political leaders to work to stop what he called "new Arabization."

La Turquie impose un plan de rigueur au secteur public

L'inflation, à 70 % en mai, pousse le gouvernement à trouver des pistes d'économies.

Ce plan d'économies n'est pas le premier, et ce ne sera pas non plus le dernier. » En Turquie, le ministre de l'Économie prépare ses troupes au régime sec. Mehmet Simsek a annoncé ce lundi un plan de rigueur dans le secteur public pour soutenir la lutte contre l'hyperinflation qui empoisonne le pays. L'indice des prix à la consommation a atteint 70 % en mai, en hausse depuis le début de l'année alors qu'il caracolait déjà à 64,9 % en janvier puis 67,1 % en février.

Des données officielles, en outre toujours dénoncées par des économistes indépendants qui soutiennent que l'inflation s'établit en réalité à 124 % sur un an. Au pays de Recep Tayyip Erdogan, l'économie est éminemment politique et les établissements tels que l'institut des statistiques chargé des publications macroéconomiques sont verrouillés par l'État, qui a annihilé toute forme de séparation des pouvoirs.

Réélu en mai 2023, le reis a longtemps été obsédé par les crédits à bas coûts pour soutenir la croissance économique, malgré une inflation élevée. Alors que les banques centrales du monde entier ont massivement augmenté leur taux d'intérêt ces deux dernières années, le chef de l'État a soumis la banque centrale à sa volonté de les abaisser, envers et contre toute logique économique. Ce caprice a conduit à une dépréciation historique de la livre turque, qui a perdu 40 % de sa valeur face au dollar l'an dernier, alimen-

tant l'inflation via les biens importés. Face à une colère populaire croissante, une crise de balance des paiements imminente et la fuite des capitaux étrangers, Erdogan a fini par laisser les manettes des finances du pays à une nouvelle équipe en théorie plus indépendante. Menée par Mehmet Simsek, un ancien de Wall Street qui rassure les marchés, elle a opéré un virage à 180 degrés de la politique monétaire. La banque centrale a relevé ses taux d'intérêt de 8,5 % à 50 % en neuf mois. Un remède de cheval, certes, mais insuffisant face à une inflation deux fois plus élevée.

Depuis un an, Simsek, déjà ministre en 2018 avant d'être remplacé par le gendre d'Erdogan, se démène pour rétablir les finances publiques et séduire les investisseurs étrangers. Entre deux tournées à l'international, il décide de s'attaquer à la politique budgétaire pour dégager de précieuses économies. « Notre priorité est que le coût de la vie ne soit plus un problème. Une faible inflation à un chiffre est indispensable pour une croissance durable », a-t-il expliqué lors de la présentation du plan de rigueur à Ankara. Un objectif qui devrait être atteint fin 2025. Le programme prévoit de nombreuses restrictions pour l'ensemble des services publics, telles qu'une réduction de 10 % des budgets pour l'achat des biens et des services et de 15 % pour les investissements (à l'exception des dépenses concernant les régions affectées par le séisme de février 2023.) Ces mesures d'austérité prévoient notamment l'interdic-

tion pour les fonctionnaires d'acheter ou de louer, pendant trois ans, tout nouveau véhicule. Des annonces plutôt populaires, juge Deniz Ünal, économiste au Cepii (centre d'études sur l'économie internationale), qui intervient quelques semaines après le revers subi par Erdogan aux élections municipales qui ont vu triompher le parti d'opposition. L'AKP, le camp du chef de l'État, pourrait chercher à redorer « son image d'élite arriviste. » Aussi, le Trésor turc souhaite-t-il réduire la dépendance du secteur de la construction aux largesses des pouvoirs publics. Les projets qui ne sont pas achevés à au moins 75 % ne seront plus financés. « Il y a beaucoup de gaspillage, explique Deniz Ünal. Les constructeurs privés sont financés par l'État, parfois via des garanties de crédit qui se font à perte. » L'AKP est régulièrement pointé du doigt pour sa connivence avec ce milieu.

Les budgets des grandes infrastructures sont pour la plupart prévus, qui plus est, en dollars. C'est donc aussi pour éviter de payer des sommes faramineuses que les autorités tentent par tous les moyens de défendre la monnaie nationale. Pour empêcher la dépréciation, la banque centrale rémunère à un taux attractif les établissements qui encouragent les dépôts en livres turques plutôt qu'en devises étrangères. Reste que si cette manœuvre aide à la stabilité monétaire, elle coûte très cher à l'établissement, qui dépense à tout va pour payer ces intérêts.

Si le plan de rigueur est de na-

ture à réduire le déficit et assainir les finances publiques il n'en demeure pas moins abstrait sinon opaque. « Le gouvernement annonce 3 milliards d'euros d'économie, souligne Deniz Ünal, ce qui est très peu. Par ailleurs, ce n'est pas précisé en pourcentage du PIB, un ratio qui aurait donné une idée plus concrète de la rigueur annoncée dans cette économie très inflationniste, et il n'y a pas de plan qui précise le déploiement des annonces. » De plus, les observateurs dénoncent régulièrement l'absence d'entité de contrôle des dépenses étatiques. Une des raisons, selon eux, de la très mauvaise gestion du pays.

Malgré la situation complexe de l'économie turque, les investisseurs étrangers reviennent progressivement, rassurés par le comportement plus conventionnel de la banque centrale. La Banque mondiale s'est même engagée, en 2023, à prêter 35 milliards de dollars à Ankara pour sa transition verte. La prime de risque sur la dette souveraine turque est revenue autour des 200 points après s'être envolée tout proche des 600. Des multinationales - le danois Flying Tiger, Vodafone ou encore Ford - ont annoncé ces derniers mois des investissements dans le pays, qui dispose d'une place très stratégique entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique du Nord.



May 15, 2024

President Barzani, Iraqi PM Sudani discuss Erbil-Baghdad ties

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on Tuesday met in Baghdad, discussing the bilateral relations of the regional and federal governments.

"They touched on the general situation in Iraq and Kurdistan Region and exchanged views on mutual issues. Moreover, they talked about the federal government's agenda, plan and strategy to boost economy and development in the whole Iraq," read a statement from the Kurdistan Region Presidency.

Several other issues concerning both governments were discussed and both leaders emphasized on "the continuation of talks between both sides in all fields in order to reach a sustainable solution in line with the Constitution and law," added the statement.

Sudani's office had a similar statement regarding the meeting.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani arrived in



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (left) and Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani (right) meeting in Baghdad on May 14, 2024. Photo: Sudani's office

Baghdad on Tuesday. He met with the chief of Iraq's Federal Supreme Court and the president of the Supreme Judicial Council earlier in the day.

Dilshad Shahab, the spokesperson for the Kurdistan Region Presidency, said ahead of the visit that Barzani would discuss some pressing issues be-

tween Baghdad and Erbil such as the resumption of Kurdish oil exports, the Kurdistan Region's share in the federal budget as well as the payment of the salaries of the Region's civil servants.

The visit is President Barzani's third to the Iraqi capital since April.

Last month, President Barzani paid two separate visits to Baghdad, where he met with Sudani and other Iraqi officials and leaders. The president also attended the meeting of Iraq's ruling State Administration Coalition.



May 15, 2024

Turkey arrests over 500 for alleged Gulen ties

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish security forces on Tuesday arrested over 500 individuals for alleged ties with the outlawed Gulen movement, the interior minister announced.

Turkish Interior Minister Ali Yerlikaya announced on Tuesday that security forces arrested 544 individuals in 62 provinces for alleged link with the Gulen movement, a group accused by Turkish President Recep Tayyip Erdogan of being behind the July 2016 coup attempt.

The suspects were directed by

the group leadership to take entrance exams to enter government institutions, according to Yerlikaya, adding that some of the suspects used the ByLock application, which is believed to be the secret communication app between the members of the organization.

«We will not leave members of FETO alone,» Yerlikaya said, using the derogatory term for Gulen's movement.

Influential Turkish preacher Fethullah Gulen and his transnational movement, have been accused by Erdogan and the Turkish government of orches-

trating the 2016 failed coup attempt in Turkey that killed more than 240 people. His movement was declared a terrorist organization just two months before the incident and a countrywide crackdown ensued to capture his followers.

Gulen, who has been living in the United States since 1999, has repeatedly denied involvement in the coup. Regarded as one of the most influential figures in modern Turkish politics, Gulen was once a key supporter of Erdogan's rise to power in mid-2000.

But their relationship abruptly ended in 2013 after a corruption scandal involving Erdogan's closest circles pitted the two men against one other. The Turkish president accused Gulen of creating a "parallel state" within Turkey.

Erdogan's consolidation of power has been denounced by Gulen, who has referred to the Turkish president as a "dictator" and has encouraged the US and European governments to do more to restore political freedoms in Turkey.



May 16, 2024

Turkish court slaps Kurdish politicians with jail sentences over Kobane case

ERBIL, Kurdistan Region - A Turkish court on Thursday handed down lengthy jail terms to numerous Kurdish politicians, including Selahattin Demirtas and Ahmet Turk, over 2014 protests related to Kobane city.

Turkish state media reported that Turk, a veteran Kurdish politician who became the mayor of Van municipality during March local elections, was slapped by the Istanbul court with ten years of prison sentence for his alleged involvement in 2014 protests.

Rudaw reported in Istanbul that numerous other Kurdish politicians were also sentenced to jail, including jailed Kurdish politician Demirtas, who was handed nearly 30 years of jail term. He was the co-chair of the HDP during the protests. In October 2014, the city of Kobane in northeastern Syria (Rojava) was under attack by the Islamic State (ISIS). The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), now rebranded as Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party), called for street protests to ask the Turkish government

to open a corridor allowing military aid from the Kurdistan Region to reach the Kurdish city. The protests turned violent and 51 people were killed and hundreds more injured. In 2024, Demirtas held a press conference in Diyarbakir (Amed) where he criticised the violence while remaining firm in his support for the protestors. The demonstrations ended on his call.

Figen Yuksekdog, former HDP co-chair, veteran politician Gulten Kisanak, are among Kurdish politicians who were

handed down lengthy jail terms on Thursday.

The rulings by the Istanbul court come less than two months after Turkish President Recep Tayyip Erdogan's ruling Justice and Development Party (AKP) lost the local polls. He has blamed DEM Party for his party's failure in metropolises like Istanbul, claiming that the pro-Kurdish party supported the opposition candidate, Ekrem Imamoglu.

DEM Party fielded its own candidate in the city and later denied supporting Imamoglu.

Turquie : le chef de file kurde Selahattin Demirtas condamné à quarante-deux ans de prison

Emprisonné depuis 2016, M. Demirtas était poursuivi pour 47 chefs d'accusations, parmi lesquels celui d'atteinte à l'unité de l'Etat et à l'intégrité territoriale, et d'incitation à commettre un crime.

Le charismatique chef de file kurde Selahattin Demirtas a été condamné, jeudi 16 mai, à une peine de quarante-deux ans de prison, notamment pour atteinte à l'unité de l'Etat à l'occasion d'une flambée de violences en Turquie en 2014. Les procureurs avaient réclamé la réclusion à perpétuité à l'encontre de 36 accusés, dont Selahattin Demirtas.

L'ancien coprésident du HDP, principal parti kurde du pays (devenu DEM), est incarcéré depuis novembre 2016 dans cette affaire, déjà dénoncée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). L'autre ex-coprésidente du HDP, Figen Yüksekdağ, a pour sa part été condamnée à trente ans et trois mois d'emprisonnement. Agé de 51 ans, M. Demirtas était poursuivi pour 47 chefs d'accusations, parmi lesquels celui d'atteinte à l'unité de l'Etat et à l'intégrité territoriale, et d'incitation à commettre un crime.

A l'annonce du verdict, plusieurs députés du DEM ont brandi des portraits des deux dirigeants dans l'enceinte de l'Assemblée pour protester contre la décision. « *Nous avons tous été témoins ici aujourd'hui d'un massacre judiciaire* », a réagi dans un communiqué le DEM, dénonçant une « *nouvelle tache sombre dans l'histoire judiciaire de la Turquie* ». La défense a an-



L'ancien coprésident du HDP, principal parti kurde du pays (devenu DEM), Selahattin Demirtas, lors d'une manifestation contre les opérations militaires turques dans le nord de la Syrie, le 4 septembre 2016 à Istanbul. OSMAN ORSAL / REUTERS

noncé son intention de faire appel du verdict, tandis que le gouverneur de Diyarbakir (Sud-Est) a décrété une interdiction de manifester de quatre jours dans la province à majorité kurde.

Le « Barack Obama kurde »

Dans cette procédure fleuve, la plupart des 108 accusés ont été condamnés, mais quelques-uns ont été acquittés. L'audience devant la cour de Sincan, dans la banlieue d'Ankara, s'est déroulée en l'absence des accusés en dé-

claration provisoire.

Les violentes manifestations d'octobre 2014, au cours desquelles 37 personnes avaient été tuées dans le pays, avaient débuté après un appel lancé par le HDP contre le refus du gouvernement d'Ankara d'intervenir pour empêcher la ville syrienne de Kobané, à la frontière avec la Turquie, de tomber entre les mains des djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI).

Présenté dans la presse comme le « Barack Obama kurde », Selahattin Demirtas,

s'était présenté à la présidentielle turque contre l'actuel président, Recep Tayyip Erdogan, en 2014 et en 2018. Pour ce dernier scrutin, il avait mené campagne depuis sa cellule.

Après sa condamnation en 2018 à quatre ans et huit mois de prison pour « propagande terroriste » dans un volet de cette affaire, la CEDH avait sommé Ankara de le libérer « *dans les plus brefs délais* », estimant que son emprisonnement visait à « *étouffer le pluralisme* » politique.

Challenge^S

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

avec AFP
16 mai 2024

Turquie: le leader kurde Selahattin Demirtas condamné à 42 ans de prison

Le charismatique chef de file kurde déjà incarcéré, Selahattin Demirtas, a été condamné jeudi à 42 ans de prison, notamment pour atteinte à l'unité de l'Etat, dans une affaire qui a déjà valu à Ankara d'être condamné par la Cour européenne des droits de l'Homme.

Troisième force politique au Parlement turc, le Parti démocratique des peuples (HDP, devenu DEM) fait l'objet d'une répression implacable depuis 2016, année où Selahattin Demirtas a été arrêté et incarcéré.

Âgé de 51 ans, M. Demirtas, ancien coprésident du HDP, était jugé pour 47 chefs d'accusations, parmi lesquels celui d'atteinte à l'unité de l'Etat et à l'intégrité territoriale et d'incitation à commettre un crime, à l'occasion d'une flambée de violences en Turquie en 2014, ont rapporté les médias turcs et l'ONG MLSA.

L'autre ex-coprésidente du HDP d'alors, Figen Yuksekdag, a été condamnée à trente ans et trois mois d'emprisonnement.

Craignant des troubles, les gouverneurs d'au moins 14 provinces du sud et du sud-est du pays, qui abritent une importante communauté kurde turque ou syrienne, ont interdit les manifestations pendant

quatre jours, selon MLSA. A l'annonce du verdict, plusieurs députés du DEM ont brandi des portraits des deux dirigeants dans l'enceinte de l'Assemblée pour protester contre la décision.

«Nous avons tous été témoins ici aujourd'hui d'un massacre judiciaire», a réagi dans un communiqué le DEM, dénonçant une «nouvelle tache sombre dans l'histoire judiciaire de la Turquie».

Ses avocats ont annoncé leur intention de faire appel du verdict.

Dans cette procédure-fleuve, la plupart des 108 accusés ont été condamnés, mais quelques-uns ont été acquittés. L'audience à Sincan, dans la banlieue d'Ankara, s'est déroulée en l'absence des accusés en détention provisoire.

Les procureurs avaient réclamé la réclusion à perpétuité à l'encontre de 36 accusés, dont Selahattin Demirtas.

Une partie des avocats de la défense a quitté la salle d'audience avant la lecture du verdict pour protester contre les atteintes aux droits de la défense au cours du procès.

- **Prise de Kobané** -

Les violentes manifestations

d'octobre 2014, au cours desquelles 37 personnes avaient été tuées dans le pays, avaient débuté après un appel lancé par le HDP contre le refus du gouvernement d'Ankara d'intervenir pour empêcher la ville frontalière kurde de Syrie Kobané de tomber entre les mains des jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Les combats étaient visibles du côté turc de la frontière et de nombreux membres de la communauté kurde du pays avaient dénoncé une inaction complice de l'armée turque.

Présenté dans la presse étrangère comme le Barack Obama kurde, Selahattin Demirtas s'était présenté à la présidentielle contre le président Recep Tayyip Erdogan en 2014 et en 2018, depuis sa prison.

Après sa condamnation en 2018 à quatre ans et huit mois de prison pour «propagande terroriste» dans un volet de cette affaire, la CEDH avait sommé Ankara de le libérer «dans les plus brefs délais», estimant que son emprisonnement visait à «étouffer le pluralisme» politique.

Ankara accuse le parti HDP, et aujourd'hui le DEM, de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme un groupe terroriste par la Turquie et ses alliés oc-

cidentaux - ce que le parti dément.

A l'été 2015, un cessez-le-feu en vigueur depuis deux ans avait été rompu après le déclenchement d'une offensive de l'armée turque contre des positions de combattants kurdes en Syrie et en Irak.

Des milliers de partisans du HDP et des dizaines de ses élus, en particulier dans le sud-est à majorité kurde du pays, sont emprisonnés, accusés de soutien au terrorisme ou de menaces à la sécurité. Ce que tous démentent en dénonçant des inculpations politiques.

Le verdict contre Selahattin Demirtas intervient alors que plusieurs personnalités proches de l'AKP, le parti du président Erdogan, ont évoqué ces derniers jours la possibilité d'un nouveau procès, réclamé par son avocate, pour Osman Kavala.

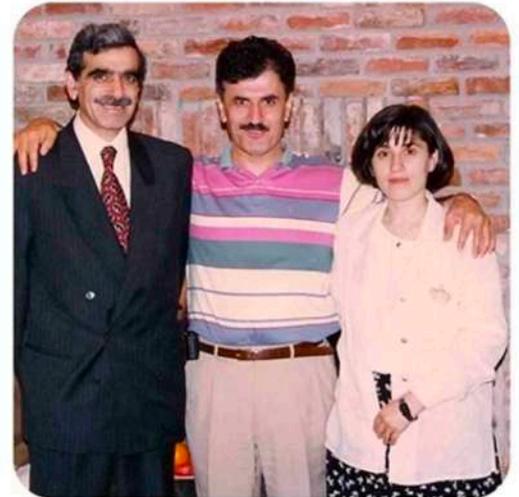
L'homme d'affaires et philanthrope, âgé de 66 ans, a été arrêté en octobre 2017 puis condamné en 2022 à la perpétuité par la justice turque pour «tentative de renversement du gouvernement» via le financement des grandes manifestations de l'opposition à Istanbul en 2013, dites de Gezi. Il a toujours nié les accusations portées contre lui.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

We Condemn the Brutal Sentences Against Kurdish Politicians in Turkey's "Kobani Case"



The Washington Kurdish Institute (WKI) condemns the brutal sentences in the 'Kobani Case' against dozens of Kurdish politicians from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) in Turkey.

After years of politically motivated trials against 108 politicians from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), today the Turkish courts unjustly sentenced

[dozens of Kurdish](#) politicians to lengthy prison terms. The so-called "Kobani Case" is yet another display by President Erdogan and his radical government, which includes ultra-nationalists, to suppress Kurdish voices struggling for freedom and self-determination.

The "Kobani Case" refers to an event where Kurdish politicians, alongside thousands of civilians, protested against

ISIS in 2014 and called on the Turkish government to intervene and help civilians. Today's ruling was based on decade-old speeches by the Kurdish politicians.

These actions by the Turkish government are part of a long-standing pattern by Erdogan and his administration, which includes sacking and jailing elected Kurdish officials and jailing thousands of innocent Kurds.

Today's verdict coincides with

the continued shameful silence of the international community and governments in light of ongoing human rights violations by Erdogan and the Turkish government. We remind the international community that several politicians sentenced today are women, elderly, and influential peaceful figures.

The WKI stands with the political prisoners in Turkey and their struggle for freedom and self-determination.



avec AFP
May 16, 2024

Demirtas: Erdogan's Kurdish nemesis condemned to prison

Istanbul (AFP) – Languishing behind bars since 2016, Selahattin Demirtas has waged a relentless battle against Turkish President Recep Tayyip Erdogan while profoundly expanding the national appeal of his leftist pro-Kurdish party.

A telegenic former lawyer who ran against Erdogan twice — the second time from jail — Demirtas has transformed his Peoples' Democratic Party (HDP) into a mainstream force that makes up the third-largest voting bloc in parliament.

Called «Selocan» (my darling Selo) by his admirers and a «terrorist» by Erdogan, the 51-year-old was on Thursday sentenced to 42 years in prison over deadly 2014 protests instigated by the Islamic State group's attack on the Syrian border town of Kobane.

Western governments view Demirtas as a political prisoner who is being punished for the crime of being a popular Kurd who helped briefly break Erdogan's control of parliament in 2015.

The Turkish leader regained it within a few months by calling a snap election.

But the HDP's enduring appeal has given Kurdish voters a powerful voice and shaken up the political calculations of Turkey's traditional parties.

Erdogan has since allied his Islamic-rooted party with a hard-right group that has set the government on an ever more socially conservative course. The HDP's strident support for



Languishing behind bars since 2016, Selahattin Demirtas has waged a relentless battle against Turkish President Recep Tayyip Erdogan © handout / AFP

worker and LGBTQ rights has made it popular with younger, urban, non-Kurdish voters who feel left out of the Turkish political debate.

Shattered peace

But Demirtas and the HDP's historic success — the party picked up six million votes and grabbed 80 out of parliament's 550 seats in 2015 — has come at a painful political price.

Erdogan's government is trying to ban the HDP over alleged «terrorist» ties. And the party was replaced by DEM in the parliament.

Demirtas watched last year's presidential campaign from his jail cell in the northwestern city of Edirne, where he spoke to reporters through lawyers and tweeted out ideas about defeating Erdogan.

He himself was no longer eligible because of his legal woes and wanted his party to back the joint opposition candidate for president instead of fielding its own.

The HDP backed the opposition candidate who was defeated by Erdogan in the presidential run-off. The defeat prompted Demirtas to step down from active politics.

«While I continue the struggle like all my comrades from prison, I quit active politics at this stage,» he said.

Demirtas was first detained in a dramatic police operation involving 200 officers, who sealed off his street in the overwhelmingly Kurdish city of Diyarbakir in November 2016. Until then, Demirtas had been one of the lawmakers leading negotiations with Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the outlawed Kurdistan

Workers' Party (PKK), whose brutal insurgency has claimed tens of thousands of lives.

But a tentative peace process broke down into bloody clashes in 2015-2016, when the HDP's success at the ballot box began to threaten Erdogan.

Demirtas's outspoken support for the Kurds in the ensuing violence made him a prime target for the Turkish leader.

Defiant stand

Behind bars, he receives only rare visits, including from his wife Basak and two daughters. He has used his time to become a prolific author, penning a novel and three other bestselling works.

Born in the Kurdish-majority southeastern city of Elazig, Demirtas was raised in a large and politically active Zaza family.

The Zaza are a Kurdish community with their own language, which is also used in parts of western Iran.

After completing studies at the prestigious Ankara University, Demirtaş worked as a human rights lawyer in Diyarbakir before entering politics in 2007.

His brother Nurettin spent time in prison for attending a funeral of a top member of the PKK, before formally joining the group and reportedly fleeing Turkey. The government accuses the HDP of having «organic» ties with the PKK, which is proscribed as a terrorist group by Ankara, the United States

and the European Union.

Demirtaş rejects the connection.

But he also sounded unbowed, dismissing the idea that he might ever be released under a general amnesty by Erdogan's government.

«I never expect forgiveness from anyone, especially not from Erdogan,» he told AFP ahead of last year's presidential elections. «I am the one who should be pardoning Erdogan, he is the one who is guilty.»



May 16 2024
Ayla Jean Yackley

Turkish court hands down lengthy sentences to pro-Kurdish politicians

Unlock the Editor's Digest for free

Roula Khalaf, Editor of the FT, selects her favourite stories in this weekly newsletter.

A Turkish court on Thursday handed down lengthy prison sentences to 24 pro-Kurdish politicians after finding them guilty of multiple crimes in connection with fatal street protests a decade ago.

In a case that human rights campaigners decried as a trial to silence the opposition in [Turkey](#), the court on the outskirts of Ankara issued sentences ranging from nine to almost 43 years.

Former presidential candidate Selahattin Demirtaş, who has been in prison for his political speeches since 2016 despite a European Court of Human Rights order for his release, received the longest sentence of 42 and a half years on terrorism related charges. A total of 11 people were acquitted by the court. The case goes back to 2014,

when the Peoples' Democratic party, or HDP, whose supporters are mainly Kurdish, called on the government to help the largely Kurdish town of Kobani in Syria to defend itself against a siege by jihadi group Isis.

Thousands of people subsequently took to the streets in Turkey, and 37 people were killed in clashes with police during three days of riots.

The trial was seen as part of Turkey's crackdown on the Kurdish political movement after a peace process involving President Recep Tayyip Erdoğan's government and the outlawed [Kurdistan Workers' party](#), or PKK, collapsed in 2015. Thousands of Kurdish activists have been jailed.

[Erdoğan](#) has called the HDP the political wing of the PKK, an armed group listed as a terrorist organisation by the US, the UK and the EU after waging a four decade insurgency in Turkey's mainly Kurdish south-east at the cost of tens of thousands of lives. Prosecutors in the trial accused

the HDP of orchestrating the 2014 protests under orders from the PKK.

The PKK's fight within Turkey has largely ceased in recent years, although it claimed responsibility for a suicide bombing in Ankara in 2023. The Turkish military regularly targets the group and affiliates in northern Iraq and Syria.

The HDP and its successor party, the People's Equality and Democracy party, or DEM, deny outright links with the PKK and have called for a negotiated end to the conflict. DEM is the Turkish parliament's third-biggest political party.

Tülay Hatımoğulları Oruç, DEM co-chair, accused the court of acting on behalf of Erdogan's ruling Justice and Development party and its far-right partner. Emma Sinclair-Webb, Turkey director for Human Rights Watch, said the prosecution of elected HDP officials and executives had deprived millions of voters of their democratic representation and violated the right to political speech.

She added: «It's a political trial ... The justice system is used as a blunt cudgel against oppositional voices in Turkey.

«While that continues, there can be no credible talk of a softening or an improvement in the general rights environment.»

Demirtaş, who was HDP co-chair in 2014, was convicted of crimes including undermining the unity of the state and terrorism propaganda.

Among the others found guilty were Ahmet Türk, the 81-year-old mayor of the city of Mardin, who was sentenced to 10 years in prison for belonging to a terrorist organisation.

Figen Yüksekdağ, a former HDP chair, received a prison sentence of more than 30 years.

A DEM official said all those found guilty would appeal. Many are already in prison from separate trials, while a handful were released pending appeals or for time served in pretrial detention

Turquie: le leader kurde Selahattin Demirtas, déjà incarcéré, a été condamné à 42 ans de prison

L'ancien coprésident du HDP était jugé pour 47 chefs d'accusations, parmi lesquels celui d'atteinte à l'unité de l'État, à l'occasion d'une flambée de violences en Turquie en 2014.

Le charismatique chef de file kurde Selahattin Demirtas, déjà incarcéré, a été condamné jeudi à 42 ans de prison, notamment pour atteinte à l'unité de l'État, dans une affaire qui a déjà valu à Ankara d'être condamné par la Cour européenne des droits de l'Homme. Troisième force politique au Parlement turc, le [Parti démocratique des peuples \(HDP, devenu DEM\)](#) fait l'objet d'une répression implacable depuis 2016, année où Selahattin Demirtas a été arrêté et incarcéré.

Âgé de 51 ans, Demirtas, ancien coprésident du HDP, était jugé pour 47 chefs d'accusations, parmi lesquels celui d'atteinte à l'unité de l'État et à l'intégrité territoriale et d'incitation à commettre un crime, à l'occasion d'une flambée de violences en Turquie en 2014, ont rapporté les médias turcs et l'ONG MLSA. L'autre ex-coprésidente du HDP d'alors, Figen Yuksekdag, a été condamnée à 30 ans et trois mois d'emprisonnement. Craignant des troubles, les gouverneurs d'au moins 14 provinces du sud et du sud-est du pays, qui abritent une importante communauté kurde turque ou syrienne, ont interdit les manifestations pen-

dant quatre jours, selon MLSA. Ses avocats ont annoncé leur intention de faire appel du verdict.

Dans cette procédure-fleuve, la plupart des 108 accusés ont été condamnés, mais quelques-uns ont été acquittés. L'audience à Sincan, dans la banlieue d'Ankara, s'est déroulée en l'absence des accusés en détention provisoire. Les procureurs avaient réclamé la réclusion à perpétuité à l'encontre de 36 accusés, dont Selahattin Demirtas.

Une partie des avocats de la défense a quitté la salle d'audience avant la lecture du verdict pour protester contre les atteintes aux droits de la défense au cours du procès. «*Le recours à de fausses procédures pénales pour écarter de la vie politique des politiciens kurdes démocratiquement élus ne contribuera en rien à mettre fin au conflit qui oppose depuis des décennies l'État turc au PKK*», a mis en garde Hugh Williamson, directeur pour l'Europe et l'Asie centrale à Human Rights Watch.

Prise de Kobané

[Les violentes manifestations](#)

d'octobre 2014, au cours desquelles 37 personnes avaient été tuées dans le pays, avaient débuté après un appel lancé par le HDP contre le refus du gouvernement d'Ankara d'intervenir pour empêcher la ville frontalière kurde de Syrie Kobané de tomber entre les mains des djihadistes du groupe État islamique (EI). Les combats étaient visibles du côté turc de la frontière et de nombreux membres de la communauté kurde du pays avaient dénoncé une inaction complice de l'armée turque.

Présenté dans la presse étrangère comme le Barack Obama kurde, Selahattin Demirtas s'était présenté à [la présidentielle contre le président Recep Tayyip Erdogan](#) en 2014 et en 2018, depuis sa prison. Après sa condamnation en 2018 à quatre ans et huit mois de prison pour «*propagande terroriste*» dans un volet de cette affaire, la CEDH avait sommé Ankara de le libérer «*dans les plus brefs délais*», estimant que son emprisonnement visait à «*étouffer le pluralisme*» politique.

Ankara accuse le parti HDP, et aujourd'hui le DEM, de liens avec le Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK), considéré comme un groupe terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux - ce que le parti dément. À l'été 2015, un cessez-le-feu en vigueur depuis deux ans avait été rompu après le déclenchement d'une offensive de l'armée turque contre des positions de combattants kurdes en Syrie et en Irak.

Des milliers de partisans du HDP et des dizaines de ses élus, en particulier dans le sud-est à majorité kurde du pays, sont emprisonnés, accusés de soutien au terrorisme ou de menaces à la sécurité. Ce que tous démentent en dénonçant des inculpations politiques. Le verdict contre Selahattin Demirtas intervient après le rejet mercredi d'une demande de nouveau procès pour l'homme d'affaires et philanthrope Osman Kavala, réclamé par son avocate. L'homme âgé de 66 ans, a été arrêté en octobre 2017 puis [condamné en 2022 à la perpétuité par la justice turque](#) pour «*tentative de renversement du gouvernement*» via le financement des grandes manifestations de l'opposition à Istanbul en 2013, dites de Gezi. Il a toujours nié les accusations portées contre lui.

May 17, 2024

Türkiye: Kurdish Politicians Convicted in Unjust Mass Trial

Ankara, May 17, 2024

A [Turkish](#) court's conviction on May 16, 2024, of 24 Kurdish politicians on bogus charges of crimes against the state follows a manifestly political and unjust trial, Human Rights Watch and the [Turkey Human Rights Litigation Support Project](#) said today. The court sentenced the 24 to prison terms ranging from 9 to 42 years, while acquitting 12 other politicians who had been on trial with them.

The politicians were from the parliamentary opposition party Peoples' Democratic Party (HDP), including former party co-chairs Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ. The ruling confirms that the Turkish authorities instrumentalized the criminal justice system to secure the politicians' prolonged arbitrary detention on baseless charges and remove them from political life as elected representatives.

"The conviction of Selahattin Demirtaş, Figen Yüksekdağ, and other leading Kurdish opposition politicians in a mass trial is the latest move in a campaign of persecution that has robbed mainly Kurdish voters of their chosen representatives, undermined the democratic process, and criminalized lawful political speech," said [Hugh Williamson](#), Europe and Central Asia director at Human Rights Watch. "Using bogus criminal proceedings to remove democratically elected Kurdish politicians from political life will do nothing to end the Turkish

state's decades-long conflict with the Kurdistan Workers' Party (PKK)."

In the Ankara 22nd Assize Court hearing, the court sentenced Selahattin Demirtaş to 42 years in prison, Figen Yüksekdağ to 30 years, and Gülten Kışanak, the former mayor of Diyarbakır, to 12 years, while releasing Kışanak and four others pending appeal. Ahmet Türk, the serving mayor of Mardin, was sentenced to 10 years in prison. The court ordered the continued detention of 13 defendants, including Demirtaş and Yüksekdağ. The former HDP members of parliament, elected mayors, and party officials have stood trial for the past three years on multiple charges, ranging from attempting to "destroy the unity and integrity of the state" and "membership of a terrorist organization" to "murder." The evidence against them, as confirmed by the European Court of Human Rights, consists almost exclusively of their party's social media posts and political speeches.

The core accusation in the 3,530-page indictment naming 108 defendants—of whom 36 stood trial—centers on four social media postings on October 6, 2014, from the Twitter account of the HDP alongside the politicians' political speeches.

The prosecution added to the case file, several years after the events in question, a few statements, including from anonymous witnesses, making unsubstantiated and

generalized assertions against the politicians. The addition of these dubious statements to the case file followed an arbitrary procedure that failed to respect the defendants' basic fair trial guarantees.

The party's 2014 tweets called on supporters to protest the ongoing siege of the Kurdish-majority Syrian town of Kobane by the extremist group Islamic State (ISIS). The indictment takes these tweets as grounds to hold the accused politicians directly responsible for the ensuing protests in 32 cities across Türkiye from October 6 to 8, 2014, in which violent clashes resulted in at least 37 deaths, the circumstances of which have never been fully elucidated. The trial of the politicians has been dubbed the "Kobane trial" in the media because of the reference to the Kobane protests.

The indictment charged the politicians with up to 30 offenses, including the main crime of attempting to "destroy the unity and integrity of the state," as well as "murder," "damage to property," and "theft" in relation to the deaths and violence during the protests for which it held them liable. Ongoing criminal case files against the politicians in different courts charging them with crimes such as "membership of a terrorist organization" and "spreading terrorist propaganda" were then merged with the "Kobane trial" casefile.

The Ankara court's verdict, which the convicted politicians said they would appeal, is the

latest development in a long campaign of persecution against the pro-Kurdish rights HDP. The persecution has been led by President Recep Tayyip Erdoğan's ruling Justice and Development Party (AKP) government in coalition with the far-right Nationalist Action Party (MHP), Human Rights Watch and the Turkey Human Rights Litigation Support Project said.

The crackdown on the politicians followed the breakdown in 2015 of intensive efforts by the party and the government to bring an end to the decades-long conflict between the armed PKK and the Turkish state. In May 2016, in a rapid sequence of events, the government led a controversial move to lift the parliamentarians' parliamentary immunity through a temporary constitutional amendment. On November 4, 2016, leading [HDP members of parliament, and on separate dates elected mayors from a sister party, were arrested and jailed on terrorism charges](#).

Demirtaş and Yüksekdağ, the HDP's former co-chairs, have remained in prison ever since. The party itself is fighting a [case seeking its closure before Türkiye's Constitutional Court](#).

The Ankara court's verdict also flagrantly flouts two binding judgments of the European Court of Human Rights (ECtHR). The ECtHR determined, in a judgment pertaining to Demirtaş in [December 2020](#) and one pertaining to Yüksekdağ and

12 others in [October 2022](#), that their detention on the basis of speeches and social media postings constituted a politically motivated move to silence them, “stifling pluralism and limiting freedom of political debate, the very core of the concept of a democratic society.” The ECtHR found that their rights to liberty, to freedom of expression, and to run for election had been violated and that the politicians

must be released immediately. The alleged facts forming the basis on which Demirtaş and Yüksekdağ are detained, and which form the basis of their conviction, are substantially the same as those contained in the proceedings which the ECtHR found to be insufficient grounds for their detention.

“The sentencing of Demirtaş, Yüksekdağ, and several other

prominent opposition politicians in Türkiye to lengthy prison terms for their just political advocacy for Kurdish rights is yet another blow to hopes for positive change in the state of human rights, rule of law, and democracy in the country,” said Ayşe Bingöl Demir, director of the Turkey Human Rights Litigation Support Project. “This latest conviction, alongside ongoing arbitrary and politically

charged detentions, blatantly violates international human rights standards and disregards ECtHR judgments. The international community now faces a critical choice: remain silent and risk complicity in these repressive practices, or call them out and take robust action, including initiating proceedings designated for such serious breaches of international obligations.”



May 19, 2024

Iraqi government sends draft budget to parliament

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani and his cabinet on Sunday finalized a draft budget bill that seeks to increase spending for 2024.

“The Council of Ministers voted on the tables of the federal budget for 2024 and referred it to the Council of Representatives for approval,” read a statement from Sudani’s office.

In June 2023, Iraq passed a three-year budget that included a record \$152 billion in spending, of which the Kurdistan Region’s share is 12.6 percent.

Rudaw has learned that the government is seeking to increase the 2024 budget from 199 trillion dinars (about \$152 billion) to 225 trillion dinars (about \$172 billion), with a deficit of some 80 trillion dinars (about \$61 billion).

The parliament will now consider the cabinet’s draft.

“The steps to pass the budget bill will begin. First, the parliament presidency will send it to the Finance Committee, then it will be put on the agenda and then it will be approved, like any other bill,” said Dara Sekanyani, a member of the

legal committee in the Iraqi parliament.

Sekanyani said approval of the bill could take some time, “because the budget bill has too many details.”

Federal budgets routinely require intense negotiations between Erbil and Baghdad, though the two governments are on better terms now compared to the previous year, particularly about payment of the Region’s civil servant salaries.

Last month, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani said that an “appropriate” solution to the salary problem with the assistance of Sudani.

The cash-strapped Kurdistan Regional Government (KRG) has repeatedly accused Baghdad of not making regular payments of its share of federal funds. Baghdad has claimed it has fully implemented its financial obligations to the KRG.

Last week, a delegation from the Kurdistan Region attended meetings of the committee responsible for budget amendments. After their return, they said in a statement that the details will be amended in such a way that the rights of the Kurdistan Region are protected.

Syrie : la normalisation arabe avec Damas au point mort

Ses partenaires arabes reprochent au dictateur syrien de ne pas s'être saisi des dossiers cruciaux à leurs yeux : le retour des réfugiés, la lutte contre le trafic de drogue et la fin de l'expansionnisme iranien en Syrie.

Au sommet des chefs d'Etat de la Ligue arabe, au Bahreïn, jeudi 16 mai, le président syrien, Bachar Al-Assad, fut un invité presque ordinaire. Souriant sur les portraits affichés dans les rues de Manama comme sur la photo de sa rencontre avec Mohammed Ben Salman, le prince héritier saoudien. Il y a un an, ce dernier avait encouragé le retour du dictateur syrien dans le giron arabe, après douze ans de mise au ban pour la répression menée contre son peuple. Mais la normalisation arabe avec la Syrie a encore des détracteurs. Elle suscite frustrations et agacements même chez ses soutiens.

« Il y a, au minimum, ce réengagement des pays arabes, sur lequel il est très difficile de revenir en arrière. Sans cela, Bachar Al-Assad n'aurait probablement pas été invité à Pékin [en septembre 2023]. Mais, cela ne change rien pour une solution politique en Syrie, ni en matière de soutien financier et de reconstruction », souligne Jihad Yazigi, directeur de la lettre d'information économique Syria Report.

Jeudi, M. Assad ne s'est pas adressé à ses pairs pour ne pas risquer de gâcher l'image d'unité arabe autour de la Palestine. En 2023, l'émir du Qatar, son plus farouche opposant, avait quitté la salle à l'entame de son discours. A la tribune, le roi Abdallah II de Jordanie, pourtant moteur du rapprochement, lui a adressé une pique en dénonçant le trafic d'armes et de drogue mené par des groupes criminels. La révélation,



L'arrivée du dirigeant syrien, Bachar Al-Assad (à gauche), pour le sommet de la Ligue arabe, à Manama, au Bahreïn, le 16 mai 2024. BAHRAIN NEWS AGENCY / AFP

la veille, d'une tentative déjouée par les autorités jordaniennes, fin mars, de trafic d'armes par des milices pro-Iran depuis la Syrie était tombée à point nommé pour embarrasser M. Assad.

« Les priorités régionales ont changé »

« Personne n'est vraiment satisfait de la normalisation avec la Syrie mais il n'y a pas de rupture. Tout le monde essaie de rester réaliste, de lui donner une chance. Et les priorités régionales ont changé avec la guerre à Gaza », estime l'analyste jordanien, Amer Al-Sabaleh. Les pays arabes ont réitéré l'appel à mettre fin à la crise syrienne par une résolution politique. Ils ont exhorté à mettre

en œuvre la « Déclaration d'Amman », qui demande le retour des réfugiés syriens, la lutte contre le trafic de drogues et la fin de l'expansionnisme iranien en Syrie.

« Les Syriens ne sont pas en mesure de faire des concessions sur les sujets qui comptent pour les Arabes. Avaient-ils, eux-mêmes, de telles attentes ou voulaient-ils seulement sortir de la politique d'isolement de la Syrie qui n'a mené à rien ? », interroge Jihad Yazigi. Le retour de la Syrie dans la Ligue arabe s'est opéré à la faveur d'un tournant dans la politique étrangère saoudienne, incarné par la détente avec l'Iran et la recherche d'une « paix des autocrates » dans la région, bénéfique au développement économique du royaume.

Le comité de liaison ministériel sur la Syrie, mis en place sous l'égide de la Ligue arabe, ne s'est réuni qu'une fois, en août 2023. Deux réunions ont été annulées au printemps, en l'absence de réponse de Damas sur chacun des dossiers. Rien n'est attendu sur celui, complexe, des réfugiés syriens, bien qu'il soit devenu explosif au Liban. L'augmentation du trafic de drogue et d'armes à la frontière avec la Syrie hérisse, lui, le royaume hachémite.

Trafic juteux pour le clan Assad

Le captagon, une amphétamine produite en quantités industrielles en Syrie, se déverse jusque dans le Golfe et l'Europe. Malgré des promesses de

compensation des parrains golfiens, ce trafic, estimé en milliards d'euros, continue d'alimenter les caisses du clan Assad, vidées par la guerre et les sanctions internationales. En 2023, les Etats-Unis et l'Union européenne ont sanctionné Maher Al-Assad, le frère du président, pour son utilisation de la 4^e division blindée, qu'il dirige, dans le trafic de captation, avec l'aide du Hezbollah libanais et d'autres milices pro-Iran.

Pays de transit, devenu terre de consommation, la Jordanie en fait une question de sécurité nationale. Elle emploie la force contre les passeurs et mène des frappes aériennes contre les trafiquants de drogue en Syrie, au prix de victimes civiles. Depuis le déclenchement, en

octobre, de la guerre entre Israël et le Hamas palestinien, les autorités d'Amman se disent aussi préoccupées par la multiplication des saisies d'armes provenant de Syrie : des mines, des explosifs, des Kalachnikovs et des roquettes, selon des responsables jordaniens, qui les pensent destinés à la Cisjordanie ainsi qu'à des individus liés au Hamas sur leur territoire.

Ne pas remettre en cause les liens avec l'Iran

Cette menace, attribuée à l'Iran, inquiète davantage Riyad que les millions de pilules de captation qui déferlent sur sa jeunesse. Contenir l'influence du rival chiite qui se tient aux côtés du Hamas est une priorité des puissances du Golfe. Abou Dhabi a dissuadé M. Assad

d'ouvrir un front contre Israël. « *Bachar Al-Assad n'est pas intervenu car il veut donner des gages aux Américains et aux Golfiens. C'est aussi un reflet de la faiblesse du régime, qui ne peut pas se permettre une confrontation avec Israël* », estime Joseph Daher, professeur associé à l'Institut européen de Florence (Italie). Pragmatique, le dictateur syrien n'entend pas pour autant remettre en cause ses liens avec l'Iran, ni l'influence qu'il exerce, avec le Hezbollah, sur son territoire.

« *Le bilan de la normalisation arabe est extrêmement limité. C'est une normalisation diplomatique qui a vu peu d'évolution sur le plan politique, économique ou sécuritaire* », poursuit le chercheur.

En janvier, les Emirats arabes

unis ont envoyé un ambassadeur en Syrie. La représentation saoudienne, elle, n'a pas encore rouvert. Le régime Assad a, au moins, obtenu de Riyad un feu vert pour la reprise des liaisons aériennes, et pour récupérer la gestion du pèlerinage à La Mecque, en partage avec l'opposition syrienne.

Le bilan économique est maigre. Seules quatorze sociétés du Golfe se sont établies en Syrie en 2023. Un projet de centrale photovoltaïque, signé fin 2021 avec les Emirats, a été abandonné. Les sanctions américaines, imposées dans le cadre de la « loi César » depuis 2019, sont un obstacle majeur, mais, souligne Jihad Yazigi, « *il n'y a pas d'opportunités importantes et le système est tellement mafieux qu'il n'y a pas d'incitation à investir en Syrie* »



avec AFP
20 mai 2024

Vladimir Poutine, Xi Jinping... les dirigeants du monde adressent leurs condoléances à l'Iran

Les réactions pleuvent après la mort d'Ebrahim Raïssi. Le président ultra-conservateur iranien a trouvé la mort ont annoncé les autorités iraniennes lundi 20 mai après [le crash de son hélicoptère](#). La nouvelle s'est rapidement répandue à travers le monde et les traditionnels alliés du régime iranien ont adressé leurs condoléances tout comme l'Union Européenne.

L'Union Européenne adresse ses « sincères condoléances »
Le président du Conseil euro-

péen, [Charles Michel](#) a communiqué les condoléances de l'UE sur X dans la matinée. « L'UE exprime ses sincères condoléances pour la mort du président Raïssi et du ministre des Affaires étrangères Abdollahian, ainsi que d'autres membres de leur délégation et de l'équipage dans un accident d'hélicoptère. Nos pensées vont à leurs familles », a fait savoir Charles Michel sur le réseau social X.

La veille, l'UE avait activé son système de cartographie pour aider l'Iran à retrouver l'hélicop-

tère, en réponse à une demande de ce pays. Mais cette annonce par le commissaire européen en charge de l'aide humanitaire, Janez Lenarcic, qui a utilisé le mot-clé « Solidarité de l'UE » a déclenché des réactions indignées. « Quel hashtag misérable, quelle moquerie à l'égard des courageux défenseurs des droits de l'homme en Iran », a notamment réagi Marie-Agnes Strack-Zimmermann, députée allemande du parti libéral FDP, et candidate aux élections européennes.

L'Iran est visé par des sanctions de l'UE en raison de ses activités nucléaires, de son soutien militaire à la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, et des violations des droits de l'homme dans ce pays, notamment la répression des manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini.

Vladimir Poutine regrette le décès d'un « ami » de la Russie

Vladimir Poutine a rendu hommage lundi au président iranien

Ebrahim Raïssi, le qualifiant de « politicien remarquable » et de « véritable ami » de la Russie.

« Ebrahim Raïssi était un politicien remarquable (...) En tant que véritable ami de la Russie, il a apporté une contribution personnelle inestimable au développement des relations de bon voisinage entre nos pays et a déployé de grands efforts pour les amener au niveau du partenariat stratégique », a fait savoir le président russe, dans un télégramme de condoléances diffusé par le Kremlin.

Xi Jinping évoque une mort « tragique »

Le président chinois Xi Jinping a qualifié la mort du président Ebrahim Raïssi de « tragique » et de « grande perte pour le peuple iranien », selon le ministère chinois des Affaires étrangères.

« Le président Xi Jinping a souligné que (...) sa mort tragique est une grande perte pour le peuple iranien, et que le peuple chinois avait perdu un bon ami », a déclaré le porte-parole du ministère Wang Wenbin lors d'une conférence de presse.

L'Égypte « pleure », affirme Fattah al-Sissi

Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, a lui aussi présenté lundi ses condoléances à l'Iran pour la mort de son président, Ebrahim Raïssi, et du ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian.

« L'Égypte pleure, avec une grande tristesse et une profonde douleur, le président et le plus haut responsable de la diplomatie de l'Iran, décédés dimanche dans un accident douloureux », a déclaré la présidence dans un communiqué.

Le président Sissi, qui a amorcé



Avant l'annonce de sa mort, des Iraniens prient pour le président Ebrahim Raïssi et le ministre des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian sur la place Valiasr, dans le centre de Téhéran, le 19 mai 2024. AFP / ATTA KENARE

un rapprochement avec l'Iran ces dernières années, a exprimé « ses sincères condoléances et sa sympathie » au peuple iranien. Il a également souligné la « solidarité du Caire avec les dirigeants et le peuple iranien face à cette terrible perte ».

Erdogan prie pour son « frère »

La Turquie «partage la douleur du peuple iranien ami et frère», a affirmé le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan.

« Malheureusement, la nouvelle venant d'Iran nous a profondément attristés », a déclaré Fidan lors d'une conférence de presse.

« Je prie pour la miséricorde de Dieu pour mon cher collègue et frère » Ebrahim Raïssi, a réagi dans la foulée le président turc Recep Tayyip Erdogan sur

le réseau social X.

Le Qatar et les Emirats arabes unis évoquent une perte « douloureuse »

Les Emirats arabes unis et le Qatar, voisins de l'Iran dans le Golfe, ont déploré lundi la mort du président Ebrahim Raïssi et du ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, dans un accident d'hélicoptère.

Abou Dhabi, qui a renoué des liens avec Téhéran après des années de tensions, est « solidaire de l'Iran en ces temps difficiles », a déclaré le président émirati Mohammed ben Zayed. « Je présente mes plus sincères condoléances au gouvernement et au peuple iraniens à la suite du décès du président Ebrahim Raïssi, du ministre des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian et des personnes qui les

accompagnaient à la suite d'un accident tragique », a-t-il écrit X.

Egalement sur X, l'émir du Qatar Tamim ben Hamad Al-Thani a qualifié la nouvelle de « douloureuse » et exprimé ses « sincères condoléances au gouvernement et au peuple de la République islamique d'Iran ».

Les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont longtemps entretenu des relations difficiles avec l'Iran, qui soutient des camps adverses dans des conflits régionaux.

Les relations entre Ryad et Téhéran ont repris en mars 2023 après sept ans de rupture, l'Iran multipliant depuis les signes de rapprochement aussi bien avec l'Arabie saoudite qu'avec les autres pays du Golfe.

Ebrahim Raïssi, le président iranien qui était pressenti pour succéder au Guide suprême, est mort

La disparition dans le crash de son hélicoptère de ce religieux ultraconservateur, âgé de 63 ans, survient alors que la région est sujette à de très vives tensions. Une nouvelle élection doit se tenir dans les cinquante prochains jours.

La mort du président iranien, Ebrahim Raïssi, dans un accident d'hélicoptère a été confirmée lundi 20 mai au matin par un communiqué du gouvernement, après des heures de démentis, d'informations contradictoires et d'euphémismes. Dimanche 19 mai dans l'après-midi, alors que les médias avaient d'abord parlé d'un « atterrissage difficile » de l'hélicoptère présidentiel, ils ont fini par évoquer « un crash », laissant penser que les officiels iraniens étaient d'ores et déjà au courant de la mort du président Raïssi. En début de soirée, le Guide suprême, Ali Khamenei, avait appelé les Iraniens à « prier » et « espérer que Dieu ramènera le président et ses compagnons dans les bras de la nation ».

Avec lui ont également péri le ministre des affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, le gouverneur de la région de l'Azerbaïdjan-Oriental, Malek Rahmati, et l'imam de la prière du vendredi de cette même province, Mohammad-Ali Ale-Hashem. Ebrahim Raïssi est mort après avoir rencontré, dimanche matin, son homologue azéri Ilham Aliiev, à l'occasion de l'inauguration d'un barrage sur la



Dans cette photo diffusée par la présidence iranienne, Ebrahim Raïssi participe à une rencontre avec son homologue azéri, Ilham Aliiev, à la frontière entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, le 19 mai 2024. C'est l'une des dernières photos du dirigeant. IRANIAN PRESIDENCY OFFICE

rivière Araxe, proche de la préfecture iranienne de Khoda Afarin, le long de la frontière avec l'Azerbaïdjan. Son hélicoptère s'est écrasé alors qu'il regagnait Téhéran dans un épais brouillard.

« L'administration ne sera pas perturbée »

La disparition de ce dirigeant survient alors que les tensions dans la région se sont exacerbées en marge de la guerre que mène Is-

raël à Gaza. Le 13 avril, l'Iran avait lancé une attaque inédite de drones et de missiles contre l'Etat hébreu, en réponse à l'attaque israélienne contre le consulat iranien de Damas, en Syrie. En interne, le pays a traversé ces derniers mois des contestations sans précédent d'une partie de l'opinion publique, a été la cible en janvier de l'Etat islamique – attaque la plus meurtrière sur le sol iranien depuis 1978 – et subit une crise économique sévère.

Quelques heures avant l'annonce officielle de la mort d'Ebrahim Raïssi, dans un discours devant des commandants des gardiens de la révolution, Ali Khamenei s'était voulu rassurant. « La nation n'a pas besoin d'être inquiète ou anxieuse puisque l'administration du pays ne sera pas du tout perturbée », avait-il déclaré. Cette déclaration laisse penser que peu de changements sont à attendre après la mort de M. Raïssi, les pouvoirs dans le pays étant

exclusivement aux mains d'Ali Khamenei, de ses proches et des gardiens de la révolution.

Aussi, les équilibres internes de Téhéran ne devraient pas être bouleversés. La diplomatie de la République islamique d'Iran, notamment son soutien militaire et stratégique à ses alliés dans la région, dont le président syrien, Bachar Al-Assad, le Hezbollah libanais, les houthistes au Yémen et les milices chiites en Irak, ne devrait pas non plus évoluer.

Le religieux ultraconservateur et peu charismatique de 63 ans avait été élu lors d'un scrutin, en juin 2021, boycotté de manière inédite par une majorité d'Iraniens, avec un taux d'abstention de 51,2 % (74 % à Téhéran). Pour que son élection se déroule sans entrave, le Conseil des gardiens de la Constitution, un organe non élu, avait éliminé tous les adversaires qui auraient pu lui faire de l'ombre.

Rouage important de l'appareil répressif

Jusqu'à sa mort, Ebrahim Raïssi est resté le président le plus docile de l'histoire la République islamique d'Iran, demeurant tout au long de son mandat proche du Guide suprême. Avant lui, tous ses prédécesseurs – Hassan Rohani (2013-2021), Mahmoud Ahmadi-nejad (2005-2013), Seyyed Mohammad Khatami (1997-2005) et Ali Akbar Hachémi Rafsandjani (1989-1997) – sont tombés en disgrâce auprès du Guide suprême. M. Raïssi, lui, n'a jamais

déçu la première autorité du pays. Depuis des années, le nom du président défunt était d'ailleurs évoqué comme l'un des potentiels successeurs au Guide, aujourd'hui âgé de 85 ans. L'élection d'Ebrahim Raïssi, en 2021, avait été vue comme une première étape avant sa sélection.

Ce descendant du Prophète a démontré sa loyauté sans faille envers le noyau dur de la République islamique d'Iran, dont le Guide suprême, les gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays) et les appareils sécuritaires du pays, en jouant un rôle important dans presque tous les dossiers de violation des droits humains depuis la révolution en 1979. En 1988, Ebrahim Raïssi a été l'un des quatre juges religieux qui ont condamné à mort des milliers de prisonniers politiques. Devenu procureur de Téhéran, en 2014, il a été ensuite promu au poste de chef du système judiciaire cinq ans plus tard. Cette même année, il a été placé sur la liste noire des dirigeants iraniens sanctionnés par les Etats-Unis pour « *complicité de graves violations des droits humains* ».

Adeptes de la réponse violente face au mouvement de contestation, il a été l'un des rouages importants de l'appareil répressif du régime. Face au dernier soulèvement, à la suite de la mort, en septembre 2022, de Mahsa (Jina) Amini, à l'issue de sa garde à vue pour une apparence jugée « *inappropriée* », Ebrahim Raïssi, emboîtant le pas à

son maître, avait appelé en novembre de la même année à une « *confrontation ferme* » avec les manifestants. Pendant cette vague de contestation, au moins cinq cents civils ont été tués en lien avec les manifestations. Des dizaines de milliers d'Iraniens ont été arrêtés. Au moins huit ont été pendus.

Ebrahim Raïssi a également été l'un des plus fervents soutiens du retour de la police des mœurs dans les rues iraniennes, appelant à une lutte acharnée contre les femmes qui sortent dans la rue sans voile. Sur les questions religieuses, il n'a jamais rejeté les demandes de sa base électorale, très conservatrice.

Mohammad Mokhber, président par intérim

Sur le plan économique, le bilan du président n'a pas été à la hauteur de ses promesses de campagne. Il avait alors appelé à la lutte contre la pauvreté et la corruption dans un pays épuisé par la crise et le poids des sanctions internationales, entrées en vigueur après la sortie unilatérale des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, en 2018. Le président défunt avait par ailleurs défendu une ligne rigide sur ce dossier.

En février, l'inflation a été de 42,5 % en rythme annuel. Un chiffre record. La valeur de la monnaie iranienne, le rial, a chuté au niveau le plus bas jamais atteint. En mars, un dollar américain s'achetait à plus de 600 000 rials, alors que l'inflation dans le secteur alimentaire bondissait, signifiant une

baisse du pouvoir d'achat des Iraniens. Ces réalités n'ont rien changé au soutien porté par le Guide suprême à son président favori. En avril, Ali Khamenei a applaudi les mesures économiques du gouvernement iranien : « *Ce qui a été fait est bien, mais cela doit continuer.* »

Selon la Constitution, dans l'attente d'un nouveau scrutin organisé dans les cinquante prochains jours, le premier vice-président assumera les fonctions du président avec l'approbation du Guide suprême. La charge reviendra donc à Mohammad Mokhber, qui fut durant des années à la tête de plusieurs fondations religieuses et économiques, extrêmement riches et influentes, dont la fondation Setad-e Ejrai-ye Farman-e Imam.

Pour ce scrutin, organisé sous la houlette d'un conseil composé du premier vice-président, du président du Parlement et du chef du pouvoir judiciaire, il est peu probable que le Conseil des gardiens de la Constitution valide la candidature des candidats réformateurs, modérés ou même conservateurs pragmatiques. Si les tendances observées lors des deux derniers scrutins se répètent, la participation devrait être très faible. En mars, lors des dernières élections législatives, seuls 41 % des électeurs se sont rendus aux urnes, le taux de participation le plus bas de l'histoire de la République islamique.

Ce que l'on sait de la mort du président iranien, Ebrahim Raïssi, dans le crash de son hélicoptère

L'appareil a été identifié lundi, dans une zone montagneuse et rurale près de la frontière avec l'Azerbaïdjan. D'après les autorités, il a dû faire un « atterrissage brutal » dimanche. Les corps ont été retrouvés.

Plusieurs médias iraniens ont annoncé, lundi 20 mai au matin, la mort du président Ebrahim Raïssi et du ministre des affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, dans le crash, la veille, de leur hélicoptère dans le nord-ouest de l'Iran. « *Le président du peuple iranien, travailleur et infatigable (...) a sacrifié sa vie pour la nation* », a confirmé dans la matinée le gouvernement iranien. « *Nous assurons à la nation loyale que, avec l'aide de Dieu et le soutien du peuple, il n'y aura pas la moindre perturbation dans l'administration du pays* », a-t-il ajouté dans un communiqué.

L'information avait été initialement donnée par l'agence Mehr et le journal gouvernemental *Iran Daily*, après la découverte de l'épave de l'hélicoptère à l'aube. La télévision diffusait lundi matin des chants religieux en montrant des photos du président. « *Le grand esprit du président populaire et révolutionnaire d'Iran a rejoint le royaume suprême* », avait déclaré l'agence officielle IRNA, en saluant « *le martyr* » des victimes.

« Atterrissage brutal » et intenses recherches

Selon les autorités, l'hélicoptère transportant le président iranien et le ministre des affaires étrangères avait dû effectuer un « atterrissage



Capture d'écran d'une vidéo diffusée le 19 mai 2024 par la télévision d'Etat iranienne montrant le président Ebrahim Raïssi à bord d'un hélicoptère, lors d'un déplacement en Azerbaïdjan. - / AFP

brutal », en urgence, dans une zone montagneuse et rurale près de la frontière entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, dimanche. Les secours ont eu beaucoup de difficulté à atteindre le lieu où s'est écrasé l'appareil, alors que la météo était très nuageuse, selon les premières images de l'opération diffusées par l'agence de presse Fars, et que la nuit était tombée sur la région. Le Guide suprême, Ali Khamenei, avait alors appelé les Iraniens à prier pour « *la santé* » du président Raïssi. « *Nous espérons que Dieu tout-puissant protégera l'honorable président et ses compagnons* », avait-il ajouté,

lors d'une [intervention publique](#) à Téhéran.

Ebrahim Raïssi rencontrait, dimanche matin, son homologue Ilham Aliiev à l'occasion de l'inauguration d'un barrage sur la rivière Araxe, proche de la préfecture iranienne de Khoda Afarin, le long de la frontière avec l'Azerbaïdjan.

Lors du trajet de retour, alors que le convoi se dirigeait vers la ville de Tabriz, où le président devait visiter une raffinerie de pétrole, l'un des appareils a procédé à un « *atterrissage brutal* » en urgence, selon plusieurs médias, dont Tasnim

News et [Jam Jam Online](#). Les deux autres hélicoptères du convoi présidentiel ont pu poursuivre leur trajet sans encombre. Le ministre de l'intérieur, Ahmad Vahidi, a confirmé ces premiers éléments à la télévision.

D'intenses recherches avaient été déployées. L'agence IRNA avait précisé que « *plus de vingt équipes de secours dotées d'un équipement complet, en particulier de drones et de chiens de sauvetage* », avaient « *été envoyées sur place* ». Cependant, les drones utilisés, ainsi qu'un hélicoptère envoyé en renfort, n'avaient d'abord pu

accéder à la zone de l'accident du fait du mauvais temps.

Lundi matin, les secours iraniens ont récupéré les débris du président Raïssi et des huit autres passagers de l'hélicoptère, a annoncé le Croissant-Rouge. « *Nous sommes en train de transférer les corps des martyrs à Tabriz* », la grande ville du Nord-Ouest, a déclaré à la télévision d'Etat le chef du Croissant-Rouge, Pirhossein Koulivand, en annonçant la fin des opérations de recherche.

Outre le président défunt, la présence du ministre des affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian et du gouverneur de la région de l'Azerbaïdjan oriental, Malik Rahmati, ainsi que de plusieurs autres personnes dans l'hélicoptère, était mentionnée par plusieurs médias iraniens.

Emotion dans la région

L'agence de presse Fars relayait, dimanche après-midi, de premiers appels à la prière pour le président iranien dans la ville de Mechhed, cité natale de Raïssi, dans l'est du pays. Ces scènes de prières sur la voie publique se sont multipliées dans plusieurs villes du pays. Certaines chaînes de télévision ont bouleversé leurs programmes pour suivre l'évolution difficile des secours.

Le vice-président, Mohammad Mokhber, avait quitté Téhéran en fin d'après-midi pour rejoindre Tabriz en compagnie de plusieurs ministres, selon le porte-parole du gouvernement. C'est lui qui est censé prendre les fonctions de président, en attendant la tenue d'une élection présidentielle dans les cinquante jours.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev, auquel le président Raïssi avait rendu visite quelques heures plus tôt, avait proposé dimanche son aide à l'Iran. Le président turc, Recep

Tayyip Erdogan, s'est dit « *profondément attristé* » par l'accident d'hélicoptère du président iranien, Ebrahim Raïssi, et a offert « *tout le soutien nécessaire* » aux recherches. La Turquie avait annoncé avoir déployé 32 secouristes et plusieurs véhicules, dont un hélicoptère équipé pour les recherches de nuit.

L'Arabie saoudite, rival régional de l'Iran, avait fait état par communiqué de sa « *grande inquiétude* » après la disparition de l'appareil transportant le président iranien, proposant son aide à l'Iran pour le retrouver. De son côté, l'Union européenne avait annoncé avoir activé son système de cartographie satellitaire Copernicus pour aider l'Iran à retrouver l'appareil.

La Russie, elle, avait annoncé dimanche soir avoir envoyé une équipe d'une cinquantaine de secouristes ainsi qu'un hélicoptère et plusieurs véhicules tout-terrain dans la région de l'accident. Cité par le média iranien Fars News, le conseiller de Vladimir Poutine, Igor Levitine avait exprimé « *l'inquiétude* » du président russe. A l'officialisation de la mort du président Raïssi et du ministre des affaires étrangères iranien, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, a exprimé avoir perdu de « *véritables amis* ».

« *Je présente mes sincères condoléances à sa famille et au peuple iranien* », a déclaré le premier ministre Narendra Modi sur X, ajoutant que l'Inde est « *aux côtés de l'Iran en ce moment de tristesse* ». Son voisin pakistanais, et frontalier de l'Iran, « *va observer une journée de deuil et le drapeau sera en berne* » en « *solidarité avec l'Iran* », pays « *frère* », a écrit le premier ministre, Shehbaz Sharif, sur X, alors qu'Islamabad avait accueilli en grande pompe le dirigeant iranien à la fin d'avril.

Quant au Hezbollah libanais, soutenu par l'Iran, le mouvement armé chiite rend hommage au « *protecteur des mouvements de résistance* ». Même hommage rendu par le Hamas, qui salue un « *soutien à la résistance palestinienne* ».

Une figure ultraconservatrice

Toujours coiffé d'un turban noir et vêtu d'un manteau religieux, le président iranien menait depuis 2021 l'Iran dans un contexte troublé à l'étranger et de contestation interne. Agé de 63 ans, l'ayatollah Raïssi était considéré comme un ultraconservateur et un partisan assumé de l'ordre.

Né en novembre 1960, M. Raïssi avait monté durant trois décennies les échelons du système judiciaire, après avoir été nommé procureur général de Karaj, près de Téhéran, à seulement 20 ans, dans la foulée de la victoire de la révolution islamique de 1979. Il avait ensuite été procureur général de Téhéran de 1989 à 1994, puis chef adjoint de l'autorité judiciaire de 2004 à 2014, année de sa nomination au poste de procureur général du pays.

En 2016, le Guide suprême Ali Khamenei l'avait placé à la tête de la puissante fondation caritative Astan-e Qods Razavi, qui gère le mausolée de l'Imam-Reza à Machhad ainsi qu'un immense patrimoine industriel et immobilier. Trois ans plus tard, il avait pris la tête de l'autorité judiciaire.

S'étant présenté comme le champion des classes défavorisées et de la lutte contre la corruption, M. Raïssi avait été élu le 18 juin 2021 dès le premier tour d'un scrutin marqué par une abstention inédite pour une présidentielle, et l'absence de concurrents de poids. Il avait succédé au modéré Hassan Rohani, qui l'avait battu à

la présidentielle de 2017 et ne pouvait plus se représenter après deux mandats consécutifs.

Contexte troublé et contestation interne

M. Raïssi était sorti renforcé des législatives qui se sont tenues en mars et à la mi-mai, premier scrutin national depuis le mouvement de contestation qui a secoué l'Iran fin 2022 à la suite du décès de Mahsa Amini, une jeune femme arrêtée pour non-respect du code vestimentaire strict de la République islamique.

Le président iranien s'était alors félicité d'« *un nouvel échec historique infligé aux ennemis de l'Iran après les émeutes* » de 2022. Le Parlement, qui entrera en fonction le 27 mai, sera très largement sous le contrôle des camps conservateurs et ultraconservateurs, qui soutiennent son gouvernement.

Ces derniers mois, M. Raïssi s'était présenté comme un adversaire résolu d'Israël, l'ennemi juré de la République islamique, en apportant son soutien au mouvement islamiste palestinien Hamas depuis le début, le 7 octobre, de la guerre qu'Israël lui livre dans la bande de Gaza.

Il avait ainsi justifié l'attaque inédite lancée par l'Iran le 13 avril contre Israël, avec 350 drones et missiles, dont la plupart ont été interceptés avec l'aide des Etats-Unis et de plusieurs autres pays alliés. M. Raïssi figurait sur la liste noire américaine des responsables iraniens sanctionnés pour « *complicité de graves violations des droits humains* », accusations balayées comme nulles et non avenues par les autorités de Téhéran.

LA CROIX

avec AFP
20 Mai 2024

Iran : mort du président Ebrahim Raïssi dans un crash d'hélicoptère

Ebrahim Raïssi et le ministre des affaires étrangères iranien sont morts après le crash, la veille, de leur hélicoptère ont confirmé, lundi 20 mai, les autorités. Le président va être remplacé par le premier vice-président, Mohammad Mokhber, avant une élection qui devra se tenir dans les 50 jours.

Les médias iraniens ont annoncé lundi matin la mort du président Ebrahim Raïssi et du ministre des affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian dans l'accident la veille de leur hélicoptère dans le nord-ouest de l'Iran. Cette annonce ouvre une période d'incertitude politique en Iran, un acteur majeur au Moyen-Orient, région secouée par la guerre dans la bande de Gaza entre Israël et le Hamas.

L'information du décès du président a été donnée dans un premier temps par les principales agences de presse et journaux, après la découverte de l'épave de l'hélicoptère à l'aube. Quelques heures plus tard, les secours iraniens ont annoncé avoir récupéré les dépouilles du président iranien Ebrahim Raïssi et des huit autres passagers de l'hélicoptère.

« Nous sommes en train de transférer les corps des martyrs à Tabriz », la grande ville du nord-ouest, a déclaré à la télévision d'Etat le chef du Croissant Rouge, en annonçant la fin des opérations de recherche.

La télévision diffusait ce lundi matin des chants religieux en montrant des photos du président. « Le grand esprit du pré-



Iran : mort du président Ebrahim Raïssi dans un crash d'hélicoptère
Le président iranien Ebrahim Raïssi (ici lors de ses vœux à la nation au Nouvel An persan, le 20 mars) est mort dans le crash de son hélicoptère survenu dimanche 19 mai. HO/PRÉSIDENTIE IRANIENNE / AFP

sident populaire et révolutionnaire d'Iran a rejoint le royaume suprême », a indiqué l'agence officielle Irna, en saluant « le martyr » des victimes.

Pas « la moindre perturbation dans l'administration du pays »

Le gouvernement iranien a assuré lundi dans un communiqué que le décès du président Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère n'allait pas entraîner « la moindre perturbation dans l'administration » du pays. « Le président du peuple iranien, travailleur et infatigable,

(...) a sacrifié sa vie pour la nation », a réagi le gouvernement. « Nous assurons à la nation loyale que, avec l'aide de Dieu et le soutien du peuple, il n'y aura pas la moindre perturbation dans l'administration du pays », a-t-il ajouté.

Le gouvernement tiendra dans la journée une « réunion d'urgence », a indiqué l'agence officielle Irna sans donner de détails sur l'horaire et la teneur des discussions.

Une présidentielle d'ici 50 jours

L'article 131 de la Constitution de la République islamique prévoit que, « en cas de décès, de destitution, de démission, d'absence ou de maladie d'une durée supérieure à deux mois du président », c'est « le premier vice-président qui assumera les pouvoirs du président », en l'occurrence Mohammad Mokhber. Ce processus doit avoir « l'approbation du Guide suprême », précise l'article, alors que l'ayatollah Ali Khamenei est la plus Haute Autorité du pays et son chef d'Etat. La Constitution prévoit également qu'un Conseil « composé du président du Parlement, du chef de la justice et du premier vice-président est tenu d'organiser l'élection d'un nouveau président dans un délai maximum de 50 jours ».

Le futur président par intérim, Mohammad Mokhber, 68 ans, a été nommé par Ebrahim Raïssi comme premier vice-président en août 2021, après la présidentielle. Il est né à Dezful dans la province du Khouzestan (sud-ouest), où il a occupé plusieurs postes officiels. Il a été aussi dirigeant d'entreprises et a présidé depuis 2007 la Fondation de l'ordre de l'Imam (Setad).

Mort du président Ebrahim Raïssi : l'Iran a demandé l'assistance de Washington après le crash d'hélicoptère

« Pour des raisons essentiellement logistiques, nous n'avons pas été en mesure de fournir cette assistance », a déclaré le porte-parole du département d'État, se refusant à donner des détails sur la teneur de la demande.

Les États-Unis ont indiqué lundi que l'Iran avait demandé leur assistance après l'accident d'hélicoptère qui a coûté la vie au président iranien Ebrahim Raïssi. Les États-Unis ont présenté leurs condoléances tout en jugeant qu'il avait « du sang sur les mains ». « Le gouvernement iranien nous a demandé de l'aide », a déclaré à la presse Matthew Miller, porte-parole du département d'État, alors que les États-Unis et l'Iran n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis la révolution de 1979.

« Nous avons dit que nous serions prêts à apporter notre aide, ce que nous ferions pour tout gouvernement dans cette situation », a ajouté le porte-parole. « En fin de compte, pour des raisons essentiellement logistiques, nous n'avons pas été en mesure de fournir cette assistance », a-t-il dit, se refusant à donner des détails sur la teneur de la demande ni par quel canal de communication elle a été faite.

« Sang sur les mains »

Il a cependant confirmé que c'était pour aider aux recherches après la disparition de l'hélicoptère dimanche après-midi alors qu'il survolait une région de l'Iran escarpée et boisée dans des conditions météorologiques de la pluie et un épais brouillard. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, est également décédé dans le crash,



Des sauveteurs sur le site du crash de l'hélicoptère transportant Ebrahim Raïssi à Varzaghan, en Iran, le 20 mai 2024. AZIN HAGHIGHI / AFP

ainsi que d'autres responsables.

L'accident s'est produit alors que les États-Unis et l'Iran auraient tenu récemment de discrets pourparlers à Oman après les affrontements entre l'Iran et Israël. Les États-Unis ont présenté leurs « condoléances officielles » dans un communiqué du département d'État. « Alors que l'Iran se choisit un nouveau président, nous réaffirmons notre soutien au peuple iranien et à sa lutte pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales », a ajouté le texte. Le défunt président « était un homme qui avait beaucoup de sang sur les mains », « responsable de vio-

lations atroces des droits de l'Homme » en Iran, a commenté pour sa part un porte-parole de la Maison-Blanche, John Kirby.

Impact régional

Pour autant, Washington ne voit pas d'« impact plus large pour la sécurité régionale ». « Je ne vois pas nécessairement d'impact plus large sur la sécurité régionale », a déclaré le ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, interrogé à ce sujet lors d'une conférence de presse. « Nous continuons à suivre la situation, mais nous n'avons aucune idée de la cause de l'accident », a encore déclaré Lloyd Austin, disant que les États-Unis

n'étaient « pas impliqués » et que les forces américaines n'avaient pas modifié leur posture après le crash.

L'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a imputé l'accident aux sanctions américaines persistantes qui ont entravé la vente de pièces d'aviation. Interrogé sur la remarque de Mohammad Javad Zarif, le porte-parole du département d'État a répondu : « En fin de compte, c'est le gouvernement iranien qui est responsable de la décision de faire voler un hélicoptère vieux de 45 ans dans ce qui a été décrit comme de mauvaises conditions météorologiques, et personne d'autre ».

The New York Times

Emma Bubola
May 20, 2024

Who Is President Ebrahim Raisi of Iran?

Mr. Raisi has been seen as a possible successor to Ayatollah Ali Khamenei as supreme leader, the highest political and religious position in the Islamic republic.

Iranian President Helicopter Crash

Ebrahim Raisi, 63, a hard-line religious cleric, was elected president of Iran in 2021. In his tenure as president, he has overseen a strategy to expand his country's regional influence — backing militant proxies across the Middle East, expediting the country's nuclear program and bringing the country to the brink of war with Israel.

But in the same period, Iran experienced some of its largest antigovernment protests in decades and a severe economic downturn driven by international sanctions and high unemployment.

Mr. Raisi has been seen as a possible successor to Ayatollah Ali Khamenei as supreme leader, the highest political and religious position in the Islamic republic.

What is Mr. Raisi's background?

Mr. Raisi, born in the eastern city of Mashhad in 1960 to a devoutly religious family, was swept up in the fervor of Iran's Islamic Revolution, which toppled the country's monarchy in 1979.

As a religious scholar in Iran's



Ebrahim Raisi in Tehran in 2021. Arash Khamooshi for The New York Times

theocratic government and a protégé of Ayatollah Khamenei, Mr. Raisi climbed the ranks of the judiciary, serving as a prosecutor in several cities.

After being named Iran's top judge, he is believed to have been part of a small committee that ordered the executions of thousands of political dissidents in 1988.

Accused of decades of human rights violations, Mr. Raisi is the subject of punishing sanctions by the United States.

How has Mr. Raisi's presidency been?

During Mr. Raisi's presidency, Iran faced large antigovernment protests after the death of a young Kurdish woman, Mahsa Amini, in police custody. The authorities responded with a brutal crackdown that included killings and executions.

Tehran has also continued its uranium-enrichment program and gone ahead with its ballistic missile program. A yearslong shadow war with

Israel burst into the open last month after Iran launched a salvo of hundreds of missiles and drones at Israel. That attack resulted from escalating tensions between the two countries after Hamas, an Iranian-backed militant group, raided Israel on Oct. 7.

In the same period, Iran has also emerged as Russia's trusted foreign supplier of military drones. Last year Iran made a deal with Saudi Arabia and restored diplomatic relationships.

The New York Times

Leily Nikounazar
May 20, 2024

What to Know About Mohammad Mokhber, Iran's Acting President

Mr. Mokhber has long been involved in business conglomerates tied to Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. He must hold elections for a new president within 50 days.

With the death of President Ebrahim Raisi, Iran's first vice president, Mohammad Mokhber, becomes acting president. Mr. Mokhber is a conservative political operative with a long history of involvement in large business conglomerates closely tied to Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

In a statement on Monday, Mr. Khamenei said that Mr. Mokhber must work with the heads of the legislature and judiciary to hold elections for a new president within 50 days.

Vice presidents in Iran are typically low profile, operating more as players within the government than as public figures.

"Iran's vice presidents have traditionally not been contenders to succeed their bosses," said Robin Wright, a joint fellow at the U.S. Institute of Peace and the Wilson Center in Washington. "The bigger question," she added, "is who will the regime allow to run for the office."

Mr. Mokhber is around 68 years old and became first vice president in August 2021. He is originally from Khuzestan Province in Iran's southwest, bordering Iraq and the Persian Gulf. He was a deputy governor there, and during the Iran-Iraq war in the 1980s served as a member of the Revolutionary Guards medical corps. One of Mr. Mokhber's relatively few high-profile appearances came when he and three other



Mohammad Mokhber, who is acting president, had held senior positions in some of Iran's most powerful conglomerates. Iranian Vice President's Media Office

senior Iranian officials went to Moscow in [October 2022](#) to complete a sale of Iranian drones and ballistic missiles to Russia, for use in the war in Ukraine.

Mr. Raisi chose him as vice president after Mr. Mokhber held senior positions in some of Iran's most powerful organizations, including the Mostazafan Foundation, Sina Bank and Setad, a conglomerate entirely controlled by Ayatollah Khamenei that has billions of dollars in assets and was involved — not entirely successfully — in [efforts](#) to make and distribute a Covid-19 vaccine. All three organizations are part of an opaque network of finan-

cial entities that are tied to the Iranian state, although they are not directly state-owned. They are also connected to projects that are priorities for the supreme leader and his inner circle.

Mr. Mokhber's involvement suggests that he has been a successful behind-the-scenes player who is familiar with the financing networks that are important to the official Iranian power structure.

The Mostazafan Foundation, where Mr. Mokhber worked in the early 2000s, is officially a charity but is described by the [U.S. Treasury](#) as "a key patronage network for the su-

preme leader" that includes holdings in key sectors of Iran's economy, including finance, energy, construction and mining. It is the subject of sanctions by the U.S. Treasury because it is controlled by Mr. Khamenei, and the Treasury said it was created in part "to confiscate and manage property, including that originally belonging to religious minorities" in Iran, including [Bahais](#) and Jews.

The Treasury says the foundation funnels some of its money to individuals and entities in the Islamic Revolutionary Guards Corps that have been involved in terrorism and human rights abuses.

The Sina Bank has faced [sanctions](#) by the U.S. Treasury and the European Union for [financing](#) Iran's nuclear and ballistic missile program.

Mr. Mokhber appears to have risen to the top of Iran's political leadership in part because of the close relationship he developed with Iran's supreme

leader, dating from at least 2007 when he joined the leadership of Setad. Within a few months of his appointment to Setad, Mr. Mokhber had founded the Barakat Foundation, which has a number of companies under its aegis including a major Iranian medical and pharmaceutical company.

While his relationship with the

supreme leader will be important while elections are being organized, analysts say that a much larger group of high-ranking officials around Mr. Khomeini will determine how this sensitive period in Iran will be handled.

"The regime is at a tipping point — politically, economically, and even militarily," Ms. Wright said,

noting [Iran's large-scale aerial attack on Israel](#) last month that was nearly entirely intercepted, which she called "a humiliating failure." [Low turnout in parliamentary elections in March](#) was also a sign of trouble for Iran's theocracy, she added.

"It is very nervous about its future and the durability of its core ideology," she said.

The New York Times

William K. Rashbaum
Dana Rubinstein and Michael Rothfeld
May 20, 2024

City Hall Aide Is Cooperating With Corruption Investigation Into Adams

Eric Adams's former liaison to the Turkish community, Rana Abbasova, had knowledge of some of the mayor's dealings with Turkish officials.

An aide to Mayor Eric Adams who served as his longtime liaison to the Turkish community has turned against him and is cooperating with the corruption investigation into Mr. Adams and his 2021 campaign, according to three people with knowledge of the matter.

The cooperation of the aide, Rana Abbasova, could represent a significant development in the broad corruption inquiry, which has focused in part on whether Mr. Adams's campaign conspired with the Turkish government to funnel illegal foreign donations into campaign coffers — and [whether Mr. Adams pressured Fire Department officials](#) to sign off on a new high-rise Turkish consulate despite safety concerns.

It was unclear what information Ms. Abbasova, the director of protocol for the Mayor's Office for International Affairs, provided to the federal authorities. But

she has been involved in or has had knowledge of some of Mr. Adams's dealings with Turkish government officials and businessmen, according to emails. She also helped coordinate events and meetings with members of the Turkish community in New York and abroad and arranged some of his travel, accompanying him on two official trips to Turkey, records show.

Originally from Azerbaijan, Ms. Abbasova, 41, had worked for Mr. Adams for about four years in the Brooklyn borough president's office before he became mayor. She began talking with the team of F.B.I. agents and federal prosecutors conducting the corruption investigation in the weeks after the F.B.I. searched her home on Nov. 2. On the same day, agents also searched the homes of the mayor's chief fund-raiser and a former Turkish Airlines executive.

Like the mayor and others under

scrutiny in the investigation, Ms. Abbasova has not been formally accused of wrongdoing. It is unclear whether she has signed a formal cooperation deal with federal prosecutors in exchange for leniency or whether she will plead guilty to any crimes in connection with the alleged foreign donation scheme. But she has been providing federal authorities with information about the matters they are investigating.

Her lawyer, Rachel Maimin, declined to comment on Monday, as did spokesmen for the U.S. attorney's office and the F.B.I.

One of the lawyers representing Mr. Adams, Brendan R. McGuire, said in a statement that Ms. Abbasova's cooperation was "not a new or meaningful development." He noted that officials in the Adams administration had earlier shared information with federal prosecutors about what they described as improper actions

taken by Ms. Abbasova after the search of her home.

"It is our understanding that Ms. Abbasova has been talking to investigators since her improper conduct was reported by the administration in November," the statement said.

People with knowledge of the matter have said that her actions had in some way involved talking to another aide about communications.

Since the investigation became public, Mr. Adams has denied wrongdoing and said he always tells his staff to follow the law.

Four days after searching the homes of Ms. Abbasova and the others, F.B.I. agents approached Mr. Adams on the street after an event at New York University in Greenwich Village. They asked his security detail to step aside, climbed into his car with him, handed him a court-authorized warrant

and seized his electronic devices. Federal agents and prosecutors have made few public moves since then.

The Brooklyn home of Briana Suggs, Mayor Adams's chief fund-raiser, was raided by the F.B.I. in the fall. Stephanie Keith for The New York Times

The warrant for the search of the Brooklyn home of the mayor's chief fund-raiser, Brianna Suggs, detailed at least some of the possible crimes that F.B.I. agents and prosecutors from the U.S. attorney's office for the Southern District of New York were examining as part of the corruption inquiry.

It said they were seeking evidence to support potential charges that included wire fraud and wire fraud conspiracy, theft of federal funds and conspiracy to steal federal funds, as well as campaign contributions by foreign nationals and conspiracy to make such contributions.

Federal authorities also have been developing evidence to suggest that the Turkish Airlines executive, in coordination with Ms. Abbasova, [helped arrange upgrades for Mr. Adams on Turkish Airlines](#), a company that Mr. Adams has extolled — even telling a pro-government Turkish publication in 2017 that the airline “is my way of flying.”

Ms. Abbasova, who had served Mr. Adams as a volunteer in the borough president's office before she was hired full time in 2018, was suspended from her position as the director of protocol in the days after the search of her New Jersey home, but before that search had become public.

The mayor's team [told The New York Post](#) that it had proactively put her on leave after discovering the improper actions cited by Mr. McGuire.

It was not publicly known at the time that on [the same](#) morning the F.B.I. searched the home of Ms. Suggs, agents also had

descended on the New Jersey homes of Ms. Abbasova and Genk Öcal, the former Turkish Airlines executive who served on the mayor's transition team. The New York Times reported on those searches two weeks later. Mr. Öcal has repeatedly declined to comment.

After the search of Ms. Suggs's home, agents walked out with electronic devices and a manila folder labeled “Eric Adams.”

That day, Mr. Adams had been planning to meet with federal officials in Washington about the migrant crisis, which he had characterized as an issue of existential concern to New York City. But when he learned of the raid, he canceled his public schedule and returned home. His office said at the time only that he wanted to “deal with a matter.”

When The Times reported on the raid of Ms. Abbasova's home, Mr. Adams's spokesman suggested she was a “junior staffer.” But she and Mr. Adams had a longstanding professional relationship.

Ms. Abbasova was educated in medicine and dentistry in Azerbaijan and Turkey before moving to the United States, where she continued her medical education and went into government service, according to an application she made to serve on a board of a charter school.

“Rana Abbasova is a proud Azerbaijani American who builds relations with many ethnic, immigrant communities,” the application said.

During Mr. Adams's first term as borough president, Ms. Abbasova helped him make connections with Brooklyn's small Turkish and Azerbaijani communities. She was given an office at Borough Hall.

In 2015, she traveled to Turkey with Mr. Adams on a trip paid for by the Turkish consulate and the World Tourism Forum

Institute, an organization that says it aims to expand global tourism.

In 2018, Ms. Abbasova joined Mr. Adams's paid staff as a “community coordinator,” earning \$50,000 a year, according to city records. By 2021, her title had become “assistant to the compliance unit,” according to a list provided to Mr. Adams's successor in Brooklyn, Antonio Reynoso.

In that role, “she was responsible for international relations and maintaining relationships between the borough president and stakeholders, including the Middle East and Central Asian countries, Muslim and Russian-speaking communities, and nonprofit organizations,” according to her City Hall [biography](#).

When Mr. Adams became mayor in 2022, Ms. Abbasova moved to City Hall, working as his “director of protocol for international affairs,” a position in which she “advises and assists the mayor” and others “on diplomatic protocol and etiquette matters,” according to the biography. She was earning about \$80,000 a year when she was put on leave.

The Turkish community in Brooklyn is not a sizable one, according to Social Explorer, a demographic data firm. As of 2022, there were 4,625 Turkish-born Brooklynites, making them the borough's 38th largest group of foreign-born New Yorkers.

The role that Ms. Abbasova filled in Brooklyn no longer exists, a spokeswoman for Mr. Reynoso [told The Times](#) last year.

Ms. Abbasova worked in tandem with Mr. Öcal, the former manager in New York for Turkish Airlines, while in the borough president's office, The Times has previously reported. Mr. Öcal had a relationship with Mr. Adams and was one of hundreds of people on his

mayoral transition team.

She helped arrange a dinner Mr. Öcal attended while Mr. Adams was borough president with Turkish consular officials and board members of the Turken Foundation, a U.S. nonprofit with close ties to the government of the Turkish president, Recep Tayyip Erdogan.

She was also involved in arranging Mr. Adams's appearance at a 2019 gala held by Turkish Airlines at the Metropolitan Club in Manhattan, where he made a brief speech.

Ms. Abbasova was also proposed as a board member in 2015 for the would-be charter school, Mentora International, which applied to operate in New York and was backed by Enver Yücel, a Turkish entrepreneur and philanthropist who has met with Mr. Adams in Turkey and in Brooklyn. New York State denied Mentora's application, and the charter school did not open.

Federal investigators sought records related to campaign contributions from people associated with Bay Atlantic University, a nonprofit college and graduate school in Washington, D.C., founded by Mr. Yücel, in the search warrant they obtained to search the home of Ms. Suggs.

Mr. Adams's mayoral campaign received a total of \$10,000 in contributions from five employees of Bay Atlantic University on Sept. 27, 2021, a week after the unveiling of the new Turkish consulate building in Manhattan, and refunded the donations the following month. After Mr. Adams won the mayoral election that November, Mr. Yücel [posted a picture of them together](#) on Instagram.

“I would cordially like to congratulate my dear friend Eric Adams for his new role as the new mayor of New York City,” the caption said.

Ebrahim Raïssi, un président iranien docile, fidèle au Guide suprême

Le religieux ultraconservateur de 63 ans, décédé le 19 mai lors d'un accident d'hélicoptère, avait été élu en 2021 à la présidence de la République islamique après un échec en 2017. Son ascension éclair a été marquée par la mise en œuvre de la politique répressive du régime.

Ebrahim Raïssi, le huitième président de la République islamique d'Iran, est décédé le 19 mai lors d'un accident d'hélicoptère, qui s'est écrasé dans une région montagneuse du nord-ouest du pays. Le religieux ultraconservateur de 63 ans, élu en 2021 à l'issue d'un scrutin largement boycotté, a péri alors qu'il revenait en Iran d'une visite d'Etat en Azerbaïdjan. Avec lui sont morts notamment le ministre des affaires étrangères iranien, Hossein Amir Abdollahian, le gouverneur de la région de l'Azerbaïdjan-Oriental, Malek Rahmati, l'imam de la prière du vendredi de cette même province, Mohammad-Ali Ale-Hashem, et les membres de l'équipage.

Pressenti pour succéder au Guide suprême, Ali Khamenei, Ebrahim Raïssi lui devait son ascension éclair. Jusqu'à sa mort, le président est resté proche de la plus haute autorité du pays qui n'a jamais cessé de louer ses actions. Une exception, alors que tous les anciens chefs d'Etat – le réformateur Mohammad Khatami (1997-2005), l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013) et les deux technocrates Akbar Hachémi Rafsandjani (1989-1997) et Hassan Rohani (2013-2021) – ont fini leur mandat en tombant en disgrâce auprès du Guide suprême.

Après avoir été battu en 2017 par le président sortant Hassan Rohani, Ebrahim Raïssi avait obtenu en 2021 que ses adversaires – réformateurs,

modérés et conservateurs pragmatiques – qui lui auraient posé un défi soient écartés par le Conseil des gardiens de la Constitution, un organe non élu.

Son mandat inachevé tout comme son engagement dans les affaires de la République islamique ces quarante dernières années resteront marquées par la mise en œuvre d'une politique répressive. Face au dernier soulèvement en date, à la suite de la mort, en septembre 2022, de la jeune **Mahsa (Jina) Amini**, Ebrahim Raïssi, emboîtant le pas à son maître, avait appelé à une « *confrontation ferme* » avec les manifestants. Pendant cette vague de contestation, au moins cinquante civils ont été tués.

Main de fer

Né en 1960 dans une famille pieuse de la ville religieuse de Machhad (est), Ebrahim Raïssi, fils de clerc, s'inscrit au séminaire dès son adolescence dans cette même ville. A l'âge de 15 ans, il rejoint le centre des études chiites dans la ville sainte de Qom (centre). Comme son mentor, Ali Khamenei (sous l'autorité duquel il a étudié pendant quatorze ans), il gagne ainsi le droit de porter un turban noir, distinction réservée aux descendants du prophète Mahomet, titre dont il se prévalait. Lire aussi notre reportage (2017) | Article réservé à nos abonnés [Machhad, la vitrine de l'Iran conservateur](#)

Après la révolution islamique

de 1979, la première mission de ce membre du clergé tout juste âgé de 19 ans consiste à mettre en place des « *tribunaux révolutionnaires* » à Masjed Soleiman, dans la province du Khouzistan (sud-ouest). Il se distingue par sa loyauté et sa volonté de juger d'une main de fer les opposants. En 1980, il est nommé procureur principal de la ville de Karadj, à 30 kilomètres à l'est de Téhéran.

Huit ans plus tard, alors âgé de 28 ans, Ebrahim Raïssi est l'un des quatre juges religieux, membres du « Comité de la mort », qui condamnent à la peine capitale des milliers de prisonniers politiques, y compris ceux qui avaient déjà purgé une grande partie de leur peine. L'Iran venait d'accepter un cessez-le-feu avec l'Irak, sous l'égide des Nations unies, fermant le chapitre de huit ans d'un conflit qui a coûté la vie à des centaines de milliers d'Iraniens. En donnant l'ordre de ces exécutions massives dans les prisons, le Guide suprême Rouhollah Khomeyni cherchait à consolider son pouvoir. Il mourra un an plus tard. Le président de l'époque, Ali Khamenei, lui succédera.

Procureur général

La loyauté inébranlable d'Ebrahim Raïssi envers le noyau dur de la République islamique – le Guide suprême, les gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays) et les appareils sécuritaires – lui permet de gravir les échelons au sein du système judiciaire. Dès 1989, il est nommé procureur de Té-

héran. A partir de 2012, l'homme occupe également le poste de procureur principal du Tribunal spécial du clergé, organe qui surveille les membres du clergé chiite et les poursuit en cas de critiques du régime. Deux ans plus tard, Raïssi est désigné comme procureur général, poursuivant les journalistes et les militants politiques dissidents.

En 2016, le Guide suprême le nomme à la tête de la fondation qui gère le mausolée du huitième imam chiite, Reza, à Machhad. Ce conglomerat, actif aussi dans des industries très diverses (secteur alimentaire, construction, transport...), gère plusieurs milliards de dollars. Profitant de cette fonction, Ebrahim Raïssi s'impose comme un officiel prêt à venir en aide aux couches sociales défavorisées en distribuant des denrées alimentaires et en leur accordant des emprunts bancaires.

Mais, pendant la campagne présidentielle de 2017, qui voit s'affronter deux lignes antagonistes au sein du régime, son passé de juge du « Comité de la mort » refait surface. Il est présenté comme le candidat proche d'Ali Khamenei, adepte du retour aux premières années de la révolution lorsque les libertés individuelles étaient encore plus restreintes. Face à lui, Hassan Rohani, l'architecte de l'accord de 2015 sur le dossier nucléaire avec la communauté internationale – symbole de détente avec la communauté internationale –, se dit en faveur

de davantage d'ouverture, aussi bien à l'intérieur du pays que sur la scène extérieure. Médiocre orateur, personnalité peu charismatique, Ebrahim Raïssi perd le scrutin avec 38 % des voix, contre 57 % pour son adversaire.

Ne rien laisser au hasard

Cet échec électoral ne signe pas sa disparition de l'échiquier politique. En 2019, le Guide suprême le nomme chef du système judiciaire. Son nom ressort quelques semaines

avant les élections présidentielles de juin 2021. Cette fois, Ali Khamenei, âgé de 82 ans, ne veut rien laisser au hasard. Les candidats, enclins à mobiliser les Iraniens partisans de l'ouverture et de liberté, sont tous disqualifiés, y compris ceux du sérail, comme Ali Larijani, l'ancien chef du Parlement.

Lire aussi notre récit (2021) | Article réservé à nos abonnés [Ebrahim Raïssi, nouveau visage dur de l'Iran](#)

La base conservatrice et ultra-

conservatrice se mobilise pour le candidat favori du Guide, qui fait campagne sur les thèmes de la lutte contre la corruption et l'amélioration de la situation économique, deux domaines où son bilan sera plus que mitigé. Avec son élection, tous les pouvoirs en Iran (exécutif, judiciaire, parlementaire) sont aux mains de l'aile dure du régime. « Avec cette élection présidentielle, Ali Khamenei prépare sa succession », explique le théologien et analyste iranien Mohammad Javad Akbarein.

Le Guide suprême a fait part de ses condoléances à la famille du défunt. Avant l'annonce officielle de la mort du président, la plus haute autorité du pays avait laissé entendre que peu de changements étaient à attendre après la mort de M. Raïssi. « La nation n'a pas besoin d'être inquiète ou anxieuse puisque l'administration du pays ne sera pas du tout perturbée », avait-il déclaré. Les funérailles du président sont prévues mardi. Une journée nationale de deuil a été décrétée pour mercredi.

Le Monde

20 Mai 2024

Mort du président iranien Ebrahim Raïssi : la Russie salue la mémoire d'un « véritable ami » ; le Liban décrète trois jours de deuil

Le Hezbollah libanais, soutenu par Téhéran, qualifie le président défunt de « grand frère, [d']un appui solide (...) et [de] protecteur des mouvements de résistance » contre Israël dans la région.

Le président iranien [Ebrahim Raïssi est mort](#) dans un accident d'hélicoptère dans le nord-ouest de l'Iran, a annoncé lundi 20 mai le gouvernement iranien, acteur majeur du Moyen-Orient. L'hélicoptère du président a disparu dimanche en début d'après-midi alors qu'il survolait une région de l'Iran escarpée et boisée dans des conditions météorologiques difficiles avec de la pluie et un épais brouillard.

À l'annonce de la disparition de l'hélicoptère, qui transportait également le ministre des affaires étrangères iranien, Hossein Amir Abdollahian, des pays avaient exprimé leur inquiétude et proposé leur aide pour participer aux opérations de sauvetage, comme la Rus-

sie, l'Irak, le Qatar, l'Arabie saoudite et ou l'Union européenne (UE), qui avait « *activé son service de cartographie* ».

Depuis l'annonce officielle de la mort d'Ebrahim Raïssi, et de huit autres occupants, les condoléances et hommages se multiplient. Le président russe Vladimir Poutine a salué un « *politicien remarquable* » et un « *véritable ami* » de la Russie « [ayant] *apporté une contribution personnelle inestimable au développement des relations (...) entre nos pays et a déployé de grands efforts pour les amener au niveau du partenariat stratégique* », [dans un communiqué](#).

Le président chinois Xi Jinping a qualifié la mort du président Ebrahim Raïssi de « *tragique* »

et de « *grande perte pour le peuple iranien* », selon le ministère des affaires étrangères chinois. « *Le peuple chinois [a] perdu un bon ami* », a déclaré le porte-parole du ministère Wang Wenbin lors d'une conférence de presse.

« Protecteur des mouvements de résistance »

Le Hezbollah libanais, soutenu par Téhéran, a qualifié Ebrahim Raïssi de « *protecteur des mouvements de résistance* » contre Israël dans la région. « *Le président martyr était pour nous un grand frère, un appui solide* », a affirmé le mouvement armé chiite qui combat Israël depuis le sud du Liban. Il a également rendu hommage au chef de la diplomatie iranienne mort dans l'accident,

Hossein Amir Abdollahian. Même hommage pour le Hamas qui a présenté ses « *condoléances* » au peuple iranien et salué un « *soutien à la résistance palestinienne et les efforts incessants de solidarité* ». L'Iran avait qualifié de « *fière opération* » accompagnée de « *victoires spectaculaires* » l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, à l'origine de la guerre en cours à Gaza. Hossein Amir Abdollahian avait multiplié les déplacements dans la région, notamment au Liban, [qui a proclamé un deuil officiel de trois jours](#), et en Syrie. Le président syrien, Bachar Al-Assad, a présenté ses condoléances, proclamant sa « *solidarité* » avec Téhéran qui le soutient depuis le début de la guerre civile dans son pays.

« Nous avons œuvré avec le président défunt pour que les relations stratégiques qui lient la Syrie et l'Iran demeurent toujours prospères », a-t-il ajouté.

La Turquie « partage la douleur du peuple iranien ami et frère »

Pour le Pakistan voisin, Islamabad a décrété « une journée de deuil et le drapeau sera en berne » en « solidarité avec l'Iran », pays « frère », a écrit le premier ministre, Shehbaz Sharif, sur X. « L'immense na-

tion iranienne surmontera cette tragédie avec son courage habituel », a-t-il ajouté, alors que le pays avait accueilli en grande pompe le dirigeant iranien à la fin d'avril.

De son côté, le premier ministre indien Narendra Modi s'est déclaré « profondément attristé et choqué par la disparition tragique » d'Ebrahim Raïssi, alors que les deux pays entretiennent des relations étroites : la République islamique ayant été le principal fournisseur de pétrole de l'Inde, jusqu'à ce que

les sanctions américaines ne réduisent les échanges.

La Turquie « partage la douleur du peuple iranien ami et frère », a déclaré le ministre des affaires étrangères turc Hakan Fidan. Quant à l'Irak, son premier ministre Mohammed Chia Al-Soudani a présenté sa « sympathie au guide suprême de la République islamique, Ali Khamenei, ainsi qu'à la nation iranienne (...) et [sa] solidarité (...) dans cette douloureuse tragédie ». Le Hachd Al-Chaabi, coalition de groupes armés irakiens par-

Iran, a souligné que le président Raïssi « avait toujours déclaré que l'Irak et l'Iran formaient un seul peuple qui ne peut être séparé ».

Sobremment, Charles Michel, président du Conseil européen, « exprime ses sincères condoléances pour le décès du président Raïssi et du ministre des affaires étrangères Abdollahian, ainsi que d'autres membres de leur délégation et de leur équipage, dans un accident d'hélicoptère. Nos pensées vont aux familles ».



May 21 2024

ISIS kills 3 Syrian soldiers in Homs: War monitor

ERBIL, Kurdistan Region - At least three Syrian army soldiers were killed on Tuesday in an Islamic State (ISIS) desert ambush in Syria's central Homs province, a conflict monitor reported.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), a UK-based war monitor, reported that ISIS sleeper cells carried out an attack against a special tasks division of the Syrian army in the eastern countryside of Homs.

"The attack resulted in the killing of an officer with the rank of lieutenant and two other

members of the division," SOHR reported.

The attack comes at a time when the Syrian regime has sent military reinforcements to areas in the Syrian desert, preparing for a search campaign for ISIS sleeper cells, according to SOHR.

ISIS attacks have been on the rise in Syria, particularly in the vast expanses of its eastern and northern deserts where the group launches surprise attacks amid a security vacuum.

ISIS rose to power and seized swathes of Iraqi and Syrian land in a brazen offensive in

2014, declaring a so-called "caliphate."

While the group was declared territorially defeated in 2017 and 2019 respectively, it still continues to pose serious security risks through hit-and-run attacks, bombings, and abductions, especially across the vast expanses of the Syrian desert as well as several Iraqi provinces.

The Kurdish-led and US-backed SDF, who control northeast Syria (Rojava), fought the lion's share of the battle against ISIS and arrested thousands of the terror group's fighters along with their wives and children when they

crushed ISIS territorially and took the group's last stronghold in Syria in 2019.

In late March, the SDF warned that ISIS still poses a threat to the world and the region as its defeat "requires dismantling its ideological breeding ground,"

According to SOHR data, 372 individuals have lost their lives in ISIS attacks since early 2024.

Civilians were also among the casualties of the attacks, as 37 people were killed in attacks by ISIS in the Syrian desert, including a child and a woman.



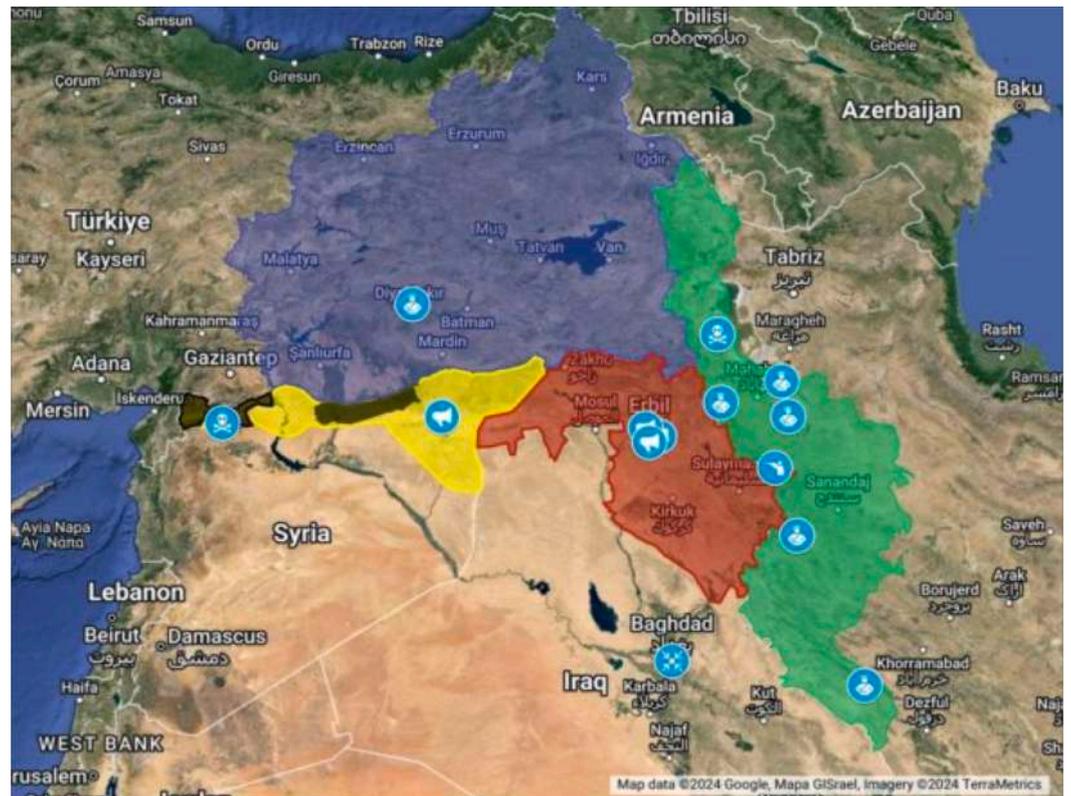
Kurdistan's Weekly Brief | May 21, 2024

Iran

The Iranian regime executed **several people** for non-political offenses last week. The Hengaw Organization for Human Rights **reported** the regime has executed 25 Kurds in May so far and 72 in 2024. The regime also arrested several Kurds for political activities, including a **female language teacher** and a **philanthropist** in Bokeran, **two participants in Newroz celebrations** in Miandoab, a **former protester** in Kermanshah, and **two young Kurdish men** Pawa. At the same time, Iranian security forces **summoned** 20 former protesters in Awdanan and coerced them into signing pledges not to participate in further demonstrations. Meanwhile, Urmia's Revolutionary Court **sentenced** a Kurdish man from Turkey to death for "rebellion." A criminal court in Piranshahr **handed** four Kurds prison sentences ranging from two to ten years for "affiliation" with the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI). Lastly, Iranian border guards killed a Kurdish border porter (kolbar) near **Piranshahr** and another near **Baneh**. Iranian border guards **wounded** two more kolbars in a separate incident near Baneh on Sunday.

Iraq

Iraqi Kurdistan's Christian and Turkmen parties filed a lawsuit demanding the reversal of the Federal Supreme Court of Iraq's ruling that did away with the quota seats reserved for Christians and Turkmen in the Kurdistan Parliament. The parties claimed the ruling violates four articles of the Constitution of Iraq. Separately, President of Kurdistan Region Nechirvan



Barzani met with **Iraqi leaders** for the second time in three weeks to address ongoing disputes between Baghdad and Erbil after he returned from meeting with top Iranian officials in Tehran. Among other things, Barzani aims to reach a consensus with the Iraqi government on the Kurdistan Regional Government's (KRG) share of the federal budget and Iraqi Kurdistan's elections. "Both sides emphasized the need for continuous communication across all sectors to find sustainable solutions based on the principles outlined in the Constitution and the law," read a statement from Barzani's office after he met with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani. On a different note, U.S. Assistant Secretary of State for Energy Resources Geoffrey Pyatt met with officials in **Baghdad and Erbil** to discuss

"resuming Iraq's oil exports via the Iraq-Türkiye Pipeline (ITP)." The Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) **welcomed** Pyatt's visit and expressed a readiness to resume Iraqi Kurdistan's oil exports if an agreement is reached between Baghdad and Erbil that "provides for payment surety for past and future exports and preservation of commercial and economic terms." The APIKUR also stated Iraq has lost nearly 14 billion dollars since the halt of oil exports through Turkey in March 2023.

On May 17, the Kurdistan Security Council (KSC) **announced** the arrest of a senior ISIS (Da'esh) leader named Socrates Khalil (AKA Abdullah al Tafkheikh) in Erbil. The KSC's statement claimed Khalil worked very closely with the Da'esh caliph and had lived

in Turkey for five years before Kurdish forces arrested him with a fake passport. Following his capture, Khalil discussed numerous details regarding the fall of Mosul and admitted to transferring five million dollars to the terrorist organization.

Syria

The High Electoral Commission (HEC) of the Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES) **invited international** governmental and non-governmental organizations to monitor the municipal elections held on June 11. The HEC also opened the doors for candidates' registration, calling on the public for a large turnout. Separately, Turkish forces and their Syrian proxies intensely bombarded Afrin's countryside for several days near the Shahba region. According

to [Kurdish outlets](#), a child was killed after suffering severe wounds. The AANES said the area that suffered heavy bombing by Turkey contains people forcibly displaced by Turkey and its Syrian proxies. “This escalation is the result of Erdogan’s insistence on practicing genocide and his goals of expanding his sphere of influence, occupation, and support for mercenaries and terrorists,” [read a statement](#) by the AANES. The recent development coincides with Da’esh escalating attacks in the Syrian Desert (Badia), [killing three](#) more soldiers last week. Dozens of Syrian soldiers have

been killed by [Da’esh in 2024](#).

Turkey

An Ankara court [issued](#) lengthy sentences to dozens of Kurdish politicians charged in the Kobani case, including 85-year-old Ahmet Turk and two jailed former HDP leaders, Selahattin Demirtas and Figen Yüksekdağ. Turk was sentenced to ten years in prison, Demirtas received a 42-year sentence, and Yüksekdağ was sentenced to more than 30 years in prison. The other sentences ranged from two to ten years. Turkish President Recep Tayyip Erdogan [praised the sentences](#) amid

an appeal from the pro-Kurdish DEM Party urging human rights organizations to “stand for human rights and fundamental democratic values and denounce these unlawful decisions.” The DEM Party also vowed to hold protests in Istanbul and across Turkey’s Kurdish region. That said, the Turkish government responded by announcing [it was banning](#) demonstrations and public events in 20 of the Kurdish region’s provinces. A U.S. Department of State spokesperson expressed concerns about the sentences to [Rudaw on Monday](#) and said the U.S. is supporting free speech and

opposing “actions intended to encroach on the right of free speech.” In an interview after his conviction, [Demirtas said](#) the court verdict was made “years ago by the government” and that the court merely read the decision as a formality. Demirtaş notes that his ‘main goal’ is to achieve ‘a weaponless, non-violent solution’ for the Kurdish question in Turkey. However, he said that the Turkish state sees the Kurds’ work in ‘democratic politics’ as ‘more dangerous’ than them taking up arms.

Le Monde

Ghazal Golshiri,
Madjid Zerrouky
21 mai 2024

Mort du président iranien Ebrahim Raïssi : le régime de Téhéran face à un double défi

La République islamique va devoir présenter un possible remplaçant à Raïssi lors du scrutin prévu le 28 juin et envisager la succession du Guide suprême, Ali Khamenei, 85 ans, alors que le président défunt était pressenti.

La mort à 63 ans du président iranien Ebrahim Raïssi dans un accident d’hélicoptère, le 19 mai, ouvre une période d’incertitude politique en Iran, au moment où le Moyen-Orient est secoué par la guerre à Gaza et alors que se profile la succession du Guide suprême de la République islamique, Ali Khamenei, âgé de 85 ans.

Ebrahim Raïssi est mort après avoir rencontré, dimanche matin, son homologue azéri, Ilham Aliiev, à l’occasion de l’inauguration d’un barrage sur la rivière Araxe, le long de la frontière avec l’Azerbaïdjan. Son hélicoptère s’est écrasé dans un épais brouillard, alors qu’il se dirigeait vers la ville de Tabriz,

où il devait visiter une raffinerie de pétrole.

La cérémonie funéraire en hommage au président iranien et aux personnes qui l’accompagnaient, dont l’influent ministre des affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, a commencé mardi matin à Tabriz. Les corps seront ensuite transférés à Téhéran et dans la ville religieuse de Qom pour une procession funèbre. La dépouille mortelle du président sera inhumée dans sa ville natale, Machhad, dans l’est du pays.

Rendant hommage au disparu, lundi 20 mai, le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni-Ejei, expliquait la place acquise par Ebrahim Raïssi

dans le jeu politique iranien au fil de sa carrière : « *Avant d’accéder à la présidence, M. Raïssi, à l’exception une courte période, a principalement occupé divers postes au sein du pouvoir judiciaire. Ces dernières années, il [était] devenu le point de consensus de divers courants [conservateurs]* » qui composent le pouvoir iranien. Autrement dit, si le président défunt n’a pas brillé par ses capacités à gouverner alors que le pays se débat dans une crise économique et que le régime est contesté dans la rue et les urnes, il avait eu le mérite de mettre tout le monde d’accord dans son camp.

Un président loyal au Guide

Avec cette disparition brutale, le régime iranien se retrouve confronté à un double défi : trouver et faire élire un nouveau président en cinquante jours, le délai imparti par la Constitution, et avancer sur la voie périlleuse de la désignation d’un successeur au Guide suprême et homme fort du pouvoir, Ali Khamenei, alors que le nom d’Ebrahim Raïssi était régulièrement évoqué pour lui succéder. Des détracteurs du Guide au sein du régime prêtent à son fils, Mojtaba, 55 ans, l’ambition de le remplacer.

Une élection présidentielle devrait être organisée dès le 28 juin, selon la télévision d’Etat. En attendant, c’est le premier vice-président, Mohammad

Mokhber, un homme de l'ombre de 68 ans, qui assume les fonctions de président par intérim.

Depuis son élection en juin 2021, lors d'un scrutin massivement boycotté, Ebrahim Raïssi aura été le président le plus loyal à Ali Khamenei pendant son long règne, exécutant sans ciller les ordres et directives du Guide suprême. Ce dernier, échaudé par la défaite de son favori lors de l'élection de 2017 contre le technocrate Hassan Rohani, avait pris soin de bien baliser le terrain en 2021. Le Conseil des gardiens de la Constitution – une sorte de Conseil constitutionnel qui filtre les candidatures aux élections – avait alors écarté tout prétendant sérieux pouvant se dresser au travers de la route de M. Raïssi

Dominées par le clergé, les institutions de la République islamique reposent sur le Conseil des gardiens de la Constitution et, surtout, sur l'Assemblée des experts. Ce collège de 88 membres doit nommer le successeur du Guide suprême.

Maintenir les luttes d'influence sous contrôle

Nommé à vie, concentrant entre ses mains tous les pouvoirs, Ali Khamenei a œuvré pendant plus de trois décennies à écarter ses rivaux les plus sérieux susceptibles de peser sur sa succession, en s'appuyant sur les militaires des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, et sur des religieux dévoués, à l'image d'Ebrahim Raïssi. L'élection de ce dernier, en 2021, avait parachevé la mise en place d'un pouvoir quasi absolu du Guide sur le pays en neutralisant le faible contre-pouvoir que représente la fonction présidentielle.

Avant l'élection de M. Raïssi, Ali Khamenei était entré en conflit avec chacun des quatre présidents qui avaient servi sous ses ordres, d'Akbar Hachémi Rafsandjani, son vieux rival mort dans des circonstances troubles en 2017, au



Le premier vice-président iranien, Mohammad Mokhber (à droite), derrière un portrait du président Ebrahim Raïssi (portrait), à Téhéran, le 20 mai 2024. PRÉSIDENCE IRANIENNE VIA AFP

réformateur Mohammad Khatami, à l'impétueux et imprévisible Mahmoud Ahmadinejad ou au modéré Hassan Rohani. Contrairement à son prédécesseur, le très loyal Ebrahim Raïssi n'aura pas cherché, non plus, à s'immiscer dans les affaires des gardiens de la révolution ou à critiquer leur immixtion systématique dans le domaine de la politique étrangère.

En prévision du scrutin du 28 juin, l'ayatollah Khamenei pourrait, comme en 2021, faire disqualifier tout prétendant susceptible de dévier de la ligne dure qu'il a tracée et des fondamentaux de la politique extérieure iranienne, comme le soutien de Téhéran à ses alliés régionaux ou le maintien de son programme nucléaire. Reste à maintenir sous contrôle les luttes d'influence et de coteries au sein même du camp des ultraconservateurs, et à tenir compte des désirs des gardiens de la révolution, qui auront inmanquablement leur mot à dire.

L'homme d'un compromis

« Les querelles ont lieu entre le courant idéologique, incarné par Ali Khamenei, et celui qui,

sous une apparence militaire et idéologique, est en réalité moins radical et cherche à satisfaire ses intérêts économiques, comme certains membres des gardiens et des responsables politiques tels que Mohammad Bagher Ghalibaf [l'actuel chef du Parlement] », explique le théologien et analyste iranien Mohammad Javad Akbareyn.

Selon lui, la déclaration du chef de l'appareil judiciaire, Gholamhossein Mohseni-Ejei, indique que « ces deux courants s'étaient mis d'accord sur Ebrahim Raïssi. Beaucoup d'efforts avaient été déployés pour faire de Raïssi ce qu'il était devenu : le chef de la riche et puissante fondation qui gère le mausolée du huitième imam chiite, en 2016 ; le chef de l'appareil judiciaire, en 2019 ; et le seul candidat viable, en 2021 après l'invalidation de tous ses adversaires, même ceux qui ont été proches du régime. Comment trouver un autre homme qui lui ressemble ? ».

Sous son administration, l'Iran aura approfondi ses relations avec la Chine et la Russie et a intensifié sa confrontation avec l'Occident et Israël ; deux exercices dans lesquels s'est dis-

tingué, par son activisme, le ministre des affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian.

« Ces morts ne changeront rien à la diplomatie de Téhéran et les décisions stratégiques ne vont pas évoluer, parce qu'en Iran, elles ne sont prises ni par le président ni par le ministère des affaires étrangères, estime cependant Hamidreza Azizi, chercheur à l'institut de recherche Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. Dans le dossier du nucléaire, toute négociation et discussion et tout accord avec les Etats-Unis dépendent d'Ali Khamenei et de son feu vert. Dans le cas de la politique régionale, ce sont les gardiens de la révolution qui sont les maîtres du dossier. »

Le soutien d'une base conservatrice

Selon le Wall Street Journal, les négociations avec le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, les trois pays européens impliqués dans la recherche d'un accord encadrant les activités d'enrichissement d'uranium de Téhéran en échange d'une levée des sanctions internationales, qui étaient censées se dérouler à Genève, le 22 mai, ont été suspendues.

Elles étaient menées par Ali Bagheri Kani, vice-ministre des affaires étrangères chargé des affaires politiques et principal négociateur, qui occupe désormais le poste de chef de la diplomatie par intérim. Selon le journal américain, des pourparlers avec les Etats-Unis auraient eu lieu à Oman, à la mi-mai. « *Après la nomination d'un nouveau chef de la diplomatie, il faudra attendre le résultat de la présidentielle de novembre*

aux Etats-Unis, explique Hamidreza Azizi. Pendant ce laps de temps, parvenir à un accord sur le dossier nucléaire est très incertain. »

En attendant la nomination d'un nouveau cabinet par le futur président, les Iraniens seront donc appelés une nouvelle fois aux urnes. Les dernières élections législatives, tenues en mars, ont été marquées par le taux d'abstention le plus élevé

de l'histoire de la République islamique, soit 59 %, contre 51 % pour l'élection présidentielle de 2021. Si ces tendances se répètent, la participation à la prochaine présidentielle devrait être très faible.

Ebranlé à partir de septembre 2022 pendant des mois par le soulèvement Femme, vie, liberté, le régime perd en légitimité, mais jouit toujours du soutien d'une base conservatrice

dont les intérêts économiques dépendent de la survie du régime. Ali Khamenei fait d'ailleurs tout pour la satisfaire. D'où la campagne brutale menée ces dernières semaines contre les femmes non voilées, qui rappelle la mort en garde à vue de la jeune Mahsa (Jina) Amini, à l'origine des dernières contestations. Cette base devrait rester mobilisée pour plébisciter le candidat favori du Guide.

Le Monde

Hélène Sallon
21 mai 2024

La mort du président iranien Ebrahim Raïssi ne devrait pas bousculer les équilibres de l'« axe de la résistance »

Après la mort du chef d'Etat et de son chef de la diplomatie, tant les alliés de l'Iran que ses traditionnels rivaux sunnites ont envoyé des messages de condoléances dénués d'alarmisme, signe du climat de détente qu'ils cherchent à préserver dans la région.

Le sort du président iranien Ebrahim Raïssi et du chef de la diplomatie Hossein Amir Abdollahian n'était pas encore connu, dimanche 19 mai au soir, après le crash de leur hélicoptère dans le nord-ouest de l'Iran, qu'un message de soutien et une offre d'assistance ont été envoyés par l'Arabie saoudite à la République islamique d'Iran. Un message à la mesure du climat de détente que cherchent à préserver le leader du monde sunnite et son rival chiite, depuis l'accord scellé en mars 2023, et ce, sur fond d'escalade régionale dans le sillage de la guerre entre Israël et le Hamas palesti-

nien dans la bande de Gaza.

Dans les heures qui ont suivi l'annonce officielle de la mort des deux dirigeants lundi, les messages de condoléances ont afflué, tant de la part des alliés traditionnels de l'Iran au sein de l'« axe de la résistance » à Israël que de ses traditionnels rivaux sunnites. Des messages dénués d'alarmisme. Leur mort ne devrait pas modifier la politique étrangère de la République islamique dans la région : ni dans son soutien au Hamas et à ses alliés au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen, ni dans sa volonté de préserver la dé-

tente avec les pays du Golfe.

Deuil national au Liban et en Syrie

Des messages sobres de « solidarité » ont été partagés par le président émirati, Mohammed Ben Zayed, et l'émir du Qatar, cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani. Ils avaient rencontré le président Raïssi, pour la première fois, avec leurs partenaires arabes et musulmans lors d'un sommet exceptionnel sur la situation à Gaza, à Riyad, en novembre 2023. Des messages plus emphatiques ont fait écho aux leurs chez les alliés de l'Iran. Le Liban et la

Syrie ont décrété trois jours de deuil national.

Le Hezbollah libanais a, lui, déploré la mort du « *président martyr [qui] était pour [lui] un grand frère et un appui solide* », un « *protecteur des mouvements de résistance* », rendant également hommage à Amir Abdollahian. Protégé de l'Iran et du Hezbollah, le Hamas a salué en la personne du président iranien défunt « *un soutien à la résistance palestinienne* », soulignant « *ses efforts indéfectibles en faveur des Palestiniens* » depuis le début de la guerre à Gaza.

Ces messages exagèrent le

rôle que jouaient les deux hommes auprès de « l'axe de la résistance » et dans la politique d'expansionnisme iranien. Ils témoignent davantage d'une marque de respect envers le Guide suprême, Ali Khamenei, véritable figure décisionnaire en Iran, qui perd ici deux de ses plus fidèles serviteurs au sein de l'Etat. Il s'appuie, dans la région, sur les gardiens de la révolution et leur unité d'élite pour les opérations extérieures, la force Al-Qods, placés directement sous ses ordres.

Un dangereux face-à-face

Depuis la mort de l'architecte de l'« axe de la résistance », le général [Ghassem Soleimani, tué dans une frappe de drone américaine à Bagdad le 3 janvier 2020](#), le général Ismaïl Qaani, le chef de la Force Al-Qods, l'a remplacé à la tête de cette unité. Elle est aujourd'hui une cible privilégiée d'Israël, qui cherche à éliminer les cadres de l'« axe de la résistance », notamment en Syrie et au Liban.

L'élimination de généraux iraniens dans une frappe israélienne sur le consulat iranien de Damas, le 2 avril, avait inauguré un dangereux face-à-face entre Israël et l'Iran. Ils ont usé de retenue dans leur riposte pour éviter la guerre ouverte. Des responsables israéliens ont en revanche nié, sous le couvert de l'anonymat, toute implication dans l'accident d'héli-



Les présidents iranien, Ebrahim Raïssi, et syrien, Bachar Al-Assad, lors de la signature d'un accord de coopération à Damas, le 3 mai 2023. YAMAM AL SHAAR / REUTERS

coptère qui a coûté la vie à M. Raïssi et M. Amir Abdollahian.

Le président Raïssi, qui avait notamment fait une visite d'Etat en Syrie en mai 2023, n'a « joué aucun rôle significatif dans l'élaboration de la politique étrangère et de sécurité de l'Iran, et sa mort n'est pas susceptible d'avoir un impact sur l'approche de la République islamique face à des crises majeures telles que la guerre à Gaza et le programme nucléaire iranien », estime ainsi Ali Alfoneh, chercheur de l'Arab Gulf States Institute.

Le chef de la diplomatie, M. Abdollahian, rencontrait en revanche régulièrement les groupes alliés à Téhéran lors de déplacements

au Liban, en Syrie et en Irak. Mais il doit son rôle actif à ses liens avec le général Soleimani et les gardiens de la révolution, qui ont pris l'ascendant sur le ministère des affaires étrangères.

« En tant qu'ancien chef de la direction Moyen-Orient et Afrique du Nord du ministère des affaires étrangères, il était étroitement impliqué avec la Force Al-Qods. Il connaissait personnellement la plupart des dirigeants des groupes affiliés à l'Iran », poursuit M. Alfoneh. [Le nouveau chef de la diplomatie, Ali Bagheri](#), n'a pas ces relations étroites avec les alliés de l'Iran. Il est davantage présent sur le dossier nucléaire et les négociations indirectes avec les Etats-Unis.

Le ministre Amir Abdollahian s'est révélé être un infatigable représentant des intérêts de la République islamique sur les scènes régionale et internationale afin d'assurer à celle-ci une place à la table des négociations pour un règlement du conflit à Gaza. Lundi soir, M. Bagheri a eu son premier échange téléphonique avec son homologue saoudien, le prince Fayçal Ben Farhan. Plus tôt dans la journée, le prince héritier saoudien a annulé son déplacement au Japon, non pas par inquiétude quant aux suites de la mort des responsables iraniens, mais du fait de l'hospitalisation de son père, le roi Salman, pour une infection aux poumons.



22 mai 2024

Iran : lutte de pouvoir au sommet après la mort du président

En pleine guerre régionale, une lutte de succession interne se dessine en Iran entre les religieux et les militaires après la mort (accidentelle?) du président. Une nouvelle élection devra se tenir avant l'été.

Au milieu d'une guerre régionale, une lutte intérieure entre les religieux et les militaires se profile. Alors que d'aucuns se demandent si le crash de l'hélicoptère présidentiel est vraiment un accident, une nouvelle élection devra se tenir avant l'été. Mais la succession à risque est surtout celle, à plus long terme, du Guide suprême Ali Khamenei.

Il y a trois ans, lorsque Ebrahim Raïssi a remporté la présidence à l'issue d'une élection truquée, certains Iraniens ont pensé qu'il s'agissait d'un tremplin vers un poste plus encore plus élevé. Ali Khamenei, le guide suprême, vieux et malade, n'avait plus beaucoup de temps à vivre ; à sa mort, le président chercherait certainement à le remplacer. Mais l'histoire a le sens de l'ironie. Au lieu de le catapulter au sommet, l'accession à la présidence a coûté la vie à Raïssi le 19 mai, dans un crash de son hélicoptère dans une région montagneuse alors qu'il revenait d'une visite en Azerbaïdjan voisin, où il avait inauguré un barrage à la frontière. Le ministre des affaires étrangères, Hossein Amirabdollahian, qui voyageait dans le même hélicoptère, est également mort.

Quelles sont les conséquences politiques de la mort d'Ebrahim Raïssi ?

Le décès brutal du chef du gouvernement va obliger le régime à trouver rapidement un nouveau président à un moment très tendu. Téhéran est engagé dans une guerre régionale qui implique une action militaire directe de l'Iran et de son réseau d'alliés régionaux. Les adversaires de l'Iran, notamment les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite, envisagent de renforcer leurs liens de sécurité afin de contrer la République islamique. L'économie s'effondre et pourrait être encore plus touchée avec le durcissement des sanctions américaines.

Accident ou attentat ?

La mort de Raïssi pourrait également entraîner le chaos dans la lutte qui s'annonce en Iran, en éliminant l'un des deux principaux candidats au poste de grand chef Khamenei. Les raisons de l'écrasement de l'hélicoptère transportant le président restent peu claires. La version officielle fait état de mauvaises conditions météorologiques, pluie, brouillard, mauvaise visibilité. Au point que les secouristes n'ont pu voler à la recherche du président, et même les drones n'ont pas pu trouver le site de l'accident ; le Croissant Rouge a dû envoyer des équipes de recherche à pied.

Cependant, rien n'est jamais ce qu'il semble être dans la politique iranienne, et de nombreux Iraniens ont commencé à spéculer sur des causes de crash moins accidentelles. Ebrahim Raïssi a une longue liste d'ennemis internes, depuis les modérés (relatifs) qu'il a marginalisés jusqu'aux conser-

vateurs qui pensent qu'il a été un président incompetent. Il n'est pas déraisonnable de se demander si ses ennemis internes n'ont pas conspiré pour le tuer.

Sans surprise, certains Iraniens se sont également demandé si Israël avait joué un rôle dans l'accident. Les deux ennemis de longue date en sont venus aux armes le mois dernier, après qu'Israël a assassiné un général iranien à Damas et que l'Iran a riposté en lançant une volée de plus de 300 missiles et drones en direction d'Israël. Le Mossad, le service d'espionnage israélien, a une longue tradition d'assassinat de ses ennemis, y compris en Iran, où il a tué d'éminents scientifiques nucléaires. Mais il y a de fortes raisons de douter de l'implication d'Israël. L'Etat hébreu n'est jamais allé jusqu'à assassiner un chef d'Etat, un acte de guerre sans équivoque qui entraînerait une réponse iranienne féroce. Il serait insensé de risquer de telles conséquences pour tuer ce président-là, un homme politique profondément impopulaire qui n'a pas le dernier mot dans la plupart des décisions politiques les plus importantes de l'Iran.

Peu d'Iraniens le pleureront. Ils se souviendront de lui comme du « juge de la pendaison », un procureur de Téhéran qui a contribué à envoyer des milliers de prisonniers politiques à la potence en 1988. Ils se souviendront également de son manque de discernement dans la gestion de l'économie - un président qui a composé son cabinet avec des

militaires et des religieux - et qui a vu le rial perdre 55 % de sa valeur en moins de trois ans.

Elections sans candidat idéal

La constitution établit un processus clair pour la succession. Une nouvelle élection doit être organisée dans les 50 jours, le vice-président, Muhammad Mokhber, assumant la présidence jusqu'à cette date. Il est connu pour être un apparatchik plutôt qu'un acteur du pouvoir. Le Conseil des gardiens, un groupe d'ecclésiastiques et d'avocats, décide qui est autorisé à participer au scrutin. Avant la dernière élection présidentielle, en 2021, il a disqualifié des centaines de candidats potentiels ; sur les sept autorisés à se présenter, seul Ebrahim Raïssi avait été mis en condition d'avoir une chance plausible de l'emporter. Bien que le régime soit impopulaire auprès de nombreux Iraniens, il est probable que les dirigeants pourront réprimer toute protestation publique qui éclaterait à l'occasion d'une élection, comme il l'a fait par le passé.

Raïssi était un candidat de consensus idéal pour un régime factieux. Personne ne pouvait remettre en question ses références en matière de ligne dure, mais il ne disposait pas d'une base de pouvoir propre. Les conservateurs religieux avaient espéré l'utiliser pour promouvoir leurs intérêts, tout comme les militaires du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI). On ne voit pas très bien qui d'autre pourrait jouer ce rôle. Le CGRI semble être

en pleine ascension politique : son influence belliqueuse explique l'attaque récente et sans précédent de l'Iran contre Israël. Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement qu'il voudra être perçu comme nommant le président, en partie parce que le titulaire de ce poste est tenu pour responsable par le public de la situation économique misérable de l'Iran.

Succession suivante sans concurrence

La succession la plus cruciale, cependant, se situe un peu plus loin dans l'avenir. L'aya-

tollah Khamenei a eu 85 ans le mois dernier. Ces dernières années, les Iraniens ont pensé qu'il n'y avait que deux candidats principaux pour prendre sa place après sa mort. L'un était le second fils de Khamenei, Mojtaba, qui a fait valoir ses compétences religieuses ces dernières années et s'est engagé à assurer la longévité du régime. L'autre était Raïssi. Bien que d'autres ecclésiastiques soient mentionnés comme des candidats de second plan, il est difficile d'imaginer qu'ils obtiennent un soutien suffisant. Néanmoins, aucun des deux candidats ne dis-

posait d'une avance évidente : le premier représenterait un transfert de pouvoir héréditaire dans un régime qui est arrivé au pouvoir en renversant une monarchie héréditaire ; le second était fort impopulaire. Avec sa mort, Mojtaba semble avoir une voie toute tracée vers le sommet. Il s'appuierait sur le CGRI pour faire face à toute protestation, ce qui, en retour, pourrait renforcer le rôle du CGRI au sein du régime. L'Iran pourrait passer d'un régime hybride, militaire et clérical, à un régime plus militaire. Cela pourrait signifier moins de conservatisme religieux à l'intérieur

du pays, mais encore plus d'antagonisme à l'étranger.

Pendant des années, les partisans de la ligne dure ont tenté d'assurer une succession en douceur : ils ont installé Raïssi à la présidence et un groupe de conservateurs au parlement. Aujourd'hui, ils devront trouver un nouveau président à brève échéance, et certains politiciens se demanderont si d'autres politiciens n'ont pas orchestré l'accident d'hélicoptère pour servir leurs intérêts. Les jours à venir s'annoncent difficiles à Téhéran.



avec AFP
22 Mai 2024

L'Italie annonce le démantèlement d'un groupe criminel turc aux « objectifs terroristes »

La police italienne a annoncé ce mercredi le démantèlement d'un groupe armé turc «avec des objectifs terroristes» et l'arrestation de 19 personnes dont un boss d'origine kurde liées à des attaques récentes en Turquie. Des centaines de policiers ont été mobilisés en Italie, en Suisse, en Allemagne et en Turquie pour arrêter ces ressortissants turcs faisant partie d'un présumé réseau criminel «visant à mettre en place une association terroriste pour commettre des attaques». Le groupe est également soupçonné de meurtres, de [trafic international de drogue](#) et d'[aide](#)

[à l'immigration illégale](#), a précisé dans son communiqué la police, qui a eu recours à une série «complexe» d'écoutes téléphoniques et a bénéficié de l'assistance d'Interpol.

Baris Boyun, 39 ans, chef d'un gang soupçonné de meurtres en Turquie, a été arrêté par des policiers italiens et turcs à Viterbe, au nord de Rome, où il était déjà assigné à résidence depuis une première arrestation en août 2022 sur la base d'un mandat d'arrêt international. Son extradition en Turquie avait été refusée par un tribunal italien. En Turquie, le ministre de l'Intérieur Ali Yer-

likaya a indiqué que 17 des personnes arrêtées étaient turques, dont Baris Boyun, et les deux autres italiennes.

Attaque armée contre une réunion électorale à Istanbul

En février, ce gang a été lié à une attaque armée contre une réunion électorale à Istanbul du candidat à la mairie du parti AKP du [président Recep Tayyip Erdogan aux élections locales du 31 mars](#). Le ministre turc de l'Intérieur avait annoncé en mars une opération d'envergure contre ce groupe, qui a conduit à l'arrestation de 13 personnes dans la province

de Tekirdag (nord-ouest) soupçonnées de planifier des assassinats et des attaques armées. Huit autres personnes soupçonnées de faire partie de ce gang avaient été interpellées en avril à Izmir, selon le ministre.

Selon un communiqué du parquet de Milan, le groupe criminel présent en Italie était «lié à d'autres groupes étrangers, répartis sur le territoire européen», tous «connectés en eux et capables de s'entraider sur le plan logistique, notamment pour la fourniture d'armes et d'hommes».



Siavosh Ghazi
22 Mai 2024

Iran: une foule très compacte rassemblée à Téhéran pour les obsèques du président Raïssi

Des dizaines de milliers d'Iraniens se sont rassemblés tôt ce mercredi 22 mai dans le centre de Téhéran pour rendre un dernier hommage au président iranien Ebrahim Raïssi, tué dimanche 19 mai dans le crash d'un hélicoptère

Des centaines de milliers de personnes sont dans les rues de la capitale ce matin pour rendre un hommage au président. Une foule très compacte et très importante s'est réunie à l'université de **Téhéran**. La prière funéraire a été prononcée par le guide suprême iranien en présence des dirigeants politiques et militaires du pays, mais aussi par des invités étrangers, notamment Ismaïl Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas. Beaucoup de personnes sont venues très spontanément rendre un dernier hommage au président d'État **Ebrahim Raïssi**.

Les huit cercueils seront emmenés de l'université jusqu'à la place Enghelab à cinq kilomètres de là. Le cercueil du président sera ensuite **emmené par avion** à Mashad, dans le nord-est de l'Iran, sa ville natale. Il avait demandé à être enterré dans cette ville sainte et religieuse du pays où il y a le mausolée de l'imam Reza, le huitième successeur du prophète Mahomet qui est très vénéré par les musulmans chiïtes, majoritaires en Iran.

Dans les rues de la capitale, des anonymes et des personnalités étrangères

Ismaïl Haniyeh a fait le déplacement pour rendre un dernier hommage au président Raïssi.



Des personnes en deuil assistent aux funérailles du président iranien Ebrahim Raïssi, à Téhéran, le 22 mai 2024. © Atta Kenare / AFP

Il faut savoir que depuis le début de la guerre à Gaza, le président Raïssi et son ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, ont joué un rôle très important pour soutenir le Hamas, le Hezbollah libanais et les autres groupes de l'axe de la résistance, comme on les appelle.

À chaque fois, le président Raïssi est monté au créneau pour soutenir et apporter un soutien politique, mais aussi diplomatique au Hamas, qui

est soutenu par ailleurs par l'Iran militairement. Il a joué un rôle très important dans la mobilisation des forces anti-israéliennes. Et c'est notamment pour cela qu'Ismaïl Haniyeh est venu lui rendre hommage à l'université de Téhéran.

Décrié par une partie de la population pour son rôle lors du mouvement de protestation après la mort de Mahsa Amini en 2022, le président Raïssi était néanmoins très populaire chez les plus démunis. Parmi

la foule immense, beaucoup n'arrivent pas à retenir leurs larmes. De nombreux Téhéranais sont venus en famille rendre un dernier hommage à Ebrahim Raïssi comme c'est le cas d'Emad, un enseignant d'une cinquantaine d'années : « *Ebrahim Rahim Raïssi a montré au cours des trois dernières années que malgré les sanctions et les difficultés, on pouvait travailler pour le pays et le peuple. C'est vrai que les sanctions se sont aggravées, mais il a montré qu'on pouvait voya-*

ger à travers le pays et agir pour les gens. Et même dans cette situation difficile, préserver les slogans et les valeurs de la révolution. Cette foule est vraiment sans précédent. »

Un sentiment partagé par Fatemeh, également enseignante, venue en famille rendre, elle aussi, un dernier hommage : « Le président Raïssi était très populaire. Il était dans le cœur

des gens, en particulier les gens les plus démunis, à cause de ce qu'il a fait. Comme vous pouvez le voir, les gens pleurent son départ et sont en douleur, beaucoup sont venus avec leurs

petits enfants pour partager la même douleur. »

La mort d'Ebrahim Raïssi crée un véritable vide politique que son successeur devra remplir.



May 22, 2024

Kurdish leaders attend Raisi funeral in Tehran

ERBIL, Kurdistan Region - A top delegation from the Kurdistan Region visited Tehran on Wednesday to attend the funeral processions of late Iranian President Ebrahim Raisi and his companions who lost their lives in a helicopter crash earlier this week.

The delegation, including President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani, visited Tehran to pay their respects to Raisi and several top Iranian officials, including Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian, who were killed on Sunday after their helicopter crashed in a rugged, mountainous region in East Azerbaijan province.

The crash occurred in a mountainous area with dense fog and bad weather conditions when the delegation was returning from the inauguration ceremony of a joint dam project by Iran and neighboring Azerbaijan. The death of the officials was confirmed after rescue teams found the crashed chopper early Monday. Kurdistan Region Deputy Prime Minister Qubad Talabani



Top Kurdish leaders including President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani attending the funeral ceremony of late Iranian President Ebrahim Raisi on May 22, 2024. Photo: Office of President Barzani

and Interior Minister Rebar Ahmed were also among the Kurdish delegation which flew from Erbil.

“The delegation extended their condolences to the leadership, government, and people of the Islamic Republic of Iran, to the family and friends of the late

President Ebrahim Raisi and his companions,” said a statement from the Kurdistan Region Presidency.

Earlier this month, President Barzani made a visit to Tehran to discuss Erbil-Tehran ties, which were harmed in January after Iran launched deadly mis-

sile strikes on the Kurdish capital under the pretext of targeting Mossad bases - a claim vehemently denied by Kurdish officials.

On Tuesday, Prime Minister Barzani visited the Iranian consulate in Erbil to offer his condolences to the death of Raisi and his delegation.



May 22, 2024

Two ‘dangerous’ ISIS leaders captured in Rojava: SDF

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) announced on Tuesday the arrest of two “dangerous” Islamic State (ISIS) leaders during security operations in the cities of Qamishli and Raqqa.

“The Military Operations Teams (MOT) of our SDF forces have conducted two precise security operations that resulted in capturing two ISIS leaders in the cities of Qamishlo and Raqqa,” read a statement from the SDF.

The two leaders were identified as Ahmed Mahmoud al-Qurashi, going under the alias of Abu Moaz al-Kurdi, and Ahmed Thamer al-Muhammad. Quashi was arrested in Qamishli, and Muhammad was arrested in Raqqa.

According to the statement, Qurashi was involved in an explosive car attack in the al-Shuhail town in Deir ez-Zor.



The two "dangerous" ISIS leaders captured by the SDF on May 21, 2024. Photo: SDF

ISIS rose to power and seized swathes of Iraqi and Syrian land in a brazen offensive in 2014, declaring a so-called “caliphate.”

While the group was declared territorially defeated in 2017 and 2019 respectively, it continues to pose serious security risks through hit-and-run attacks, bombings, and abductions, es-

pecially across the vast expanses of the Syrian desert as well as several Iraqi provinces.

The Kurdish-led and US-backed SDF, who control northeast Syria (Rojava), fought the lion's share of the battle against ISIS and arrested thousands of the terror group's fighters along with their wives and children when they crushed ISIS ter-

ritorially and took the group's last stronghold in Syria in 2019.

In late March, the SDF warned that ISIS still poses a threat to the world and the region as its defeat “requires dismantling its ideological breeding ground,”

En Iran, des milliers de personnes rassemblées avant l'inhumation du président Ebrahim Raïssi, mort dans un crash d'hélicoptère

Les quotidiens conservateurs ont salué des « adieux épiques » pour le président iranien, à jamais « dans le cœur du peuple », selon le journal gouvernemental « Iran ».

Des milliers de personnes ont défilé jeudi 23 mai à Birjand, chef-lieu de la province du Khorasan-Méridional, au dernier jour des cérémonies funéraires à la mémoire du président Ebrahim Raïssi, quelques jours après avoir trouvé la mort dans un crash d'hélicoptère. A Machhad, la deuxième ville la plus peuplée et principale ville sainte d'Iran, où Ebrahim Raïssi est né, des portraits géants du président défunt, des drapeaux noirs et des symboles chiites ont été érigés dans les rues, notamment autour du sanctuaire de Shah Abdolazim.

La veille, à Téhéran, une foule immense s'était rassemblée dans le centre pour rendre un dernier hommage au président célébré comme un martyr depuis sa mort. Mercredi, jour déclaré férié, les cérémonies ont débuté par une prière dirigée par le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui s'est prosterné devant les cercueils des huit hommes tués dans le crash.

Ces cérémonies se sont déroulées selon la tradition des grands rassemblements ayant marqué les quarante-cinq premières années de la République islamique, comme celui ayant suivi la mort du général Ghassem Soleimani, tué par une frappe américaine en Irak en 2020.

Publiant des photos de la foule en première page, les quotidiens conservateurs saluaient jeudi des « adieux épiques », des « adieux vers le paradis » pour le président défunt, à jamais « dans le cœur du peuple », selon le journal gouvernemental *Iran*. Plus sobrement, les quotidiens réformateurs titraient,



Le cercueil du défunt président iranien Ebrahim Raisi porté lors de sa cérémonie d'enterrement à Machhad, en Iran, le 23 mai 2024. IRAN'S PRESIDENCY/WANA / VIA REUTERS

à l'image de *Sazandegi*, sur « le dernier adieu ».

Aucun pays de l'Union européenne n'était représenté

Des dirigeants de pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie, notamment l'émir du Qatar Tamim Ben Hamad Al Thani, ont assisté dans l'après-midi à une cérémonie d'hommage, à laquelle étaient représentés une soixantaine de pays. Le président tunisien, Kaïs Saïed, premier dirigeant de ce pays à se rendre en Iran depuis la révolution, a été reçu par l'ayatollah Khamenei.

Aucun pays de l'Union européenne n'était représenté à la cérémonie, alors que les relations de l'Iran avec les pays occidentaux restent

très tendues. Des ambassadeurs en poste à Téhéran ont assisté jeudi matin à une cérémonie en hommage au chef de la diplomatie défunt, Hossein Amir Abdollahian, organisée au ministère des affaires étrangères.

Ebrahim Raïssi, qui présidait l'Iran depuis 2021, est mort à 63 ans dans la chute de l'hélicoptère qui l'amenait dimanche vers Tabriz (nord-ouest) après avoir assisté à l'inauguration conjointe d'un barrage avec son homologue azerbaïdjanais, Ilham Aliiev, à leur frontière commune.

Le processus de remplacement

L'ancien président de la République islamique, qui était ayatollah, doit être enterré jeudi dans le sanctuaire

de Shah Abdolazim, à Rey, au sud de Téhéran. Il reposera dans le principal mausolée chiite du pays, celui de l'imam Reza, un lieu visité par des millions de pèlerins chaque année.

Dans le même temps, les autorités s'activent pour organiser le processus de remplacement d'Ebrahim Raïssi. Le président par intérim, Mohammad Mokhber, 68 ans, a notamment pour tâche de préparer l'élection présidentielle, qui se tiendra le 28 juin. A ce stade, aucune personnalité politique n'a publiquement déclaré sa candidature.

Le dépôt des candidatures à la présidentielle s'ouvre officiellement le 30 mai et la campagne électorale débute le 12 juin.

Iran : de Tabriz à Machhad, trois jours de cérémonies funéraires en grande pompe pour le président Raïssi

À l'issue des trois jours de funérailles en hommage aux victimes de l'accident d'hélicoptère survenu dimanche, le président défunt Ebrahim Raïssi doit être inhumé ce jeudi dans le principal mausolée chiite du pays situé à Machhad, sa ville natale.

Ce jeudi marque le dernier jour des **cérémonies funéraires** pour le président Ebrahim Raïssi. En Iran, des milliers de personnes ont défilé ces trois derniers jours, dans plusieurs villes du pays à la mémoire du président qui a trouvé la mort dimanche dans un **crash d'hélicoptère**.

L'ancien président de la République islamique doit être enterré jeudi dans la ville sainte de Machhad, qui est également sa ville natale, quatre jours après avoir été tué dans un accident d'hélicoptère avec le ministre des Affaires étrangères Hossein Amirabdollahian et six autres personnes. Lui qui était ayatollah, doit être inhumé dans le principal mausolée chiite du pays, celui de l'imam Reza, un lieu visité par des millions de pèlerins chaque année.

Une foule immense

Dès mardi, une immense foule s'était rassemblée à Tabriz, dans la province de l'Azerbaïdjan oriental, où les corps des huit victimes avaient été amenés après avoir été retrouvés dans l'épave de l'hélicoptère. Des personnes se sont pressées autour du camion transportant les cercueils.

Une foule rassemblée mardi à Tabriz, dans la province de l'Azerbaïdjan oriental, entourant les corps des neuf victimes. Stringer / REUTERS
Cortège funèbre à Tabriz, capitale de la province iranienne de l'Azerbaïdjan oriental, le 21 mai 2024. - / AFP
Des personnes se recueillent autour d'un camion transportant les cercueils du président Ebrahim Raïssi et des autres victimes à Tabriz. ATA DADASHI / AFP

Mercredi, c'est à Téhéran que des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées dans le centre de la capitale, pour rendre un dernier hommage au président célébré comme un «*martyr*» après son décès. Ces cérémonies se sont déroulées selon la tradition des grands rassemblements ayant marqué les 45 premières années de la République islamique, comme celui ayant suivi la mort du général **Qassem Soleimani**, un haut responsable militaire tué par une frappe américaine en Irak en 2020.

Funérailles des victimes de l'accident d'hélicoptère qui a tué le président iranien Ebrahim Raisi, le ministre des Affaires étrangères Hossein Amirabdollahian et d'autres passagers, à Téhéran, le 22

mai 2024. Majid Asgaripour / REUTERS
Des quotidiens conservateurs ont souligné le grand nombre de personnes ayant marché à Téhéran en hommage au président défunt. Majid Asgaripour / REUTERS

Mercredi, jour déclaré férié, les cérémonies ont débuté par une prière dirigée par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui s'est prosterné devant les cercueils des huit hommes tués dans le crash.

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, préside la prière lors des funérailles des victimes de l'accident d'hélicoptère. enei.ir / REUTERS

Publiant des photos de la foule en première page, les quotidiens conservateurs ont salué jeudi des «*adieux épiques*», des «*adieux vers le paradis*» pour le président défunt, à jamais «*dans le cœur du peuple*», selon le journal du gouvernement Iran. Plus sobrement, les quotidiens réformateurs ont titré, à l'image de Sazandegi, sur «*le dernier adieu*».

Des personnes en deuil assistent aux funérailles du président iranien Ebrahim Raïssi à

Téhéran, Iran, le 22 mai 2024. Majid Asgaripour / REUTERS
Des femmes en deuil tiennent le portrait du président défunt. Majid Asgaripour / REUTERS
Aucun pays de l'Union européenne n'était représenté à la cérémonie, alors que les relations de l'Iran avec les pays occidentaux restent très tendues. Mais des dirigeants de pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie, notamment l'émir du Qatar Tamim ben Hamad al-Thani, ont assisté dans l'après-midi à une cérémonie d'hommage, à laquelle étaient représentés une soixantaine de pays. Le président tunisien, Kaïs Saïed, premier dirigeant de ce pays à se rendre en Iran depuis la révolution, a été reçu par l'ayatollah Khamenei.

L'ayatollah Khamenei a reçu tour à tour le président tunisien, Kaïs Saïed, l'émir du Qatar Tamim ben Hamad al-Thani et le chef du Hamas, Ismail Haniyeh. - / AFP

Ce jeudi à Machhad, la deuxième ville la plus peuplée et principale ville sainte d'Iran, des portraits géants du président défunt, des drapeaux noirs et des symboles chiites ont été érigés dans les rues, notamment autour du sanctuaire de Reza.



Kirkuk Minute | May 23, 2024

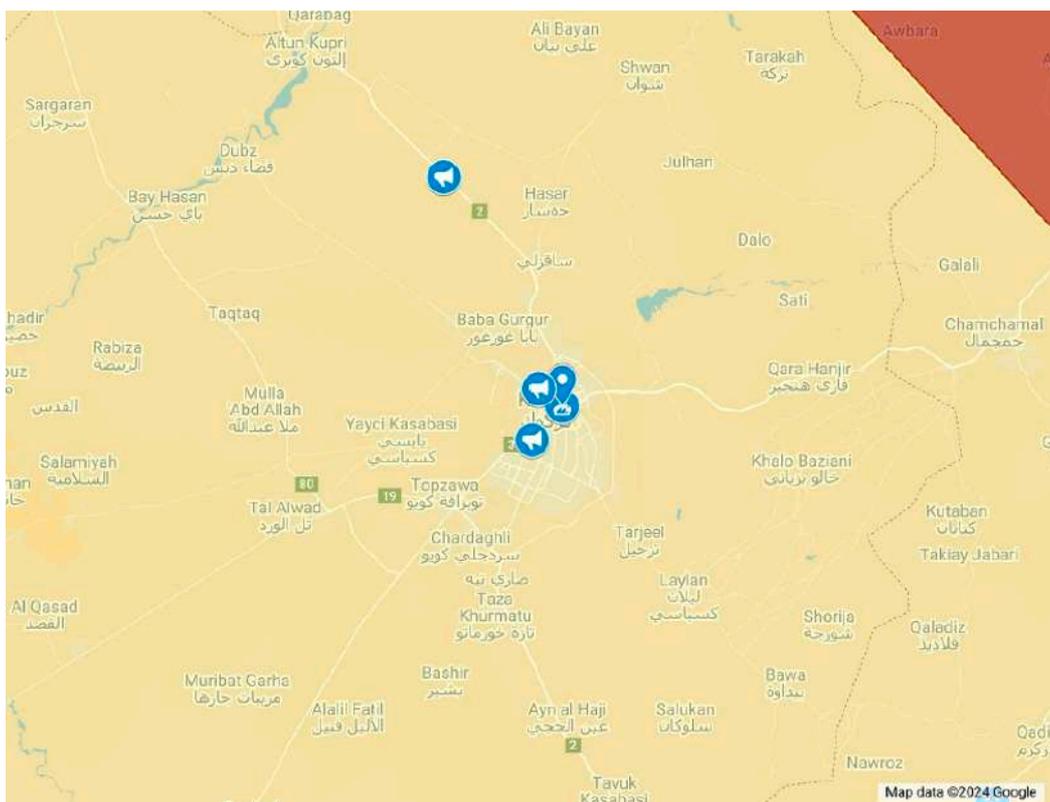
A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

Kirkuk

Despite a political agreement before the formation of the Iraqi government to transfer the security responsibilities in Kirkuk from the military to the local police, the Ministry of Interior [announced delays](#) in this process until 2025. This decision applies only to Kirkuk province and the capital Baghdad. Since [October 16, 2017](#), the Iraqi military has failed to manage Kirkuk's security, amid increasing terrorist attacks.

After settlers raided Kurdish farms in the Palkana village, a [delegation](#) from the Iraqi parliament, led by Deputy Speaker Shakhawan Abdullah, visited the area and met with both Arab settlers and native Kurds. According to a statement from Abdullah's office, the meeting emphasized the need to "continue working to restore rights" to the "rightful owners" and "assess the damages" due to the tension and abuses that occurred in those areas, and to compensate those affected. [On May 8](#), settlers attacked Kurdish farmers harvesting their lands. These farmlands had been stripped from Kurds and given to settlers by the former Iraqi regime as part of its Arabization policies in Kurdish areas. [On May 22](#), [Wasi al Asi](#), head of the al Obiad tribe, stated he was able to stop the vote for annulling the former Iraqi regime's laws regarding the Kurdish lands.

[On May 19](#), a large fire burned 33 shops and 14 storage units in the grand bazaar of Kirkuk, known as "Khan Beroqdar." According to initial reports from the civil defense department, a power shortage caused the fire. However, Hassan Turan, head of the Turkish-backed Turkmen Front, [claimed](#) that police had received a "warning" about plans by "outlaws" to set the market on fire. In late 2019, a fire destroyed the historical market in Kirkuk, but Turkey sponsored its renovation



since the market was built during the Ottoman era.

[On May 15](#), the Department of Education in Kirkuk issued a rule preventing male teachers from teaching at girls' middle and high schools and female teachers from teaching at boys' middle and high schools across the province. The department's orders set a three-day deadline for implementation. Lisa Kakié, a senior member of the Kurdistan Democratic Party (KDP) in Kirkuk, [stated](#) that her party will have a candidate for Kirkuk's governorship. Kakié denied having agreements with other parties and reaffirmed that the governor must be Kurdish. Five months after local elections, Kirkuk's administration is still not formed, amid divisions between Kurds, Arabs, and Turkmen.

After connecting the gas line from Khor Mor to the Kirkuk Gas Company, the Iraqi government is set

to sign a contract with Dana Gas, the operator of the field. However, the Ministry of Natural Resources of the Kurdistan Region [stated that Dana Gas](#) has a contract to supply gas for electricity in Kurdistan. Baghdad and Erbil have yet to agree on the gas field's production as it is within Kurdistan's territories. Separately, [on May 18](#), Iraq's Oil Ministry announced it had sent a technical delegation to Kirkuk's new private refinery, describing its construction as the most important project. The refinery has the capacity to intake 12,000 oil barrels to produce gas and kerosene, and its construction is 90% complete. Recently, the Iraqi government [issued seven](#) demands to the refinery, including the production of high-quality oil derivatives.

Tuz Khurmatu

According to a [report by Kirkuk Now](#), only 10% of Tuz Khurmatu's

posts are allocated to Kurds after a consensus by Saladin's provincial council. 65% of the posts were given to Shia Turkmens, while Sunni Arabs received 25% of the positions. Since October 16, 2017, thousands of Kurds have been either displaced by Iranian-backed militias or have left the district due to discrimination. The recent distribution of posts reflects that Kurds do not hold any senior positions in the district.

Shingal (Sinjar)

[On May 22](#), nearly one thousand Yazidis, encompassing 80 families, returned to Shingal, according to the Ministry of Displacement and Migration. These displaced Yazidis returned from camps in Duhok in the Kurdistan region. Shingal remains unstable for the return of displaced families, who took refuge in Kurdistan following the ISIS genocide in 2014.

Syrie : l'archipel de la torture en procès à la cour d'assises de Paris

Trois hauts responsables des services de renseignement syriens sont jugés en leur absence pour complicité de crimes contre l'humanité et de délit de guerre. Plusieurs de leurs victimes ont témoigné, jeudi, du caractère systématique de la torture.

Un jour, nos geôliers ont décidé de demander nos professions. L'un d'entre nous a dit qu'il était médecin. Ils l'ont torturé bien plus que tous les autres. Abdul Rahman (les noms de famille des témoins ne sont pas mentionnés par mesure de sécurité pour leur famille) marque un temps d'arrêt. Il essaie de reprendre : « Sa photo se trouve parmi les images révélées par "César" », du nom d'un photographe légiste, qui a exfiltré de Syrie [quelque 45 000 clichés de cadavres correspondant à 6 700 morts](#). La veille, une vingtaine de photographies de corps affreusement suppliciés avaient été diffusées à l'audience.

Abdul Rahman n'arrive pas à reprendre son récit. Il réclame de l'eau, un mouchoir, tâche d'essuyer les larmes qui coulent en silence jusque sur sa barbe. Le président de la cour lui propose une chaise, puis une suspension d'audience. Dix minutes plus tard, le trentenaire, à la taille haute et aux cheveux longs ramenés en chignon, reprend le récit de son calvaire.

Jeudi 23 mai, au troisième jour du procès de trois hauts responsables des services de renseignement syriens accusés de complicité de crimes contre l'humanité et de complicité de délit de guerre, l'émotion a fait son entrée à la cour d'assises de Paris.

Ali Mamlouk, ex-chef du bureau de la sécurité nationale ; Jamil Hassan, ex-directeur du très redouté service de renseignement de l'armée de l'air, considéré comme le plus féroce de l'appareil sécuritaire syrien ; et Abdel Salam Mahmoud, ex-di-

recteur du département des enquêtes de ce service, sont jugés, en leur absence, pour la disparition forcée et la mort sous la torture de Mazzen et Patrick Dabbagh, un père et son fils, de nationalité franco-syrienne, arrêtés en novembre 2013 à Damas, emmenés à l'aéroport militaire de Mazzeh, siège des renseignements de l'armée de l'air, et déclarés morts en 2018.

Abdul Rahman, lui, a été arrêté dès avril 2011, un mois après le début du soulèvement démocratique syrien. Les hommes des services cherchaient son frère, un activiste connu. Comme les autres, il a été battu à son arrivée à l'aéroport militaire, déshabillé, poignets liés, yeux bandés. Il y a passé quarante jours. Chaque douche, chaque sortie aux toilettes se doublait de coups. Arrêté une nouvelle fois en 2012, alors qu'il s'est engagé dans une ONG de défense des droits de l'homme, il est de nouveau conduit à Mazzeh dans une cellule de 1,5 mètre carré pour sept personnes : « On dormait à tour de rôle faute de place. »

Chaque jour, trois prisonniers torturés, juste pour la routine

Puis, il est transféré comme du bétail à la 4^e division, commandée par Maher Al-Assad, le petit frère du président syrien, où il est quotidiennement torturé : coups de câbles électriques, de chaînes ou de barres en métal, de tuyaux en plastique, sur les flancs, le dos, la plante des pieds, coups de pied, de poings, électrochocs. « Chacun avait sa spécialité », raconte-t-il. Les os de sa poitrine

craquent encore quand il respire trop fort.

La cellule, qui a compté jusqu'à 120 détenus pour 40 mètres carrés, n'avait qu'un seau pour les besoins et un lavabo pour se laver. La lumière était constamment allumée, les yeux toujours bandés. Chaque jour, le kapo de la cellule devait désigner trois prisonniers à torturer. Juste pour la routine. Abdul Rahman est sorti au bout d'un an.

Comme l'a très bien expliqué le chercheur Ziad Majed au premier jour d'audience, mardi 21 mai, l'univers carcéral est la véritable « colonne vertébrale » du régime bâti par Hafez Al-Assad depuis 1970 et hérité par son fils Bachar en 2000. « C'est un moyen de paralyser toute la société avec des centaines de milliers de prisonniers et de disparus, qui engendrent une culture de la rumeur : personne ne sait qui est vivant ou mort, qui est où. Il s'est développé toute une économie de la rançon autour de ça, complète-t-il. La prison est un moyen de garder la Syrie sous contrôle et de transformer les Syriens en fantômes. » Le système carcéral est d'ailleurs, aujourd'hui, le seul endroit où s'exerce la « vraie souveraineté » du régime Assad, dont le territoire est morcelé.

Nasser, ancien étudiant en droit et aujourd'hui restaurateur, a la quarantaine. Lui aussi a connu l'enfer de Mazzeh : « Nous avons perdu les plus belles années de notre jeunesse », dit-il. Interpellé chez lui, en mai 2011, à Moadamiyeh en même temps que plusieurs centaines d'habitants de ce

quartier stratégique jouxtant l'aéroport militaire, ce fils d'opposant est lui aussi placé dans une cellule de 40 mètres carrés avec plus de 120 autres détenus.

Simulacre d'exécution

Il se fait casser les dents dès le deuxième jour. Il voit passer un enfant de 13 ans, un vieillard de 70 ans. « Les interrogatoires ne visaient pas à avoir des réponses », raconte-t-il. Un jour, il est conduit dans le bureau de Jamil Hassan, qui lui demande où se trouvent les membres de sa famille. Il répond : « Ça fait deux mois que vous me demandez la même chose, je vous répète que je ne sais pas. » Le chef des renseignements de l'armée de l'air entre dans une colère noire et hurle : « Mettez-le sur la liste des personnes à punir. Je veux l'entendre hurler. »

Nasser est alors suspendu par les poignets en hauteur. Il ne peut se tenir que sur la pointe des orteils. En le détachant le lendemain, le garde lui luxe l'épaule. Plus tard, il est électrocuté sur les parties génitales, brûlé à la cigarette, témoigne-t-il. Il a aussi été placé dans un pneu pendant plusieurs heures et subi un simulacre d'exécution. Quand il a demandé à être tué plutôt que torturé une nouvelle fois, ses gardiens lui ont piétiné l'épaule blessée. A sa libération, trois mois plus tard, on lui fait signer des aveux les yeux bandés. Quelque temps plus tard, il comprend que, parmi les papiers qu'il a signés à son insu, se trouvaient des expropriations de terrains données à des proches du régime.

Obeida Dabbagh, partie civile avec sa femme Hanane, ne sait toujours pas pourquoi son neveu Patrick puis son frère Mazzen ont été arrêtés respectivement les 3 et 4 novembre 2013 à leur domicile. Cette question le hante. Mais il n'a aucun doute qu'ils ont été conduits à Mazzeh, où le beau-frère de Mazzen, Nasser, l'a vu pour la dernière fois. Nasser

a été relâché, probablement à cause du fait qu'il travaille pour Mohammed Hamcho, un riche homme d'affaires proche de Maher Al-Assad. Pas Patrick et Mazzen, qui ne bénéficiaient pas de protection particulière.

Le scénario de leur arrestation, en deux soirées successives, laisse penser que les membres des services de renseignement

de l'armée de l'air venus arrêter le fils le premier jour, sont revenus chercher le père le lendemain pour pouvoir dérober sa voiture qu'ils avaient repérée, puis son logement qu'ils avaient perquisitionné. Dès 2016, alors que leur sort n'est toujours pas connu, un jugement d'expropriation attribue l'immeuble de Mazzen Dabbagh à l'Etat syrien... qui s'empresse de le

louer pour des loyers dérisoires à Abdel Salam Mahmoud, chef des enquêtes à Mazzeh, à un autre geôlier et à l'avocat ayant servi à régulariser l'expropriation. Pour Obeida Dabbagh, Patrick et Mazzen sont « *les porte-parole des centaines de milliers de Syriens qui ont subi le même sort qu'eux* ».

Le Monde

Laurent Carpentier
24 mai 2024

Mohammad Rasoulof, cinéaste en cavale au Festival de Cannes

Le réalisateur iranien moult fois récompensé, qui a fui clandestinement l'Iran pour échapper à une lourde peine de prison, présente vendredi en compétition son dernier film, « Les Graines du figuier sauvage ».

Il n'a rien perdu de son énergie. Râblé, teint mat, cheveu grisonnant, on a retrouvé Mohammad Rasoulof au lieu du rendez-vous, jeudi 23 mai, au milieu du Palais des festivals, à Cannes, seul, anonyme, souriant sous ses traits tirés, intact. « *Je ne voulais pas retourner en prison*, résume-t-il. *J'y suis allé. J'ai été à l'isolement pendant quarante jours dans une pièce grande comme ce canapé. Puis dans des cellules à peine plus grandes. Pas de tortures physiques – ils évitent avec les gens qui ont accès aux médias –, mais d'autres trucs comme de ne pas vous laisser aller aux toilettes pendant des heures, qui fait que vous n'osez plus manger, plus boire... Et puis, j'ai connu des prisons où vous êtes quasiment libre de circuler. J'y ai vu des choses hallucinantes. Des voleurs à qui on avait coupé les doigts parce que c'est la peine encourue dans la loi islamique. Ils ont une espèce de petite guillotine pour ça. Sauf qu'immédiatement après ils envoient les condamnés à l'hôpital pour se les refaire greffer. Parce que,*

si l'islam a dit qu'il faut les couper, il n'a pas dit qu'il ne faut pas les recoller. On les renvoie en prison avec leurs greffes. Certaines prennent, d'autres, non. Ils sont tous là avec leurs pansements... »

Alors que Mohammad Rasoulof vient de traverser à pied, à travers la montagne, les frontières de l'Iran, pour échapper à une condamnation de huit ans de prison dont cinq fermes pour « collusion contre la sécurité nationale », on ne peut s'empêcher d'admirer la résilience du réalisateur qui n'aime rien tant que démêler les ambivalences de ses frères humains. Vendredi 24 mai, le passager clandestin du Festival présente en compétition officielle *Les Graines du figuier sauvage*, l'histoire d'un juge d'instruction face au poids de ses décisions à l'heure d'une révolte populaire. Film que, déjà, de Téhéran, les mollahs vouent aux gémonies.

Comme pour ses films précédents, qui pointaient la misère sociale (*La Vie sur l'eau*, à la Quinzaine des réalisateurs

en 2005), la répression, l'exil, la corruption (*Au revoir, 2011 ; Les manuscrits ne brûlent pas, 2013 ; Un homme intègre, 2017*, tous présentés dans la section Un certain regard), ou la banalité du mal, chère à Hannah Arendt (*Le Diable n'existe pas, Ours d'or à Berlin en 2020*), le réalisateur a cette fois-ci encore contourné les interdictions, et tout fait « *pour pouvoir travailler sans que rien ne s'ébruite. On a vraiment pris toutes les précautions. Une fois que c'était en postproduction, j'étais tranquille. Le film n'était plus en Iran. C'est à l'étranger qu'il était en train d'être travaillé, mais, pendant tout le temps du tournage, j'étais vraiment inquiet.* »

L'exil ou la geôle

Lorsqu'il y a un mois le résultat de son procès en appel est tombé, il a eu quelques heures pour se décider : l'exil ou la geôle. Finalement, il a jeté les appareils informatiques, les téléphones, qui pouvaient le tracer, et il est parti. Cela lui a pris trois semaines dans la plus grande clandestinité pour re-

joindre sa fille, qui étudie la médecine en Allemagne, où on lui a accordé l'asile politique. Et bien qu'il n'ait plus de passeport, Berlin et Paris se sont accordés pour lui permettre de rejoindre le Festival de Cannes. De son périple, il ne dira guère plus. « *Il y a encore beaucoup de gens qui sont susceptibles d'avoir besoin de quitter l'Iran. En général, ce genre de circuit se transmet en secret à l'intérieur de la prison. Mieux vaut ne pas en parler en dehors... »*

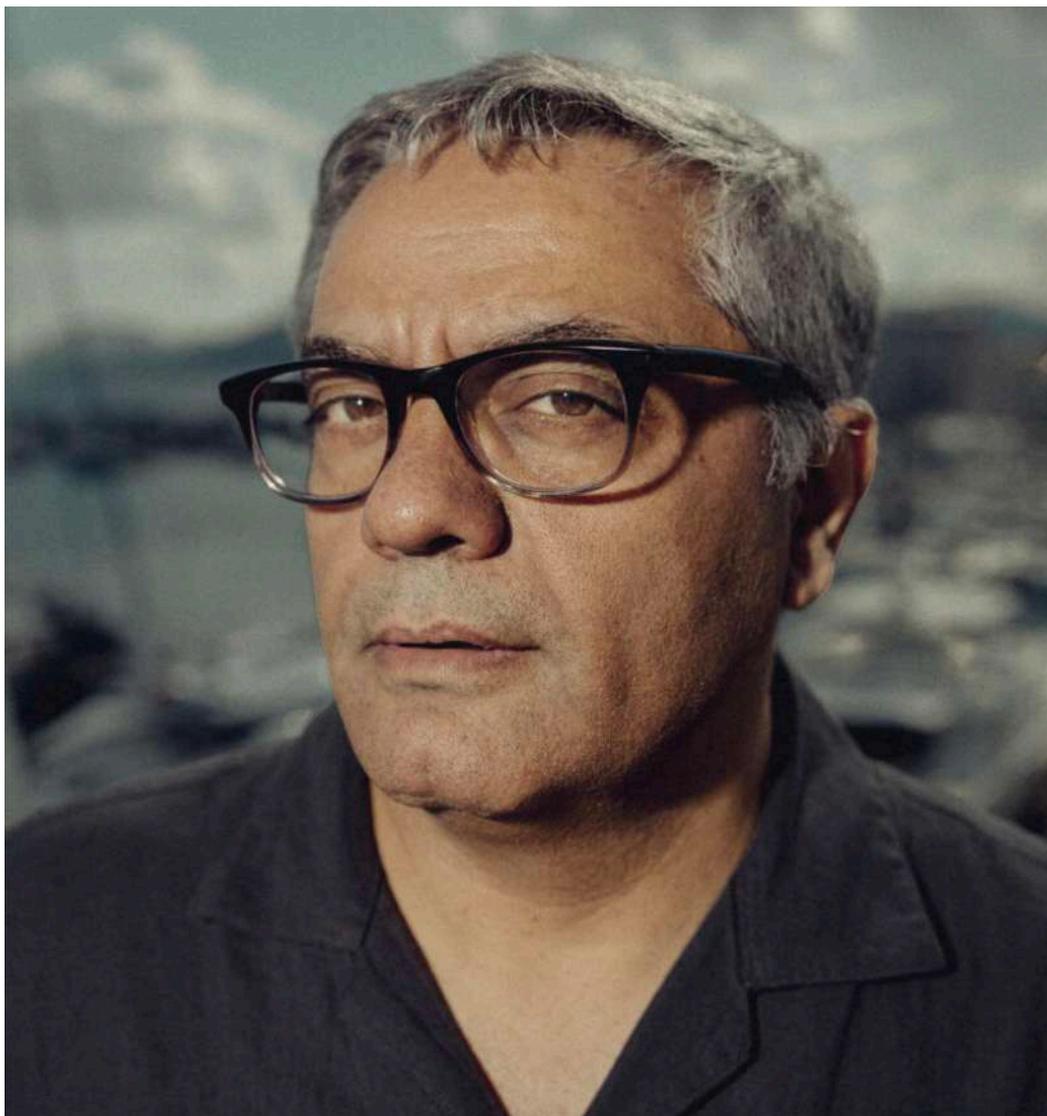
D'autant que, si certains techniciens, comme lui, ont pris la route de l'exil, une partie de l'équipe, notamment les principaux acteurs, est encore sur place, inquiétée par les sbires du régime. Sitôt réfugié en Allemagne, le réalisateur a eu beau lancer un appel à la communauté internationale pour faire pression sur l'Etat iranien, on le sent inquiet. « *Et pas seulement pour ce film ou cette équipe, mais de façon plus générale. Comment cet Etat peut-il exercer une répression tellement féroce, tellement systématique, sur des per-*

sonnes qui ne font rien d'autre que participer à l'élaboration d'une œuvre d'art ? On est en train d'empêcher les gens de vivre parce qu'ils racontent des histoires. »

Mohammad Rasoulof avait 6 ans en 1979, lorsque éclata la révolution islamique. Il se rappelle les manifestations à Ispahan, où son père, ingénieur agronome de formation, travaillait dans un complexe atomique. Celui-ci avait collé le portrait de l'ayatollah Khomeyni sur son pare-brise. La police l'avait arrêté mais laissé filé. Plus tard, toute la famille est revenue à Chiraz. Un tir groupé d'enseignants. Le père, directeur d'une école pour enfants précoces. La mère, institutrice. Son frère et ses trois sœurs à l'encan... Et lui en artiste. « J'ai d'abord été comédien parce que ma famille était très férue de théâtre. Dès l'âge de 8 ans, et jusqu'à 16-17 ans. J'ai même joué une ou deux fois pour la télévision. Mais à l'adolescence, je me suis rendu compte que ce n'était pas ce que je voulais faire. »

Thrillers politiques

Le vilain petit canard vient de découvrir, sur un poste de télévision, *L'Enigme de Kaspar Hauser (1974)*, de Werner Herzog. Il sera cinéaste. Même si, étonnamment, il s'inscrit en sociologie. « Je pensais que je pouvais apprendre la technique par moi-même sur le terrain, que ce dont j'avais besoin, c'était de matière, d'outils pour raconter des histoires, d'un corpus scientifique. Mais très vite, je me suis rendu compte que le travail académique n'était pas la solution. Qu'il valait mieux se frotter à la réalité. Ça a été le cas dès le premier film que j'ai fait, Gagooman [2002]. » Un homme et une femme se rencontrent en prison par l'intermédiaire de son directeur, ils tombent amoureux, se marient, ont un enfant, sont autorisés à se voir un jour par semaine, à vivre ensemble. « L'histoire paraissait surréaliste mais elle était vraie. Très inspiré dans la façon de travailler par *Abbas Kiarostami dans*



Mohammad Rasoulof, à Cannes, le 23 mai 2024. JULIEN MIGNOT POUR « LE MONDE »

Close-Up, j'ai découvert chemin faisant les méandres du système. C'est comme ça que la conscience politique m'est venue. »

A côté du sérieux professoral d'Asghar Farhadi ou du tranchant révolté d'un Jafar Panahi, Mohammad Rasoulof garde, à 52 ans, le panache des rebelles. Ses films sont des coups de poing, des thrillers politiques, qui vous attrapent par surprise. Il rigole. « Mon père trouve que je suis très ingrat avec la République islamique. Il n'aime toujours pas mes films. On a des relations cordiales, mais on ne peut pas parler d'autre chose que de la météo. »

Il a cette façon très orientale de s'exprimer avec les mains. C'est tout son corps qui parle.

Parfois l'iris de ses yeux remonte si haut dans leurs orbites qu'on n'en voit plus que le blanc. De toute la hauteur de notre béatitude démocratique on s'enquiert niaisement : mais maintenant que vous êtes ici, vous sentez-vous en sécurité ? « Never ! » Le mot a jailli en anglais. « Jamais... La République islamique est terroriste... »

« Chape de la théocratie »

Comment l'imaginer, lui dont l'œuvre est si intrinsèquement liée à son pays et à ses turbulences, s'installant dans l'exil, tournant des films européens ? Lui-même y réfléchit, les deux mains enserrant son crâne : « Savoir l'Univers si vaste – il existe des milliards de galaxies comme la nôtre –, et nous si peu de choses, me place dans une contradiction quasi intolérable. Celle d'être né dans un

monde où la chape de la théocratie, de l'obscurantisme religieux, fait que quelques mollahs produisent du néant, nous mettent plus bas que terre. Parfois, j'aimerais moi aussi m'élever. Mais, à un moment, il faut faire un choix sur ce à quoi on consacre sa vie. Moi, j'ai décidé de m'intéresser à mes semblables, à la société qui m'entoure, et donc de m'ériger contre ces personnes qui nous malmènent... » Il marque une pause. « Cela dit, parfois, je pense que ce choix n'est pas non plus définitif et que, peut-être, un jour, j'estimerai que cette mission que je me suis donnée, arrive à une fin, ou bien que j'en ai assez fait. J'enverrai balader le cinéma et je me consacrerai à autre chose. J'élèverai le regard. »

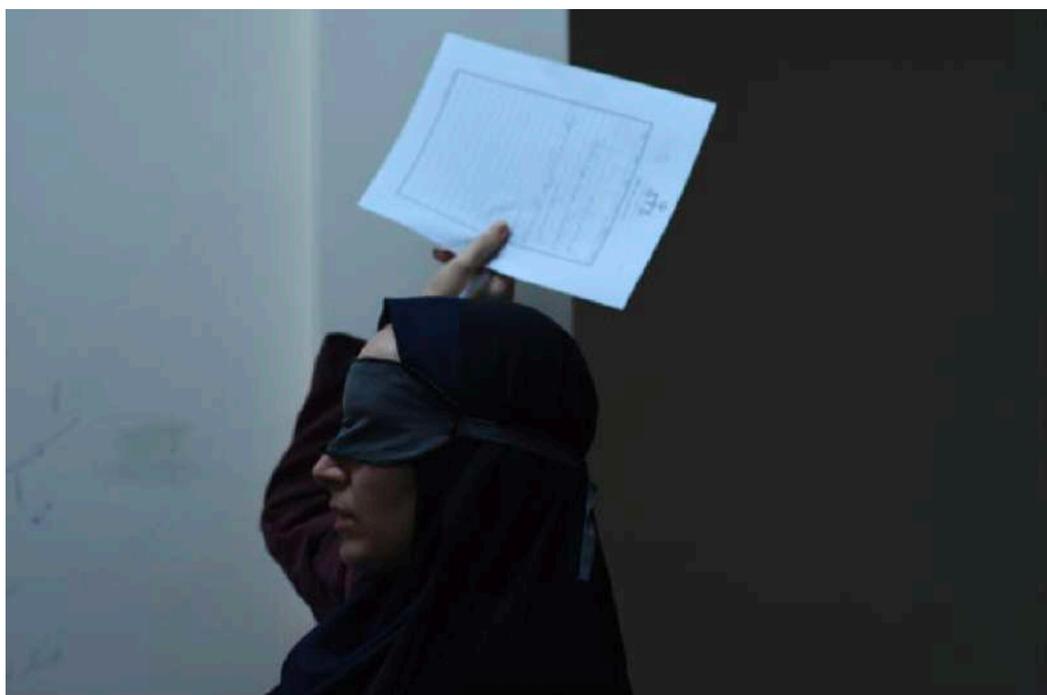
Cannes 2024 : dans « Les Graines du figuier sauvage », de Mohammad Rasoulof, le pacte faustien d'un juge en Iran

Le cinéaste iranien, qui vient de fuir son pays, sonde le fossé générationnel traversant une famille dont le père est devenu un chien de garde du régime.

Condamné en appel à huit ans de prison par le tribunal révolutionnaire islamique (mais aussi au fouet et à la confiscation de ses biens), s'étant résolu à quitter l'Iran sur-le-champ pour l'exil en Europe, le cinéaste Mohammad Rasoulof, arrivé sain et sauf, a bel et bien monté les marches du Palais des festivals, vendredi 24 mai, à Cannes, pour présenter son dernier long-métrage, *Les Graines du figuier sauvage*, en compétition officielle pour la Palme d'or.

Ce film long et dense, comme les affectionne le cinéaste, condense évidemment beaucoup de son expérience d'artiste persécuté, déjà passé par la case prison, aux prises avec la censure. Il témoigne également de l'attention que le réalisateur porte au mouvement social, en prise directe sur l'actualité, notamment les manifestations ayant essaimé, en 2022, sous la bannière « *Femme, vie, liberté* », à la suite de la mort de l'étudiante Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs. Pour cela, il épouse une forme caractéristique du cinéma d'auteur iranien, le cas moral épineux se refermant comme un piège sur ses personnages.

Le récit s'ouvre à ce titre sur l'image d'un pacte faustien, un contrat signé en gros plan par une main encore anonyme. Iman vient d'être nommé juge d'instruction au tribunal révolutionnaire de Téhéran, une promotion qu'il a souhaitée toute



« Les Graines du figuier sauvage », de Mohammad Rasoulof. RUN WAY PICTURES

sa vie. Mais le métier, détourné par la hiérarchie pour faciliter les condamnations, n'est pas vu d'un très bon œil, si peu que l'on confie à l'heureux élu une arme à feu pour assurer ses arrières. Le poste ne va pas sans des exigences de respectabilité qu'Iman fait peser sur les épaules de sa femme, Najmeh, et de ses deux filles, Rezvan et Sana, auxquelles il enjoint de bien se tenir.

Tyran en puissance

Au même moment, une vague de protestation se répand dans le pays, et l'on entend résonner dans les rues des slogans comme « *A bas la théocratie !* » ou « *Femme, vie, liberté* ». Une

ligne de fracture générationnelle se trace à l'intérieur du foyer : si les parents se rangent du côté de l'ordre, les filles, étudiantes, se sentent solidaires des manifestants, et trouvent la révolte légitime. Elles prennent même le risque d'héberger, au nez et à la barbe du père, une camarade activiste blessée au visage en plein cortège par la répression policière. La mère passe l'éponge de bien mauvaise grâce, mais les choses se gâtent lorsque Iman, un beau matin, ne met plus la main sur son revolver.

Mohammad Rasoulof tire parti de la durée – 2 heures 48 bien remplies au compteur – pour infiltrer en profondeur les rela-

tions familiales, en sonder les rouages, sculpter finement les caractères, multiplier les interactions entre personnages. Plus encore qu'Iman, chien de garde du pouvoir et tyran en puissance, le personnage qui ressort est sans doute celui de Najmeh, la mère, figure passionnante par son ambiguïté. Agent de la concorde familiale, elle joue le porte-voix de l'autorité paternelle, et se fait donc garante de l'ordre social, quand bien même serait-il contraire à sa liberté personnelle ou aux aspirations de ses filles. Elle ne cesse d'osciller sur l'étroite ligne de crête qui sépare des positions irréconciliables. Cette divergence générationnelle, Rasoulof la met en scène à tra-

vers une foule de petits détails éloquentes : ainsi les parents hypnotisés par la télévision, organe de propagande de l'Etat, tandis que leurs filles s'informent sur les réseaux sociaux, où leur parviennent des vidéos non filtrées des manifestations et des violences policières.

Ce que *Les Graines du figuier sauvage* met en scène, c'est l'ordre intégré à la vie quotidienne, pesant discrètement sur les moindres faits et gestes,

qui pénètre les foyers et les consciences, comme une étrange force de conformité dont tout un chacun serait l'agent. Rasoulouf s'y prête par un art nourri du dialogue – le film étant surtout fait de conversations, de conciliabules et de prises de bec –, mais aussi par son traitement de l'espace : rideaux que l'on tire, intérieurs où l'on se cale, cloisons et embrasures caressées par la caméra définissent un univers essentiellement carcéral.

Plus largement, le film décrit la pente paranoïaque sur laquelle Iman entraîne toute sa famille : ici, dans une scène où il confie les trois femmes à un inquisiteur glaçant ; là, quand il plonge tout le monde dans les geôles d'une maison secondaire. Le père n'est plus alors un personnage, mais une figure symbolique, l'allégorie d'un pouvoir vacillant, qui resserre l'étau jusqu'au délire, preuve de sa faiblesse. Si le suspense moral emprunte des

voies démonstratives, le film sait aussi lui opposer une pente métaphorique, jusqu'à une conclusion stupéfiante dans les ruines d'une cité perdue, où il lâche enfin les rênes de la poésie.

Film allemand, français, iranien de Mohammad Rasoulouf. Avec Misagh Zare, Soheila Golestani, Mahsa Rostami, Setareh Maleki (2 h 48). Sortie en salle prochainement.



24 Mai 2024

Crimes contre l'humanité : trois hauts responsables syriens condamnés à perpétuité

Trois hauts responsables syriens, jugés devant la cour d'assises de Paris pour complicité de crimes contre l'humanité et délit de guerre, ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité vendredi 24 mai. Ils ont été reconnus coupables d'avoir joué un rôle dans la disparition forcée et la mort de deux Franco-Syriens.

Trois hauts responsables du régime syrien, jugés par défaut en France pour complicité de crimes contre l'humanité et de délit de guerre, ont été condamnés vendredi 24 mai à la réclusion criminelle à perpétuité.

La cour d'assises de Paris a par ailleurs ordonné le maintien des effets des mandats d'arrêts internationaux visant Ali Mamlouk, ex-chef du Bureau de la sécurité nationale, la plus haute instance de renseignement en Syrie, Jamil Hassan, ex-directeur des services de renseignements de l'armée de l'air, et Abdel Salam Mahmoud, ex-directeur de la branche in-

vestigation de ces services.

Acte de tortures

En raison de leur place dans la chaîne hiérarchique, ils ont été reconnus coupables d'avoir joué un rôle dans la disparition forcée et la mort de Mazzen Dabbagh et de son fils Patrick.

Ces deux Franco-Syriens ont été arrêtés à Damas en 2013 et transférés dans le centre de détention de l'aéroport de Mezzeh, tenu par les redoutés services de renseignement de l'armée de l'Air. Ils n'ont plus donné signe de vie jusqu'à être déclarés morts en août 2018.

Mais les investigations menées

par le pôle [crimes contre l'humanité](#) du tribunal judiciaire de Paris ont permis de considérer qu'il était « *suffisamment établi* » qu'ils avaient subi des tortures et qu'ils en étaient décédés.

Politique répressive d'État

Au-delà de leur cas, c'est le caractère massif et systématique des exactions commises par le régime syrien sur sa population civile qui ont animé les débats de ce procès inédit dans l'histoire de la justice française. Les faits dont ont été victimes Mazzen et Patrick Dabbagh « *s'inscrivent dans un contexte dans lequel des dizaines, voire des*

centaines de milliers de Syriens peuvent se reconnaître », a souligné l'avocate générale dans ses réquisitions. Elle s'est employée à démontrer que [le régime de Bachar Al Assad](#) menait « *une politique répressive d'État, mise en œuvre par les plus hauts niveaux* » de la hiérarchie et « *déclinée localement dans chaque gouvernorat* ».

Selon la représentante du ministère public, les accusés constituent, comme Bachar Al Assad, « *les architectes de ce système* » et doivent donc être condamnés pour complicité de crimes contre l'humanité et de délit de guerre.

The New York Times

Farnaz Fassihi
May 25, 2024

Calls, Search Parties, Drones: 17 Hours to Find Iran's President

As a frenzied quest began for the fallen helicopter of President Ebrahim Raisi, Iran moved to control possible threats from abroad and unrest at home.

Iranian President's Death

Shortly before embarking on a fatal helicopter ride on Sunday, Iran's president, Ebrahim Raisi, and his delegation of senior officials held a communal prayer. Someone suggested having lunch, but the president demurred, saying he was in a hurry to reach his next destination.

Mr. Raisi boarded the aircraft and sat by a window. The foreign minister, Hossein Amir Abdollahian, stopped for a picture with a crowd that was swarming the tarmac. He smiled and placed one hand over his chest while holding a brown briefcase in the other.

Around 1 p.m., a convoy of three [helicopters took off](#) from a helipad on Iran's border with Azerbaijan, with the president's craft in the middle. But about half an hour into the flight, [the president's helicopter vanished](#).

Calls to passengers on the president's helicopter were met with silence until one answered. "I don't know what happened," Ayatollah Mohammad-Ali Al-Hashem said, sounding distraught. "I am not feeling well." Two hours later, his phone, too, went silent.

As a frenzied 17-hour search unfolded, government officials began an aggressive effort to guard against possible threats from abroad and, especially, unrest at home, mindful of an uprising led by women and girls in 2022 that demanded the end of the Islamic Republic.

While Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, was reassuring Iranians on national



Rescuers on Monday with a body from the fallen helicopter that was carrying President Ebrahim Raisi in northwestern Iran. Azin Haghighi/MOJ News Agency, via Agence France-Presse — Getty Images

television that they need not fear any disruption to the country's security, officials were scrambling. Iran placed its Armed Forces on high alert, worried that enemies like Israel or ISIS might carry out covert strikes. It directed media coverage of the crash, controlling the flow of information and banning any suggestions that the president was dead. The government deployed plainclothes security agents on the streets of Tehran and other big cities to prevent antigovernment protests or celebrations of Mr. Raisi's death, and the cybersecurity units of the police and the Intelligence Ministry monitored posts by Iranians on social media.

This account of what happened in the hours after the crash was pieced together from the accounts of senior Iranian officials

traveling with the president; reports and videos from state television; government statements; open-source reports and video footage; five Iranian officials, including two members of the Islamic Revolutionary Guards Corps; three Iranian diplomats; a former vice president; several Iranian journalists; and a photographer who was present at the crisis-management center near the crash and who participated in the search.

The president and a delegation of senior officials traveled earlier Sunday to Iran's border with Azerbaijan to inaugurate a joint dam project. When the three helicopters carrying them took off, there was a dense overcast, videos published on state media showed.

In this photo provided by the Is-

lamic Republic News Agency, the helicopter carrying Mr. Raisi took off from the Iranian border with Azerbaijan after the inauguration of the dam. Ali Hamed Haghdoust/IRNA, via Associated Press

Also on the helicopter carrying Mr. Raisi and Mr. Amir Abdollahian, the foreign minister, were Mr. Al-Hashem, who was the Friday prayer imam of the northern city of Tabriz; Malek Rahmati, the governor of East Azerbaijan Province; and Gen. Seyed Mehdi Mousavi of the Ansar unit of the Revolutionary Guards Corps, Iran's equivalent of the Secret Service, who was the chief of presidential security. The helicopters followed a planned flight route but shortly after takeoff encountered a thick fog in a valley of rolling green mountains.

Mehrdad Bazrpash, the minister of transportation, and Gholam-Hossein Esmaili, the president's chief of staff, were in the lead helicopter. It had just emerged from the fog when they noticed a commotion in the cockpit.

Mr. Bazrpash asked the pilot what was going on, he told state television in a recollection of those first hours. They had lost track of the president's helicopter, and it was not responding to radio calls, the pilot told him, suggesting it might have made an emergency landing. The pilot turned around, Mr. Bazrpash said, circling the area several times, but the fog blocked visibility and descending into the valley was too risky.

The two helicopters eventually landed at a copper mine in the mountains in northwest Iran, 46 miles from the closest town. In a matter of hours, a modest office building there would be transformed into an ad hoc crisis-management center, with hundreds of officials, military commanders and even hikers and off-road motorcyclists, Azin Haghighi, a photographer from Tabriz who was at the center, said in a telephone interview.

On state television, Mr. Esmaili said he called the cellphones of Mr. Raisi, Mr. Amir Abdollahian, Mr. Al-Hashem and one other official. Nobody answered.

He dialed the pilot's number, but it was Mr. Al-Hashem who finally answered. "Where are you?" Mr. Esmaili asked, recounting the conversation. "What happened? Can you give us a sign to find your location? Can you see the others? Are they all right?"

"I'm in the middle of the trees," he said. "I'm alone. I can't see anyone."

A rescue team after the crash on Sunday of the helicopter, which was very difficult to locate. Azin Haghighi/Wana News Agency, via Reuters

When Mr. Esmaili pressed him for more details, the cleric de-

scribed being in a forest with burned trees. In subsequent calls, his voice began to fade, and he sounded more confused. After about two hours, he stopped responding.

Mr. Bazrpash called the national aerospace control center for the helicopter's coordinates, but technicians there could provide only an estimate of the crash area, and because of the site's remoteness, they could not trace phone signals.

The exact location remained elusive. There was no signal from the helicopter. Panic began to set in as officials on the other helicopters realized that the president's aircraft had crashed violently and that Mr. Raisi, who was widely seen as a likely successor to the supreme leader, and others on board were either gravely injured or dead.

The officials notified Tehran and requested emergency search-and-rescue teams, but they took hours to arrive, slowed by the hazardous weather and narrow roads that snaked around the mountains, Mr. Bazrpash said in an interview with state television.

Mr. Bazrpash said that the officials in the presidential party did not wait for the emergency crews but set out themselves in cars with people from the copper mine. But amid fog, wind and rain, he said, they were forced to abandon the cars and walk to villages nearby, hoping the local people could help them find the crash site. The effort proved futile, he said, and they returned to the mine.

In Tehran, Mohammad Mokhber, the first vice president who is now the acting president, oversaw a scheduled cabinet meeting. Although he knew about the crash and the possibility that Mr. Raisi had died, he carried on with mundane government business and waited until the end of the meeting to break the news to the rest of the cabinet, according to Ali Bahadori Jahromi, the government spokesman.

Mr. Khamenei, the supreme leader, who had been informed

of the accident immediately after officials established that the president's helicopter was missing, called an emergency meeting of Iran's Supreme National Security Council at his home, advising its members to maintain order and project strength, according to a member of the Guards Corps and a government official who were briefed on the meeting but were not authorized to discuss it publicly.

The Ministry of Culture and Islamic Guidance called media organizations and set guidelines for coverage, issuing a gag order against insinuating that the president and other officials might be dead, said four journalists in Iran who requested anonymity for fear of retribution.

The first reports, saying that the president's helicopter had "made a hard landing," appeared on state television in early afternoon. For hours, disinformation circulated on official and semiofficial news outlets, with some reports that Mr. Raisi was driving back to Tabriz or was safe and sound, or that passengers on the helicopter said they had all survived.

An Iranian businessman and a media analyst, both with large followings on social media, said in interviews that the Intelligence Ministry contacted them around 6 p.m. Sunday and told them to delete social posts about the crash. The intelligence wing of the Guards Corps arrested a person they said had posted inaccurate information about the president's helicopter, Fars News reported on Thursday.

By around 11 p.m. Sunday, however, the Ministry of Culture and Islamic Guidance asked state media to switch to calling for prayers and told them to prepare for an official announcement in the morning.

Back at the mine, Gen. Hossein Salami, the commander in chief of the Guards, had [taken command of the operation](#) there, settling into a conference room where a large screen projected a 3-D map of the crash area.

"It was chaotic; everyone was on edge," Mr. Haghighi, the photographer, said. "Search groups would go out in batches and return saying it was impossible to see anything. Inside the control center, people were shouting, running from room to room and desperate for news."

Iran needed its advanced drones to locate the crash site, but they had been deployed to the Red Sea, so the country had to turn to Turkey, asking it for a drone, a statement from Iran's Armed Forces said. Ultimately, though, an advanced Iranian drone returned from the Red Sea and found the crash site, the statement said.

At the first sign of light Monday, rescue teams headed out on foot. Mr. Haghighi, who accompanied one of them, said it took them an hour and half to hike up a steep mountain and then down through a muddy forest.

The first to reach the site, however, were the volunteer motorcyclists. [Video](#) shows one of them running through the trees, yelling, "Haj Agha, Haj Agha," as he shouts for Mr. Raisi using a term of endearment. When he encounters the broken tail of the helicopter, the charred wreckage and luggage scattered on the ground, he wails, "Allah o Akbar, ya Hussein," evoking God and a Shiite imam.

The helicopter had exploded in a ball of fire on impact, the Armed Forces said in a statement, later adding that a preliminary investigation showed no signs of foul play or bullets on the aircraft. But many officials have questioned whether security protocols were observed and why the president traveled by air under stormy conditions.

The bodies of Mr. Raisi and Mr. Amir Abdollahian were discovered near the debris. They were both burned beyond recognition, according to the three officials in Tehran, two members of the Guards and Mr. Haghighi, who saw the bodies. Mr. Raisi was identified by his ring, and Mr. Amir Abdollahian



May 26, 2024

SDF kills three Turkish-backed militants in Manbij: Monitor

ERBIL, Kurdistan Region - At least three Turkish-backed militants were killed on Saturday in clashes with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) near the northern Syrian city of Manbij, a war monitor reported.

“Three members of the National Army were killed following an infiltration operation carried out by forces of the Manbij Military Council ... in the Manbij countryside in eastern Aleppo,” said the Syrian Observatory for Human Rights, a UK-based war monitor.

The Manbij Military Council is a local Kurdish-led force affiliated with the SDF in Arab-majority Manbij. Security in Kurdish-controlled areas in north and east Syria is managed through military councils led by locals to maintain the delicate balance of the region and prevent Arab discontent.

Turkey has long viewed



Fighters of the SDF's Manbij Military Council in northern Syria. Photo: SOHR

strategic Manbij, located at a crossroads connecting Aleppo, Raqqa, and the Kurdish-administered northeast, as a key zone to launch its next military operation in northern Syria to seize from Kurdish forces.

In 2022, Turkish President Recep Tayyip Erdogan la-

beled the city and Tal Rifaat as Ankara's next targets in order to complete its long-desired 30-kilometer “safe zone” along the southern border.

Turkey accuses the Kurdish forces of the People's Protection Units (YPG), the backbone of the SDF, of being the Syrian front for the

Kurdistan Workers' Party (PKK).

Ankara has carried out three military operations against Kurdish forces in northern Syria since 2016, invading key towns near the border such as Afrin, Sari Kani (Ras al-Ain), and Gire Spi (Tal Abyad).

En Turquie, le dur labeur des saisonniers syriens, dans la plus totale précarité

Fuyant la guerre et le régime de Damas, des dizaines de milliers d'exilés tentent de gagner leur vie en travaillant dans les champs, en proie à l'exploitation et à la misère.

A Gaziantep, dans ce Sud profond turc, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière syrienne, la saison de l'ail et des pistaches n'a pas encore commencé. La récolte du coton est pour septembre. L'heure est au séchage des poivrons, des piments et des aubergines étendus à perte de vue sur des terres de couleurs vives, jaune, rouge et noir, flanquées de collines âprement tisonnées par un ciel de feu. Ici, sur les hauteurs de la petite ville périphérique d'Oguzeli, une petite dizaine de Syriens s'échinent sur la récolte du jour. Certains ont des gants, un couteau pour simple outil et des montagnes de cageots à remplir avant la venue de camions hors d'âge, vestiges d'une prospérité éphémère. Un monde de labeur, de sueur et de silences, entièrement livré à l'exploitation et à la misère.

Abdullah Zahra, 17 ans, venu d'Alep en 2012 pour échapper avec toute sa famille à la guerre en Syrie, a commencé à travailler dans ces champs il y a deux ans, depuis qu'il a quitté l'école, où il a très vite appris à parler le turc. « *Je préfère être ici, glisse l'adolescent d'une voix basse, même si c'est dur, très dur.* » Avec ses trois frères, ses parents et un oncle, Abdullah vit dans un appartement en ville. « *Notre famille s'en sort plutôt bien, dit-il. La plupart des travailleurs saisonniers comme nous habitent dans des tentes plus ou moins près des serres ou des terres agricoles.* » **Jusqu'à quinze heures par jour**
Le travail commence au lever



Des enfants syriens jouent dans une rue de la ville turque de Gaziantep, le 25 février 2021.
OZAN KOSE / AFP

du jour et se termine au coucher, entre dix à onze heures dans les champs, sept jours sur sept, avec un jour de pause tous les quinze jours, en fonction de l'activité. Le visage marqué par la fatigue, Abdullah affirme gagner 600 livres turques par jour, l'équivalent de 17 euros, soit environ 450 euros par mois, les bons mois. A cette somme s'ajoute l'aide mensuelle octroyée aux familles syriennes par le gouvernement turc et l'Union européenne, entre 500 et 700 livres turques par personne et par enfant (entre 14 et 20 euros). « *Au total, c'est peu* », ose-t-il. Insuffisant, ne serait-ce que pour atteindre le salaire minimum turc (17 500 livres turques, soit un peu plus de 500 euros), qui est déjà lui-

même juste en deçà du seuil de pauvreté.

« *En juin, précise-t-il, nous serons plus nombreux, le travail sera plus intense, jusqu'à quinze heures par jour.* » Après, il travaillera encore trois mois, selon la demande. Peut-être à Urfa, à l'est, ou dans la région de Mersin, voire peut-être à Antalya, encore plus à l'ouest, quelque part en tout cas le long de cet axe sud turc, où les terres baignées de chaleur regorgent de fruits et légumes, et consomment une grande part de la main-d'œuvre saisonnière à vil prix. Les chiffres varient, mais le pays compte près de 3 millions de travailleurs agricoles saisonniers, dont moins d'un tiers est déclaré. Il y a en-

core une dizaine d'années, plus des trois quarts des ouvriers agricoles saisonniers étaient d'origine kurde. La donne a brutalement changé depuis l'arrivée des réfugiés syriens.

Commencée en 2011, avant de s'accroître nettement entre 2013 et 2015, cette vague migratoire vers la Turquie a atteint un pic dans les années suivantes avec 3,6 millions de Syriens, auxquels Ankara a accordé un statut de protection temporaire, devenant leur premier pays d'accueil au monde. Ils seraient 3,2 millions aujourd'hui, un chiffre en baisse en raison des expulsions en très nette hausse depuis plus d'un an vers la Syrie, des retours dits « volontaires » et des

exils clandestins vers les pays de l'espace Schengen. Autant de chiffres pour lesquels il n'existe aucune donnée vérifiable.

Moyenne d'âge de 20 ans

Très vite, dans ce Sud turc, plusieurs centaines de milliers de Syriens se sont tournés vers le travail agricole saisonnier, sans doute le secteur déjà le plus pauvre et le plus défavorisé du pays. Moins regardant en tout cas sur les conditions de travail, les cadences, la sécurité et l'emploi des mineurs. Selon une enquête de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture parue en 2023, à Ankara, la moyenne d'âge des saisonniers syriens est de 20 ans, soit quinze de moins que la moyenne habituelle de leurs collègues turcs. Un tiers est analphabète. La moitié vit dans des tentes de fortune, et certains camps temporaires ne disposent ni de salles de bains ni de toilettes. Et même quand celles-ci sont disponibles, la situation est souvent insalubre. D'après le rapport, seuls deux tiers des travailleurs ont un accès régulier à l'électricité et à l'eau. Et la moitié de leurs enfants âgés de 6 à 15 ans ne vont pas à l'école.

« *Le travail saisonnier est le gros point noir de la présence syrienne en Turquie* », admet un diplomate européen à Ankara, négociateur des plans d'aide aux réfugiés. Pire, la si-

tuation s'aggrave avec les effets d'une crise économique qui n'en finit pas. De nombreuses ONG telles que l'Association des travailleurs précaires (GisDer) n'ont cessé ces dernières années de pointer la détérioration des conditions de vie. Beaucoup ont souligné que le nombre de membres des familles de travailleurs saisonniers s'est accru pour compenser la perte de pouvoir d'achat causée par une inflation élevée. Une tendance qui laisse présager une augmentation du nombre d'enfants employés sur les champs. « *A mesure que la situation s'aggrave, la pauvreté des familles oblige les enfants à travailler* », souligne Özgür Hüseyin Kosu, membre du réseau de surveillance en santé et sécurité au travail ISIG.

Fin avril, une circulaire concernant les travailleurs agricoles saisonniers a été signée par le président Recep Tayyip Erdoğan, la troisième depuis 2010. Celle-ci met l'accent sur les conditions sanitaires et l'accès à l'éducation des plus jeunes. Même si l'effort est jugé louable par les différents acteurs du secteur, la directive ne s'attaque pas, selon eux, aux principaux maux comme l'opacité des rémunérations par les exploitants, l'absence de contrôle réel du travail des enfants ou encore une bureaucratie dysfonctionnelle.

Le jeune Abdullah sait que les autorités d'Ankara poussent les réfugiés à retourner en Syrie,

surtout depuis l'élection présidentielle de mai 2023 qui a nécessité, pour la première fois, un second tour pour reconduire M. Erdoğan à la tête de l'Etat. « *La crise économique, notre présence importante, on nous accuse de tous les problèmes, ce qui est injuste. En Syrie, il y a encore la guerre, elle ne s'est jamais arrêtée, le danger est partout, et pour rien au monde je n'y retournerai. Je me suis habitué ici. Mes plus jeunes frères ne parlent même plus arabe. Et puis, nous travaillons !* »

« La situation est pire en Syrie »

A Adana, l'autre grande région agricole, située à deux heures de route, les tentes bâchées s'alignent le long des routes de campagne, comme des wagons de chemin de fer hors d'usage, parfois des deux côtés de l'asphalte ou du chemin de terre, mais toujours en bordure des champs et entourées de débris. Ali a 24 ans, trois enfants, bientôt un quatrième et le projet de s'installer ici, pour de bon. Originaire de la ville frontalière de Tall Abyad, il ne dit pas autre chose au sujet de son pays : « *La situation est même pire, il n'y a aucun travail, on tue pour un rien, la corruption est partout.* » Lui se verrait bien rester ici, dans sa tente. Il dit avoir de l'eau par la mairie, rien à payer surtout. « *Je ne pourrai pas m'en sortir si je devais payer un appartement.* » Les enfants ? « *Ils ne vont pas*

à l'école, ils sont habitués. »

A moins de 100 mètres en ligne droite, les tentes des travailleurs saisonniers kurdes. Elles sont une vingtaine, égayées, comme partout ailleurs ici, par les cris et les rires des enfants. Trois frères attendent sous le cagnard la navette pour aller s'irouter un soda au marché du coin. C'est leur jour de repos. Ils ont 16, 24 et 25 ans. Izzet, Sahin et Sinan parlent d'une seule et même voix. « *Tout va mal depuis leur arrivée. Les Syriens cassent les prix, acceptent de travailler une demi-heure plus tôt le matin, une demi-heure de plus le soir, plus parfois. Nous, on demande 700 livres turques la journée, même 770 livres turques pour payer le transporteur, mais là, c'est presque impossible. S'ils n'avaient pas été là, on gagnerait au moins 1 000 livres turques, un revenu un tant soit peu décent.* »

Le débit est nerveux, les regards las. Tous trois disent avoir pensé à aller plus à l'ouest, vers Izmir, Manisa et même Bursa, où les conditions sont réputées être un peu moins mauvaises. « *Beaucoup d'entre nous sont déjà partis, comme poussés par les Syriens.* » Sahin ajoute, avant de monter dans le minibus : « *Dans les champs, quand on travaille côte à côte, on leur dit de ne pas accepter un tarif aussi bas, mais ils ne nous écoutent pas.* » Demain, il essaiera à nouveau.

Les familles de trois otages français en Iran dénoncent leur « détention arbitraire » devant l'ONU

Cécile Kohler, Jacques Paris et Louis Arnaud sont détenus depuis près de deux ans à la prison d'Evin. Leurs avocats espèrent accroître la pression diplomatique sur Téhéran.

Les familles des otages français détenus en Iran depuis près de deux ans ont décidé d'accentuer la pression sur le régime de Téhéran afin d'obtenir leur libération. Lundi 27 mai, quatre avocats mandatés par ces familles, M^{es} Martin Pradel, Karine Riwoallan, Emma Villard et Alix Eichenlaub, ont saisi le groupe de travail sur la détention arbitraire du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à Genève. Les saisines concernent trois des quatre otages français détenus à ce jour : Cécile Kohler, Jacques Paris et Louis Arnaud.

Cécile Kohler, une professeure de lettres modernes de 39 ans, et son compagnon Jacques Paris, 70 ans, professeur de mathématiques à la retraite, avaient été arrêtés le 7 mai 2022 à la fin de leur voyage touristique en Iran « *sans qu'aucun mandat ne leur soit présenté* », font valoir les avocats. Ils sont détenus depuis plus de deux ans à la prison d'Evin « *dans des conditions de détention inhumaines, sans accès à leurs avocats, et n'ont toujours pas été jugés* ».

Les autorités iraniennes les accusent de « collusion en vue d'attenter à la sécurité de l'Etat », affirmant qu'ils auraient rencontré des syndicalistes iraniens et participé à leurs réunions, ce que dément leur défense.

Louis Arnaud, un consultant de 35 ans, détenu depuis le



Les familles de trois otages français en Iran dénoncent leur « détention arbitraire » devant l'ONU

28 septembre 2022, a, lui, été condamné à cinq ans de détention pour « rassemblement et collusion en vue de commettre des délits à l'encontre de la sécurité nationale » et « propagande contre le gouvernement iranien » sans avoir pu faire valoir ses droits, la présence de ses avocats à l'audience lui ayant été refusée. Il avait été arrêté alors qu'il se rendait avec des amis dans une salle d'escape game non loin de Téhéran. Il est incarcéré, lui aussi, à la prison d'Evin depuis plus d'un an et demi. Un

quatrième citoyen français, prénommé Olivier, dont l'identité n'a pas été révélée, est également détenu en Iran depuis le 16 octobre 2022.

« Chantage permanent »

Le 7 mai, le Quai d'Orsay avait condamné par communiqué « *cette politique d'otages d'Etat et ce chantage permanent des autorités iraniennes* ». « *La France dénonce la pratique odieuse de la République islamique des aveux forcés et publics, ainsi que les conditions*

de détention inhumaines et indignes infligées à nos compatriotes », insistait le ministère des affaires étrangères, évoquant les « *charges absurdes* » retenues contre des « *innocents* » dans des « *procès de façade* ».

La saisine du groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies vise à déterminer si les détentions de ces prisonniers sont contraires aux normes du droit international résultant de conventions adoptées par la République is-

lamique d'Iran, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les avis de ce mécanisme onusien, constitué d'un aréopage d'experts indépendants, sont non contraignants, mais leur publication contribue à « accentuer la pression diplomatique sur l'Iran », expliquent les avocats.

« L'Iran s'est engagée dans une politique de la prise d'otages qui la conduit à arrêter des citoyens au hasard, pour exiger des pays dont ils sont ressortissants des contreparties, explique M^e Martin Pradel. C'est ce que nous dénonçons à travers cette saisine, en appelant M. Emmanuel Macron à faire preuve de la plus grande fermeté pour que cessent ces situations inacceptables. »

Noémie Kohler raconte l'ab-

sence quasi totale d'informations depuis plus de deux ans sur sa sœur, Cécile : « C'est difficile pour nous d'avoir des informations fiables sur son état de santé. Elle est détenue dans le pire quartier de la prison d'Evin à Téhéran, la section 209. Elle est complètement coupée du monde, et nos seuls contacts sont de rares appels très aléatoires de cinq minutes qui se déroulent sous haute surveillance. On sent que ma sœur subit une très forte pression psychologique et qu'elle ne peut pas parler librement de son état de santé ou de ses conditions de détention. »

Arrestations arbitraires

Les gouvernements occidentaux et les organisations de défense des droits humains accusent régulièrement l'Iran

d'avoir recours à des arrestations arbitraires de citoyens occidentaux et d'Iraniens binationaux afin de les utiliser comme « monnaie d'échange » dans ses négociations. En janvier 2016, au moment où une partie des sanctions internationales avaient été levées après l'accord signé sur le nucléaire iranien, quatre prisonniers irano-américains avaient ainsi été relâchés.

Le 12 mai 2023, deux autres prisonniers, le Français Benjamin Brière, arrêté trois ans plus tôt, et le Franco-Irlandais Bernard Phelan, avaient également été libérés des geôles iraniennes. La condamnation de Benjamin Brière à huit ans et huit mois de prison pour « espionnage » pour avoir pris « des photographies de zones interdites » avec un drone de loisir,

le 25 janvier 2022, était intervenue alors que l'Iran négociait son retour à Vienne, ainsi que celui des Etats-Unis, dans l'accord sur le dossier nucléaire iranien.

Les autorités belges ont également obtenu la libération d'un de leurs ressortissants, Olivier Vandecasteele, le 26 mai 2023, après quinze mois en prison. Il avait été condamné à quarante années de détention pour « espionnage ». Le travailleur humanitaire avait été échangé avec Assadollah Assadi, un « diplomate » iranien qui purgeait une peine de vingt ans de prison en Belgique pour avoir organisé le projet d'attentat contre un meeting de l'opposition iranienne en France, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), en 2018.



Azhi Rasul
May 28, 2024

Ultranationalist leader urges joint Turkish-Syrian military campaign in Rojava

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's ultranationalist leader Devlet Bahçeli on Tuesday called on Ankara to coordinate with the Syrian regime for a joint military operation in northeastern Syria (Rojava), just weeks before the local elections in the Kurdish-held enclave.

The Rojava administration is set to hold its local elections on June 11 to determine the mayors of 133 local administration across northeast Syria.

"This attempt at democracy and illegal elections signifies a new phase in the division of Syria. The scriptwriter of the so-called elections announced to be held on June 11 is the USA, and

the extras are terrorists," Bahçeli said during a speech to his party bloc in the Turkish parliament.

Bahçeli, who is the leader of the Nationalist Movement Party (MHP) and government ally of President Recep Tayyip Erdoğan's Justice and Development Party (AKP), called on Ankara to reach an agreement with Damascus to prevent the elections in Rojava.

"I propose that Turkey and Syria coordinate military operations to eradicate the separatist terrorist organization at its source and in the swamps where it breeds," Bahçeli said.

Turkey claims that the People's Protection Units (YPG), the backbone of the US-allied Sy-

rian Democratic Forces (SDF), is the Syrian offshoot of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which Ankara considers a terrorist organization.

Ankara has carried out successive operations since 2016 to expel Kurdish fighters from Syria's north. Its military campaigns are aimed at establishing a "safe zone" - a buffer between the Turkey-Syria border and areas under Kurdish control. In October 2023, Turkish Foreign Minister Hakan Fidan said his country will not refrain from "destroying" the sources of income of the Kurdish forces in northeast Syria. At the time Ankara had intensified its attacks on Rojava.

Days later, the Turkish parlia-

ment [approved](#) a motion submitted by the country's presidency, which asked for the extension of the deployment of Turkish troops to Iraq and Syria for another two years.

Turkish and Turkish-backed forces have routinely been accused of committing grave human rights violations, killings, and abductions as well as forcing the displacement of Kurds from northern Syria.

The Human Rights Watch (HRW) stated in a February [report](#) that Turkey "bears responsibility for the serious abuses and potential war crimes committed by members of its forces and local armed groups it supports in Turkish-occupied territories of northern Syria."



Kurdistan’s Weekly Brief | May 28, 2024

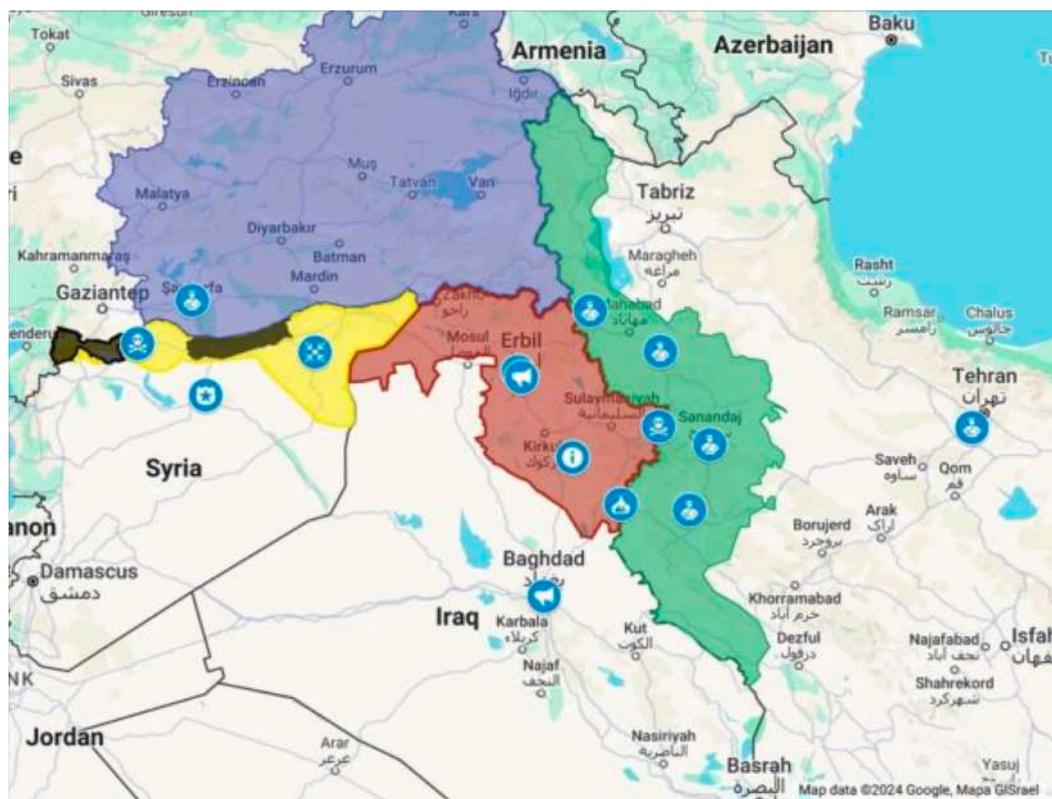
A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Iranian regime arrested several people, including [family members](#) of deceased protesters, for expressing joy over the death of the [Iranian president](#) on social media. Among the detainees were two Kurdish men in [Bokan](#) and [Quchan](#). In a different incident, the Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) [killed a young](#) Kurdish civilian in Marivan named Azhwan Kiani. According to the Hengaw Organization for Human Rights, IRGC members suspected the victim of carrying contraband and opened fire on his vehicle. Meanwhile, authorities arrested at least thirteen Kurds from [Marivan](#) and [Piranshahr](#), as well as [five journalists](#) in Shinno, for participating in the Newroz celebration in March. This coincided with the regime’s courts issuing several prison sentences in the Kurdish region, including 21 years for prominent [female Kurdish](#) journalist Zhina Gorji in Senna; six years for the [father of a deceased](#) protester in Karaj; five years for a Kurdish man [in Bokan](#); and two years for a Kurdish [journalist](#) in Kermanshah. Additionally, at least [five people](#) were injured by mines, remnants of the Iraq-Iran war, in four different areas.

Iraq

On [May 20](#), the Judicial Authority for Elections in Iraq granted five out of one hundred seats as a quota for minorities in the Kurdistan region. Both Erbil and Sulaymaniyah provinces will receive two seats each, while Duhok will receive one. The court’s decision came after the



supreme court annulled the previous allocation of eleven seats for the quota, reducing Kurdistan’s representation to 100 seats. Several Christian and Turkmen political figures [are dissatisfied](#) with the final count for the quota seats, demanding larger representation and fair distribution among Kurdistan’s provinces. With this ruling, the Independent High Electoral Commission (IHEC) will resume its work after a pause amid uncertainty regarding the election date, initially set for June 10 of this year. An IHEC official [told Rudaw](#) that due to the court’s decision, they will reopen party registrations. In March, the Kurdistan Democratic Party (KDP) decided to boycott the elections in protest of the supreme court’s

cancellation of the quota seats.

The Ministry of Finance and Economy in Kurdistan announced that it has [returned 50%](#) of the non-oil domestic income from February to the federal government. This action comes amid a fragile agreement between Baghdad and Erbil to ensure timely payment of salaries to public employees in Kurdistan. On Monday, Iraq’s prime minister called for an [“expedited”](#) nationalization of the salary system for Kurdish employees. However, the federal government seeks to release salaries through banks associated with Baghdad, while Erbil operates its own electronic payment system called “my account.” Kurdish employees con-

tinue to face challenges in receiving their April payments, an ongoing struggle [since 2014](#).

Qatar’s Secretary General of Foreign Affairs, Ahmad Hassen [Al-Hammadi](#), [visited](#) the Kurdistan region and participated in the [inauguration ceremony](#) of the new consulate-general building in Erbil. The ceremony was attended by top Kurdish officials, who emphasized that the opening of the consulate marks a significant step in furthering the relationship with Qatar. Currently, the Kurdistan Region [hosts 39](#) foreign consulates, representations, and envoys.

With the gas line from [Khor](#)

Mor now connected to the Kirkuk Gas Company, the Iraqi government aims to sign a contract with Dana Gas, the operator of the field. However, the Ministry of Natural Resources of the Kurdistan Region has pointed out that Dana Gas already has an existing contract to supply gas for electricity in Kurdistan. A disagreement persists between Baghdad and Erbil over the production of the gas field, as it is located within Kurdistan's territories. The area has also suffered several attacks by **Iranian-backed Iraqi** militias in the past.

Syria

In preparation for a local election on June 11, the Autonomous Administration for North and East Syria (AANES) sponsored a forum that was attended by dozens of Arab tribal leaders in al Hasakah. The **concluding statement** of the forum called for "wide participation" in the

elections. The tribal leaders also sought a solution for the Syrian crisis and reached several agreements, including the initiation of dialogues among Syrians and condemnation of violence, terrorism, and occupation. This forum marks the second of its kind. Meanwhile, the High Electoral Commission reported **that 5,336** candidates have registered for the elections. On Tuesday, the European **Union (EU)** and the **US announced** billions of dollars in funds for Syrians inside the country and those displaced in Iraq, Turkey, and Lebanon. The grants were announced during the 8th Brussels Conference on "Supporting the future of Syria and the region."

Turkish-backed factions have escalated tensions with the Syrian Democratic Forces (SDF) near Manbij, resulting in the **death of a woman** and the injury of four civilians, including two children. The recent esca-

lation and bombardment follow several attacks by Turkish-backed groups on Aleppo's countryside, specifically al Shahbaa. This comes as the **SDF announced** the capture of three ISIS (Da'esh) terrorists in Raqqa and Qamishli, in raids supported by the US-led global coalition. The terrorist group has notably increased attacks in the region, mainly in the Syrian **Desert (Badia)**, including a report of **killing three IRGC** members last week.

Turkey

The ramifications of the lengthy prison sentences imposed by the Turkish government against pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) politicians continue. The Peoples' Equality and Democracy Party (Dem Party) **demanding an inquiry** from Turkey's Grand National Assembly to investigate the "unlawful practices" by the court in the 'Kobani Case.' In a

detailed argument, the Dem Party addressed the procedural steps taken by the court during the investigations and described them as a "violation of procedure." The Dem Party criticized irregularities during witness hearings, evidence collection, and trial proceedings. The Ankara court sentenced 15 politicians, mainly Kurds, to a total of 407 years in prison, including 42 years for Selahattin Demirtas and 30 years for Figen Yüksekdağ. Moreover, a **new indictment** by the prosecutor targets five former HDP lawmakers, including the Armenian representative Garo Paylan. The prosecutor is seeking aggravated life imprisonment for these former lawmakers. Meanwhile, the Turkish government continues its crackdown on other members of pro-Kurdish parties, including the arrest of a former Kurdish **mayor in Mus** and five Kurds in Urfa.



May 29, 2024

Iranian border guards kill 19-year-old Kolbar in Baneh

ERBIL, Kurdistan Region - Direct fire from Iranian border guards killed a 19-year-old Kolbar on Tuesday near the Kurdish city of Baneh in western Iran, a human rights watchdog reported.

Hengaw Organization for Human Rights reported that "Sina Rasolzadeh, was killed by direct fire from Iranian border regiment forces while transporting goods across the border heights of Baneh

City," in Sanandaj province.

Rasolzadeh was reportedly shot at a close range with a Kalashnikov rifle.

Kolbars are semi-legal porters who transport untaxed goods across the Kurdistan Region-Iran border and sometimes the Iran-Turkey border. They are constantly targeted by Iranian border guards and are sometimes victims of natural disasters.

Many kolbars are pushed into the dangerous work by poverty and a lack of alternative employment, particularly in Iran's impoverished Kurdish provinces.

According to Hengaw, 37 kolbars were killed or injured by direct fire from the Iranian forces stationed at the borders with the Kurdistan Region.

In its annual report on human rights violations in Iran for

2023, the Paris-based Kurdistan Human Rights Network said that a total of 29 kolbars died last year. At least 19 of them were killed by Iranian border guards.

Hengaw estimated 33 kolbars lost their lives and 176 others were wounded as a result of direct fire from Iranian forces in 2023 and at least 35 fell victim to accidents.



May 29, 2024

IHEC proposes date for the KRG's parliamentary elections

Previously, Kurdistan Region's President Nechirvan Barzani had announced June 10 as the date for the sixth session of the Kurdistan Region's parliamentary elections. However, all political parties agree that the elections will not be held on the set date.

ERBIL (Kurdistan 24) - The Iraqi Independent High Electoral Commission (IHEC) has proposed that the Kurdistan parliamentary elections be held on September 5, 2024.

According to a letter sent to the office of Fawzi Hariri, the chief of staff at the Kurdistan Region Presidency, Judge Omar Ahmed Mohammed, Chairman of the Board of Commissioners of the Independent High Electoral Commission, proposed the new date for the sixth session of the Kurdistan Parliament.

Kurdistan24 received a copy of the letter.

Previously, Kurdistan Region's President Nechirvan Barzani had announced June 10 as the date for the sixth session of the Kurdistan Region's parliamentary elections. However, all political parties agree that the elections will not be held on the set date.

Sarbast Lezgin, a member of the Kurdistan Democratic Party (KDP) Politburo and head of Dohuk's KDP Organizational office, revealed on Tuesday, May 28, the anticipated timeline



Two Kurdish citizens raising their ink-marked index finger as a sign of their vote. (Photo: Kurdistan24)

for the upcoming Kurdistan Region's parliamentary elections. In an interview with Kurdistan24, Lezgin stated, "The dialogue with the concerned parties in Baghdad is ongoing, involving the Commission, the Judiciary, the Federal Court, and the political parties. Some changes have already occurred, and others are imminent."

Regarding the scheduling of the new election date, Lezgin mentioned, "The president of the region is expected to set a new date. We anticipate that

the elections will be held between October and November, contingent upon agreements with the Commission and political parties in the region."

The primary reason for the delay is that the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Kurdistan Region's ethnic and religious communities have refrained from participating in the upcoming election. This decision follows the Iraq Federal Supreme Court's ruling to controversially annul the 11 quota seats reserved for these com-

munities' representation in the Kurdistan Region. As a result, all parties concur that the election cannot proceed as planned in June.

Additionally, there are concerns about potential manipulation or external interference in the election results. These concerns contribute to the consensus among political parties that the elections should be postponed to ensure a fair and transparent process.



May 30, 2024

Kirkuk political forces agree to hold provincial council session

ERBIL, Kurdistan Region - Political parties in Kirkuk agreed on Wednesday to hold a provincial council session to form the local government in the multi-ethnic province, following a meeting presided over by Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani.

Sudani "chaired the third meeting of the political forces representing the national components of Kirkuk Province, which are part of the Kirkuk Administration Coalition," according to a statement from his office.

"During the meeting, the principles of the political agreement paper were approved, with some observations studied and reviewed. They agreed to hold a session of the Provincial Council within an agreed-upon timeframe to commence the constitutional procedures for forming the local government and approving the contents of the political agreement paper," the statement added without specifying the time frame to hold the session.

Kirkuk saw the highest turnout across Iraq for provincial elections on December 18, with 65 percent of eligible voters casting ballots. This was the first time since 2005 that Kirkuk



PM Sudani presiding over a meeting between the Kirkuk political forces on May 29, 2024. Photo: PM Sudani's office.

held provincial elections. Five months after the election, the province remains without a governor due to political disputes between the Kurdish, Arab, and Turkmen components, as each claims entitlement to the governor's position.

Wednesday's meeting was the third between the components to resolve the issue.

The Patriotic Union of Kurdistan (PUK), as the main winner of the December poll, believes that they have the right to claim

the position of the governor, Stran Abdullah, a politburo member of the PUK, told Rudaw days after the vote.

Days later, Azzam al-Hamdani, spokesperson of the al-Uruba alliance, told Rudaw that the Arabs were determined to retain the position of the governor in the multiethnic city. The Turkmen, however, believe that the post should be rotated between the city's components.

Kurdish parties won seven seats - five to the PUK and two

to the Kurdistan Democratic Party (KDP). A coalition of three Arab parties won six seats. The minority Christian quota seat was taken by a candidate close to pro-Iran Shiite militia groups and the PUK.

Since the fall of the Ba'athist regime in 2003, Kurds and Arabs have dominated the top post. The governor was a Kurd until October 2017 when the federal forces returned to the province after the Kurdistan Region's independence referendum and appointed a Sunni as acting governor.



May 31, 2024

Iraqi parliament to vote on budget bill Monday

ERBIL, Kurdistan Region - The Iraqi parliament will convene on Monday to vote on the 2024 budget bill, the legislature's media office announced on Friday.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani and his cabinet earlier this month finalized a draft budget bill that seeks to increase spending for 2024.

The parliament's media office announced on Friday that Monday's session will be dedicated to voting on the draft budget bill.

In June 2023, Iraq passed a three-year budget that included a record \$152 billion in spending, allocating 12.6 percent to the Kurdistan Region.

Abdul Zahra al-Hindawi, the spokesperson for the Iraqi planning ministry told Rudaw on Monday that the government has allocated 211 trillion dinars (about \$161 billion) for the 2024 federal budget.

According to Hindawi, the Kurdistan Region's share is from the 2024 budget is 14 percent.

Iraq's planning ministry on Saturday announced that the Kurdistan Region's share of federal investment funds is 4.8



A session of the Iraqi parliament on September 30, 2023. Photo: Media office of Iraqi parliamentary speaker/Facebook

trillion dinars (\$3.67 billion).

"The total investment expenditure allocated for the Kurdistan Region amounts to 4.875 trillion dinars. The ministry affirmed the government's commitment to the proportion allocated to the Kurdistan Region in all areas of expenditure," read a statement from the planning ministry.

Around 2.7 trillion dinars (About \$2.1 billion) of the investment funds allocated for the Kurdis-

tan Region is dependent on the resumption of the Region's oil exports that have been suspended since March 2023.

Federal budgets routinely require intense negotiations between Erbil and Baghdad. The cash-strapped Kurdistan Regional Government (KRG) has repeatedly accused Baghdad of not making regular payments of its share of federal funds. Baghdad has claimed it has fully implemented its financial obligations to the KRG.

Last month, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani said that an "appropriate" solution with the assistance of Sudani.

Earlier this month, a delegation from the Kurdistan Region attended meetings of the committee responsible for budget amendments. After their return, they said in a statement that the details will be amended in such a way that the rights of the Kurdistan Region are protected.

Ces organisations islamistes turques qui sont gavées de fonds européens

N'est-il pas temps pour l'Occident de décider de quel côté il se range ? » La question est posée par Can Dündar, célèbre journaliste turc menacé par [Erdogan](#) et qui vit en exil en [Allemagne](#), au sujet de son pays natal. Condamné en [Turquie](#), *in absentia*, à vingt-sept ans de prison pour « espionnage », le journaliste dénonce la double hypocrisie qui caractérise les relations entre la [Turquie](#) et l'Union européenne. Et, pour lui, la révélation d'un nouveau scandale d'attribution de fonds européens à des organisations islamistes turques proches de la famille du président [Recep Tayyip Erdogan](#) en est une nouvelle illustration.

Mi-mai, un autre journaliste turc, lui aussi forcé à l'exil, Metin Cihan, a publié une enquête sur les attributions de fonds européens à des organisations turques démontrant que les structures pro-Erdogan parvenaient à en capter une bonne partie. Ces révélations ont suscité une levée de boucliers chez les démocrates turcs. Mais très peu de réactions du côté européen, à quelques jours, pourtant, des élections européennes.

Des structures pro-régime et anti-européennes

Le journaliste, soutenu par le Centre européen pour la liberté de la presse et des médias, à

Leipzig (Allemagne), constate que l'argent européen attribué à la Turquie, pays candidat à l'Union dont les négociations d'adhésion ont été lancées en 2005, bénéficie à des structures pro-régime et anti-européennes telles que la chaîne de radio et de télévision publique TRT, le think tank Seta, l'organisation humanitaire islamiste IHH, les fondations Tugva, Tûrgev ou encore la fédération des lycées d'enseignement coranique de Turquie...

La TRT a, par exemple, été gratifiée de 400 000 euros. Il y a quelques mois, la chaîne d'État a produit une série documentaire, intitulée *Les Vraies Couleurs*, dans le but de « lutter contre la théorie du genre » et « la propagande du lobby LGBT ». Ses différents canaux répercutent fidèlement les orientations idéologiques décidées à la présidence turque. Et, lors des dernières élections municipales, le 31 mars, le temps de parole d'Erdogan sur les antennes de la TRT a été 78 fois plus important que celui de ses principaux opposants !

La Fondation pour la jeunesse de Turquie (Tugva), dirigée par Bilal Erdogan, le fils du président, a reçu pas moins de 700 000 euros de fonds du programme Erasmus, pour 16 projets, depuis 2020. S'ajoutent à cela quatre projets financés par

le programme European Solidarity Corps de la Commission européenne depuis 2021. Tugva organise des « camps d'action » où les jeunes participants sont embrigadés et incités à « faire le djihad ». Ironie du sort, c'est déjà à cause de révélations sur cette organisation islamiste et ses ramifications au sein de l'État turc que Metin Cihan a été contraint de fuir la Turquie. Il était sous la menace de six ans de prison.

Les rapports hautement controversés de la Seta

La fédération turque d'ethnosport, qui promeut les sports traditionnels, également dirigée par Bilal Erdogan, a quant à elle reçu 500 000 euros. La fondation Seta, un centre « de réflexion » créé par Ibrahim Kallin, l'actuel dirigeant des services de renseignements turcs (MIT), s'est vu attribuer 291 000 euros de financement pour deux projets lancés au début de l'année 2024.

Organisant des conférences et des événements pour donner un cachet scientifique aux positions officielles du gouvernement turc, la Seta publie des rapports hautement controversés. « À travers des événements et des publications, la Seta s'efforce d'intégrer les points de vue officiels dans le discours social d'autres pays européens. En 2019, la Seta a publié deux rapports en turc qui ont servi à faire pression sur

les opposants au gouvernement turc » exilés en Europe, a précisé le gouvernement fédéral allemand dans une réponse à une question parlementaire du FDP (Parti libéral-démocrate), en 2020. Ces rapports dressaient la liste des journalistes critiques du régime qui s'étaient réfugiés en Allemagne, les désignant comme des cibles du pouvoir.

Cette situation a de quoi embarrasser les responsables turcs comme les dirigeants européens. Dündar dénonce à la fois l'hypocrisie du pouvoir à Ankara et de « ceux qui, en Turquie, accusent les bénéficiaires de ces fonds occidentaux d'être des traîtres » tout en essayant eux-mêmes d'en tirer profit. Ces dernières années, le financement en provenance d'un pays européen pouvait valoir à une organisation d'être accusée de comploter contre le gouvernement turc.

Mais le journaliste turc épingle également l'hypocrisie de « certaines fondations étrangères censées soutenir la lutte pour la démocratie » et qui favorisent leur marginalisation. La députée allemande d'origine turque Gökay Akbulut (parti Die Linke) a réclamé la fin de ce soutien européen à des organisations turques antidémocratiques.

Requiem pour un tortionnaire

Ce ne sont donc ni les Israéliens ni les Américains, mais la brume qui aura eu raison d'un des grands criminels de l'histoire. Alors que la tension est à son comble au Moyen-Orient, le président de l'Iran, Ebrahim Raïssi, a disparu dans un accident d'hélicoptère avec son ministre des Affaires étrangères et le gouverneur de la province azérie de l'Iran.

« Raïssi, c'est vraiment Eichmann vu par Hannah Arendt. Un bel exemple de la banalité du mal, analyse un politicien iranien. Un fonctionnaire qui balbutie le credo du gouvernement du docte, un rouage utile de la République des mollahs, un exécutant zélé des fatwas et basses œuvres de Khamenei, un « banal » antihéros aux actes monstrueux qu'il exécute parce qu'on lui en a donné l'ordre. » Et quels actes, et quels ordres !

Un rapport d'Amnesty International détaille les massacres : les enfants assassinés parce qu'ils ac-

compagnaient les parents à des manifestations, les fausses sépultures, les parents raflés parce qu'ils se recueillent sur la tombe d'un proche...

Alors oui, Raïssi restera bien comme l'un des pires tortionnaires de la République islamique. Cette accusation, ce n'est pas une ONG américaine qui la formule, mais l'ayatollah Ali Montazeri, celui-là même qui avait été désigné comme le dauphin de l'imam Khomeini.

Voici dans quelles circonstances : le 15 août 1988, trois semaines après le début d'une opération menée par la jeune République islamique qui conduira à la mort de plus de 30 000 prisonniers politiques, l'ayatollah Montazeri demande à voir les quatre membres de la « commission de la mort », qui décident du sort des opposants à la révolution.

Raïssi, alors âgé de 27 ans, en est le vice-procureur. Le religieux pacifique est horri-

fié par ce qu'on lui rapporte. Les révolutions naissent souvent dans le sang, et se poursuivent en épurations, mais lui ne cautionnera jamais cette campagne systématique d'exécutions de gens non jugés ou à la veille d'être relâchés parce qu'ils ont purgé leur peine : « *Le crime le plus terrible perpétré en République islamique depuis la révolution et pour lequel l'histoire nous condamnera, été perpétré par vous. Et vous serez considéré au nombre des criminels de l'histoire.* » Incroyable témoignage !

Lorsque l'ayatollah demande à Raïssi et à ses acolytes de la « commission de la mort » de suspendre les exécutions pendant le mois sacré de Mouharram, voici ce qu'on lui répond : « *Pour Mouharram, nous avons déjà un certain nombre de prisonniers que nous avons extraits de leurs cellules pour les interroger... Si on ne se prononce pas et qu'ils retournent dans leurs sections, cela va créer des problèmes. Si vous le per-*

mettez, il y a environ 200 personnes et quelques, on va les [exécuter] », négocier cyniquement Raïssi et ses collègues.

Quelles seront les conséquences de la disparition de cet homme qui était pressenti pour succéder au guide suprême actuel, Ali Khamenei ? L'élection présidentielle, prévue constitutionnellement dans deux mois, va-t-elle encore renforcer, si c'est possible, le caractère répressif du régime ? Ou au contraire donner un second souffle à la révolte déclenchée par la mort de Mahsa Amini en septembre 2022 ?

La guerre de succession sera âpre, d'autant que derrière le guide suprême se profile déjà l'ombre menaçante de son fils, Mojtaba Khamenei. Pour le reste, difficile de prédire ce qui va se dérouler, dans un contexte régional que la guerre menée par Israël à Gaza contribue à rendre aussi incertain. Mais on tremble pour les Iraniens...

Les dépêches de l'afp de mai 2024

1 mai 2024

Irak: l'Emiratie Dana Gas reprend ses activités dans un complexe gazier visé par une attaque

Dubaï, 1 mai 2024 (AFP) — La compagnie émiratie Dana Gas a annoncé mercredi son intention de relancer la production dans un complexe gazier de la région autonome du Kurdistan irakien, où elle avait suspendu ses activités suite à une récente attaque de drone meurtrière.

Le complexe de Khor Mor, géré par un consortium émirati, a été la cible d'une frappe vendredi dernier, qui a fait quatre morts et huit blessés parmi les travailleurs.

"Dana Gas et ses partenaires ont pris des mesures pour re-

lancer la production du champ de Khor Mor", a déclaré mercredi la société, deux jours après avoir annoncé une "suspension temporaire" de ses opérations.

"Cela se fait de manière progressive avec la mise en oeuvre de nouvelles mesures pour maximiser la sécurité de l'ensemble du personnel et des installations", a-t-elle précisé dans un communiqué publié à la Bourse d'Abou Dhabi.

L'attaque de vendredi a perturbé l'approvisionnement en gaz des centrales électriques de la région, entraînant la perte

de 2.500 mégawatts (MW) d'électricité, selon les autorités locales.

Les forces de sécurité irakiennes ont mis en place une commission d'enquête, promettant de punir les "agresseurs".

Dana Gas a dit avoir pris la décision de reprendre la production suite aux "mesures concrètes prises par le gouvernement irakien et le gouvernement régional du Kurdistan pour renforcer considérablement les défenses sur le site de Khor Mor".

Le champ gazier de Khor Mor se trouve entre les villes de Kirkouk et de Souleimaniyeh, dans une région administrée par les autorités du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak.

Le site été touché à plusieurs reprises ces dernières années, mais l'attaque de vendredi était le premier incident mortel.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 mai 2024

L'Iran rejette des allégations d'agression et de meurtre d'une jeune manifestante

Téhéran, 2 mai 2024 (AFP) — La justice iranienne a rejeté jeudi des informations diffusées par la chaîne britannique BBC suggérant qu'une jeune manifestante avait été agressée sexuellement et tuée par des membres des Gardiens de la Révolution lors du mouvement de contestation de 2022.

Ce vaste mouvement qui avait secoué l'Iran pendant plusieurs mois avait été déclenché après la mort, le 16 septembre 2022, de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini, décédée à 22 ans après avoir été arrêtée par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique.

Le 20 septembre, Nika Sha-

krami, 16 ans, disparaît après avoir participé à l'une des manifestations à Téhéran. Son corps est retrouvé une semaine plus tard.

Les autorités iraniennes avaient affirmé à l'époque qu'elle s'était suicidée en sautant d'un immeuble, niant toute relation entre sa mort et les manifestations.

Mais la BBC a rapporté cette semaine que l'adolescente avait été agressée sexuellement et tuée après avoir été arrêtée par des membres du Corps des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique.

"Le soi-disant reportage d'enquête de BBC World sur Nika

Shakrami a montré que ce média (...), n'est pas un média attaché à la vérité et à la réalité", a déclaré jeudi l'organe de presse de la justice iranienne, Mizan Online.

Cette enquête montre que la BBC "n'a pas prêté et ne prête pas attention au principe le plus fondamental d'un reportage documenté, soit la possibilité de vérifier et de valider les sources et les documents", a-t-il ajouté.

Le rapport judiciaire iranien, qui contient des photos et des documents provenant de l'organisation de médecine légale de Téhéran, rejette notamment des allégations d'attouchements et insiste sur le fait que l'adolescente s'est suicidée.

Des centaines de personnes ont été tuées, dont des dizaines de membres des forces de sécurité, et des milliers d'autres ont été arrêtées lors du mouvement de contestation de 2022.

Les autorités ont évoqué des "émeutes" fomentées par Israël, ennemi juré de l'Iran, et par les pays occidentaux.

Neuf hommes ont été exécutés en Iran dans des affaires liées aux manifestations, portant notamment sur des meurtres et autres violences contre les forces de sécurité.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 mai 2024

Les Kurdes syriens rejettent des accusations de "crimes de guerre" contre des détenus

Qamichli (Syrie), 2 mai 2024 (AFP) — Les autorités de la région autonome kurde en Syrie ont rejeté jeudi les accusations d'Amnesty International selon lesquelles elles auraient commis des "crimes de guerre" dans les centres et camps où elles détiennent des dizaines de milliers de jihadistes présumés et leurs proches.

Les forces dirigées par les Kurdes, appuyées par Washington, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), qui s'est emparé à partir de 2014 de régions en Syrie à la faveur de la guerre dans ce pays, déclenchée en 2011.

Le groupe jihadiste a été déclaré vaincu en 2019, et plus de 56.000 proches de l'EI ou

personnes suspectées d'appartenir à l'organisation se trouvent encore dans des centres de détention et dans les camps d'al-Hol et de Roj, dans le nord-est du pays.

Dans un rapport en avril, la secrétaire générale d'Amnesty International, Agnès Callamard, accusait les autorités kurdes de s'être livrées "à des crimes de guerre, de torture et de traitement cruel et probablement au crime de guerre de meurtre", à l'encontre des détenus.

"Concernant les allégations de torture et de meurtres (...), l'administration autonome respecte ses obligations de prévenir la violation de ses lois, qui interdisent de tels actes illégaux, et adhère au droit inter-

national", ont déclaré les autorités kurdes dans un communiqué.

Tous les crimes de ce type qui pourraient avoir été perpétrés constituent des "actes individuels", ont-t-elles ajouté, demandant à Amnesty de leur fournir toute preuve d'actes répréhensibles commis par ses forces de sécurité et ses groupes affiliés "afin que les auteurs répondent de leurs actes".

"Nous sommes disposés à coopérer avec Amnesty International concernant les recommandations proposées, qui nécessitent des efforts concertés sur les plans régional et international", ajoute le communiqué.

Les autorités kurdes ont déclaré avoir "appelé à plusieurs reprises la communauté internationale à prendre ses responsabilités" et à les aider "à répondre aux besoins dans les camps et les centres de détention, qui nécessitent d'énormes ressources financières dont l'administration autonome ne dispose pas".

Al-Hol est le plus grand camp de détention du nord-est de la Syrie avec plus de 43.000 personnes originaires de 47 pays, dont beaucoup sont des proches de combattants de l'EI.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 mai 2024

La tête d'une Néandertalienne reconstituée par des chercheurs britanniques

Cambridge (Royaume-Uni), 2 mai 2024 (AFP) — Des chercheurs britanniques sont parvenus à reconstituer la tête et le visage d'une Néandertalienne vieille d'environ 75.000 ans, après une découverte qui bouscule ce que nous savons de ces lointains cousins souvent jugés très archaïques.

Leur parcours - de la découverte d'un crâne dans le Kurdistan irakien à cette reconstitution - est raconté dans un documentaire diffusé à partir de jeudi sur Netflix et produit par la BBC.

Tout commence en 2018, lorsque des archéologues de l'université de Cambridge découvrent le crâne d'un spécimen

de Neandertal qu'ils appellent Shanidar Z, du nom de la grotte où ils l'ont trouvé, et qui était fermée aux scientifiques depuis 50 ans pour des raisons politiques.

Les observations permettent de conclure qu'il s'agit d'une femme, âgée d'une quarantaine d'années lors de son décès.

La partie inférieure du squelette avait déjà été excavée en 1960 avec les restes d'au moins dix Néandertaliens, par l'archéologue américain Ralph Solecki, connu pour ses travaux visant à réhabiliter l'image de cette espèce.

La découverte du crâne de Shanidar Z, qui avait été aplati

sans doute par la chute d'une pierre peu de temps après sa mort, a été une véritable surprise pour les chercheurs.

L'équipe "ne s'attendait pas à trouver plus de Néandertaliens" dans la grotte, témoigne auprès de l'AFP le professeur Graeme Barker, de l'Institut McDonald pour la recherche archéologique de Cambridge.

"Nous voulions essayer de dater les sépultures... afin d'utiliser le site (du Shanidar) pour contribuer au grand débat sur les raisons de la disparition des Néandertaliens", qui ont cohabité quelques milliers d'années avec l'homo sapiens avant de s'éteindre il y a environ 40.000 ans.

Shanidar Z faisait partie d'un groupe de cinq spécimens retrouvés juste derrière un énorme rocher vertical situé au centre de la grotte.

Les chercheurs pensent que le rocher a pu servir de repère pour permettre aux Néandertaliens d'enterrer leurs morts au même endroit.

- Impression 3D -

Le positionnement des restes de corps retrouvés, dans la même position et tournés dans la même direction, pourrait signifier que les Néandertaliens avaient une "tradition" entourant la mort et qu'il y a eu "une transmission des connais-

sances entre les générations", explique Chris Hunt, professeur de l'université John Moores de Liverpool, qui a participé aux recherches.

Ce "comportement intentionnel (...) ne ressemble pas à ce qui est raconté dans les manuels sur les Néandertaliens, qui décrivent une vie brutale et courte", ajoute-t-il.

Emma Pomeroy, paléo-anthropologue de l'université de Cambridge, explique que l'enlèvement des restes de Shanidar Z a été une opération très délicate.

Les ossements et les sédiments alentour ont dû être renforcés sur place avec une sorte de colle avant de pouvoir être enlevés en de nombreux petits morceaux enveloppés dans du papier aluminium.

Les plus de 200 fragments du crâne ont ensuite été assemblés dans un laboratoire de Cambridge, dans ce qui a ressemblé à un "puzzle en 3D très précieux", d'autant plus que les fragments avaient une consistance "similaire à celle d'un biscuit trempé dans du thé", explique Emma Pomeroy.

Une fois reconstitué, le crâne a ensuite été imprimé en 3D, permettant à deux paléoartistes réputés - les jumeaux hollandais Adrie et Alfons Kennis - de reconstituer son visage en lui appliquant des couches de peau et de muscles recomposés, un travail montré dans le documentaire diffusé jeudi et intitulé "Secrets de Néandertal".

Si les crânes des Néandertaliens étaient très différents de ceux des humains, "avec d'énormes arcades sourcilières et quasiment pas de menton", le visage ainsi recréé "suggère que ces différences n'étaient

pas si marquées", explique Emma Pomeroy.

Ce qui permet, selon elle, de voir "comment les croisements se sont produits entre les espèces, dans la mesure où presque toutes les personnes vivantes aujourd'hui ont encore de l'ADN néandertalien".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 mai 2024

Quatre randonneurs tués lors des pluies torrentielles en Irak

Souleimaniyeh (Irak), 3 mai 2024 (AFP) — Des inondations provoquées par des pluies torrentielles ont tué vendredi quatre randonneurs dans la région de Souleimaniyeh, dans le nord de l'Irak, ont indiqué à l'AFP des responsables locaux.

"Quatre membres d'une équipe de randonneurs se sont noyés à cause de fortes pluies et d'inondations dans le village d'Awaspî", dans le district de Qaradah, a déclaré un respon-

sable local, Rouf Kamal.

Un porte-parole de la défense civile, Aram Ali, a confirmé ce bilan, ajoutant que huit autres randonneurs avaient réussi à sauver leur vie lors du même incident survenu au sud de Souleimaniyeh, la deuxième ville de la région autonome du Kurdistan irakien.

Il a indiqué que des mises en garde sur le temps avaient été émises jeudi, les randonneurs ayant été conseillés d'éviter les

régions montagneuses.

De fortes pluies se sont abattues ces derniers jours sur l'Irak, avec des inondations dans plusieurs régions, notamment dans le nord, où des routes ont été bloquées à Erbil, la capitale de la région du Kurdistan.

L'Irak a souffert pendant quatre années consécutives de sécheresse avec des précipitations irrégulières et l'eau plus rare, contraignant de nom-

breux agriculteurs à abandonner leurs terrains.

Dans ce pays où la saison des pluies s'étend généralement de décembre à mars, les autorités météorologiques ont signalé des "niveaux de précipitations cette année meilleurs que l'année dernière".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 mai 2024

Syrie: 15 combattants prorégime tués par des jihadistes de l'EI

Beyrouth, 3 mai 2024 (AFP) — Quinze combattants prorégime ont été tués vendredi en Syrie lors d'attaques contre trois sites militaires menées simultanément par des combattants du groupe Etat islamique (EI) dans le désert, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

"Des membres de l'EI ont atta-

qué par surprise trois sites militaires des forces du régime et des groupes qui leur sont affiliés, dans l'est de la province centrale de Homs, faisant au moins 15 morts parmi les forces de défense nationale", a indiqué l'OSDH.

Les médias d'Etat syriens n'ont pas fait mention des attaques dans l'immédiat.

Malgré sa défaite territoriale en Syrie en 2019, le groupe ultra-radical dont les membres sont reclus dans le vaste désert syrien, continue de mener des attaques meurtrières, visant principalement les forces pro-gouvernementales et les forces dirigées par les Kurdes, alliés de Washington.

La dernière attaque d'ampleur de l'EI en Syrie remonte au 19 avril. Vingt-huit soldats syriens et combattants progouvernementaux avaient été tués dans deux attaques menées dans deux zones contrôlées par le pouvoir, notamment la province de Homs.

La plupart des morts étaient des membres d'une faction ap-

pelée "la Brigade al-Qods" comprenant des combattants palestiniens, selon l'ONG, basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre.

L'EI a pris le contrôle de pans entiers de la Syrie et de l'Irak

en 2014, proclamant son "califat" et lançant un règne de terreur avant d'être défait en 2019 par une coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis et les forces kurdes.

Depuis le début de l'année, plus de 299 soldats et combattants progouvernementaux ont

été tués dans des attaques, embuscades et explosions de l'EI notamment dans les provinces de Deir Ezzor, Homs et Raqqa, selon l'Observatoire.

La guerre en Syrie, déclenchée en 2011 après la répression brutale par le pouvoir des manifestations prodémocratie,

a fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 mai 2024

Irak: la justice suspend temporairement les procédures des élections parlementaires au Kurdistan

Bagdad, 7 mai 2024 (AFP) — La justice irakienne a temporairement suspendu mardi les procédures engagées pour organiser le 10 juin des élections parlementaires locales au Kurdistan autonome, un scrutin source de tensions entre les deux principaux partis kurdes qui s'affrontent déjà sur un éventuel report.

Le verdict de la Cour suprême fédérale, plus haute instance judiciaire d'Irak, "suspend" les procédures liées "à l'enregistrement des listes des candidats", le temps de trancher dans une autre affaire en lien avec ces législatives du Kurdistan, région autonome dans le nord de l'Irak, selon un communiqué sur le site Internet de l'institution.

Car le Premier ministre de la région, Masrour Barzani, a pré-

senté un recours devant la même cour arguant de "l'inconstitutionnalité" du découpage des circonscriptions électorales prévues pour le scrutin. Le temps d'obtenir un verdict, il avait demandé "un arrêt et une suspension des procédures de la commission électorale".

"Les procédures sont suspendues dès aujourd'hui jusqu'au verdict", a indiqué à l'AFP une source au sein de la commission électorale s'exprimant sous anonymat.

Cet énième rebondissement judiciaire s'inscrit dans l'affrontement qui oppose depuis plusieurs mois déjà les deux partis historiques et frères ennemis de la région, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

En février, la justice irakienne décidait de réduire de 111 à 100 le nombre de sièges du Parlement kurde, supprimant de fait un quota réservé aux minorités.

Ce verdict avait mécontenté le PDK, qui dans la foulée avait annoncé un boycott du scrutin et n'avait pas inscrit de candidats.

Depuis, le PDK oeuvre pour un nouveau report des élections du 10 juin, initialement prévues à l'automne 2022 mais plusieurs fois repoussées. De son côté l'UPK refuse tout ajournement du scrutin.

Le verdict de mardi intervient alors que le président du Kurdistan, Nechirvan Barzani, se trouve actuellement à Téhéran, où il a rencontré les principaux

dirigeants iraniens, après une première tournée à Bagdad où il s'est entretenu avec les barons de la politique irakienne.

Le PDK détient la majorité au sein du Parlement kurde sortant, avec 45 sièges, devançant l'UPK qui en compte 21.

La région du Kurdistan, autonome depuis 1991, se présente comme une oasis de stabilité propice aux investissements étrangers en Irak. Mais militants et opposition y dénoncent, entre autres maux, corruption, répression de toute voix dissidente et arrestations arbitraires.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 mai 2024

Les Etats-Unis rapatrient une vingtaine d'Occidentaux des camps jihadistes de Syrie

Washington, 7 mai 2024 (AFP) — Les Etats-Unis ont annoncé mardi avoir rapatrié 11 Américains dont cinq mineurs des camps où sont détenus des prisonniers jihadistes et leurs proches dans le nord-est de la

Syrie, contribuant aussi à l'évacuation d'une dizaine d'autres ressortissants occidentaux.

L'opération, décrite comme "complexe", a été menée dans la nuit de lundi à mardi par plu-

sieurs agences américaines, les autorités du Koweït et les forces kurdes.

Outre les ressortissants américains, elle a également permis le rapatriement de six Cana-

diens, quatre Néerlandais et un Finlandais, parmi lesquels huit enfants, a précisé le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken, dans un communiqué.

"Il s'agit du plus important rapa-

triement à ce jour de citoyens américains du nord-est de la Syrie", a-t-il déclaré.

Au terme de ce rapatriement, il reste "environ 25" ressortissants américains dans les camps ou centres de détention en Syrie, a précisé un peu plus tard devant la presse le porte-parole du département d'Etat Matthew Miller.

Les Etats-Unis ont également accueilli sur leur territoire "un enfant de neuf ans non américain mais qui est le frère ou la soeur d'un des mineurs américains rapatrié".

Cinq ans après la chute du "califat" autoproclamé par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie, des dizaines de milliers de femmes et d'enfants proches de jihadistes sont détenus par les forces kurdes syriennes alliées des Etats-Unis dans le nord-est de la Syrie, notamment dans les camps d'al-Hol et de Roj, où règne violence et privations de toutes sortes.

Al-Hol est le plus grand camp de détention avec plus de

43.000 personnes originaires de 47 pays, dont beaucoup sont des proches de combattants de l'EI.

Malgré les appels répétés des autorités locales, nombre de pays occidentaux refusent de rapatrier leurs citoyens, se contentant de retours au compte-goutte par crainte d'éventuels actes terroristes sur leur sol.

- "Insuffisants" -

Un responsable local kurde, Famer al-Kaait, a jugé mardi "insuffisants" les efforts de rapatriement menés par les pays étrangers, exhortant la communauté internationale à rechercher des solutions "globales".

"La seule solution durable (...), c'est que les pays rapatrient, réhabilitent, réintègrent et veillent à ce que les responsables d'actes répréhensibles rendent compte de leurs actes", a rappelé le secrétaire d'Etat américain.

Les Etats-Unis font depuis longtemps pression sur les gouvernements européens pour qu'ils

procèdent à de tels rapatriements.

Les identités des Américains rapatriés n'ont pas été dévoilées. Selon le New York Times, figure dans le groupe une Américaine et ses neufs enfants. Son mari turc aurait emmené la famille sur le territoire de l'EI avant d'être tué par la suite.

Selon le journal local Star Tribune, dans le Minnesota, un homme ayant rejoint l'EI mais devenu par la suite un informateur précieux demandait le rapatriement de ses deux fils, dont l'un n'a apparemment pas la nationalité américaine, afin qu'ils soient élevés par leurs grands-parents dans cet Etat du nord des Etats-Unis.

- "Crimes de guerre" -

Le département d'Etat n'a livré aucune indication sur le déroulement de l'opération de rapatriement.

Fin avril, au moins 160 familles irakiennes, totalisant environ 700 personnes, avaient été rapatriées en Irak du camp d'al-Hol.

L'Irak est un des rares pays à rapatrier avec régularité ses ressortissants, un engagement salué tant par l'ONU que par les Etats-Unis.

En avril, Amnesty International a accusé les autorités auto-nomes kurdes de se livrer à des "crimes de guerre" dans les centres et camps, ce que les autorités locales ont rejeté.

Les forces dirigées par les Kurdes ont été le fer de lance de la lutte contre l'EI, qui s'est emparé à partir de 2014 de régions en Syrie à la faveur de la guerre dans ce pays, déclenchée en 2011.

Des milliers de personnes du monde entier avaient afflué en Syrie, proclamée nouvelle terre du jihad armé, pour combattre dans les rangs de l'EI.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 mai 2024

Une vingtaine d'Occidentaux rapatriés des camps II de Syrie par les Etats-Unis

Washington, 7 mai 2024 (AFP) — Les Etats-Unis ont annoncé mardi avoir rapatrié 11 Américains dont cinq mineurs des camps de prisonniers jihadistes dans le nord-est de la Syrie, et contribué à l'évacuation d'une dizaine d'autres occidentaux.

L'opération "complexe" a été menée par plusieurs agences américaines, les autorités du Koweït et les forces kurdes.

Outre les ressortissants américains, elle a également permis le rapatriement de six Canadiens, quatre Néerlandais et un Finnois, parmi lesquels huit

enfants, a précisé le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, dans un communiqué.

"Il s'agit du plus important rapatriement à ce jour de citoyens américains du nord-est de la Syrie", a-t-il déclaré. Les Etats-Unis ont également installé sur leur territoire "un enfant de neuf ans non américain mais qui est le frère ou la soeur d'un des mineurs américains rapatrié".

Cinq ans après la chute du "califat" autoproclamé par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie, des dizaines de milliers de femmes

et d'enfants proches de jihadistes sont détenus par les forces kurdes syriennes alliées des Etats-Unis dans des camps dans le nord-est de la Syrie, où règne la violence et où les privations sont nombreuses.

Malgré les appels répétés des autorités locales, nombre de pays occidentaux refusent de rapatrier leurs citoyens, se contentant de retours au compte-goutte par crainte d'éventuels actes terroristes sur leur sol.

"La seule solution durable (...), c'est que les pays rapatrient,

réhabilitent, réintègrent et veillent à ce que les responsables d'actes répréhensibles rendent compte de leurs actes", a rappelé le secrétaire d'Etat américain.

Les États-Unis font depuis longtemps pression sur les gouvernements européens pour qu'ils procèdent à tels rapatriements.

Les identités des Américains rapatriés n'ont pas été dévoilées. Selon le New York Times, figure dans le groupe une Américaine et ses neufs enfants. Son mari turc aurait emmené la famille sur le terri-

toire de l'État islamique et aurait été tué par la suite.

Le Star Tribune de Minneapolis avait rapporté la semaine der-

rière qu'un homme qui avait rejoint l'EI mais était devenu un informateur précieux demandait le rapatriement de ses deux fils, dont l'un n'a appa-

remment pas la nationalité américaine, afin qu'ils soient élevés par leurs grands-parents dans le Minnesota.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 mai 2024

Irak : cinq soldats tués dans une "attaque terroriste" (officiel)

Bagdad, 13 mai 2024 (AFP) — Un officier de l'armée irakienne et quatre soldats ont péri lundi dans l'attaque de leur position dans la province de Salaheddine (centre), ont indiqué des responsables du ministère de la Défense.

Ils ont précisé qu'ils avaient été tués "en déjouant une attaque terroriste".

"Des terroristes du groupe Etat

islamique ont attaqué" un poste de l'armée dans le village de Mtebija, "tuant quatre soldats et le commandant de l'unité", a précisé une source de sécurité, qui a demandé à rester anonyme.

L'EI est parvenu en 2014 à s'emparer de régions entières de l'Irak et de la Syrie voisine, proclamant son califat et semant la terreur.

Il a été vaincu en Irak en 2017 par les forces irakiennes soutenues par une coalition militaire dirigée par les Etats-Unis, puis a perdu en 2019 les territoires qu'il contrôlait en Syrie au profit des forces kurdes soutenues par les Etats-Unis.

Mais des éléments de l'EI sont toujours capables, depuis des bases implantées dans des zones reculées, de monter des attaques et des embuscades.

Dans un rapport publié en janvier, les Nations unies ont estimé que l'EI comptait encore "entre 3.000 et 5.000 combattants" en Irak et en Syrie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 mai 2024 à 17h35

Dix militants kurdes arrêtés pour une bagarre fin mars à Roissy

Bobigny, 15 mai 2024 (AFP) — Dix militants kurdes ont été arrêtés mercredi pour une bagarre fin mars à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, qui a éclaté alors qu'ils tentaient d'empêcher l'expulsion d'un militant kurde de France, a appris l'AFP de source aéroportuaire.

Une trentaine de personnes ont manifesté le 27 mars dans le terminal 1 de Roissy pour protester contre l'expulsion

d'un jeune militant kurde visé par une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Elles craignaient qu'il ne soit arrêté et torturé une fois en Turquie.

Le rassemblement a dégénéré en affrontement physique lorsque des agents de la sécurité de l'aéroport ont bloqué le passage de manifestants vers les portes d'embarquement. Des vidéos amateurs largement partagées sur internet

montrent une scène de violence avec des agents frappés et des poteaux jetés.

Suite à plusieurs semaines d'enquête pour identifier les auteurs des violences, dix suspects ont été arrêtés mercredi matin, principalement en région parisienne. L'opération a mobilisé une cinquantaine de policiers.

"Il y avait des délits commis, des troubles à l'ordre public à

l'intérieur d'un aérogare, ce n'est pas anodin. Ce sont des zones en partie réglementées, il ne doit rien se passer dans ces endroits", a déclaré la source aéroportuaire.

L'enquête a été confiée par le parquet de Bobigny à la police aux frontières.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 mai 2024

Turquie: le leader kurde Selahattin Demirtas condamné à 42 ans de prison

Istanbul, 17 mai 2024 (AFP)

— Le charismatique chef de file kurde Selahattin Demirtas, déjà incarcéré, a été condamné jeudi à 42 ans de prison, notamment pour atteinte à l'unité de l'Etat, dans une affaire qui a déjà valu à Ankara d'être condamné par la Cour européenne des droits de l'Homme.

Troisième force politique au Parlement turc, le Parti démocratique des peuples (HDP, devenu DEM) fait l'objet d'une répression implacable depuis 2016, année où Selahattin Demirtas a été arrêté et incarcéré.

Âgé de 51 ans, M. Demirtas, ancien coprésident du HDP, était jugé pour 47 chefs d'accusations, parmi lesquels celui d'atteinte à l'unité de l'Etat et à l'intégrité territoriale et d'incitation à commettre un crime, à l'occasion d'une flambée de violences en Turquie en 2014, ont rapporté les médias turcs et l'ONG MLSA.

L'autre ex-coprésidente du HDP d'alors, Figen Yuksekdog, a été condamnée à 30 ans et trois mois d'emprisonnement.

Craignant des troubles, les gouverneurs d'au moins 14 provinces du sud et du sud-est du pays, qui abritent une importante communauté kurde turque ou syrienne, ont interdit les manifestations pendant quatre jours, selon MLSA.

A l'annonce du verdict, plusieurs députés du DEM ont

brandi des portraits des deux dirigeants dans l'enceinte de l'Assemblée pour protester contre la décision.

"Nous avons tous été témoins ici aujourd'hui d'un massacre judiciaire", a réagi dans un communiqué le DEM, dénonçant une "nouvelle tache sombre dans l'histoire judiciaire de la Turquie".

Ses avocats ont annoncé leur intention de faire appel du verdict.

Dans cette procédure-fleuve, la plupart des 108 accusés ont été condamnés, mais quelques-uns ont été acquittés. L'audience à Sincan, dans la banlieue d'Ankara, s'est déroulée en l'absence des accusés en détention provisoire.

Les procureurs avaient réclamé la réclusion à perpétuité à l'encontre de 36 accusés, dont Selahattin Demirtas.

Une partie des avocats de la défense a quitté la salle d'audience avant la lecture du verdict pour protester contre les atteintes aux droits de la défense au cours du procès.

"Le recours à de fausses procédures pénales pour écarter de la vie politique des politiciens kurdes démocratiquement élus ne contribuera en rien à mettre fin au conflit qui oppose depuis des décennies l'Etat turc au PKK", a mis en garde Hugh Williamson, directeur pour l'Europe et l'Asie cen-

trale à Human Rights Watch.

- Prise de Kobané -

Les violentes manifestations d'octobre 2014, au cours desquelles 37 personnes avaient été tuées dans le pays, avaient débuté après un appel lancé par le HDP contre le refus du gouvernement d'Ankara d'intervenir pour empêcher la ville frontalière kurde de Syrie Kobané de tomber entre les mains des jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Les combats étaient visibles du côté turc de la frontière et de nombreux membres de la communauté kurde du pays avaient dénoncé une inaction complice de l'armée turque.

Présenté dans la presse étrangère comme le Barack Obama kurde, Selahattin Demirtas s'était présenté à la présidentielle contre le président Recep Tayyip Erdogan en 2014 et en 2018, depuis sa prison.

Après sa condamnation en 2018 à quatre ans et huit mois de prison pour "propagande terroriste" dans un volet de cette affaire, la CEDH avait sommé Ankara de le libérer "dans les plus brefs délais", estimant que son emprisonnement visait à "étouffer le pluralisme" politique.

Ankara accuse le parti HDP, et aujourd'hui le DEM, de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme un groupe terroriste

par la Turquie et ses alliés occidentaux - ce que le parti dément.

A l'été 2015, un cessez-le-feu en vigueur depuis deux ans avait été rompu après le déclenchement d'une offensive de l'armée turque contre des positions de combattants kurdes en Syrie et en Irak.

Des milliers de partisans du HDP et des dizaines de ses élus, en particulier dans le sud-est à majorité kurde du pays, sont emprisonnés, accusés de soutien au terrorisme ou de menaces à la sécurité. Ce que tous démentent en dénonçant des inculpations politiques.

Le verdict contre Selahattin Demirtas intervient après le rejet mercredi d'une demande de nouveau procès pour l'homme d'affaires et philanthrope Osman Kavala, réclamé par son avocate.

L'homme âgé de 66 ans, a été arrêté en octobre 2017 puis condamné en 2022 à la perpétuité par la justice turque pour "tentative de renversement du gouvernement" via le financement des grandes manifestations de l'opposition à Istanbul en 2013, dites de Gezi. Il a toujours nié les accusations portées contre lui.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 mai 2024

Deux femmes pendues en Iran, les exécutions s'intensifient

Paris, 18 mai 2024 (AFP) — Sept personnes parmi lesquelles deux femmes ont été pendues samedi en Iran, alors que la République islamique accentue l'usage de la peine de mort à des fins politiques, selon l'ONG IHR (Iran Human Rights), basée en Norvège.

Parvin Moussavi, 53 ans, mère de deux enfants, a été pendue dans la prison d'Urmia (nord-ouest) avec cinq hommes, tous condamnés pour trafic de drogue, a affirmé l'IHR dans un communiqué.

A Nishapur (Est), une femme de 27 ans, Fatemeh Abdullahi, a été pendue pour le meurtre de son mari qui était aussi son cousin.

L'IHR affirme avoir comptabilisé 223 exécutions cette année, dont au moins 50 au cours du seul mois de mai, après une accélération des exécutions consécutive à la fin du Nouvel An perse et du ramadan en avril.

Les exécutions en Iran, un des

pays qui exécute le plus avec la Chine et l'Arabie saoudite, s'effectuent par pendaison.

La République islamique exécute le plus de femmes dans le monde, selon des groupes de défense des droits humains, qui affirment que beaucoup sont victimes de mariages forcés ou abusifs.

En 2023, au moins 22 femmes y ont été exécutées, le nombre le plus élevé de ces dix dernières années, rapportent des ONG.

"Le silence de la communauté internationale est inacceptable", a déclaré à l'AFP le directeur d'IHR, Mahmoud Amiry-Moghaddam. "Ceux qui sont exécutés appartiennent aux groupes pauvres et marginalisés de la société iranienne et n'ont pas bénéficié d'un procès équitable".

L'IHR affirme que Mme Mousavi a été détenue pendant quatre ans avant son exécution. Elle cite une source selon laquelle elle aurait été payée

l'équivalent de 15 euros pour porter un paquet censé contenir des médicaments, mais contenant en réalité cinq kilos de morphine.

Les condamnés à mort sont "les victimes bon marché de la machine à tuer de la République islamique, qui vise à semer la peur auprès de la population pour prévenir de nouvelles manifestations".

L'organisation affirme par ailleurs qu'un membre de la communauté juive iranienne, qui s'est beaucoup réduite ces dernières années mais reste la plus importante du Moyen-Orient hors Israël, risquait une exécution imminente.

Arvin Ghahremani, 20 ans, a été condamné à mort pour meurtre au cours d'une bagarre de rue quand il avait 18 ans. Il devrait être pendu lundi à Kermanshah (Ouest).

L'IHR mentionne aussi le cas de Kamran Sheikheh, dernier membre vivant d'un groupe de Kurdes arrêtés en 2009 et

2010 pour "corruption sur terre", en lien avec leur appartenance présumée à des groupes extrémistes. Les six autres ont été exécutés en avril.

L'Iran a récemment suscité des protestations internationales après la condamnation à mort de Toomaj Salehi, un célèbre rappeur iranien accusé d'avoir soutenu les manifestations de 2022. Ses avocats ont interjeté appel de la sentence.

Plusieurs centaines de personnes avaient été tuées et des milliers arrêtées au cours des manifestations qui se sont tenues fin 2022 après la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une jeune femme détenue par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict pour les femmes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 mai 2024

Irak: le Parlement échoue à élire son président

Bagdad, 18 mai 2024 (AFP) — Les députés irakiens n'ont pas réussi à élire un président du Parlement samedi, aucun des deux principaux candidats n'ayant obtenu la majorité lors d'une séance tendue.

A la mi-novembre, la Cour suprême, plus haute instance judiciaire d'Irak, avait mis fin au mandat du précédent titulaire, l'influent politicien sunnite Mohamed al-Halboussi, après la plainte d'un député pour "falsification" de document.

Depuis, les parlementaires ont échoué à plusieurs reprises à élire un nouveau président en raison de querelles politiques et surtout de divisions entre les principaux partis sunnites.

Lors du vote de samedi, 311 des 329 députés étaient présents.

Le bureau parlementaire des médias a annoncé que 137 avaient choisi Mahmoud al-Mashhadani, le plus ancien membre du Parlement, et 158 avaient voté pour Salem al-Is-

sawi, soit moins pour chacun des deux candidats que les 165 voix requises.

De nombreux députés ne sont pas revenus pour un deuxième vote, les médias locaux partageant des vidéos d'une brève bagarre entre certains d'entre eux et faisant état d'au moins un blessé.

La séance a ensuite été ajournée.

Dans ce pays majoritairement chiite, le Parlement est dominé

par une coalition de partis chiites pro-iraniens.

La vie politique en Irak, pays multiethnique et multiconfessionnel, est régie par un partage du pouvoir entre les différentes communautés: le poste largement honorifique de président revient traditionnellement aux Kurdes, celui de Premier ministre aux chiites, tandis que la communauté sunnite est représentée par le président du Parlement.

Les élections et nominations

de responsables aux plus hauts postes sont bien souvent des processus ardues qui peuvent durer plusieurs mois,

compliqués par des tractations interminables et des accords âprement négociés.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 mai 2024

Turquie: sept généraux graciés pour le putsch de 1997

Istanbul, 18 mai 2024 (AFP)

— Le président turc Recep Tayyip Erdogan a gracié sept généraux emprisonnés pour leur rôle dans le coup de force militaire contre le premier gouvernement islamiste en Turquie, en 1997, selon des décrets publiés au Journal officiel.

Dans sa décision, le chef de l'Etat turc évoque le grand âge et l'état de santé des anciens responsables de l'armée, condamnés en 2018 à la réclusion à perpétuité, à l'issue d'un procès à rebondissements.

Les décrets, dont l'AFP a pris

connaissance samedi, ont été signés au moment où une cour d'Ankara condamnait à une peine de 42 ans de prison incompressible le charismatique chef de file kurde Selahattin Demirtas, notamment pour atteinte à l'unité de l'Etat.

Le CHP, premier parti d'opposition au parlement et grand vainqueur des élections municipales fin mars, réclamait la libération des anciens généraux encore emprisonnés. Son chef Özgür Özel, qui a rencontré début mai le président Erdogan a salué sur "X" une "mesure tardive mais juste".

L'un des sept généraux graciés, Cevik Bir, considéré comme le cerveau du coup de force, avait déjà été remis en liberté pour raisons de santé.

En 1997, le premier chef d'un gouvernement islamiste turc, Necmettin Erbakan, mentor de Recep Tayyip Erdogan, avait été poussé à la démission par l'état-major au nom de la défense de la laïcité. Ce putsch, qui s'était déroulé sans aucun coup de feu, a été surnommé le "coup d'Etat postmoderne".

L'armée turque a renversé trois gouvernements civils en 1960, 1971 et 1980. Des militaires

factieux ont par ailleurs fait une tentative de coup d'Etat dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016.

Depuis la victoire de son Parti de la justice et du développement (AKP) en 2002, le gouvernement islamo-conservateur de M. Erdogan s'est efforcé de réduire l'influence des militaires sur la vie politique.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 mai 2024

Iran: la mort du président Raïssi rebat les cartes de la succession du guide suprême

Paris, 21 mai 2024 (AFP)

— Après la mort dans un crash hélicoptère du président iranien Ebrahim Raïssi, jusque-là considéré comme successeur probable du guide suprême Ali Khamenei, les projecteurs se braquent sur le fils du guide, Mojtaba.

Même s'il reste ardu de lire le fonctionnement du régime, opaque et complexe, le curriculum du président décédé, pilier de la République islamique depuis des décennies, en faisait un candidat naturel pour devenir le troisième guide iranien depuis la révolution de 1979, après l'ayatollah Rouhollah Khomeini et Ali Khamenei.

Le guide suprême est nommé à vie par une Assemblée des Experts et tranche sur tous les sujets cruciaux, dont la politique étrangère du pays. Ali Khamenei, 85 ans, est en fonction depuis la mort de Khomeini en 1989.

Depuis qu'il est guide, Khamenei a nommé Raïssi, son "confident de longue date", à plusieurs postes majeurs, dont la présidence du système judiciaire, relève le directeur du centre de réflexion pour le Moyen Orient et l'ordre global (CMEG) Ali Fathollah-Nejad, même s'il est "très difficile de dire" s'il avait décidé qu'il serait son successeur.

"Seuls une poignée de hauts dirigeants savent si Raïssi devait devenir le prochain guide suprême", estiment aussi les analystes Ali Vaez et Naysan Rafati, dans une note d'International Crisis Group (ICG). "Mais si c'était le cas, sa mort entraîne un grand point d'interrogation sur la succession".

- 'Cartes rebattues' -

Les yeux se tournent désormais vers le fils du guide, Mojtaba Khamenei, 54 ans, homme de l'ombre à l'influence considérable, personnalité sanctionnée par les Etats-Unis. "Khamenei cherche depuis longtemps à positionner son fils comme son successeur",

selon Ali Fathollah-Nejad, même si "le pouvoir dynastique" n'est pas bien vu au sein du régime.

"Toutefois, avec la disparition de Raïssi, les cartes de la succession de Khamenei sont rebattues, et l'attention revient sur Mojtaba", ajoute le directeur du CMEG, basé à Berlin.

Apparaissant rarement en public, quasiment jamais mentionné dans les médias, et sans fonction officielle, Mojtaba Khamenei est, d'après les analystes, le numéro 2 du cabinet du guide suprême, derrière le chef Mohammad Golpayegani.

Son importance a été révélée

par les sanctions prises en 2019 contre lui par le Trésor américain, jugeant qu'Ali Khamenei lui avait "délégué une partie de ses responsabilités".

Mojtaba est "le candidat le plus important", qui a accumulé "un pouvoir considérable en coulisses", estime Suzanne Maloney, de la Brookings Institution.

Pour autant, les analystes n'excluent pas qu'un autre nom puisse sortir du chapeau, citant notamment Ali Reza Arafai, un dignitaire religieux membre de l'Assemblée des Experts et du Conseil des Gardiens de la Révolution, le bras armé du régime.

- 'Fissures' -

Stabilité et continuité devraient en tous cas être les premières priorités du régime, après les manifestations qui ont secoué l'Iran des mois durant depuis la mort en septembre 2022 de Mahsa Amini, jeune Kurde irannienne arrêtée par la police des mœurs pour non respect du strict code islamique vestimentaire.

Le mouvement de contestation "Femme.Vie.Liberté" a été durement réprimé mais n'est pas éteint dans ce pays où les conservateurs concentrent tous les pouvoirs depuis ces dernières années.

Même si les pouvoirs du président sont limités, la mort de Raïssi a néanmoins suscité un choc en Iran. Avant lui, seul un président est mort en fonction, Mohammad Ali Rajai, tué en août 1981 dans une attaque à la bombe moins d'un mois après sa prise de fonction.

La période de succession va s'avérer risquée pour le pouvoir, estime Ali Fathollah-Nejad, alors que la protestation interne couve toujours, et que la crise économique s'aggrave, en raison notamment des sanctions occidentales.

"Si Khamenei meurt et/ou si Mojtaba est déclaré son suc-

cesseur, de nouvelles manifestations populaires ne sont pas à exclure", estime-t-il.

"La grande question est de savoir si dans un scénario de vide du pouvoir ou de succession contestée, nous pourrions assister à des fissures au sein du pouvoir et de l'appareil de sécurité, ouvrant une perspective sur l'inconnu", ajoute-t-il.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 mai 2024

Syrie: une femme et trois enfants de jihadistes présumés remis au Royaume-Uni (administration kurde)

Qamichli (Syrie), 24 mai 2024 (AFP) — L'administration autonome kurde en Syrie a annoncé vendredi avoir remis à des représentants du Royaume-Uni une femme et trois enfants qui étaient détenus avec des familles de jihadistes présumés.

Cinq ans après la chute du "califat" du groupe Etat islamique (EI) en Syrie, des dizaines de milliers de proches de jihadistes présumés, dont des Occidentaux, sont toujours détenus par les forces kurdes alliées des Etats-Unis dans des camps du nord de la Syrie.

Dans un communiqué, l'administration kurde a indiqué avoir "remis une femme et trois enfants au Royaume-Uni", lors d'une rencontre avec une délégation conduite par Ann Snow, représentante spéciale britannique pour la Syrie.

Une source au sein de l'admini-

nistration kurde a indiqué à l'AFP que les quatre personnes étaient détenues à Roj, l'un des deux camps avec al-Hol où sont placés les proches de jihadistes présumés.

Le ministère britannique des Affaires étrangères a confirmé que des fonctionnaires britanniques avaient "facilité le rapatriement d'un certain nombre de ressortissants britanniques de Syrie vers le Royaume-Uni".

"Ce rapatriement est conforme à la politique de longue date selon laquelle toutes les demandes d'assistance consulaire britannique en provenance de Syrie sont examinées au cas par cas, en tenant compte de toutes les circonstances pertinentes, y compris la sécurité nationale", a précisé le porte-parole.

Le 7 mai, les Etats-Unis avaient annoncé avoir rapatrié

11 Américains dont cinq mineurs, détenus dans le nord-est de la Syrie.

Ils avaient aussi permis le rapatriement de six Canadiens, quatre Néerlandais et un Finlandais, parmi lesquels huit enfants, selon le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken.

En décembre 2023, l'administration autonome kurde avait remis au Royaume-Uni une femme et cinq enfants, détenteurs de la nationalité britannique.

Malgré les appels répétés des autorités locales, nombre de pays occidentaux refusent de rapatrier leurs citoyens, se contentant de retours au compte-goutte par crainte d'éventuels actes terroristes sur leur sol.

L'un des cas emblématiques de la question du retour des fa-

milles de jihadistes au Royaume-Uni est celui de Shamina Begum, une Londnienne aujourd'hui âgée de 24 ans qui avait rejoint l'EI en Syrie quand elle avait 15 ans. La justice britannique a confirmé en février 2024 la déchéance de sa nationalité.

Les forces dirigées par les Kurdes ont été le fer de lance de la lutte contre l'EI, qui s'est emparé à partir de 2014 de régions en Syrie à la faveur de la guerre dans ce pays, déclenchée en 2011.

Des milliers de personnes du monde entier avaient afflué en Syrie, proclamée nouvelle terre du jihad armé, pour combattre dans les rangs de l'EI.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 mai 2024

Turquie: les "Mères du samedi" marquent leur 1000ème semaine de veillée à Istanbul

Istanbul, 25 mai 2024 (AFP) — Connues sous le nom de "Mères du samedi", des familles protestant contre la disparition de leurs proches dans les années 1980 et 1990 en Turquie ont marqué samedi leur millièmes semaine de veillée à Istanbul.

Des centaines de personnes, tenant des oeillets et des photos de leurs proches disparus, ont participé à la veillée sur la place Galatasaray, au centre d'Istanbul, sans intervention de la police.

Les "Mères du samedi" (Cumartesi Anneleri, en turc) ont commencé à se réunir le 27 mai 1995 à Istanbul, demandant justice pour leurs proches portés disparus, souvent lorsqu'ils étaient en garde à vue, dans l'une des périodes les plus troubles de l'histoire de la Turquie moderne.

De nombreux membres ou sympathisants des partis politiques pro-kurdes ou de gauche ont disparu prétendument aux mains de l'Etat dans les années 1980 et 1990.

Hanim Tosun tente depuis 29 ans de connaître le sort de son mari, Fehmi Tosun, disparu en 1995 à Istanbul après avoir été embarqué, prétendument par des forces de l'ordre habillées en civil, dans une voiture.

"L'Etat devrait nous indiquer une pierre tombale où nous pourrions déposer ces oeillets. Nous nous réunissons sur cette place pour que personne ne souffre comme nous", a-t-elle affirmé à l'AFP. "Nous poursuivrons notre lutte jusqu'à ce que les responsables soient traduits en justice".

"Notre mère a passé sa vie à chercher Cemil et est morte

avant de pouvoir le retrouver", a déploré Mikail Kirbayir, frère de Cemil Kirbayir, disparu en garde à vue en 1980. "Je ne cesserai de poser des questions sur le sort de Cemil, jusqu'à mon dernier souffle".

Après une violente répression de la police, la manifestation des Mères du samedi avait pour la première fois été interdite en 1999.

Grâce à une réforme de démocratisation alors en vigueur, la veillée a pu reprendre en 2009, mais a été de nouveau interdite en 2018, suivant le durcissement du pouvoir après la tentative du coup d'Etat de 2016 contre le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Autorisée de nouveau en 2023, la veillée a cependant été limitée par la police au maximum à dix participants,

une restriction dénoncée par des défenseurs des droits de l'Homme comme une entrave au droit de manifester de manière pacifique.

"Aujourd'hui, c'est la millièmes semaine. Nous devons la reprise de notre veillée à des actions de désobéissance civile menées sans allégeance", a estimé Eren Keskin, co-présidente de l'Association des droits de l'Homme qui défend de longue date les Mères du samedi.

"J'espère que cet acquis permettra d'étendre la démocratisation à l'ensemble du pays".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 mai 2024

Une décennie après la déferlante jihadiste en Irak, un Sinjar en ruine attend les Yazidis

Sinjar (Irak), 29 mai 2024 (AFP) — Quand Bassem Eido sort de chez lui dans son village du Sinjar, décombres et maisons abandonnées lui rappellent qu'il fait partie des rares familles yazidies ayant fait le pari du retour, une décennie après la déferlante jihadiste sur cette région d'Irak.

En août 2014, le groupe Etat islamique (EI) envahit le Mont Sinjar, foyer historique de la minorité yazidie dans le nord de l'Irak. La communauté subit de plein fouet la violence et les exactions jihadistes. Mais si en 2017 les autorités proclamaient leur victoire

contre l'EI, depuis, la reconstruction du Sinjar est à la traîne.

"Sur 80 familles, seules dix sont rentrées. Les autres disent ne pas avoir de maison pour les abriter, pourquoi reviendraient-elles", lâche Bassem Eido, 20 ans, habitant de Solagh, bourgade nichée sur les hauteurs du Sinjar.

Au village, c'est un paysage de désolation. Des bâtisses à moitié effondrées, tuyauteries rouillées surgissant ici et là au milieu des ruines envahies par des herbes folles. Certains ont pu reconstruire

leurs maisons, d'autres campent sous des tentes plantées au milieu des décombres de leur propriété.

"Comment avoir le coeur en paix? Rien ni personne ne nous fera oublier ce qui s'est passé", lâche Bassem.

L'EI considérait les Yazidis et leur religion ésotérique monothéiste comme des "hérétiques": des milliers d'hommes de cette communauté kurdophone ont alors été massacrés, les enfants embrigadés, les femmes enlevées et vendues aux jihadistes,

réduites à l'esclavage sexuel.

Malgré les horreurs du passé, Bassem a accompagné son père quand celui-ci a voulu rentrer pour finir ses vieux jours dans son village natal. La maison incendiée tenait encore debout.

Aidés par une ONG, ils ont pu la restaurer, confie-t-il, estimant que la plupart des habitants n'ont pas les moyens de financer eux-mêmes de tels travaux.

Mais si la région était reconstruite, "tout le monde reviendrait", assure-t-il.

- "Reconstruire nos vies" -

A ce jour, plus de 183.000 personnes originaires du Sinjar sont encore déplacées, indique un récent rapport de l'Organisation internationale des Migrations (OIM).

Si la plupart des régions du Sinjar ont pu retrouver "la moitié ou moins" de leurs habitants, "13 sites n'ont enregistré aucun retour depuis 2014", déplore l'agence onusienne.

Promettant de débloquer des fonds, Bagdad a plusieurs fois mis l'accent sur la nécessité d'accélérer les compensations financières versées aux victimes d'exactions jihadistes et la reconstruction au Sinjar.

Le temps presse: le gouvernement s'est fixé comme date-butoir le 30 juillet pour fermer les derniers camps de déplacés, où vivent encore des milliers de familles yazidies.

Pourtant des villages entiers "sont encore rasés, la majorité des familles n'ont reçu aucune compensation", déplore un responsable local, Nayef Sido.

Même ceux qui ont fait le pari du retour reprennent parfois le chemin en sens inverse, faute d'emplois, ajoute-t-il.

"Des logements sûrs et habitables sont indispensables, mais nous avons aussi besoin d'infrastructures publiques fonctionnelles, des routes, des écoles et des bâtiments gouvernementaux", confirme de son côté Feermena Kheder, conseillère juridique travaillant pour le Conseil Norvégien des Réfugiés (NRC).

"C'est seulement avec ces fondations que nous pourrions espérer reconstruire nos vies", confie-t-elle à l'AFP.

Son ONG accompagne les familles qui entreprennent les démarches administratives pour obtenir des compensations. C'est le cas de Hadla Kassem, dans l'attente depuis trois ans de dédommagements pour sa maison détruite.

Dans son village de Kojo, la quadragénaire a perdu 40 membres de sa famille, tués par les jihadistes, notamment ses parents et un frère. Aujourd'hui, pour obtenir les compensations vitales

auxquelles elle peut prétendre, il lui faut affronter les dédales de la bureaucratie irakienne.

Les autorités "n'ont pas retrouvé tous les charniers, les dossiers des martyrs n'ont pas tous été traités, ceux qui vivent dans des camps ne sont pas rentrés", résume Mme Kassem: "Nous sommes dévastés. Il nous faut une solution".

- "Responsabilités" -

Entravant un retour à la normal au Sinjar, il y a aussi une lutte de pouvoir opposant ces dernières années une multitude d'acteurs. Même si fin 2020 le gouvernement fédéral de Bagdad signait avec Erbil, capitale du Kurdistan autonome, un accord dans l'espoir d'apaiser les tensions et de garantir la reconstruction.

Les tensions persistent, dans un région où sur le terrain se côtoient l'armée irakienne, les anciens paramilitaires du Hachd al-Chaabi, et des combattants yazidies affiliés aux rebelles kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) -- eux-mêmes sporadiquement visés par des bombardements de la Turquie voisine.

"Chaque partie veut plus de contrôle", reconnaît sous couvert d'anonymat un responsable sécuritaire.

En 2022, des affrontements entre l'armée et les combattants yazidies avaient même poussé 10.000 personnes à quitter le Sinjar, certains se réinstallant dans des camps.

"Plutôt que de s'absorber dans la fermeture des camps, le gouvernement devrait investir dans la sécurisation et la reconstruction du Sinjar, pour en faire un endroit où les gens ont envie de rentrer", indique Sarah Sanbar, chercheuse chez Human Rights Watch (HRW).

Si Bagdad et Erbil se disputent le pouvoir au Sinjar, "personne n'est prêt à en assumer les responsabilités", déplore-t-elle.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 mai 2024

Festival de l'Imaginaire: choc des cultures, du Badakhshan au Kurdistan

Paris, 31 mai 2024 (AFP) — Venues de Haute-Egypte, du Badakhshan, du Burkina Faso ou du Kurdistan, des formes spectaculaires traditionnelles, musiques ou danses, parfois inconnues sont à l'affiche de la 27e édition du Festival de l'Imaginaire, jusqu'au 6 juin à Paris et dans sa proche banlieue.

La Maison des cultures du monde, dont le festival est une émanation, tente de préserver contre vents et marées ces formes spectaculaires, menacées pour nombre d'entre elles de disparition.

Certains de leurs interprètes, dont l'espace d'expression se li-

mite souvent à une région voire à quelques vallées de haute montagne, quittent exceptionnellement leur cadre de prédilection pour celui des scènes franciliennes.

C'est le cas d'Aqnazar Alovatov (chant et rubab pamiri, instrument à cordes de la famille du luth). Entouré de deux autres musiciens mardi, au Théâtre de l'Alliance Française, il interprétera les chants et musiques dévotionnels du Badakhshan, une province aux confins de l'Afghanistan, du Tadjikistan et de la Chine restée longtemps inaccessible.

Mazaher, un ensemble de femmes emmené par Om Sa-

meh, dévoilera samedi même lieu, les secrets du zar, un rituel de guérison et de protection généralement réservé aux maisons et aux espaces communautaires dans la région de la Haute-Egypte et au nord du Soudan.

Reste à voir si ces musiques, pour nombre d'entre elles liées à des rituels et généralement interprétées dans le cadre de cérémonies, ne perdent pas de leur sens lorsqu'elles sont transplantées dans une salle de concerts. Cette question sera posée lors d'une table ronde samedi.

Certaines de ces musiques régionales sont parvenues au fil du temps à toucher le grand pu-

blic, comme le qawwali pakistanaï, musique de transe soufie plutôt joyeuse qu'interpréteront, lundi au Théâtre de la Ville, Asif Ali Khan (élève de la légende disparue Nusrat Fateh Ali Khan) et son ensemble, ou la rumba catalane vulgarisée par les Gipsy Kings.

Pas sûr, en revanche, que le zar ou les musiques du Badakhshan, très monocordes, parviennent à toucher plus qu'une poignée de curieux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.